

MÉMOIRE SANS DÉFAILLANCE: DES NAZIS PARLENT

# LE MONDE pages - 15 F Gr.-Bred. : 1,10 & Iriande : 1,70 & Italie : 1,70 & Italie : 1,70 & Italie : 1,70 & Italie : 1,50 & Italie : 1,5

MARS 1988

sous l'empire des Grands

(Pages 23 à 26.)

LA FRANCE DANS LE MONDE

# Réalisme et éthique en diplomatie | La dérive israélienne

Par CLAUDE JULIEN

 Selon l'humeur que su flaireras dans l'assistance, son discours pourra sour à sour être plaisant ou austère, noble ou vulgaire, prolixe ou concis, subtil ou grossier. Il est bon en tout cas qu'il soit obscur car l'homme redoute la clarté... Rappelle-toi que moins tes auditeurs ront, plus ils auroni

32 - FÉVRIER L

Sorivain uruguayen Eduzedo Gales

pesines étaient, en fait, des dimes, les militaires ont certes quité le

er derrière jui et le garder jalousemen

acendale qui afficielle egglemen h

Proposité des forces armées s'ajone a

peratios: Papplication des mesures in the dicidos par le Fonde monétaire ne trait (PMI). Les milieux populaires (g

pénalisés par la dictature, ens

est de la démocratie – est sacrifica ments contractés par les ancie

crise de la représentation

ENT, dans de tels contextes in de démocrate? Ca

eno anibentique démocrate? Ca

modificatueis et du sem même à pulaire. Le modèle domine ce qu'on appelle la démocration « Ce modèle des droits des groupes soin partie les droits des groupes soin partieres par les countaires.

personatio - reelle - n'est concessione

pradme de représentation se page de nouvelles institutions. Carle contrelles soutiennent un system

dquitablement les intérêts de

des élections ou le Parlement ma:

and droits et des apprations de laps

es économique qui ne repré-

persons pas qu'il faille combine

e populaires. La crise de la démocras

pare crise de la représentation Junque le peuple réclame la dénom-fantique lazare, il réclame, en fin h la la la l'autodétermination à fantique la l'autodétermination à

and reparation plus équitable de

Se lette pour la démocrate et si

supreme du système actuel de deser-

ement défi pojjuque d'agiourd'hui de

Chaque pays c'Amenque bis Ay attaler dans le respect de sa prope

mai dan valeurs de son peuple.

enepération franco-quebecoise (se

me maits, par Juan Goynsole.

DISNEY - A LA CONQUE

pour la fin de l'injustice.

the recomment que les démocrates bis

presidentiel, mais c'est pour mien

PRIMO LEVI (1)

prix d'or, ils out inscrit sur les murs de nos villes leurs profondes pensées. Plus vaste le A panneau d'affichage, plus bref et plus creux le slogan. Pour quelques centaines de millions de francs (2) dont l'origine reste entourée de mystère. Exercice : calculez le coût unitaire du mot qui ne dit rien. Les candidats espèrent-ils que le chaland sera fasciné par le vide ? N'ont-ils donc rien à dire? Ou bien pensent-ils pouvoir impunément se moquer des électeurs ?

Pourtant, le président qui sera élu dans deux mois tracera la route du pays dans un univers à la fois fragile et bouillomant, aussi plein de promesses que de dangers. Sur tous les fronts d'activités, se manifestent le meilleur et le pire. Ainsi le monde occidental sent vaciller sons ses pieds les bases mêmes de sa prospérité, mais voit simultanément s'esquisser des accords qui atténueraient les risques incibaires. L'Europe, pour sa part, n'a point perdu le goût d'irritantes querelles, mais emine quand même vers le grand marché unique de 1992. Le camp des démocraties s'est réjoui d'accueillir de nouvelles recrues, mais, des Philippines à l'Amérique latine, leur endettement entretient une agitation sociale qui sti-mule déjà l'ambition de prétendus « hommes forts ». A l'Est, M. Gorbatchev bouleverse un jeu trop kongtempi figé, ébranle de stériles routines, veut se retirer d'Afghanistan, mais voit gronder le mécontentement dans son glacis de démocraties assez peu popu-laires. La violence n'en finit plus d'ensanglanter l'Afrique du Sud, l'Amérique centrale, le Proche-Orient.

A nos portes, toujours convoitée par les

puissances, l'Afrique ne sait même plus comment échapper à sa dérive. Pen-dant que, multipliant les victimes, la famine et les armes continuent de frapper, la science ouvre de nouveaux horizons, fait surgir les miracles technologiques, mais, trop sûr de lui ou désemparé, l'esprit humain ne sait à quelles fins utiliser les prodigieux outils qui lui sont ainsi offerts. Partout, craintes et espoirs.

Ce monde n'est certes pas en train de sombrer. Il ne change pas seulement de visage : à une cadence accélérée, il se métarmophose en profondeur, invente des formes nouvelles qu'il faut savoir modeler, façonner. Pour le rendre plus équitable ou plus injuste? plus paisible on plus violent? plus digne on moins vivable? Comment?

ES grandes figures engagées dans la compétition en cours vous le disent sans fard. Parfaitement claires, trois options principales vous sont offertes. En dépit de la complexité de cette époque, elles out le mérite de tenir en peu de mots. Vous avez le choix: pronor pour la « génération Mitterrand », ou pour « Barre, et ça repart », ou pour « le courage, oui, c'est Chirac ! ». Par la vertu d'aussi riches réflexions, le monde, demain, sera meillenr...

Pourrait-on naïvement croire, avec-Time (3), que, entre MM. Mitterrand. Chirac et Barre, . il existe un consensus sur les grandes orientations en matière de politique économi défense et de diplomatie »? Outre qu'elle rendrait incongrue toute préférence pour l'un ou l'autre des candidats, pareille illusion préparerait à coup sûr d'amers réveils. Car le revenu des familles, le taux de chômage, la capacité de financer une défense crédi-

ble et des services publics efficaces, tout ce qui conditionne le bien-être matériel et spirituel des citoyens est inséparable de l'aptitude du futur président à évoluer dans la jungle des rivalités internationales; rivalités financières, commerciales, technologiques, idéologiques, militaires. Si extravagant qu'en soit le prix, aucune campagne d'affiches ou d'annonces publicitaires dans les journaux ne peut jeter la moindre lumière sur les possibilités qui s'ouvrent au pays.

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Les partis manquent gravement à leur mission chaque fois qu'ils traitent superficiellement les grandes affaires mondiales. Ils s'y sentent encouragés par la répugnance de nombreux électeurs à se plonger dans l'aridité des dossiers financiers, stratégiques, diplomatiques. Qui brisera ce cercle vicieux? Pour ce faire, quelle meilleure occasion qu'une campagne présidentielle? Mais chacun va répétant que la politique étrangère pèse peu dans le verdict des urnes. C'est oublier qu'elle conditionne, sur la scène intérieure, la réussite ou l'échec de toute politique économique et sociale.

ANS ce qu'elle a de plus archat-que, la culture nationale privi-légie paradoxalement une vision spatiale de la diplomatie : relations avec d'autres Etats, géographiquement plus ou moins proches, que leur position stratégique, leurs richesses, les liens historiques qu'ils ont noués, etc., recommandent à l'attention du pays. Depuis longtemps déjà, le souci primordial de la sécurité du territoire n'a cessé d'élargir l'aire d'intervention des Etats. Dans le prolongement de la plus stricte diplomatie des frontières, la notion même de proximité a été bousculée : en témoignait déjà l'aide aux Insurgents d'Amérique.

(Lire la suite page 10.)

(1) Primo Levi, «Un testament», dans le recueil de nouvelles intimilé Lilità, éditions Lians Levi, Paris, 1987, p. 164. Ce testament est celui que laisse à son fils un odièbre arracheur de dents...

(2) Francs « lourds», bien entenda. (3) «The Race Is On : A presidential cum-sign begins with near consensus on the paign begins with near consissues», 77me, 15 fevrier 1988.

### UN ÉTAT SANS DÉFENSE?

Trois mois de révolte dans les territoires occupés par Israël depuis vingt ans ont eu pour effet de resserrer les liens entre les Palestiniens « de l'intérieur » et l'Organisation de libération de la Palestine (voir page 18). Ni l'Egypte, ni la Jordanie ne peuvent plus désormais soutenir un projet d'autonomie qui viserait au contraire à les distendre. Mais en cette année d'élections aux Etats-Unis, en France et en Israel même, les alliés occidentaux de l'Etat juif n'ont rien d'autre à proposer, comme l'a clairement démontré la récente tournée au Proche-Orient de M. George Shultz, secrétaire d'Etat

Face à ses adversaires arabes, Israël a toujours pu compter, pour assurer sa survie, sur l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. Mais quelle aide extérieure pourrait le défendre contre lui-même? Le plus grave danger aujourd'hui, pour l'Etat juif, est l'incapacité de ses dirigeants à accepter une autre solution que la force militaire pour mettre sin à l'insurrection palestinienne. Une telle politique laisse l'Etat sans désense contre l'érosion des valeurs démocratiques (voir ci-dessous et pages 17 à 19) sans lesquelles la société israélienne ne peut maintenir sa cohésion.

#### Par AMNON KAPELIOUK

L aurait fallu tuer cinquante Palestiniens d'un seul coup et on aurait eu la paix pendant trente ans (1). » Doux semaines après le début des émeutes en Cisjorda-nie et à Gaza, M. Benry Chalita, député du Likoud (droite nationaliste), proposait ses remèdes à une société israélienne encore sous le choc. Passé le premier désarroi, la majorité de la population juive adopta un com-portement « tribal » : elle se rallia à ses chefs et à leurs explications selon les-quelles les coupables étaient les lanceurs de pierres. Les expropriations de terres, les sévices et les tortures, les expulsions, toutes ces violations quotidiennes des droits de l'homme qui avaient ponctué les vingt années de l'occupation étaient oubliées par l'homme de la rue.

Stupéfiante mais triste réalité : dans leur majorité, les Israéliens, fils d'un peuple qui a subi, an cours des siècles. tant d'humiliations et de tentatives d'annihilation, se bouchaient les d'un peuple spolié aspirant à vivre dans la dignité et l'indépendance.

L'establishment israélien s'est bien laissé surprendre par l'insurrection. Comme à la veille de la guerre d'Octobre en 1973, les dirigeants, attachés à des conceptions figées, n'ont pas vu arriver la tempête. En 1973, avec l'attaque de l'armée égyptienne, s'effondra le mythe du « statu quo qui durera tant que nous le voudrons ». En décembre 1987 s'achevèrent les rêves insensés de « présence éternelle » dans les territoires occupés. En 1973 comme en 1987, pourtant, tous les indices confirmaient que l'orage approchait. Mais les yeux et les cerveaux étaient fermés.

Les avertissements n'avaient pas manqué. Le professeur Yechayahou Leibovitz, de l'université hébraïque de Jérusaiem, avait prévenu, dès le début de l'occupation en 1967, qu'en consacrant toutes ses ressources et ses efforts à la domination des Palestiniens, l'Etat d'Israël deviendrait une « monstruosité». Mais qui voulait entendre ce

Au début du soulèvement en décembre dernier, les responsables israéliens ont cherché des raisons spécieuses pour l'expliquer. Le premier ministre, M. Shamir, a ainsi déclaré que l'opération du commando palestinien au nord d'Israël, à la fin novembre (2), - était la cause principale des émeutes dans les territoires occupés (3) ». M. Rabin, ministre travailliste de la défense, a longtemps soutenu que les troubles « se termineraient bientôt ». Il failut attendre deux mois pour que le même ministre reconnaisse que les émeutes continueraient « jusqu'à ce qu'on aboutisse à un règlement polisique [du problème palestinien] (4) ».

(Lire la suite page 17.)

(1) Yedioth Aharonoth, 23 décembre

(2) Le 26 novembre, un homme avait tra-versé la frontière libenaise en deltaplane et attaqué une caserne israélienne, tuant six soldats et en blessant neuf autres.
(3) Hadochor, 26 janvier 1988.

(4) Entretien avec le Wall Street Journal,

# ECONOMICA

LA COHABITATION FROIDE	
Charles DEBBASCH	145 F
LA POLITIQUE SAISIE PAR LE DROIT Louis FAVOREU	50 F
LA MONNAIE  Michelle de MOURGUES	185 F
ÉLÉMENTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE PURE	350 F
LES OPÉRATIONS DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, 2° éd.	
Michel LELART	195 F
COMMENT TROUVER AIDES ET FINANCEMENTS  Jean-Louis BORLOO et Gérard PROUTHEAU	280 F
ANALYSE FINANCIÈRE Elle COHEN	185 F
LA VOLONTE D'ETRE FRANCE Christian SAINT-ETIENNE	95·F···
SPÉCIALISATION INTERNATIONALE ET INTÉGRATION EUROPÉENNE	·
Philippe ROULET	58 F
SPÉCIALISATION INTERNATIONALE ET COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE	·
Philippe SAUCIER	58 F
LE COMMERCE EST-OUEST	
François SEUROT	58 F
LES ÉCHANGES SUD-SUD François VELLAS	48 F
Chez Votre LIBRAIRE	

or Class ECONOMICA : 43, rus Héricart - 75015 PARIS - Tél : 45.79.93.58 | 45.78.12.82

#### Le retour des vraies valeurs DANS CE NUMERO :

Echec d'une diplomatie « militaro-économique » où les valeurs de civilisation s'effacent devant des intérêts importants mais très terre à terre. Dans ce monde en plein bouillonnement. les positions de la France reculent, et pourtant les candidats à l'élection présidentielle restent d'une stupéfiante discrétion. Claude Julian s'efforce alors de dégager les lignes de force d'une politique étrangère plaçant « la France dans le monde », où la construction d'une Europe attachée à la défense des principes démocratiques serait l'objectif prioritaire (pages 1 et 10).

LA LEÇON DE L'HISTOIRE

Alexandre Szombati terminait son enquête sur la « génocide des isifs a durant la seconde guerre mondiale (pages 4 à 6) quand éclata, le 8 décembre, le « soulèvement des Palestiniens « de l'intérieur » (pages 1 et 17 à 19). Ce télescopage de l'histoire, à cinquente ans d'intervalle, choque tous les esprits. Seuls les plus aveugles refuseront de reconnaître la leçon qui est ainai donnée : la démission, hier, des démocraties européennes devant la montée du fascisme et du nazisme (voir aussi l'article de Georges Scheuer à propos du « cinquententire de l'Anschluss », page 7) ne condamne pas, aujourd'hui, les Européens à se taire devent les dangers qui menacant à la fois le démocratie israélienne et les Palestiniens en quête

LOI DU MARCHÉ

Mais l'Europe e des droits de l'homme » vaque à ses affaires. Elle a ses millions de pauvres, réduits à la condition d'assistés, et du même coup déjà « exclus de la démocratie » (voir page 11). La France voit s'écrouler des pans entiers de son industrie. Cette fois,

c'est dans l'industrie de l'armement, l'un des piliers de l'économie, que s'annoncent de nouvelles suppressions d'emplois (pages 8 et 9). Bien plus grave, cependant, est la crise de son e industrie de l'audiovisuel » (pages 20 et 21) qui compromet la maîtrise du développement culturel de tous les citoyens.

Mêmes distorsions à l'échelle mondiale, comme le montre l'exemple de « l'industrie sucrière » dont les mutations se font « sous l'empire des Grands » (pages 23 à 26), aggravant les inégalités entre producteurs du Nord et du Sud.

#### LE CULTE DU PASSÉ

Que le culte des affaires ne suffise pas à combler les exigences de l'esprit, le Japon en donne une preuve éclatante (voir page 16 e la quête du sacré à l'horizon de l'an 2000 »). Tandis qu'un universitaire américain se penche, kui, avec un regard critique, sur l'œuvre des plus éminents historiens français exaltant ces « lieux de mémoire » (pages 28 et 29) où la nation française contemple ses recines. Mais « l'impuissance des écrivains ivoiriens » (page 22) témoigne bien du désarroi qui s'installe

torsque les intellectuels se laissent couper des valeurs de leurs sociétés en cédant aux mirages du z miracle économique s.

détaillé page 32.



Acture du Figaro-Magazini.

Acture du Figaro-Magazini.

Acture de venin, par Pierre de l'homet, p entitée de poudre) de Hervé Hami entitée de poudre) de Hervé Hami les Florense. Nathard Florense Samprun. par Ignacio Ball pringo! - de Medea Ball the stu mois de james 1988 161 300 mentiones. Février 198

Selon M. Pierre Bérard, professeur à l'université de Besançon :

Comme beaucoup d'intellectuels allemands de sa génération, Schmitt fut traumatisé par la défaite de 1918. Révolté par le « diktat », il devint un des adversaires les plus déterminés de la République de Weimar, dont il ne cessa de dénoncer les fondements constitutionnels (...). Schmitt n'adhé-rait aucunement à la Welstanschaung raciste du nazisme (...). Il fut égale-ment un adversaire de la philosophie des Lumières et du libéralisme qui en découle, mais ce point de vue était partagé à l'époque, non seulement par les penseurs de la « révolution conservatrice », mais aussi par de nombreux théoriciens de gauche (...). Les recherches [sur Schmitt] se sont multipliées en France grâce au remarquable travail du professeur Julius Freund, un résistant de belle envergure qui ne peut être suspecté d'aucune complaisance à l'égard du nazisme (...). Savez-vous, enfin, qu'en Italie de nombreux intellectuels socialistes et communistes ont positivement intégré Schmitt à leur appareil de référence ?

M. Jean-Louis Feuerbach, avocat à Strasbourg et auteur d'un ouvrage intitulé « la Spatiologie politique chez Carl Schmitt ... estime que :

« Carl Schmitt n'a jamais exercé aucune influence au sein de la mouvance du national-socialisme. Membre du Zentrum, puis jurisconsulte de la droite nationale anti-hitlérienne (de Von Schleicher notamment), Carl Schmitt a été mis à l'index en 1936 par la SS et ses anciens étudiants (Koellreuter, Hoeln et Daitz notamment). Par crainte pour sa personne et ses proches, il a renoncé à sa chaire. Il a ainsi échappé à Nuremberg et à la dénazifi-

#### « Un nouveau maître à penser : l'entreprise »

Dans son article «Un nouveau maltre à penser : l'entreprise » (le Monde diplomatique, août 1987), Bernard Cassen évoquait le conformisme et les habitudes d'obéissance aveugle à la hiérarchie de beaucoup de cadres supérieurs français. Elève à l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA) de Rennes – où il est entré sur dossier en deuxième année et non pas à l'issue de deux ou trois années de classes préparatoires, - M. Eric Favre nous écrit pour souligner les carences du système de formation des ingénieurs :

Avant d'entrer dans une école, les futurs ingénieurs doivent effectuer deux à trois ans en classes préparatoires. Ils seront complètement isolés du monde. Pour réussir, ils devront exclusivement travailler (...).

Hélas, ces années (dix-huit, vingt ans) sont celles où l'individu devient adulte en se forgeant des idées et une échelle de valeurs qui lui sont propres. Ce phénomène est souvent amplifié par le départ du futur étudiant vers une ville d'étude loin du milieu familial (...).

On pourrait penser que les élèves entrant en école d'ingénieur ont un for-

Charchez-vous

tms école?

LIBERTE PATRIE

Le canton de Vaud -

us offre plus de

repondent aux besoins

mondialement connu pour

son enseignement prive -

50 écoles privées

midable besoin de rattraper ce retard. Or l'école est un microcosme. Elle présente bien souvent sur le même lieu les salles de cours, un réfectoire, une cité, un hall de sport permettant d'avoir les loisirs sur place. Les clubs en tous genres foisonnent et permettent de rester entre élèves sans aucun désir d'y intégrer des gens de l'extérieur, tels que des étudiants de la faculté par exemple. On vit en marge de la ville, bien loin des réalités qui incitent à réfléchir aux problèmes du monde

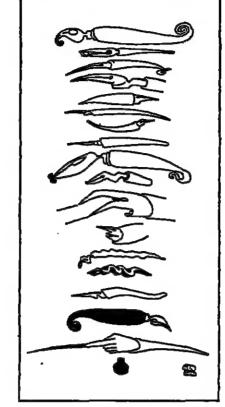
Dans ce microcosme, il y a impossibilité d'exister en tant qu'individu. L'élève fait partie d'un groupe et n'existe que par ce groupe. Du fait de la promiscuité, les échanges n'ont pas lieu d'individu à individu, mais d'individu au groupe. L'élève n'a pas la possibilité de s'individualiser et d'acquérir une pensée qui lui est propre.

Ce microcosme est une monde clos. Il n'y a pas d'apport d'idées nouvelles de l'extérieur. Rien ne vient ébranler ou même apporter une pierre à l'édi-

C'est peut-être pour cela qu'ici à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes, je ne porte plus le nom d'étudiant mais d'élève...

(Règion du Lèman)

Courrier. DES **ECTEURS** 



#### « Sauver le Sahel »

M. Jean Ferrière, de La Parcq, ne partage pas l'opinion de René Lenoir («Sauver le Sahei», le Monde diplomatique, novembre 1987) quant aux possibilités de rebolsement grace au jojoba:

Le jojoba est une plante à croissance extrêmement lente, contrairement à ce que M. Lenoir affirme, et à faible développement végétatif, ce qui le rend assez peu efficace pour lutter contre l'érosion. (...) C'est certainement l'une des cultures alternatives les plus prometteuses à condition de la développer dans des zones écologiques convenables. Mais cette plante, ainsi que le pourjhère, n'est pas une plante miracle qui transformera le désert en oasis.

A propos du même article. M. Pierre Jacolin apporte quelques idées complémentaires pour revivifier cette région où il travaille denuis treize ans. Notamment:

Redonner le pouvoir aux vrais responsables du développement, les paysans eux-mêmes. Ce pouvoir est actuellement confisqué par une administration qui ignore une partie des réalités du terroir. Ou du moins qui n'a pas les moyens de s'investir sur le terroir. Quand les reboisements ne marchent pas, c'est souvent moins pour des questions techniques que pour des questions d'attribution : à qui reviendra le bois ?

#### « Les armes de l'Europe »

A propos des articles publiés sous le titre « Les armes de l'Europe » (le Monde diplomatique, janvier 1988), M. Jean Miales, fon-dateur des groupes Rencontres, nous adresse les réflexions suivantes, touchant un point essentiel trop souvent négligé:

Il faut donc faire l'Europe militaire, dont on parle depuis une bonne dizaine d'années, sans que les actes suivent réellement. On parte des principes, des armements, des doctrines, parfois même des systèmes de forces. Mais on ne parle pratiquement jamais des militaires, de ceux qui sont les acteurs essentiels de cette défense (...).

Ce silence se perpétue dans toutes nos nations, sauf peut-être en Grande-Bretagne. Je pense que l'origine de cette attitude est à chercher dans le fait que les armées de ces nations ont toutes été, en 1939-1944, des armées vaincues et même écrasées. Leurs échecs ultérieurs, dans les guerres de décolonisation (...), ont entretenn ces mauvais souvenirs dans l'opinion publique. Les épormes bêtises, de caractère politique, commises par les militaires de France, de Grèce surtout, d'Espa-gne, voire du Portugal, sont venues ajouter leurs effets nocifs à cette méfiance des populations.

Mais maintenant que les choses, par-tout, sont reutrées dans l'ordre, grâce aux efforts considérables et couronnés de réussite réalisés par les armées de notre Europe, il faudrait leur redonner la configues et la considération sans lesquelles elles ne penvent être elles-mêmes (...). Je suis obligé de reconnaî-

Réagissant plus précisément à l'article de Claude Julien, M™ Ingrid Rumpf, professeur de français et d'histoire dans un lycée de Karlsruhe, exprime son désaccord:

Le résumé de cet article est donné en bas de la page I en ces termes : « [...] les armes de l'Europe conforteroni la paix si elles sont mises au service d'une défense autonome. A condition que la puissance économique allemande consente à se combiner au potentiel de la dissuazion française. [...] » Et l'article décrit d'une manière assez détaillée l'attitude des hommes politiques en RFA. Or la coopération franco-allemande en matière nucléaire et le confortement d'une paix durable ne peuvent pas être zinsi réunis sans problème; c'est là que, à mon avis, réside l'erreur. Permettez-moi de m'en expliquer.

Avec qui entendez-vous coopérer? Avec la coalition gouvernante, on, en matière de défense, le groupe appelé Stahlhelmfraktion à l'influence plus grande? Ce groupe serait à la rigneur les problèmes économiques traités dans votre article mis à part - celui qui serait prêt à une telle coopération. mais là aussi vous trouverez ceux qui ne laissent passer aucune occasion de professer que la « question allemande » est encore à régler (« Die Deutsche Frage ist offen»), ceux qui ne se sont jamais contentés des résultats des conférences de Yalta et de Potsdam et dont les revendications territoriales resteront toujours dans le cadre des frontières de 1937, ce qui implique une réunification. Vous ne vous rendez peut-être pas compte que ces gens-là sont en quelque sorte les héritiers spiri-tuels de cette Allemagne qui, au cours des cent vingt dernières années, a envahi trois fois la France; qui, durant cette période, ne s'est jamais contentée des frontières existantes et qui, par ses aspirations démesurées, a déclenché

ment. Le livre que j'ai publié en juin dernier, en collaboration avec Jean Schlumberger, chez Economica, sous le titre le Moral des troupes, 1962-1986, m'a permis de le constater (\_). Les généraux et officiers supérieurs qui l'ont lu en sont enchantés, mais les rares civils qui l'ont connu l'ont trouvé - chiant », comme me l'a dit le directeur général d'une association, ou s'en sont totalement désintéressés. Dans les milieux spécialisés dans la communication militaire, on s'est étonné de ma nalveté lorsque j'ai fait part de ce fait. Il y est admis que tout ce qui concerne l'institution militaire, et donc les hommes qui en font partie, ne trouve aucun écho dans la presse écrite, parlée on tělévisée.

MINT la situation a

am affernishe

Seattle Comme

pay durait or trass

is it rappelle irrivate

Terre ctait su

STAN AN IN QUE COME

and quelle mesers &

quel point les s

ME CHEC He modèle de s

se uneque de Magella

Je ne crois pes que ce livre soit un chef-d'œuvre. Sans doute est-il exagérément sérieux. Il se fourmille pas d'anecdotes ni de scandales. Il se veut simplement vrai et contient per là même un éloge envers les chefs, l'enca-drement et les hommes qui out permis d'obtenir un redressement du moral et de la valeur de nos armées, à vrai dire inespéré en 1962.

Mais cela, les faits le prouvent, il est impossible de le dire et de le faire dire. La grande muette est aussi la grande

C'est à des attitudes comme celles-là que j'attribue le piétinement de l'idée de défense de l'Europe. Aussi longtemps qu'elle durera, l'Europe restera faible militairement et le jouet des Deux Grands dans leur tête-à-tête.

des guerres terribles et dévasté l'Europe entière.

Ceux, au contraire, qui veulent la démucléarisation de l'Europe et qui ne consentiraient pes « à se combiner au potentiel de la dissuasion nucléaire française », ce sont ceux qui acceptent la réalité des deux Allemagnes, et des frontières de Potsdam. Ils ont appris la leçon de l'histoire. Ce sont aussi ceux qui plaident pour une réconciliation avec l'URSS, n'oubliant pas que ce pays a toutes les raisons du monde de craindre l'agressivité d'un peuple (et l'arme nucléaire aux mains de ses militaires) qui, en 1941, l'a envahi en dévastant son territoire avec une barbarie incomparable, ce qui a coûté la vie à vingt millions de ses hommes. Cette « autre Allemagne », qui refuse la coo-pération nucléaire, désire « conforter la paix > en Europe, une paix qui repose sur le principe stable de la détente, et non sur celui - beaucoup plus précaire que vous ne le jugez dans votre jour-nal - de la dissuasion (Abschreckung!). Si la France veut construire une paix durable, qu'elle soit l'alliée de cette « autre Allemagne »; si vous craignez la réunification, unissez-vous à ceux qui y ont vraiment renoncé.

#### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondsteur : Hubert BEUVE-MÉRY Directeur: Claude JULIEN Rédaction en chef : Micheline PAUNET Ignacio RAMONET Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH Secrétaire de réduction : Solange BRAND

REDACTION 7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Télex: MONDPAR 650572 F T&L: 42-47-97-27

Publicité: le Monde Publicité S.A.
Responsable: Antoine Gauvin
5, rue de Monttenny,
75007 Paris. Tel : 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

# L'AUTELITEIR SATHATRITER

de voyagas et expéditions dans la tradition

Algérie, Niger, MAURITANIE Projeter ou construire

votre voyage **AVEC D'AUTHENTIQUES GUIDES SAHARIENS** et des

SPĒCIALISTES INCONTESTĒS du désert Renseignements sur l'ensemble de nos voyages:

L'ATELIER SAHARIEN « le VIIIage » 38410 Saint-Martin-d Uriage Tel.: 76-89-52-19

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs soli-daires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois de janvier 1988, la somme de 26 251 F. Depuis cette date, 4 432 F sont venus s'ajouter au fonds, se répartissant comme suit : 5 chèques de 50 F; 4 chèques de 100 F; 1 chèque de 150 F; 6 chèques de 200 F; 3 chèques de 250 F; 3 chèques de 313 F; un chèque de 343 F et un chèque de 400 F. La somme totale s'élève donc pour l'instant à 30 683 F.

Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M= Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Edmond Jouve, M. Tchicaya U Tam'Si, s'est de nouveau réuni dans nos locaux le 24 février 1988 et a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous enverrons gratuitement notre journal dans le courant de ce mois.

in	Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bu ci-dessous.
	M. on M
	F*, TBE
	à Code postal
1	lecteur du « Monde diplomatique » depuis ans, verse par chèque bancaire chèque postul
1	la somme de :  250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  313 F pour un abonnement en Amérique latine.  343 F pour un abonnement en Asie.
2	on de [] 50 F [] 100 F [] 200 F, destinés au fonds commun «LECTEUR! SOLIDAIRES» pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds (Chèques libellés à l'ordre du <i>Monde diplomatique</i> et adressés au <i>Monde diplomatique</i> (Lecteum Solidaires», 7, rue des Italieus, 75427 Paris Cedex (9).

225 (2016) \$4 11 <u>2</u>5 47:55 -47 ... 144 Sacraga Company With the services Street, a here was  $G_{i,j,k}^{*} = -1$ - ... Trustell de pom AND THE PROPERTY F. . . Grand Land the Property Sec. 12. 1044768 : revoluti The development of the second Attended to the second particular er de est of the second TVHENE The same to the same of the TRI 14 1 Part S at the polaries dabe The de la Cher les file ------THIS WAR TER - INSPON ilen in a tall talling Sec al halories - Cropes

aisonne

familiale (filles & garcons de 6 a 16ans) ers intensifs: 4-11 semaines, Pour adultes dès 16 ans. Externat. Objectif: français. Étá: étude approfondie du franllement communiquer. Diplômes officiels. - Beaulieu 19, C.P. 138. Dir.: M.&J. Wegmüller, CH-1807 Blonay Tel. 194121/943 11 93-fax194121/94328 27 CH-1000 Lausenne 9 Tel.194121/37 68 15 ST. GEORGE'S SCHOOL CH-1815 Clarens-Montreux CH-1820 Montreux
Dir.: P. A. Ruchst
industrielle 29,131,194121/22 63 52 **ECOLE BLANC** Internat international anglais de Jeunes Filies (9-19ans), Etudes secondaires completes. Progr. anglais et americain. Musique, painture, theatre, de-Cours de secretariat. Cours superieurs d etudes commerciales et de langues, Informatique. Preparation a l'apprentissage. eloppement de la personalite, Sports, Diplomes. Cours de français etran Cours d'ete pour garcons et filles (10-16ens) Tel.194121-964 34 11 - Tx.453131 geor ch. Traitement de texte, Fondes en 1923 Baccalauréat (séries A, B, C, D) Statut officiel de Collège et de Lycée français a l'étranger, Admission dès 10 ans. Aussi avec internet dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents ré-3. ch. de Préville - CH-1001 LAUSANNE Tel. 194121/20 15 01 - telex 450.600 el ch - Fax 194121/22 67 00 Patronné par l'Association Vaudolse des Ecoles Privées (AVDEP) et l'Office du Tourisme du Canton de Vaud (OTV), LE SERVICE SCOLAIRE DES **ECOLES PRIVEES** vous conseillers gratuitement et sans engageme 60, Av. d'Ouchy, 1000 Lausanne 5 Fel. 194121-27 72 55

Tradition et enseignement

AVDEP c'est: Internats et externats

examens anglais et américains

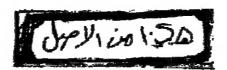
Ecoles primaires et secondaires, préparation:

commerce, informatique e secrétaire, hôtesse,

maturité suisse e baccalauréat français et international

tourisme • langues modernes • économie domestique • architecture • cours de vacances

Carton de Vaud



### de l'Europe »

ment. Le livre que j'ai publicat.

dernier, en collaboration ave le tirre le Moral des froupes le tirre le Moral des froupes le tirre le Moral des froupes le 1986, m'a permis de le constant le const

Je ne crois pas que ce live si le chef-d'œuvre. Sans doute est-il cu péanent sérieux. Il ne fournille de chechetes ni de scandales il a le contient vrai et contient le chement et les hommes qui ou pour d'obtenir un redressement du anni de in valeur de nos armées, à vii é incepéré en 1962.

Mais cela, les faits le prouven le impossible de le dire et de le fairé la grande muette est aussi la practice invisible.

C'est à des attitudes comme cale; que j'artribue le piétinement de le de défense de l'Europe. Attai le temps qu'elle durera, l'Europe les faible militairement et le jour le Deux Grands dans leur tête-à-the

des guerres terribles et dérant

Prirope entière. Cont. au contraire, qui vouler amciónrisation de l'Europe et qu'a consentiraient pas - à se combine a sangaise », ce sont ceux qui sceps le sanité des deux Allemagne, a le dières de Potsdam. Ils ont appre toutes les raisons du monte mande l'agressivité d'un peuple (a qui, en 1941, l'a cavali a aperable, ce qui a colté la te commes de ses hommes Car Allemagne », qui refuse la ca-secléaire, désire » conforta principe stable de la détent, a celus - beaucoup plus présur telus ne le jugez dans voire jou de la dissuasion (Abschre B. Si la France veut construir ix durable, qu'elle soit l'alliée - autre Allemagne »; si ma me la réunification, universe tous qui y out vraiment renoscé.

#### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Producer: Hobert BEUVE-MÉRY
Directour: Claude JULIEN
Réduction on chef:
Michaelme PAUNET
Ignation RAMONET
Réduction : Christian DE BRIE,
Alain GRESH
Secrétaire de réduction:
Solange BRAND

REDACTION
T, rue des Italiem
7547 PARIS CEDEX 09
THE: : MONDP AR 650572 F
TEL: : 42-47-97-27

Responsable: Account Guirle SA.
Responsable: Account Guirle
S, rae de Mecanessay,
7500.7 Paris.
18.: 45-55-91-82 on 45-55-91-71
Respondentiem interdite de tout article.

SATTATION

SATTATION

SATTATION

SATTATION

SATTATION

SATTATION

SATTATION

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre voyage

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre voyage

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre voyage

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre voyage

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre des des construire

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre des construire

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre des construire

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

Projeter ou construire

votre des construire

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

MAURITANIE

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPIE, NIGER,

ALGÉPI

Le Village \* Uriage Satni-Martin-d Uriage T4: 76-89-52-19

### RÉALITÉ DES CHANGEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

# Qui a peur de la démocratisation ?

EVANT la situation actuelle en URSS, deux questions se posent : dans quelle mesure la politique dite de démocratisation mène-t-elle à un affermissement ou à un affaiblissement du pouvoir ? Jusqu'à quel point les réformes en cours risquent-elles de remettre en cause le modèle de société ?

Selon certains commentateurs, même s'il semble se modifier, le régime ne saurait se transformer; car telle serait sa nature. Ce point de vue rappelle irrésistiblement celui de ces savants qui, au retour des vaisseaux de Magellan, continuaient à se demander, l'air entendu, si la Terre était ronde. Leurs descendants s'interrogent anjourd'hui, avec la même incrédulité, sur la réalité des changements en URSS alors que ceux-ci ont lieu sous leurs yeux...

- Par MARC FERRO .

Le plus dové, sans doute, des intellectuels qui demeurent sceptiques à l'égard des réformes de M. Gorbatchev est Alexandre Zinoviev. Dans son nouveau livre, le Gorbatchévisme ou les pouvoirs d'une illusion, il énonce trois critiques. En premier lieu, écrit-il, la « perestroïka » est seulement « verbale »; elle n'a pas de réalité. En second lieu, M. Gorbatchev voudrait-il effectuer de véritables réformes qu'il ne le pourrait pas. Enfin, le pourrait-il, que la société empêcherait ces réformes d'aboutir car elles ne correspondent pas, selon Zinoviev, aux vrais besoins de l'« homme soviétique ».

De la part d'un dissident, le premier argument surprend, car enfin s'il était un trait qui, selon lui, définissait le régime soviétique, c'était bien que la parole y était captive. Or il est clair qu'aujourd'hui, en URSS, plusieurs discours sont possibles, simultanément, et que le pouvoir les encourage... Certes, dans quelques domaines, il existait déjà une pluralité de points de vue : en économie, par exemple, ou sur d'autres terrains, tel celui de la religion, ou d'autres encore... Mais ce qui n'était que toléré est désormais encouragé. Bien plus, toute parole du pouvoir n'est plus présentée comme l'expres-sion d'une vérité scientifiquement irréfutable, mais comme une simple opinion susceptible d'être contestée, mise en cause : chacum peut parler en son nom, dire « je pense que », alors que depuis des décennies, seul le parti était l'instance de réflexion et l'organe d'expression unique de la société sinon la voix de l'histoire. Il était censé détenir le monopole de la vérité et affirmait la légitimité de son pouvoir au nom de cette vérité. On ne pouvait avoir raison contre lui.

Aujourd'hui, une instance du partifait appel aux analyses de tous, indépendamment de l'appartenance de chacun au parti : en ce sens, il y a bien une révolution, au moins théorique, puisque les fondements de la légitimité du pouvoir, des décisions qu'il prend, peuvent ainsi se modifier.

La multiplicité des opinions gagne plusieurs sphères de la société. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder certaines émissions de la télévision soviétique... et de vérifier ainsi que les citoyens — an reste, les jeunes davantage que leurs aînés — ne se privent pas d'élargir cette brèche. Certaines de ces émissions sont ainsi devenues des aires d'autonomie au sein même du système. Or tel est le mode de recrutement des journalistes — par concours, par spécialité — qu'on voit mal comment ils ne pourraient pas constituer une sorte de « pouvoir parallèle », contribuant à révéler l'existence d'un véritable pluralisme des opinions.

Cette aire d'autonomie s'ajoute à quelques autres : le cinéma, d'abord, qui, depuis longtemps, témoigne de la possibilité, sinon de distribuer les films contestataires, du moins de les réaliser; ce qui est plus difficile que de rédiger, seul, un samizdat, puisque des dizaines ou des centaines de personnes

Institut du monde soviétique et de l'Europe centrale et orientale (IMSECO) ; Ecole des hautes études en sciences sociales, sont mobilisées pour la réalisation d'un film. Or depuis une quinzaine d'années on ne compte plus les films qui ont pu ainsi être montés administrativement et financièrement, puis tournés, et enfin réalisés

Le théâtre devient à son tour une aire d'autonomie, puisque, aujourd'hui, selon l'administrateur de la Taganka, il existe quatre-vingts théâtres expéri-

rait être effective, ce demier écrit que M. Gorbatchev ne pourra pas faire grand-chose, « parce que, dans une société communiste, le pouvoir est loin d'être tout-puissant... L'action du secrétaire général est limitée par celle des autres membres du bureau politique et de l'appareil du comité central : celle de l'appareil du parti est limitée par les autres institutions. Les décisions des dirigeants sont limitées par les conditions de travail de la population. L'activité de chaque institution est limitée par celle des autres. » A trop vouloir démontrer, l'argument perd de sa pertinence; car il signifierait qu'il y a bien un changement, que le temps serait ainsi passé, où tout pouvoir venait d'en haut, où l'action du secrétaire général était « illimitée »... De fait, les pouvoirs du sommet de l'appareil se sont bien érodés, et Tchernenko s'en plaignait, à la veille de sa mort : « Il y a trop de démocratie en URSS, dissit-il, et cela nult à la discipline. » Pourtant, il demeure vrai aujourd'hui que le parti, en tant qu'instance de pouvoir, tient toujours par en haut. En témoigne, s'il était besoin, cette réponse d'un dirigeant local, citée dans la Pravda : « Vous ne pouvez rien contre moi... Je dépends du comité régional; c'est lul qui s'occupe de



BOUGHARINE (A LA GAUCHE DE STALINE) EN 1929

mentaux où les pièces ne sont plus soumises à l'autorisation préalable : « Qu'esi-ce que le théâtre peut bien désormals révéler, puisque tout se dit dans les journaux ? »

Ainsi, ces changements se télescopent, dans la presse notamment, et leur mouvement finit par atteindre le cœur même des instances de légitimation du pouvoir du parti : la science historique par exemple ; on dispute de la nature de ses pratiques passées. Il est vrai que, lorsque le pouvoir réhabilite Boukharine ou lorsqu'il libère des internés psychiatriques, il conteste les excès du régime, pas son principè.

Néanmoins un certain pluralisme des opinions commence à se manifester. Mais cela n'a guère de rapports avec le pluralisme à l'occidentale, car, sans même parter de l'existence de plusieurs partis politiques, il ne saurait s'y constituer — au moins actuellement — une « majorité d'idées »... A ce jour, pour l'essentiel, le régime politique traditionnel est en place avec son cortège d'interdits, de lois répressives, etc.

Pourtant, il est possible de percevoir une autre transformation, de caractère institutionnel, celle-ci. Le second argument de Zinoviev y introduit. Diagnostiquant que la démocratisation ne sau-

Maurice DELAFOSSE

HAUT-SENEGAL

NIGER

Quelques exemplaires retrouvés de ce grand classique de la recherche ethnographique et historique en Afrique occidentale épuisé depuis

longtemps, proposés exceptionnellement au public pour

800 FF les 3 volumes.

(1.300 pp., 41 planches groupant 80 clichés, 22 cartes)

Maisonneuve & Larose

Qu'il s'agisse, là de centralisme démocratique ou de colonisation bureaucratique, ce contrôle par en haut est bien, ici encore, à l'opposé de ce que, en Occident, on appelle la démocratie - le pouvoir par en bas - mais à l'opposé aussi du discours et des actes actuels du pouvoir : « Il n'y a pas assez de démocratie et nous en voulons davantage », répète M. Gorbatchev, et il ajoute : « Tout se passe comme si nous étions retournés à l'école de la démocratie. » Et pour l'expliquer, il définit le sens qu'il donne à ce concept en jugeant qu'« une collectivité de travail doit avoir le droit d'élire son directeur ». Comme on le sait, ce type d'élection, à candidature multiple, vient d'être introduite dans quelquesuns des secteurs de la vie publique... C'est bien une petite manifestation de démocratie par en bas.

Ces traits se rejoignent lorsque la « contagion » démocratique atteint le système institutionnel dans ses activités proprement administratives, sociales et

Les aires d'autonomie auxquelles îl a été fait allusion n'existent pas sculoment dans le champ culturel; elles apparaissent également dans ces naines... Ainsi en va-t-il de la gestion municipale, qui constitue une des activités des soviets. Leurs élus locaux, subissant la pression de leurs man-dants, sont bien contraints de trouver des movens pour paver les rues ou équiper les écoles... Ils ne cessent de transmettre leurs doléances à la fois aux soviets de région et aux organes du parti qui les ont présélectionnés... De 1917 jusqu'aux années 70, les soviets n'avaient pas cessé, de la sorte, de perdre leur vigueur, leur capacité d'agir.

Le retournement de tendance date ici de la fin de l'époque Brejnev, où les encouragements à l'autonomisation de l'action des soviets se sont multipliés. Aujourd'hui, le diagnostic de M. Gorbatchev est sans appel : « Les soviets ont été mis sur la touche... Il y a eu, dès lors, ralentissement de la démocratie... Les principes de la révolution socialiste furent ainsi ramés en ques-

tion. » Surtout, il ajoute : « Il convient d'accroître le rôle des soviets, de surmonter l'habitude d'en référer à quelqu'un d'autre, à des ordres venus d'en haut. » Et pour que le sens de ce jugement ne fasse pas de doute, il déclare : « Il y a eu remplacement des activités gouvernementales et administratives par le parti. »

L'extension des aires d'autonomie est une première manifestation de la « perestrolka ». « La « perestrolka ». disait récemment M. Gorbatchev, c'est la démocratisation, plus la réforme économique. » Laissons la réforme économique à son destin et voyons plutôt d'autres aspects de cette démocratisation.

#### Le rôle des syndicats

D'UNE autre façon, le cas des syndicats est révélateur du processus

de démocratisation et de ses limites. En leur sein, la gestion de la sécurité nome des plus complexes. Sur l'essentiel, pourtant, les syndicats étaient demeurés dans la dépendance bureaucratique du parti et la courroie de transmission du gouvernement. Or on observe un changement dans la définition de la nature des activités du syndicat. Ses membres avaient toujours eu pour fonction, certes, de défendre les travailleurs, mais depuis 1919, ils devaient être d'abord au service du parti, et leurs activités au service de la production et de l'Etat. Encore en 1982, à leur dix-septième congrès, Brejnev rappelait cet ordre hiérarchique : « Les syndicats sont appelés avant tout à défendre les droits et les intérêts des travailleurs [...] mais (ce « mais » est savoureux) ils ne pourraient pas faire grand-chose si la discipline du travail ne se renforçait pas, si la production ne progressait pas. »

Avec M. Gorbatchev, le changement de ton est complet : les dirigeants syndicaux sont souvent les « valets » des directeurs d'usine, « ils devraient prendre carrément le parti des travailleurs, avoir des dents » ; « de mauvaises conditions de travail, un service de santé médiocre, des salles de repos dans un état déplorable... On dirait que les syndicais trouvent cela normal ».

Le point important ici est bien que le régime entend restituer au syndicat non pas sa liberté mais sa fonction originelle. Or le détournement de la fonction des différentes institutions sociales, la subversion du rôle qu'elles jouent traditionnellement dans la société, tel avait bien été, depuis l'époque de Lénine, puis de Staline, l'un des traits du régime soviétique.

M. Mikhail Gorbatchev vient de le mettre en cause: mais s'il entend restituer aux institutions leur fonction originelle, cela ne touche pas à l'autonomie du pouvoir du syndicat qui, lui — et à la différence de certaines zones autonomes, — demeure directement greffé sur le sommet du pouvoir. Ce que M. Gorbatchev dit de l'évolution à venir des syndicats n'a ainsi rien à voir avec ce qu'a pu être la revendication fondamentale de Solidarnose, l'autonomie. Il y a là, néanmoins, un petit pas vers la normalité démocratique, mais concernant un aspect différent de la vie institutionnelle soviétique.

Dans l'ouvrage de M. Gorbatchev, Perestroïka (Flammarion, Paris,

1987), on observe que pour ce qui est des activités propres du parti, il est répété qu'elles ne sauraient être mises en cause. Or les propos qui lui sont destinés sont toujours restrictifs : le parti met « trop de temps à assimiler les idées nouvelles. [...] Ses activités se sont substituées à celles du gouvernement et de l'administration », etc. Par contre, M. Gorbatchev ne dit rien de la nature du parti, qui pourtant s'est transformée depuis les années 60, puisque s'y trouve désormais transcrite la rence entre les intérêts particuliers de telle ou telle institution, ou branche d'institution, et les intérêts généraux de l'URSS. Dans la terminologie soviétique, il s'y développe des

« contradictions non antagoniques ». La « perestrolka » n'en sécrète pas moins des contradictions qui, celles-ci, sont bien antagoniques. Le régime tient par en haut, a-t-on dit; or toute une partie du sommet de l'appareil, même si son personnel a été renouvelé, proteste et résiste à ces changements, réels ou virtuels. Ceux-ci ne concernent guère les milieux populaires, pour qui les difficultés de la vie quotidienne demeurent - notamment dans l'alimentation. Leur taux de participation aux activités de gestion et d'administration est faible, aussi sont-ils indifférents à ces réformes - à moins que ces changements ne menacent leur sécurité; que la réforme économique - si elle est effective - ne les atteigne en les privant de leurs activités parallèles... Auguel cas, ils peuvent y devemir hostiles.

C'est pour cela que l'on peut estimer que, pour toute une partie de la population, ces réformes ne sont pas « adaptées ». L'autre partie, par ailleurs, qui en jouit goulûment - et qui est composée d'intellectuels, d'artistes, de cadres aussi, de jeunes, etc. – est par nature divisée, individualiste, peu homogène, structurellement inconsistante, sauf peut-être le courant religieux. A moins qu'il ne s'agisse de minorités parfaitement « adaptées », elles, mais désirant aller plus loin : les Lettons aujourd'hui, demain d'autres nationalités, ou encore les pays d'Europe centrale. Ceux-ci et ceux-là, si on y joint d'autres méconpeuvent parfaitement, demain, exprimer plus fort leur mécontentement, et constituer des alliances de circons-

Avec la démocratisation, et ses effets indirects ou pervers, on peut se demander si on va vers un renforcement ou un affaiblissement du consequent IIPSS

# COMMENT TROUVER AIDES ET FINANCEMENTS

GUIDE PRATIQUE DE SUBSIDOLOGIE

Vous cherchez des fonds propres? Vous voulez innover? Vous voulez investir? Vous voulez créer des emplois? Vous voulez créer ou reprendre une entreprise? Vous voulez exporter? Votre entreprise est en difficulté?

A chacune de ces questions, une multitude extraordinaire d'organismes est susceptible d'apporter une réponse.

Jean-Louis Borloo et Gérard Proutheau ont défriché le maquis épais des aides multiples et des interventions dans ce livre qui présente le double avantage d'être une réflexion sur le rôle, l'opportunité, les techniques, l'efficacité de l'intervention considérable et variée de l'État et un guide précis, documenté, parfaitement à jour, des procédures et des organismes régionaux et nationaux capables d'aider un chef d'entreprise.

ECONOMICA 400 p. - 280 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE OU A *ECONOMICA*49, RUE HÉRICART, 75015 Paris — 45-79-93-56
45-78-12-92

# LA MÉMOIRE SANS DÉFAILLANCE DES BOURREAUX



Une enquête

d'ALEXANDRE SZOMBATI

Dans une longue enquête sur le génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale, Alexandre Szombati a consulté les archives et recherché les témoins en Autriche et en Allemagne. Il a rencontré les magistrats qui avaient instruit les procès des criminels de guerre. Surtout, il a retrouvé, non sans difficultés, de hauts responsables nazis et d'anciens bourreaux des camps. Beaucoup ont refusé toute entrevue. Mais d'autres, en toute liberté de choix, ont accepté de lui parler. Il a aussi reçu le témoignage d'hommes courageux - un médecin d'Auschwitz, un policier, qui devant l'horreur de ce qu'ils voyaient ont, au péril de leur vie - et pour l'honneur du peuple allemand, - refusé de participer au génocide. Pour eux, comme pour les magistrats et, plus nettement encore, pour les responsables nazis, condamnés ou non, nier l'existence des chambres à gaz est une pure et simple aberration.

A lèvre supérieure cauche balafrée, chauve, les yeux perçants et scrutateurs, de taille moyenne, l'homme qui est assis en face de moi, dans ce restaurant de la rue Weiburg à Vienne, est une ancienne « étoile » de la Gestapo : Othmar Trenker fut Hauptsturmführer (lieutenant-colonel SS) dans l'armée du Reich. Dans l'Autriche de l'aprèe uerre, « première victime de l'ag sion nazia », i porte le titre de conseiller principal du gouvernement, qui fut aussi en Allemagne celui du comte Yorok von Wartenburg, torturé par les soins de Trenker puis pendu pour sa perticipation à l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler.

Fils d'un policier autrichien, doctaur en droit, Trenker, nazi « historique », fut commandant adjoint de la Gestapo à Munich, puis envoyé en Pologne en

En mars 1944, devenu une sorte d'ambassadeur itinérant de la Gestapo, quand l'Allemagne envahit la Hongrie, il utilisa les listes établies par le lieutenant-colonei Wilhelm Hötti, du contreespionnage, diriges l'arrestation de tous les hommes connus pour leur hostilité à Hitler et les déports en Allemagns.

En juillet 1944, Kaltenbrunner, chef suprême de la Gestapo, le fit venir à Berlin pour participer à la recherche et aux interrogatoires des conjurés de l'attentat du 20 juillet.

Les mains qui manient devant moi couteau et fourchette ont peut-être infligé d'hombles souffrances. Je pose la question.

« Que dites-vous là 7 s'exclame-t-il. Moi, torturer quelqu'un de mes propres mains 7 J'étais trop haut placé pour me livrer à de tels travaux manuels, D'autant plus que, sur l'ordre du Führer, il fallait aller très vite. On trimait jour et nuit. Vous ne vous rendez pas compte de ce que cala représente comme voulu vous voir à me place...

- Je ne pense pas que torturer des gens aurait pu être mon ambition.
- Ce sont des « gens » pour vous ? Des crimi-nels qui ont tenté d'assassiner le chef de l'Etat ! ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient.
- Depuis 1940 vous vous trouviez en Pologns. Vous avez donc tout vu. Ainsi avez-vous

Personnes rencontrées au cours de cette enquête :

Norbert Blazi, procureur général de

Willi Dressen, procureur à l'Office cen-tral des services judiciaires à Ludwigsburg ;

Kurt Franz, ancien commandant du camp d'extermination de Treblinka, condamné aux travaux forcés à vie ;

Wilhelm Hottl, officier SS, I'un des chefs du contre espionnage de la Gestapo ; Klaus Hornig, lieutenant de la police wilitaire;

Dr. Hans Munch, médecin Waffen 88 dans le camp d'Auschwitz ; Kurt Rainisch Schwedersky, juge d'ins-

truction des procès de Trablinka;

Alfred Spiesz, procureur général de Wuppertal, accusateur dans les deux procès de Treblinka;

Alfred Streim, procureur général de l'Office central de Ludwigsburg;

Othmar Trenker, ancien ambassadeur itinérant » de la Gestapo.

assisté au traitement infligé à la population juive. Avez-vous vu fonctionner les chambres à gaz à Treblinka ou à Auschwitz

Non. Pourquoi cette ques

- Parce que certains € historiens > mettent en doute l'existence des chambres à caz...

J'en ai en effet entendu parier. C'est pure débilité mentale. En ce qui me concerne, je n'ai rien eu à rechercher dans les camps d'extermination, j'ai constamment vu fonctionner les camions que nous appelions les « chambres à gaz roulantes ». Je n'oss pas mentionner de chiffres, mais il ne fait aucun doute que des dizaines de milliers de personnes sont passées de vie à trépes par ces camions. Hommes, femmes, enfanta, jeunes et visux étaient entasoés dans ces véhicules hermétiquement fermés. Lorsqu'ils rouleient, le gaz introduit infligeeit à ces gens une mort atmos.

- En mars 1944, quand votre organisation procéda à la déportation en masse des juits hongrois, vous n'aviez donc aucun doute quant à la destination de ces gens, c'est-à-dire les chambres à caz ?

 A question précise, réponse précise. Je n'ai jameis nié le rôle que j'avais joué dans la Gestapo. Chargé de l'élimination de l'ennemi politique, je ne me sule pas occupé de la question juive. Celle-o était du ressort d'Adolf Eichmann. Cela dit, je n'avais sucune raison de douter de la parole de ca collègue qui, tout en nous révélant la destination des transports, nous rappela l'ordre strict de camouflege. A toute question nous devions répondre que « les évacués aliaient travailler » et ainsi « contribuer à l'effort de guerre allemand ». Notre devoir était de démentir catégoriquement les fausses rumeurs de la radio anglaise concernant les prétendus campe de la

- Etait-il possible de berner tout le monde ? Je pourrais vous citer une douzaine de phrases dans lesquelles il est clairement dit quel sort Hitler réservait aux juifs...

 Moi sussi ; pourtant il y avait des ces absolument ahurissants. Le général SS Winskelmann, notre supérieur à Budapest, était chargé des contacts avec l'amiral Horthy, régent de Hongrie. Ce demier vouleit absolument savoir ce qui arriverait à ses concitoyens hongrois déportés. Ne sachent que répondre, le général appela Eichmann, qui rassura son supérieur et, par son truchement, le régent : on les emmène travailler. Tout le reste est propagande memie... Vous auriez dû voir le visage hâpre d'Eichmann quand il nous rapporta catta histoire.

- Eichmenn vous a-t-il dit quel était le nombre de juifs exterminés ?

- Pas à moi, mais à mon ami Withelm Hôttl, qui me l'a rapporté un ou deux jours plus tard. Poesz-lui la question (voir plus loin la déclaration de Wilhelm Hotti). Il vous répondre peut-être...

- Vous n'aviez donc sucun doute quant au sort réservé aux prétendus « évacuée » ?

- Pariona clairement, il y avait des millions de juils en Pologne et ils ont disparu à vue d'asil. D'autres millions y ont été amenés dans des wegons à bestieux en provenance de nombreux pays et ils as sont volstilisés. Où voulez-vous qu'ils soient

Du doigt, il montre le plafond, et il rit.

« Vous avez été un des grands chefs de la Ges-tapo de 1938 à 1945. Avez-vous jamais été inquiété de ce fait ? - Jameis, je n'ai fait que mon devoir.

- N'aviez-vous jamais pitié de l'une ou l'autre de - Pitié ? Qu'est-ce que c'est ?

 Quel souvenir gardez-vous de ces sept année de votre vie ?

Das waran Zeiten I > (Quelle époque merveil-

#### « Il fallait inventer un système moins sanglant »

DANS cette même Autriche, un autre lieutenentcolonel n'est pas du même avis. Né en Silésie, il vit actuellement dans un chelet au Tyrol. Policier, juriste et catholique, comme il se décrit. Klaus Hornig fut, dès le début de la guerre, versé dans la police militaire chargée de massacrer les civils der-

Au risque de sa vie, le lleutenant Hornig, se référant à l'article 47 du code militaire, refusa de participer à ces tueries (1).

Himmler le fit enfermer au camp de Buchenwald où il devait rester jusqu'à sa libération à la fin de la guerre. Après quoi, pendant des années, il dut lutter avec les autorités de Francfort pour faire reconnaître ses droits tout en gagnant sa vie comme chauffeur de taxi. Il fut enfin pensionné avec le grade de lieutenant-colonel.

« L'isolation des chambres à gaz roulantes était faite avec de la tôle fixée par des rivets, dit-il. La tôle brillait sous le soleil. On aurait dit des cercueils d'argent. Cela se passait derrière le front de Pologne, et j'ai vu de mes propres youx des membres du service de sécurité (SD), en uniforme SS avec le triangle SD sur le bres, pousser les malheureux à coups de crosse et de baionnette dans les camions. Je n'ai pas assisté au déchargement des cadevres, mais certains de mes hommes l'ont vu et en ont fait le récit. C'était horrible. Des mères serraient ai fort leur bébé dans leurs bras qu'ils étaient comme soudés. C'est ainsi que l'on a brûlé leurs cadevres Mais, du point de vue de Himmler, l'emploi des chambres à gaz roulantes était préférable aux massacres par fus illades, cette méthode exiceant moins ifs. Quelques « dure » suffis chargement, le déchargement étant exécuté, de force bien entendu, per les futures victimes qui, jusqu'à la demière minute, espéraient un miracle.

- Même si vous et votre betaillon n'y avez pas participé, vous étiez témoins de fusillades. Quels en furent les effets sur les exécutants ?

- La bataillon de police voisin a été pendant des samaines occupé à l'extermination de la population juiva. Celle-ci fut amenée dans les champs de bié et fauchée per des salves de pistolet mitrailleur. C'étaient des journées de douze à quatorze haures. A la nuit tombée, la troupe rentrait à la caseme de Zamosz. Elle était si démoralisée qu'il fut impossible de la renvoyer en permission en Allemagne. Le géné-ral de police Winkler, qui siégeait à Cracovie, a

La loi « du mensonge »

Le procureur Dressen, de l'Office central des services judiciaires à Ludwignburg, chargé des poursuites contre les cri-minels nants, a rappelé à notre enquêteur l'existence en Allemagne d'une loi dite « du memonge d'Auschwitz », publiée au Journal officiel de la RFA le 15 juin 1985, qui punit la calomnie de la Répu-blique fédérale et l'outrage au souvenir des morts. Premier condamné : le général Otto Ernst Remer, ancien chef de la Otto Briss include, du Führer, qui avait garde personnelle du Führer, qui avait notsemment diffusé des bandes vidéo où il était affirmé qu'il n'existait pas de chamhres à gaz sous Hitler...

enyoyé oss hommes pendant quatre ser

les villes de cure de Krynica et Zakopane a il fallait inventer un système moins si moins vovant, si l'on peut dire. Même Leni stahl, metteur en scène et artiste favorite du Führer, avait éciaté en sangiots (une photo en riants en Pologne. Et quand Himmler lui-même fa lit s'évenouir en voyant la tuerie, il accepta l'idée de passer à l'assessinat per le gaz. »

#### Visite aux juges des procès de Treblinka...

A Düsseldorf, se sont déroulés plusieurs procès syant pour objet l'« action Reinhard », ainsi nommée à cause du grand maître de la « solution finale », Reinhard Heydrich, Entre autres, celui du camp d'extermination de Treblinka.

Pour le chef du parquet, le procureur général Norbert Blazi, l'existence des chambres à gaz est une réalité, au même titre que les assassinets perpétrés par les terroristes d'après-guerre qu'il poursuit aujourd'hui. La mettre en doute relève de la fantaisie pure. « Il y sure toujours des gogos pour croire à n'importe quelle énormité », dit-il.

Je iui exprime mon désir d'interroger Kurt Franz. Le tribunal du Land de Düsseldorf a condemné à le prison à vie le principal accusé de Trablinka, le cuisinier Kurt Hubert Franz, né le 17 janvier 1914, pour meurtre d'« au moins » trois cent mille personnes, et pour meurire d'« au moins » cent trente-neuf per-

sonnes, ainsi que pour tentatives de meurtre. « Les cent treme-neuf meurtres, il les a commis en dehors des meurtres par le gaz : per excès de zèle... », explique le procureur général.

Il m'autorise à parler au prisonnier, mais il est très aceptique sur le résultat de ma démerche. Jusqu'à présent, Kurt Franz a, en effet, strictement décliné touts tentative de rencontre... Il se méfie de tout le

Le procureur général appelle M. Wermke, directeur de la prison de Rheimscheid-Lüttringhausen. Je demande à ce demier de transmettre le mes suivant : « Je n'ignore pas que vous avez jusqu'à présent toujours refusé d'accorder la moindre entretien à qui que ce soit. Mais il s'agit cette fois de rétablir une vérité historique. Jusqu'à maintenant, des personnalités aussi importantes du troisième Reich que le Hauptsturmführer D' Othmer Trenker, l'un des chafs de la Geheime Staatspolizei, et le Sturmbahnführer SD D' Wilhelm Höttl, I'un des chefs du contre-espionnege pendant le guerre, m'ont fait

Une demi-heure plus tard, j'ai Kurt Franz au téléphone. D'abord, il veut savoir si j'ai des preuves écrites de ce que j'affirme. Je les montre au procu-reur général Blazi, qui confirme.

« Que voulez-vous savoir ? demande Franz. - Il y a des gens qui mettent en doute l'existence des chambres à gaz... »

Silence, puis : « Ce sont des hâtises. Les chambres à gaz ont fonctionné alors que j'étais en service aussi bien à Belsec qu'à Treblinka. Ça ne se discute même pas. Je voudrais plutôt vous parler du fait que j'ai été condamné illégalement par un tribunal allemand pour des faits que j'aurais commis en dehors des frontières du Troisième Reich... Si vous êtes disposé à imprimer cela, je vaux bien vous parler des che bres à gaz aussi longtemps que vous le désirez. Au

revoir. »

(1) L'article 47 du code pénal militaire allemand, édition du 10 octobre 1940, édicte notamment que « le subordonné qui a obét est passible d'une sanction à tirre de participation : (...) s'il savait que l'ordre de son supérieur impliquait un acte criminel ou délictieux, dans le sens ginéral ou dans le sens militaire du terme ». Voir dans le Monde Dimanche du 8 mai 1983 : « Klaus Hornig et l'article 47 », nur Alexandre Camalanti l'article 47 ., par Alexandre Sz

ta feza e commangant des france Ti dan en efter des destinates Manmenggo ent per notice established. - אמר של מיני מיני מיני מיני ביני THE SENSE & BRIDER & BURNEY MARKET Mayotte mutaren a Treterna ?" rilan sir blem sir - Drojavan 🚧 🎘

The sometime of the et at point & Im me e ernt mete & ften gentle? TOTAL DE SOURCE AND THE SAME OF THE SAME Se den un mare film deserte The state of the state of the state of Cers et de les placer dans les ent Parameter to tought a parameter To order Sans double Appropriate THE PROPERTY OF THE PROPERTY O No les l'Ordent Par manchemen des services The services of the services o ale se présence paris un train. Ne alle THE SECURITY OF COURSE OF TRANSPORT OF TRANS The fermes furgit immediatement M & commandant Funera, or Familia The like and que that south SE PRO SUS DISTI BUDIÓN DO CAMBON SE The principle of the pr Service of the servic to ferremotive School School School to long in aver enteredu. I hat main franch The me party and stander in the man The diages t store Frame Street

Alain Pla

# DE LA POL Principes de

In live locaineux, au style (1998)

Corre d'un auteur qui a pre des la bite pour les diplomates

Corre d'un auteur qui a pre des la bite pour les diplomates

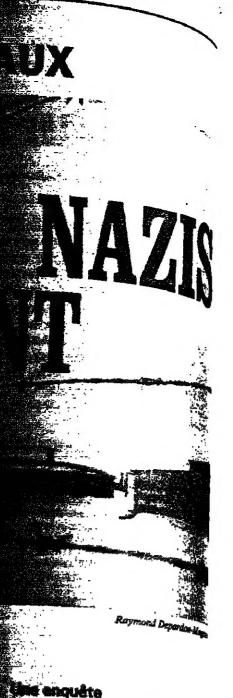
Corre d'un auteur qui a pre des la bite pour les diplomates

Corre d'un réseau des la bite d'une des la bite pour les diplomates Entre d'un théoricies de Me les Expérience local desique la pius pure, dans la enter our sinspire à la fois de l'explication la plus de l'évolution le plus de l'évolution en Honces

Record qui sons tend de Record de le le ce de le médica

A PEDONE - 13. RUE BOW





Grae hommes pendant quatre sement to de Krynica et Zakopane. an systeme more sender as econe et artiste favorre du Rive sanglots (una photo en témogra Et quend Hammer ki-même le tuerie, il accepta l'élet par le gaz ;

CAMORE SZOMBATI

#### Visite aux juges eroces de Treblinka...

es sont déroulés plusieurs prois pour objet l'« action Renhard», m course du grand maître de la « soins de grand Haydrich. Entre autres, cels à Mann de Trebinica.

The state of the parquet, le procureur généralle MCC des chambres à gaz es m The title Que les assassmats perine The mention an double releve de la farant The state of the s le énormité », cit-il

Magazine man déer d'interroger Kut fat. de Land de Dueseldorf a condumi la Matin la principal eccuse de Trebinka, la alt france, né le 17 janvier 1914 par A COM MICHAEL S Trois cent mile personal a The de su moins a cent trents-had pr

i transe-neuf meurtres, il les a com is mourtres par la gaz : per està è ique le procureur general.

te à parier au prisonner, mais i stat au le résultat de ma démarche Juni High Prince & on effet, strictement den e de rencontre... Il se mátie de tot i

er ganeral appelle M. Werniss, de de delege de Aherreched-Littreghau de dernier de transmettre le messe T & de a ignore pas que vous avez par sta ratingé d'accorder le monde set The Management Plans of State of the State o A Coheme Statispolini, # 1 Statsporm, with perdent le guerre, m'ou la

ore pleas tard, I'm Kurt Franz at the Militare, il veux sevor si j'ai des prent Militare, il veux sevor si j'ai des prent des prent de les montre si pro-les des confirme.

soules wore sevoir ? demande fram des gens qui mettent en doute les bess à gaz... >

des billess. Les chambres i pe Modelie sous parter du fait que l'était sous parter du fait que l'était en service aussi mêm pl. Conne se discute mêm pl. Conne parter du fait que l'était que le la conne de le conne de mare per un cribunal allent The Part of Commiss on deligible the Commiss of the Rech. Si vous étes des The warst been vous parter des the d languamos que vous le désire. Il

1940, este pinal militaire aleman is
1940, estere notamment que le sir
le passible d'une sourtion à tirre le proart amont que l'ordre de son opini
art amont que l'ordre de son opini
art amont que l'ordre de son opini
art amont passible de serve. Voir tel l'amont passible de serve. Voir tel l'amont passible de serve. Voir tel l'amont passible de serve.

Le procureur général a un geste désabusé : « Kurt Franz a tort. Selon la loi allemende, tout citoyen allemend ayant son domicile sur le territoire allemand peut être poursuivi pour des faits commis à

Mais, avant même d'aller voir Franz dans sa prison, je voulais entendre le témoignage des magistrats qui ont instruit les procès des bourreaux du cemp d'extermination de Treblinka.

Treblinka... Un terrain entouré de barbelés, de dimensions étonnamment réduites : 600 mètres de long et 400 mètres de large. En un an et demi, « pas moins d'un million de personnes y terminèrent leur vie d'une manière violente », ont constaté les autorités judiciaires allemandes

Kurt Rainisch Schwedersky, ancien juge d'instruction des procès de Treblinka, vit en retraite en Rhénanie. Il sourit des tentatives révisionnistes des « blanchisseurs des mains ensanglantées ».

e C'est moi qui ai conduit l'enquête préliminaire contre les deux commandants successifs de Treblinka, Franz Stangl et Kurt Franz. A augun moment ils n'ont songé à nier l'existence des chambres à gaz et des meurtres en masse, ni à tenter de mettre en doute ces étouffoirs alimentés par le gaz d'un moteur Diesel d'origine soviétique...

» L'attitude des accusés ?... Le commandant de Treblinka, Franz Stangi, avec son accent et son charme typiquement viennois, voulait me faire croire que la fait d'avoir porté la titre de commandant du camp n'avait été qu'une simple formalité. Il n'aurait été responsable que de la récupération des dents en or arrachées aux cadavres et des valeurs que l'on pouvait découvrir sur eux : or, pierres précieuses, etc. Quant à Kurt Franz, il a toujours nié avoir été le second de Stangl et, après le départ de celui-ci, maitre sbaolu du camp. Aujourd'hui encore, dans sa prison, il nie l'évidence, confirmée cependant par ses co-accusés et par les témoins survivants...

a L'infirmier SS Otto Horn, responsable de l'incimement comme innocent. Il a dit tout ce qu'il savait et n'a pas douté qu'il serait acquitté. Ce qui fut fait.

Y avait-il réellement des innocents ?

Bien sûr. Le SS Booz, par exemple, surnommé « der Furunkei SS », voyant dès son arrivée ce qui se passait, décida de ne pas participer aux gazage grattait ses furoncles pour qu'ils ne guérissent pes. Il est finalament arrivé à ses fins et fut envoyé au front. Lors de l'Instruction, qui se termina par un non-lieu, il m'a raconté les horreurs dont il fut témoin. Il ajoutait que le jour le plus heureux fut, pour lui, celui où il fut envoyé au front pour se battre

Le procureur général de Wuppertal, M. Alfred W. Spiesz, soutenait l'accusation aux deux procès de Treblinka. A l'issue de ma visite, je lui ai demandé de résumer par écrit ce qu'il pensait de la discussion au sujet des chambres à gaz. Voici sa lettre :

« Suite à notre conversation de ce jour, je vous déclare ce qui suit : d'après les constatations faites par las tribunaux allemands lors des procédures se rapportant aux crimes commis par le régime

national-socialiste, il ne subsiste pes le moindre doute que l'assassinat des juifs dans les camps d'extermination a été effectué dans des chambres à gaz. Lors de son procès en 1970 devant le tribunal de Düsseldorf, l'ancien Hauptsturmführer Franz Stangl a admis, entre autres, que, en période de « grande affluence », lorsque beaucoup de transports arrivaient, jusqu'à 18 000 (dix-huit mille) juifs furent tués chaque jour. Le massacre était effectué à l'aide de gaz émanant d'un moteur de char d'assaur russe du type T. 34.

ALFRED SPIESZ. >

« Nous n'avons au besoin que de cent vingt hommes au total pour réaliser l'action Reinhard, c'est-à-dire l'extermination d'au moins 1 750 000 personnes dans les trois camps de Treblinka, Sobibor et Balsac », m'aveit dit M. Spiesz. « Nous » et non pas « eux », le visege d'Alfred Spiesz reflète la douleur et la gêne.

Je ressens devant lui la même impression que devant M. Schwedersky, comme s'ils avaient été éclaboussés par les crimes, et comme si leur propre innocence était en quelque sorte mise en doute

« Comme vous le savez, pendant le IIIª Reich, il était strictement interdit de parler ouvertement de l'extermination des juifs [...]. Pourtant, à me grande surprise, je suis tombé sur un document dans leque il est ouvertement question du transport des juifs français à Auschwitz, ainsi que du but de cette déportation. Dans ce document, il est dit que € le » lieutenant-général de la Wehrmacht K..., stationné » à Paris, se montre fort coopératif et se déclare » d'accord avec l'extermination à 100 % des juifs. » Ainsi, le fait d'avoir porté l'uniforme de l'armée régulière allemande ne signifie pas que l'on n'ait pas participé à l'action qui avait pour but le gazage des

A propos de Kurt Franz, M. Spiesz me rapporte l'incident suivant :

 ← En automne 1943, l'action Reinhard achevée et
 les armées soviétiques se rapprochant, il fut décidé de faire disparaitre les camps d'extermination de Treblinka, Sobibor et Belsec. Tous les prisonniers furent gazés, à l'exception de quelques-uns dont on avait besoin pour transformer ces camps de la mort en de paisibles paysages. On fit sauter le seul bâtiment construit en dur, celui des chambres à gaz, action que Franz a photographiée (voir photo page 6). Il ne restait qu'une seule baraque, celle du commandant, que l'on deveit transformer en un logement à l'intention d'un paysan ukrainien. Quand la travail fut achevé, et que les fleurs commençaient déjà à pousser, on a dit aux derniers prisonniers que leur fin était arrivée. C'est alors qu'une femme juive a demandé comme demière faveur de ne pas être exécutée par le commandant Kurt Franz. Il lui inspirait une telle horreur qu'elle ne voulait pas recevoir la mort de sa main... Son désir fut exeucé. »

Dans son compte randu du procès, l'hebdomadaire Der Spiegel rapporte que, selon Eichmann luimême, « Treblinka fut la chose la plus terrible que j'aie vue de ma vie > ; et le journal ajoute que, selon les observateurs allemands, « Kurt Franz était l'individu le plus effrayant de tous les accusés ».

# Kurt Franz, « au moins » 300 000 morts

ALGRÉ l'introduction du procureur général Blazi, j'ai dû assurer au directeur de la prison que je n'avais nullement l'intention de poser à son prisonnier « des questions agressives ou

informé du tempérament extrêmement colérique du prisonnier, je me déclarai très satisfait de la présence de deux fonctionnaires dans le bureau durant l'antretien. L'un d'eux me prévint de ne pas m'étonner si, après les premières minutes, le prisonnier se levait et me quittait. Comme les autres condemnés du procès de Treblinka qui purgent leur peine dans cette prison, il se déclare totalement innocent. Lors du procès, il n'a jamais fait le moindre aveu, même lorsque ses coaccusés lui ont dit en face ce qu'ils savaient de son rôle dans le camp.

L'homme est grand, bien en chair, chauve : d'alture décidée. Il me regarde droit dans les yeux. Après qualques secondes d'immobilità, il me tand une grande et lourde main, puis s'asseoit.

« Je vous ai déjà déclaré au téléphone, dit-il, que les chembres à gaz dens lesquelles on a gazé les juits ont bel et bien existé. J'ignore le nombre exact de gazie cer je ne les ai pas comptés. D'autant moins que je n'ai pas participé personnellement à ces actions: Moi, je n'ai gazé personne, ni à Treblinka ni à Balasc, l'autre camp d'extermination où j'ai fait mon service auparavant. Dans les deux camps, j'étais le commandant des troupes de sécurité. Il y aveit en effet des partieens dans les environs, qui menecaient de nous attaquer...

- Vous me dites que vous avez commencé votre service à Belsec. Y avait-il une raison spéciale à votre mutation à Treblinka ?

- Bien sûr, bien sûr... Un jour, une femme juive nue s'est approchée de moi et, se jetant à genoux, m'a dit qu'elle était prête à être gazée mais elle m'implorait de sauver sa fille. Celle-ci m'a supplié de sauver la vie de sa mère. Elles étaient très belles toutes les deux. J'ai donné l'ordre à mon ordonnance, l'Ukrainien Alexief Pior, de leur procurer des pour qu'elles y épluchent des pommes de terre. J'ignore pourquoi Pior, toujours si obéissant, n'a pas exécuté mon ordre. Sens doute persuadé que je tenais à la vie de ces deux femmes, il a pris une décieion folla : il les a feit sortir du cemp, a pris avec elles le train pour la ville, en pensant probablement pouvoir les y placer. Par malchence, les gendarmes ont contrôlé les voyageurs. L'Ukrainien, ne pouvant justifier sa présence dans le train, fut soupçonné de vouloir rejoindre les partisans et reconduit au camp. Les deux femmes furent immédiatement gazées et mon ordonnance tué sur place, d'une balle de revolver, par le commandant. Furleux, car j'appréciais beaucoup l'Ukrainien, qui cirait admirable bottes, je me suis plaint auprès de Christian Wirth. C'était un homme terrible : premier commandent de Belsec, Himmler l'avait nommé inspecteur des trois camps d'extermination : Belsec, Sobibor et Treblinka. Après m'avoir entendu, il fut saisi d'une crise de rage et me frappe au visage. Il m'a ensuite muté à Treblinka, que dirigeait alors Franz Stangl.



A TREBLINKA ınt adjoint du camp (2 droite), sex cités de Stangi



A DUSSELDORF (ÉTÉ 1987) Le misse chez lui en « consé » de prison

Je n'ai trouvé nulle part trace de cette his-

- Rien d'étonnant. C'est la première fois que je la raconte. Je n'ai plus honte d'avoir été frappé au

- Avez-vous vraiment eu pitié de ces deux femmes ? » Il hausse les épaules.

« Pourtant, vous n'étiez pas particulièrement réputé pour votre clémence à l'égard des prisonniers. Lors de votre procès, plusieurs témoins ont relaté que, bien que commandant suppléant et nt. Vous vous é chargé d'exécuter des bestonnades qui, dans la plupart des cas, finiesaient par la mort des suppliciés. On a même rapporté le cas d'un méde juif polonais qui, de crainte d'être cravaché par vous, avait pris du poison. Vous lui fites faire un lavage d'estomac, avant de le battre de toutes vos forces, L'homme était déjà mort que vous continuiez encore d'abattra sur lui votre crava-

il m'écoute calmement en regardant la table,

« On a raconté tant de choses contre moi au cours du procès ! On a dit aussi que, galopant à cheval à travers le camp, j'ai tué des prisonniers à coups de revolver en m'amusant follement. Et le reste i On a dit aussi que je fus d'abord commandant suppléant, puis commandant du cump. Ce n'est pas vrai. Il est pourtant un fait que je ne nie pas. Il arrivait quelquefois à Stangl de partir en ville, et il me demandait alors de me charger de la surveillance en

son absence, ce que je faisais, bien entendu. J'ai sussi dirigé les travaux de démolition de Treblinka, après le soulèvement des déportés, lequel d'ailleurs a entraîné le départ de Stangl...

- Pourquoi fallait-il faire disperaître ce camp d'extermination ?

 Les Russes approchaient dangerausement. On ne voulait pas qu'ils apprennent à quoi ce camp

- Vous avez été félicité pour votre excellent travail par Himmler, lors de sa visita au camp, visite dont le résultat fut votre promotion.

 Je n'ai vu Himmler qu'une seule fois, et ce fut à Berlin. Avec sa peau foncée, il m'a fait l'impression de quelqu'un de mai soigné. Il était insignifiant, tout comme Adolf Eichmann, qui était en civil quand je l'ai rencontré en 1943 à Treblinka. Il veneit s'essurer de ce qu'il adveneit des juifs qu'il aveit feit venir. En voyant le gazage, il était plutôt pâle...

- Avez-vous fait jouer des airs d'opérettes afin que l'on n'entende pes les hurlements des gens suffoquant dans les chambres à gaz ?

- C'est possible, mais je ne les ai pes gazés moi-même. Pourtant, on m'e condamné pour avoir gazé su moins 300 000 personnes.

- Après la guerre, vous avez vécu pendant quatorze ans sans être inquiété. Qu'avez-vous fait pendant ce temps ? J'ai deux métiers. Je suis cuisinier et boucher.

Je suis retourné à mon métier de cuisinier. Au moment de mon arrestation, le 2 décembre 1959,

j'étais chef dans le fameux restaurant Schmoller, place Graf-Adolf, à Düsseldorf. Il paraît que je ne fais pas mal la cuisine française. Je n'aime pas menti ner que je suis également boucher, cela ne fait pas bonne impression.

- A la première page de l'album de photographies que la justice a saisi chez vous, vous aviez inscrit : « Les plus belles années de ma

Il haussa les épaules. « Je ne me souviens pas d'avoir écrit cette

ohrasa... » c Camp d'extermination de Treblinka ≥, et lui demande de me décrire la procédure de l'extermination. Il me montre au bas de la feuille l'arrivée des transports. Je kui tends mon cravon et kui demande

écrit : « Ankunft ». Puis explique : – « Voyez-vous, après cela, les femmes étaient dirigées à gauche, les hommes à droite...

d'inscrire le mot « Arrivée ». Il met ses lunettes et

Avec les femmes. Les hommes passaient à côté du puits et entraient dans la baraque de déshebillege. Les femmes, nues, passaiont dans la partie supérieure de la baraque pour que les coiffeurs leur coupent les cheveux. Ensuite, les hommes devaient passer par le comdor, le « Schlauch », surnommé « Himmelfahrtstrasse », « le chemin du ciel ». Sa première partie avait 30 mètres de long. Puis le corridor tournait à droite et, 50 mètres plus loin, se trouveit l'entrée des chambres à gaz.

(Lire la suite page 6.)

#### Alain Plantey membre de l'Institut

#### DE LA POLITIQUE ENTRE LES ÉTATS Principes de diplomatie

 Un livre lumineux, au style rigoureux. Un traité à l'image de ceux des XVII<sup>a</sup> et XVIII<sup>a</sup> siècles (Ph. Moreau-Desfarges, *Défense nationale*).

— Œuvre d'un anteur qui a pu, dans l'action diplomatique, puiser les éléments de sa réflexion (B. Chenot, Revue des Deux-Mondes).

- Une bible pour les diplomates (J. Cazeneuve, le Figaro).

- Œuvre d'un théoricien du droit de l'Etat et des relations étrangères appuyée sur une expérience incomparable, dans le grand courant de la philosophie classique la plus pure, dans la ligne des travaux de l'agresie de l'agres de phie classique la plus pure, dans la ligne des travaux de l'esprit qui associent tradition et modernité (Cl. Leclercq, Revue du Droit public).

- Traité qui s'inspire à la fois de la tradition française aussi bien qu'interna-tionale et de l'évolution la plus récente des pratiques (F. Puaux, Revue des

- Le lyrisme secret qui sous-tend ce livre de passion et de raison est un motif pour chacun de le lire et de le méditer (D. Decaux, Politique étrangère).

ED. A. PEDONE - 13, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS - 43-54-05-97

200 FF

COMPRENDRE L'ENV	RONN	EMEN	T INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT
ABONNEZ VOUS	QNO.	and the same of	LE MONDE diplomatique
LEMONDE Exceptationally			Vous bénéficiez d'un tarif spécial Vous étes certain de ne manquer aucun numéro Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier  Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou per MANITEL 36, 15 LEMONDE pois ABO  ILEMONDE
TARIF ABOMMEMENTS		6 MOIS	PULL ABO XX
France, Andorre, Monaco, postas militaires et nevales	162 F	90 F	Je m'abonne pour 1 AN 🗆 6 MOIS 🗈
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F	NOM PRÉNOM
VOIE AERIENNE  Berope, Pays du Maghreb  Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient Se-Pierre-et-Miquelon Sp85000 "Dom  Amérique du Nord/Sud.	250 F 271 F	138 F 148 F	ADRESSE  CODE POSTAL LOCALITÉ PAYS  Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en france (ou en devises négociables en France)

(Suite de la page 5.)

- Combien de temps durait le gazage ? De trente à quarante-cinq minutes.
- C'est une éternité, ne trouvez-vous pas ? - En effet. Mais moi, je ne participais pas per-
- Voulez-vous me le confirmer par écrit ?
- Volontiers... >



LE DOCTEUR HANS MUNCH < Je fus le seul à refuser :

Ludwigsburg, près de Stuttgart, siège l'Office central des services judiciaires, chargé des enquêtes sur les crimes commis sous le national-socialisme. L'un des magistrats, M. Willi: Dressen, soutenu par le parquet de Francfort, n'a épargné aucun effort afin que je puisse parler à trois des condamnés des procès d'Auschwitz encore emprisonnés dans le Land de Hesse : Oswald Keduk, Joseph Klehr et Joseph Erber. Tous trois ont participé aux gazages d'Auschwitz et ont été condamnés à perpétuité. Après avoir hésité, ils ont refusé de me rencontrer, comme ils y étaient autorisés. Leurs défenseurs, avant introduit des recours

Sur le dos du plan, il écrit : « Je n'ai rien eu à faire avec les gazages des juifs ni à Treblinka ni ailleurs. J'étais uniquement commandant de compagnie chargé d'assurer la sécurité dans ce territoire des partisans. - Kurt Franz. >

Je dépose devant lui la photo trouvée dans son album, le montrant souriant, les mains sur les hanches, auprès de son supérieur Stangl. Ce dernier, en tunique blanche impeccable, cravache à la main,

comme toujours, discute avec son collaborateur. Franz regarde la photo et dit avec nostalgie :

√ étais ancore jeune et sveite... >

Il est strictement interdit de photographier dans la prison. Je lui demande alors s'il ne possède pas une photo récente. Accompagné du sous-directeur de la prison, il va chercher et me remet une photo le montrant en compagnie de sa femme. Le cliché a visiblement été pris en dehors de la prison.

« En effet, de temps en temps j'al un congé de huit jours, que je pesse à Düsseldorf avec ma femme, gravement malade... Venez donc nous voir lors d'un de mes procheins congés... Je vous

incarcéré depuis décembre 1959, Kurt Franz espère être gracié et bientôt libéré, en raison de la maisdie incurable de sa femme. Comme le fut son co-accusé dans le procès de Treblinka, Kurt Miete, condamné à perpétuité et libéré pour... sénillé.

# Un médecin d'Auschwitz

en grâce, avaient estimé opportun que leurs clients se fassent oublier. Restait donc à trouver un autre témoin participant actif, et non une victime survi-

Camp d'extermination et camp de travaux forcés, Auschwitz fut également un camp d'extermination médicale et de vivisection sur une grande échelle. Y sévissait, entre autre, le docteur Mengele, toujours

Dans un livre publié en langue allemande sous le titre Unmenschliche Medizin (« Médecine inhumaine »), le Comité international d'Auschwitz, dont le siège se trouve à Varsovie, énumère tous les és de crimes contre l'humanité commis dans le seul camp d'Auschwitz. L'accusé nº 65 est un certain docteur Hans Münch. On peut lire à son sujet la notice suivante :

 € 65., Hans Münch, né le 11/5/1911, SS Untersturmführer, docteur en méde l'institut d'hygiène à partir de 1943 ou 1944, juge au procès de Cracovie. Libéré de crime et de châti-

Qu'un médecin d'Auschwitz ait été « libéré de crime et de châtiment », c'est-à-dire acquitté lors des procès de Cracovie, démontre de façon irréfutable qu'il était possible d'avoir un comportement irréprochable, même dans cette usine du meurtre.

Le docteur Münch, gynécologue, vit dans un village perdu à la frontière germano-autrichienne. Il ne s'étonne guère de ne pas être apprécié de ses anciens camarades SS. Tout a son prix, y compris le serment d'Hippocrate.

« Ce qui s'est passé et dont j'ai été le témoin est tellement horrible qu'il n'est pas étonnent que certains jeunes refusent de le croira, dit-il. Ils doutent et nous vovons que le doute, tout comme la foi, peut aussi déplacer des montagnes... Moi-même, membre du parti, officier du corps d'élite SS, j'aurais été incepable d'imaginer ce qui se passait si je n'avais été mis face à la réalité.

 Vous avez été acquitté par le tribunal de Cracovia. Pouvez-vous me dire qual était le motif de votre acquittement ?

J'ai refusé la sélection. C'est-à-dire d'envoyer des êtres humains à la mort. Un certain nombre d'anciens prisonniers sont venus témpioner au tribunal que je leur avais sauvé la vie, après avoir refusé

- Pourriez-vous me donner quelques indications sur vos origines ?

- Mon père était professeur de pathologie des lantes à l'université de Munich, et ma mère issue du même milieu. Mon père ne s'intéressait pas du tout à la politique, ma mère était farouchement anti-

» En 1933, j'étais étudiant en médecine à Tübingen. Pas de service militaire, tendances pacifistes, mais sans activité militante.

» En 1937, je suis entré au Parti national-socialiste. Il m'était impossible, sans cela, d'obtenir le poste d'assistant à l'université. Je me suis partilèrement intéressé à la bactériologie et à la microbiologie. En 1938, j'ai, entre autres, collaboré à l'Institut d'hygiène de Munich. En automne 1942, j'ai été engagé par la Waffen SS. Après une courte période d'instruction, je fus repris par l'institut en tant que bactériologiste et fus bientôt muté à Auschwitz. L'hygiène du camp devait être améliorée et il s'agissait, plus spécialement, de maîtriser les ápidémies. En automne 1943, le camp est surchargé et transformé en camp d'extermination sur une grande échelle. Les quarante-quatre médecins, sans exception, requrent l'ordre d'effectuer les sélections.

Je fus le seul à refuser de décider de la vie au de la mort des malheureux arrivants.

las le climat de crise

grate comme more ce mel rainqua dramatique patiement au III. Reich (An

bitlerienne. An see de

forestatisme des catholismes des catholismes des esprits. Le morale

Par l'ecrasement du mouvement

the series of armine alle

The second secon

The state of the s

SALES OF SALES OF SALES

grad and dyna to a track grade Rack

But the name of the residence of the

San Paris our de l'étatable see

and the something the

THE STATE OF THE PARTY OF THE P

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

And the second of the second s

Schuechen

The same of the sa

The Carl Advances - FR Lab.

ma lata Rome He lette - " austet

gent and am in the last a sent

The second of the second of the second of grant bertant for bet bite geite

parameter in Authorite in Freis. mitter German in er firt. en per en comme e manget enwat te

emante e et le la coltata colore e la 🗪

garante and the control

Bilderen Geber in micht in der in der

mie geremente de et 1 talle artefici

alustralizacione nel funeral tease.

Strate to 117 Result et du fonce

ain Sir in plan is plantait

mitten in gentleste, der graphische f

inte bulant entre Rome. Bertin

Etpes et fot un certain temps sent

Martin Lace's or que ien deut Moris

Mitte se ratingent .es gonde

Was errert in matte tegrant.

Billiant generation and warten

Be Er meine temen, eine entitent

Migie rangermie wur, en prieste.

militarione comme . deuxilemen

tim unme . Lacemand enthered

an Secure on go for d'impersonne

HIRLER STEVEN SUFFICEMENT CHARLES

11 sa intentions En 1924, if ante

Pani dans Mein Kampf. en par

de rage, la « raveranté absolue » 🚾

Autrobe 1 PAllemages.

au pres de procesir en 1933, M

de l'Alemagne fat sook

the sector des pulschistes

Billierne en jullet 1934, com The facilitation - pacifique - par Agent - deplementations + et + et The Parish Von Paper, when

Series detter a Berien dens

Parter gouvernement de confiden Billy presidence de Hitler, fut ton ambassadeur & Vicano at

polit à Printer la prochaine.

to its accords a gestro-all estimates de-

1919, our termes desputed

a souderes - à des postes affire

burcheneri autrobien, Histor

de ser cité, le - respect de

transfers objectived and con-

merchiene autrichiene n. Lan.

tene de mouvement. Deux ten

Son is plus divers et. A sout Me

22 (28 exico dans le conde sur

distinguished Blomberg

ks somenbre 1937. Hitler die

Rechikanziei, en prise

de l'armée, le sin

Ce sarmée, le grande de trois mos plan med

Racter : du commente

Lafra affe. Goering : de milité

hender charge d'émble !

derfal de la réguies (1 eccasion, is Chancelles

Server Beres, Nountile : 48

Street introduce aprile PAN
Street Street Street Street
Street Street Street
Street Street Street
Street Street Street
Street Street Street
Street Street Street
Street Street Street
Street Street
Street Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
Street
St

de manufic de la gue

A from patronique | Deciliare | 600

Seinenauf - Aufrig Cant (Byennte-

The affirmation of the condenses of

parts of Arana other pres &

The second to the appearance

STATE OF THE SECOND

Arasers on a contact Erath

180 AT 18

- A quel moment avez-vous décidé de ne pas participer au gazage des prisonniers ? - Je m'en souviens très bien. J'étais, un jour, à la porte du camp au moment où des groupes de pri-sonniers revensient de travaux à l'extérieur. Au

milieu de ces hommes d'un aspect tarrible, j'ai reconnu mon ami d'enfence et compagnon d'études. Leo Oppenheimer. Je courus trouver mon supérieur direct. le docteur Weber, autre cemerade d'études, at je lui dis : ∢ Oppenheimer est là, notre ami Leo I II ne faut pas qu'il meure ! Aide-moi à le retrouver. » !! eut un geste désabusé : « Folie ! Tu ne le retrouveres plus jamais. Dès que tu le charcheres, ses camarades le cacheront, certains que tu veux l'envoyer directement vers les chembres à gez. Par contre, toi, tu vas certainement t'attirer des ennuis l'a

- Vous avez abandonné vos recherches ? Non, mais je ne l'ai pas retrouvé. Toutefois, ma décision était prise. La jour où l'on m'a donné l'ordre de me rendre à la rampe de sélection, j'ai immédiatement dit « non ». Sans attendre, et à l'insu du docteur Weber, je me suis rendu à Berlin aucrès de mon chef de la section « hygiène », et je lui ai fait part de mon refus. A ma grande surprise, il accepta ma décision et communique son accord à mon supérieur immédiat, le docteur Weber. Un véritable conflit s'ensuivit entre les deux hommes, différand dont j'ai profité. Dépositaire d'un secret d'État, je ne pouvais être déplacé. Mais je ne fus plus jamais inquiété : celui qui bénéficiait de la protection du professeur Mugrovsky, le grand petron, jouissait de l'immunité absolue. Il faut pourtant savoir que Mugrovsky, en me couvrant, a risqué sa propre tête.... Après la guerre, cependant, il fut condamné à mort pour expériences criminalles, et exécuté. 3

## Les chiffres d'Eichmann et ceux de Himmler

A coquette auberge bavaroise où je déjeune a raçu des hôtes cálèbres. C'est ici même qu'Ernst Kaltenbrunner, chef suprême de la Gestapo, a pris un dernier repas avant de se cacher dans les montagnes avoisinantes, dans le vain espoir d'échapper aux troupes américaines. C'est dans ces mêmes montagnes qu'il aurait, selon certains, fait cacher les trésors volés par les SS au cours de la guerra.

Adolf Eichmann aussi, l'organisateur infatigable de l'extermination du peuple juif, a déjeuné ici le 5 mai 1945, « un homme au front étroit, sans cervelle, un exécuteur d'ordres reçus », sinsi que me le décrira Wilhelm Höttl, un des grands petrons du contre-espionnage allemand pendant la deuxième querre mondiale. C'est lui que le suis venu rencontrer dans ce « réduit alpin », prévu comme demier refuge de Hitler et des dirigeants du Reich aux abois. Wilhelm Hötti, en relation avec les Américains, a contribué à préserver le région des ultimes combats.

D'une méfiance extrême, il observe, à l'aide de longues iumelles militaires, le visiteur qui s'approche sur un sentier découvert. On n'arrive chez cet ancien chef du contre-esoionnage de la Gestapo, qui fut témoin à charge contre Kaltenbrunner, qu'après une enquête approfondie et sur recommendation d'un ancien dignitaire du régime.

« Je suis venu chez vous pour connaître le contenu exact de votre demière conversation avec Adolf Eichmann. Vous êtes yous-même historien de profession, et vous comprendrez aisément que, du point de vue historique, il est particulièrement intéressant de savoir ce au Eichmann vous a dit. Après la guerre, à Nuremberg, vous avez fait des révélations dans ce sens. Aujourd'hui, après quarante ans, j'aimerais savoir si vous maintenez, changez ou, éventuellement, retirez ces déclarations...

Je suis à la fin de ma vie, et je n'ai intérêt ni à salir ni à blanchir l'Allemagne hitlérienne, que j'ai

servie fidèlement jusqu'au bout. Si j'ai accepté de vous parler, c'est pour être utile à la seule cause qui me tienne à cœur : la vérité historique.

- Fin août en tant que responsable de l'organisation dirigée par Kaltanbrunner, vous avez reçu dans votre appartement, situé place Disz, nº 7, à Budapest, Adolf Eichmann qui travaillait dans la même organisation et dont vous saviez qu'il dirigeait l'extermination des juifs...

 C'est exact. Les Roumains vensient de nous trahir en quittant notre alliance et en se joignant aux Russes. Eichmenn organisait la déportation des juifs hongrois. Fin juillet 1944, avec l'aide efficace de la gendarmerie hongroise, l'évacuation des 600 000 juifs de la province hongroise était déjà achevés. Restait encore le transfert des juifs de Budapest vers Auschwitz, pour qu'il y soient

- Eichmann vous a-t-il précisé comment étaient opérées ces liquidations ?

 Clairement. Par le gaz, sans lequel la solution finale n'aurait jamais pu être réalisée... L'industrialisation de la mort était indispensable : question de productivité. Nous l'appelions la « guerre silencieuse » ; elle se déroulait derrière les barbelés des camps, en opposition à la « guerre bruyante » qui faisait rage our les fronts.

 L'explosion des bombes fait naturellement plus de bruit que l'échappement du gaz Zyklon B...

 Cela ve de soi. Devant la déportation de centaines de milliers de personnes - la Hongrie fut vidée de sa population juive, - la question se posait : quel était le nombre total de juifs déjà exterminés ? Vous savez que tout ce qui concernait la e solution finale » était secret d'Etat, non seulement l'extermination en tant que telle, mais davantace encore ses bilans : Eichmenn, qui était également autrichien et mon camarade de lutte depuis toujours, me témoignait la confiance la plus totale. Il savait. lui aussi, que la guerre était perdue pour nous et

qu'il devrait répondre de ses crimes, il n'ignorait pes que les Alliés le considéraient comme l'un des principaux criminels de guerre. Il devait partir en mission périlleuse en Roumanie, et tensit pour cartain qu'il n'en reviendrait pas, il m'a révélé que, peu avant. Himmler lui avait demandé un rapport sur le nombre exact de juifs déjà exterminés. Dans sa réponse, Eichmann a indiqué que quatre millions de personnes avaient été tuées dans les cemps, tandis que deux millions avaient été massacrées par les commandos de la mort, par fusillades. Himmler n'était pas satis fait de ce rapport. Il jugeait que le nombre exact était plus élevé.

- Lequel, selon vous, était le plus compétent?

- Je n'ai pas toujours été de cet avis mais, toutes réflexions faites, c'était certainement Himmler. Pour des raisons évidentes ; il aveit une vue d'ensemble. Eichmann était plus compétent sur le nombre de personnes déplacées et transportées vers les camps d'extermination, Himmler recevait aussi les rapports directs des commandos de la mort, qui aient en Pologne et en Russie. Himmler avait alors décidé d'envoyer un statisticien qualifié auprès d'Eichmann pour qu'ils élaborent un nouveau rapport sur le nombre exact des victimes. C'était important pour le compte rendu qu'Himmler voulait remet-

- Que pensaz-vous des « révisionnistes » qui mettant en doute la véracité de votre conversation avec Eichmann ?

 Ils mettent tout en doute : l'hostilité de Hitler à l'égard des juifs, l'existence des camps d'extermination, la réalité des chambres à gaz... Ce sont des farceurs, qui s'attachent à falsifier l'histoire. Malheureusement pour eux, il y a encore des témoins

> ALEXANDRE SZOMBATI. (Copyright le Monde diplomatique et Alexandre Szomberi)



UNE CHAMBRE A GAZ DE TREBUNKA Photo prise par les nazis un printemps 1944 avant. Parzivée des troupes soviétiques, et saisie par la justice allemande dans les affaires de Kurt Franz (Publication en exclusivité mondiale)

#### **UN AUTRE** RÉVISIONNISME

'HISTOIRE, en République fédérale d'Allemagne, est autant une mémoire qu'une blessure. Aussi toute discussion sur le IIIº Reich et ses crimes, la responsabilité collective face au nazisme, la nécessité de l'assumer, prend-elle faci-lement un aspect passionnel, lourd d'enjeux philosophiques et politiques. En témoigne la « polémique des historiens » (Historikerstreit) déclenchée par l'article d'Ernst Nolte, publié dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 6 juin 1986, suivi d'une réponse sévère du sociologue Jürgens Habermas, polémique qui a amené d'éminents histo-

Edité par la SARL le Monde Gérant : André FONTAINE, mistrateur général : Bernard WOUTS



ISSN: 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphane vert : (16) 1 05-36-11-11.

## La « polémique des historiens » ouest-allemands riens à prendre position sur une série de

questions cruciales concernant le national-socialisme. Ces textes sont désormais accessibles au public francais grâce au remarquable volume pré-facé par Luc Ferry, Devant l'histoire (1), dont on ne saurait trop souligner l'actualité et l'intérêt.

Quels qu'en soient les auteurs, les points de vue exprimés émanent de personnalités respectables, de véritables historiens. Aussi le terme « révisionisme » n'a-t-il pas en Allemagne le même sens qu'en France. Aucun des historiens libéraux ou néoconservateurs (Nolte, Stürmer, Hillgruber) ne songe à nier la réalité des chambres à gaz, à minimiser l'atrocité du génocide. Ce n'est pas à une révision du jugement porté sur le nazisme qu'ils en appellent, mais à celle de l'historiographie.

Ernst Nolte, auteur d'ouvrages célèbres sur les monvements fascistes, dont les thèses ambigués sont à l'origine des attaques les plus violentes (en particulier celles de Jürgens Habermas), demande seulement que le III Reich ne soit plus simplement considéré comme une perversion monstrueuse, spécifique à l'histoire allemande, mais réévalué à l'échelle de tous les autres

crimes, qu'il s'agisse de ceux de Staline, de la guerre du Vietnam ou des massacres du Cambodge. Il ne s'agit pas d'excuser un massacre par un autre mais de mettre en question la spécifi-cité des crimes de Hitler. Sans vouloir les minimiser, encore que beaucoup d'affirmations de Nolte éveillent la méfiance, c'est à une déculpabilisation collective qu'il invite, en montrant que l'Allemagne n'a pas le monopole de l'horreur, et que si la RFA est née sur les ruines d'un régime monstrueux, elle a su conquérir son identité et sa

Les arguments ne sont pas nouveaux et jalonnent déjà les écrits de Hannah Arendt (en particulier son essai sur les Origines du totalitarisme, 1951) et de Raymond Aron, qui mettaient en parallèle le fonctionnement des régimes hitlérien et stalinien, leur lutte machiavélique contre un prétendu « ennemi objectif », encore que Raymond Aron, ait toujours souligné que, si le stali-nisme était une perversion de la volonté de construire par tous les moyens un « monde nouveau », le nazisme n'était qu'une volonté démoniaque d'anéantissement d'une « pseudo-race ».

Ernst Nolte va plus loin. Il cherche à moutrer que le goulag a préfiguré et

engendre Auschwitz, que la terreur nazie était la réponse à une prétendue « terreur rouge », que la déclaration du président du congrès sioniste Chaim Weizmann qui, en 1939, faisait de tous les juifs des « alliés de l'Angleterre », les transformait par là même en « ennemis du Reich ». Thèse qui a suscité l'indignation légitime de nombreuses personnalités allemandes. Tout d'abord parce que le lien causal établi par Nolte entre la terreur stalinienne et la terreur nazie est inconsistant et qu'on ne peut considérer l'ensemble des juis du monde entier comme un « Etat national » capable de déclarer la guerre, à moins de reprendre à son compte les pires projections antisémites sur la « juiverie mondiale ». C'est cette thèse que défendent bril-lamment Jürgens Habermas et beaucoup d'autres historiens qui refusent de minimiser la spécificité des crimes

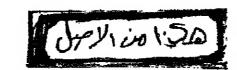
U-DELA du seul domaine histori-A que, ces divergences d'interprétations, leur caractère dramatique et passionné, témoignent aussi du malaise suscité en République fédérale d'Allemagne par le rappel constant du passé (2). Et sans être suspectés de

révisionisme, certains plaident pour que, quarante ans après, la dignité et la respectabilité du régime allemand soient enfin reconnues, pour qu'on accorde l'absolution à des générations qui n'ont même pas connu l'époque hitlérienne. C'est, selon eux, le vœn qui s'exprime jusque dans les mouvements pacifistes : le refus d'être toujours considérés comme les enfants d'une guerre perdue et d'une nation vaincue. D'autres estiment que la permanence de ce « travail du deuil », au sens où l'entend le sociologue A. Mitscherlich, est le meilleur garant de la démocratie. Et comment ne pas être d'accord avec Habermas lorsqu'il affirme que non sculement il ne faut cesser de lutter contre la banalisation des crimes nazis, mais qu'il faut maintenir ce rapport critique de l'Allemagne à son passé, afin d'empêcher le réveil d'un nationalisme mystique. Car le seul patriotisme qui mérite le respect, c'est celui fondé sur une Constitution démocratique.

JEAN-MICHEL PALMER.

(1) Devant l'histoire, volume collectif pro-(2) Voir Jean-Jacques Guinchard, «Pasts, (2) Voir Jean-Jacques Guinchard, (2) Voir Jean-Jacques Guinchard, (3) Voir Jean-Jacques Guinchard, (3) Voir Jean-Jacques Guinchard, (4) Voir Jean-Jacqu

nazi, passé allemand ? », le Monde diplomatique, juillet 1987,



#### COMMENT L'AUTRICHE A SOMBRÉ DANS LE NAZISME

Mars 1938, Hitler à Vienne

ANS le climat de crise suscité par l'affaire Waldheim, l'Autriche commémore ce mois-ci l'événement qui, il y a cinquante ans, marqua dramatiquement son destin : la proclamation de son rattachement au IIIe Reich (Anschluss), et l'invasion du pays par l'armée hitlérienne. Au nom du pangermanisme, la dictature austro-fasciste capitulait sans condition aux exigences du Führer. Le conservatisme des catholiques autrichiens avait contribué à l'évolution des esprits. Le terrain avait été préparé quatre ans plus tôt par l'écrasement du mouvement ouvrier dans Vienne-la-Rouge.

- Par GEORGES SCHEUER •

12 mars 1938 : les armées allemandes envahissent l'Autriche. A la tête du dernier gouvernement autrichien, un homme de quarante ans capi-tule sans coup férir : le chevalier Kurt von Schuschnigg.

Député et ministre conservateur pendant la la République, sa véritable carrière politique avait commencé le 12 février 1934 avec l'écrasement du monvement ouvrier dans Vienne-la-Rouge. Le chancelier Dollfuss instaure alors la dictature austro-fasciste sous la protection de Mussolini. Schuschnige devient ministre de la justice. En juillet 1934, des conjurés nazis assassinent Dollfuss. C'est Schuschnigg qui prend la succession. Abandonné peu à peu par le Duce - à la suite de la conclusion de l'axe Rome-Berlin, - l'austrofascisme se rapproche du Reich.

Sur plus d'un point, il y avait parenté d'idées entre les deux régimes : rejet du parlementarisme, établissement d'une dictature autoritaire avec un parti unique (en Autriche, le Front patriotique) ; terreur policière, en premier lieu contre la ganche, qui est présentée comme « danger rouge », « marxizte » et « bolchevique » ; dissolution des syndicats, remplacés par des organismes étatiques, etc.

En Autriche, l'abolition de la démocratie parlementaire et l'instauration de l'austro-fascisme ne furent possibles que dans le contexte géographique et historique du III. Reich et du fascisme italien. Sur le plan diplomatique, le régime évolusit entre Rome, Berlin et Budapest et fut un certain temps une nme de discorde entre Hitler et Mussolini, jusqu'à ce que les deux dictateurs se partagent les zones

Officiellement, la caste régnant à Vienne affirmait que l'indépendance de l'Etat autrichien était « intangible ». En même temps, elle cultivait l'idéologie pangermanique, en présentant l'Antriche comme « deuxième Etat allemand ». Ainsi, dans l'hymne du Front patriotique, Dollfuss était célébré comme « Allemand authentique ». Schuschnigg fit d'importantes

concessions à la phraséologie « deutsch-national » et nazie. Les troupes d'assaut, commandées personnellement par Schuschnigg, s'appelaient Ostmärkische Sturmscharen (tandis que Hitler avait ses Sturmabteilungen (SA)). «Ostmark» (marche de l'Est) était également le terme employé par les nazis pour désigner l'Autriche, non pas comme Etat indépendant mais comme « province de l'Est » de la Grande Allemagne. L'entourage de Schuschnigg accordait

une place importante à cette concep-

Sans doute ce régime était-il disposé, théoriquement et par instinct de conservation, à sauvegarder en certaines circonstances l'indépendance autrichienne, avec le concours du tuteur fasciste italien et, surtout, à condition que l'on ne soit pas obligé de faire appel au monvement ouvrier. réduit à la clandestinité depuis la répression de février 1934. Pour justifier leur stratégie en mars 1938, les austro-fascistes invoquèrent à plusieurs reprises le danger d'une guerre civile en Autriche, à l'instar de la guerre d'Espagne qui n'était pas encore termi-

L'Etat austro-fasciste avait évolué en deux étapes. Jusqu'en 1936, l'Autriche était une sorte de « protectorat » italien sous l'influence directe du fascisme mussolinien. Ainsi la tentetive de putsch nazi en juillet 1934 fut-elle arrêtéc en grande partie par Mussolini, qui avait concentré ses troupes à la frontière du Brenner, A cette époque, l'Italie et l'Allemagne avaient encore, au sujet de l'Autriche, des intérêts divergents. Mais cette rivalité devait bientôt s'estomper. Dès 1935, en effet, la création de l'axe Rome-Berlin changes la situation en Europe centrale; l'Antriche glissa progressivement sous influence allemande, tandis que Hitler soutenait l'aventure coloniale italienne en Ethiopie. La conséquence en fut la signature des accords du 11 juillet 1936 entre Hitler et Schuschnigg, qui ouvrirent la voie à l'Anschluss.

#### Le Führer se prépare

HITLER n'avait nullement caché ses intentions. En 1924, il avait proclamé dans Mein Kampf, en pre-mière page, la « nécessité absolue » de rattacher l'Autriche à l'Allemagne. Dès sa prise de pouvoir en 1933, le réarmement de l'Allemagne fut accéléré. Après l'échec des putschistes nazis à Vienne en juillet 1934, commença l'infiltration « pacifique » par des agents « diplomatiques » et « culturels » du IIIe Reich. Von Papen, vicechancelier conservateur à Berlin dans le premier gouvernement de coalition sous la présidence de Hitler, fut nommé ambassadeur à Vienne et s'employa à préparer la prochaine étape : les accords austro-allemands de juillet 1936, aux termes desquels Schuschnigg acceptait la nomination de nazis « modérés » à des postes-clés du gouvernement autrichien, Hitler promettant, de son côté, le « respect de la souveraineté autrichienne ». Les nazis autrichiens obtenaient une certaine liberté de mouvement. Dans les domaines les plus divers et, à tous les nivcaux, on travaillait au « rapprochement et [à la] réconciliation des deux Etats allemands ».

Le 5 novembre 1937, Hitler dévoilait son plan d'agression dans le cercle restreint de la Reichskanzlei, en présence sculement du ministre de la guerre, le Generalfeldmarschall Blomberg; du commandant de l'armée, le général Fritsch (limogé trois mois plus tard, quelques semaines avant l'Anschluss); de l'amiral Raeder; du commandant de la Luftwaffe, Goering; du ministre des affaires étrangères, Neurath ; et du colonel Hossbach, chargé d'établir le procès-verbal de la réunion (1). A cette occasion, le chancelier du

Journaliste autrichien, ancien militant antinazi émigré en France après l'Anschluse, sistant de 1940 à 1945.

Reich présenta son plan d'agression contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie comme le « résultat de réflexions approfondies », et comme « une sorte de testament » en cas de décès. Pour atteindre la prétendue « solution de la auestion allemande », il n'y avait, selon lui, que la voie de la violence qui évidenment, « ne pouvait jamais être sans risque ». A ce moment, Hitler craignait d'être dépassé dans la course aux armements et prévoyait en outre, pour le début des années 40, la menace d'une « crise alimentaire ». Pour lui, l'Allemagne était, dès 1938, - contrainte à l'offensive », et il conclusit : Pour améliorer notre situation politico-militaire, nous devons d'abord écraser la Tchécoslovaquie et l'Autri-

Les militaires présents exprimèrent quelques doutes, mais le Führer insista, soulignant l'importance de « la surprise et la rapidité » dans l'action prévue. Finalement, les généraux se plièrent à ses exigences. Toutes les démarches des mois suivants furent subordonnées à cette stratégie, qui aboutit à la rencontre Hitler-Schuschnigg à Berchtesgaden le 12 février, afin de préparer la capitula-tion « volontaire » du gouvernement

L'armée autrichienne était assez bien renseignée au sujet des projets hitlériens et avait prévu quelques mesures de défense. Le chef d'étatmajor, le général Alfred Jansa, avait été nommé en 1933 attaché militaire autrichien à Berlin; il était chargé par le chancelier Dollfuss de rechercher des relations « raisonnables » avec l'Allemagne nazie. Rappelé à Vienne on 1935, il devait constater : « Entre l'Autriche et l'Allemagne de Hitler, il ne peut y avoir de relations raisonnables mais seulement la lutte ou la soumission inconditionnelle (2).» Jansa était favorable à une résistance. Il ordonna la fortification de la frontière

austro-allemande : . Fin 1937, les mesures envisageables en vue de la défense de l'Autriche contre une agression étaient prises. Pour les mettre en pratique, il suffisait d'un ordre d'en haut. » Début janvier 1938, tout était prêt : « L'ordre de défense pouvait être donné à tout moment. >

Cet ordre ne vint jamais Au contraire, le général Japsa fut limogé par Schuschnigg sur demande expresse de Hitler. C'était l'une des conditions préalables de la rencontre Hitler-Schuschnigg à Berchtesge-

Après cette entrevue « historique », Schuschnigg rédigea un procès-verbal sans doute incomplet, mais néan-moins instructif. Selon ces notes, les « deux chance-

liers - avaient surtout parlé du sens et de l'importance de la prétendue « cause allemande », c'est-à-dire des intentions du Reich et des actions impérialistes prévues à l'époque. Au terme de leur conversation, Hitler proposa à Schuschnigg, en cas de capitulation immédiate et sans condition, une place au sein de la direction du III. Reich: " Nous avons Goering, Hess, Frick, Epp et bien d'autres. Je vous offre l'occasion unique, Herr Schuschnigg, d'inscrire votre nom dans les rangs des Allemands. Ce serait un acte méritoire, et tout pour-rait se régier (3). » Schuschnigg réagit

LE CHANCELIER DU REICH FAIT SON ENTRÉE DANS LA CAPITALE AUTRICHIENNE

par un silence perplexe. Après son retour de Berchtesgaden, il mit tout en œuvre, selon ses propres termes, pour tromper l'opinion, en Autriche et à l'étranger, et pour induire en erreur ses propres partisans afin d'empêcher toute amorce d'alerte ou de mobilisation. Il s'efforça de - faire montre d'un optimisme rassurant, d'éviter toute tendance à la panique, d'écarter infatigablement tout danger d'étincelle dont la menace augmentait près des barils de poudre - la presse! l'étranger devenu inquiet i les travailleurs

Un véritable psychodrame

TL mit ainsi à profit les quatre A semaines précédant l'Anschluss pour prévenir toutes les velléités de résistance. Ce n'est qu'au dernier moment qu'il se livra à une sorte de fuite en avant par l'annonce d'un plébiscite. d'ailleurs aussitôt décommandé, qui eut pour effet d'accélérer l'évolution engagée à Berchtesgaden.

Cependant, la crise politique déclenchée par les manœuvres du régime moribond devait provoquer, à Vienne surtout, un bref réveil du mouvement ouvrier. Fin février et début mars, des réunions mouvementées se tinrent dans les grandes entreprises de la capitale. Après son retour de Berchtesgaden, Schuschnigg avait ouvert la voie à une lente pénétration de l'Etat par les nazis. Vite débordé par la vague brune, il envisagea alors quelques contacts indirects et tardifs avec des délégués syndicaux. Le 20 et le 24 février 1938, eurent lieu les premiers pourpariers entre des représentants ouvriers, Richard Schmitz, maire chrétien-social de Vienne, et certains fonctionnaires du Front patriotique (5). Une conférence de délégués d'entreprises se réunit à Floridsdorf, faubourg ouvrier de Vienne. Quelques jours seulement avant la débâcle, Schuschnigg se résignait enfin à recevoir une délégation de syndicalistes qui présentèrent quelques modestes revendications, notamment le droit de se réunir publiquement. Schuschnigg se refuse à toute véritable

Pour Hitler, il était capital de réussir l'annexion « sans effusion de sang ». Même une amorce de résistance militaire de l'Autriche supposée allemande on, à plus forte raison, une guérilla prolongée dans les montagnes tyroliennes auraient entamé sérieusement le mythe nazi résumé dans ce slogan : « Un peuple, un Reich, un Führer. » D'où les hésitations et les manœuvres diplomatico-politiques même après la rencontre de Berchtesgaden. Plusieurs généraux allemands s'étaient prononcés contre l'aventure autrichier ils farent remplacés par des militaires plus dociles qui, à leur tour, exprimè-rent leurs doutes. Pour éviter une épreuve de force, Hitler devait donc surtout convaincre le petit dictateur du Bailhausplatz, le successeur de Doll-fuss. Schuschnigg devait capituler « volontairement » et renoncer à toute résistance. Les conceptions fondamentalement pro-allemandes du chancelier autrichien et de son entourage devaient contribuer, de façon décisive, à la débandade du Vendredi noir, le 11 mars 1938.

Le 9 mars, Schuschnigg avait encore annoncé un plébiscite en faveur de l'indépendance autrichienne. Deux jours plus tard, il capitulait pour « éviter toute effusion de sang allemand ».

L'annonce du référendum avait déchaîné la colère du Führer, qui voyait bien les dangers du vote envisagé. Il déclencha immédiatement une sorte de guerre psychologique pour imposer son annulation, le retrait des troupes autrichiennes stationnées le long de la frontière bavaroise, la démission de Schuschnigg et la nomination dans les usines! enfin les amis fidèles... (4) ». du nazi Seyss-Inquart comme nouveau chancelier. C'est un véritable psychodrame qui se joue le 11 mars à coups d'ultimatums répétés, transmis par

fédéral Miklas abandonnent la partie. L'opération « Otto» pouvait alors commencer. C'était le nom de code pour l'attaque militaire contre l'Autriche. Dans son ordre « ultra-secret », Hitler annonçait ouvertement sa décision: « Invasion. » Il soulignait: « Toute l'opération sera dirigée par moi-même. » Il continuait de se mélier de ses propres généraux. Parlant donc expressément d'invasion, il précisait que l'attitude des troupes allemandes devait « donner l'impression que nous ne voulons pas commencer une guerre contre nos frères autrichiens ». Cependant, « si, quelque part, une résistance se fait sentir, elle doit être brisée impitoyablement par les armes ». Dans un - ordre nº 2 », daté de Berlin le 11 mars 1938, à 20 h 45, Hitler expliquait encore à ses subordonnés que l'armée fédérale autrichienne avait été « avisée de se retirer lors de l'entrée des troupes allemandes afin d'éviter les

Goering, jusqu'à ce que, tard dans la

soirée, Schuschnigg puis le président

Ainsi l'Autriche fut livrée et liquidée le soir du vendredi 11 mars 1938 par le chancelier Kurt von Schuschnigg, dont le discours radiodiffusé se terminait par cette phrase mémorable: « Que Dieu protège l'Autriche. »

A Vienne, on se demande encore, cinquante ans plus tard, si cette capitulation sans condition était inévitable. Schuschnigg lui-même reconnaît, dans ses Mémoires, qu'il avait la possibilité de déclencher la résistance immédiate de l'armée autrichienne, des paysans catholiques et de la classe ouvrière des grandes usines contre la menace nazie. Pour ce faire, il aurait fallu rétablir au moins en partie les libertés démocratiques abolies en 1933-1934 et satisfaire

certaines revendications des travailleurs - ce qu'il ne voulait à aucun prix. Témoin au procès de haute trahison contre son ancien ministre des affaires étrangères Guido Schmidt, il déclarait en 1947 : « Notre petite Wehrmacht était moralement excellente, elle aurait sans aucun doute fait son devoir [...]. Il aurait été possible, sans aucun doute, surtout à Vienne et à la campagne, de mobiliser la volonté de résistance dans la population; avec même, je pense, beaucoup d'enthousiasme [...]. Je suis convaincu qu'à ce moment, en cas d'appel à la résistance, non seulement les adhérents du Front patriotique et les sociaux-démocrates, mais aussi les socialistes révolutionnaires et les communistes auraient participé à une résistance active. [...] Je me souviens que M. Schmitz [maire de Vienne] me parlait de la préparation d'une résistance, surtout dans les usines de Vienne, de la constitution de milices ouvrières armées. Je suis convaincu que ce plan était réalisable et que sa mise en route était enga-

Or, ces projets étaient en contradiction avec les principes « autoritaires » qui, depuis quatre ans, guidaient le régime austro-fasciste. L'abolition de la In République, en 1934, et de toutes les libertés démocratiques, l'établissement de la dictature conduissient logiquement à la débâcle de mars 1938. Ávec l'occupation des Sudètes, à la suite des accords de Munich, six mois plus tard, la seconde guerre mondiale

(1) Le « Hossbach-Protokol! » (novem 1937) fut cité largement lors du procès pour haute trabison à Vienne, en 1947, contre Guido Schmidt, dernier ministre des affaires étrangères du régime austro-fasciste (procès-verbaux, Vienne, 1947, p. 573).

(2) « Der Hochverratsprozess gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wieser Volks-gericht. Die gerichtlichen Protokolle mit den Zeuenaussamm den Zeugenaussagen, unveröffentlichten Dokumenten, sämtlichen Geheimbriefen und Geheimakten - (Procès de haute trahison de Guido Schmidt devant le Tribunal populaire de Vienne, procès-verbaux du tribunal, déposi-tions des témoins, documents inédits, intégralité des lettres socrètes et dossiers secrets, Vienne, 1947, p. 217).

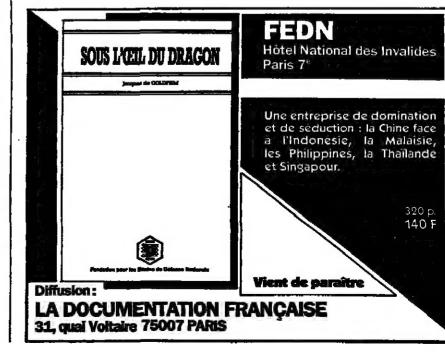
(3) Schuschnigg, dans ses Mémoires equiem in ros-weiss-ros, Zurich, 1946, p. 44. (4) Requiem, op. cit., p.52-53.

(4) Requiem, op. cit., p.52-53.

(5) Sur les tractations entre délégués ouvriers et Schuschnigg en février et mars 1938, peu avant l'effondrement de l'Autriche, Joseph Buttinger, dirigeant des Socialistes révolutionnaires, a laissé un rapport jusqu'à présent inédit et déposé au Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung (Association pour l'histoire du mouvement ouvrier) à Vienne. Cet exposé d'une centaine de pages a été rédigé immédiatement après l'Anschluss par Buttinger, au cours des premières semaines de son émignation à Paris.

(6) Procès pour hante trabison de Guido

(6) Procès pour haute trahison de Guido chmidt, op. cil.



# ellemands

CHAMBRE A GAZ DE TREBLIÑA

Andre poor has much an printemps 1944 mi Luis, Georges servictiones, et suisie par is juit Managende donne les affaires de Kart Franz

alitantion on exclusivité mondisk)

grandet, de temps en temps l'ai passe à Disseld passe à Disseld passe à Disseld passe de mes prochaine ens d

depuis décembre 1959,

The seul à refuser de décider de la ve la

quel moment avez-vous décid à la m'en souviens très bien

Je m'en souviens très bien. J'étais in h Je m'en souviens tres tien. J'étais, in le printe du camp eu moment où des groups et l'entere de traveux à l'entere d'un assert

A. Goran Weber, sutre camarade in the doctour Weber, sutre camarade in the control of the contro

de cas hommes d'un aspac lante un de cas hommes d'un aspac lante un d'enfance et compagnon d'un aspac lante un de cas la cours la cours trouves de cas la cours de cas la cour

A course of the commerce of the course of th

id die : 4 Opperation : 1 Aide-moi à le retroite : 4 Folie | Tu na la retroite : 4 Folie | Tu na la retroite :

e pas qu'e mouse : « Folie ! Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : « Folie : Tu ne le mouse : » Folie : Tu ne le mouse : T

INC vers les chambres a gaz Par ting

in the cacheront, certains que tu vent la elemente vers les chambres a gez Par manuel les chambr

Containement l'attirer des ennuis ( )

Vous avez abandonné vos rachardes

House year one I'si pas remové Tone.

House of the prise. Le jour où I'on m's be

de me rendre à le rampe de sélection

frieur immédiat, le docteur Weber la le

Man a er source Dépositaire d'un servi de la servicione della servicione de la servicione della servicione d

id : calui qui benéfician de la protecion

Augrovsky, le grand patron, josses absolus. Il faut pourtant save a

COUNTRY, OR THE COUNTRY, 8 ISSUE S PO

res le guerre, capendant, il fut conden

r expériences crimmelles, et exécute

as euro déplacé. Mais je no fus plu pu

condit s'ensuivit entre les deux honnes et

de docteur Weber, je me sus rendi i

The per de mon refus. A ma grande ama the per de mon refus. A ma grande ama me décision et communique son acas.

accione det « non ». Sans attende

# date gracié et bientôt libéré, en la in incurable de sa femme. Cor má dans le procès de Trebi ad à perpétuité et ilbéré pour

edictionisme, certains plaident po gen, quarante ans après, la dignité de maportabilité du régime allemant de la regime allemant de la reconnues, pour qu'e Meteorde l'absolution à des générales and a rate même pas connu l'épope insprience insque dans les mourements d'erre toujus inneities : le refus detre un des Plantes estiment que la permaner to es o travail du deuil . au ses de le sociologue A. Mischelia ie meilleur garant de la démonstra The comment me pas être d'accordant Control le benelisation des crimes and Taut maintenir ce napol de l'Allemagne son pour d'un mire montantique. Car le seul patrinis was Constitution democratique JEAN-MICHEL PALMER

Derma Phirtoles, volume colonial par Late Forty. Educious du Ced. 14 12 15 F. Guinchard, 15 F. Guinchard, 15 F. Guinchard, 15 F. Guinchard, 15 F. Late Jacob Lacobras Guinchard, 15 Jacobras Guinch

# L'industrie d'armement française

USSITOT connue, la décision du gouvernement français de contribuer à la construction par Dassault-Breguet de l'avion de combat Rafale a soulevé de vives polémiques. Le projet coûtera-t-il 170 milliards de francs, comme l'ont écrit certains journalistes aussitôt qualifiés de « criminels » et d'« assassins » par le ministre de la défense, M. Giraud? Cette controverse attire à nouveau l'attention sur le rôle de l'Etat dans le financement des industries d'armement considérées comme cruciales pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, mais aussi de l'emploi.

#### Per JEAN-DOMINIQUE MERCHET •

Une époque s'achève. Trop long-temps, en France, les responsables politiques ont cru qu'il était possible d'avoir le « beurre » grâce aux canons. L'effort de défense, loin de représenter une ponction financière, servait à l'enrichissement général. Aujourd'hui, ce modèle s'essouffle. Les productions civiles prospèrent en République fédé-rale d'Allemagne ou en Corée du Sud, tandis que le solde industriel des Etats-Unis on de la France, deux des principaux exportateurs d'armements, est devenu déficitaire.

Si l'industrie de l'armement a cessé d'être une panacée pour l'emploi ou le commerce extérieur, l'exemple français indique que toute politique de substitution ne pourra être mise en œuvre que dans le cadre d'une réflexion stratégique sur la désense et grâce à une refonte profonde du tissu économique et social, irrigué par le « complexe militaro-industriel ».

En France, la principale caractéristique des industries de l'armement est leur dépendance quasi totale à l'égard de l'Etat. D'abord quant au marché: l'armée achète environ 60 % de la production nationale - un pourcentage qui a peu varié depuis 1977, mais nettement inférieur aux 80 % de la fin des années 60. Les ventes à l'étranger sont sévèrement réglementées. Un décret-loi de 1939, toujours en vigueur, stipule que « l'exportation... sans autorisation préalable, des matériels de guerre est prohibée (1) ». Toute transaction avec un client étranger est donc soumise à nement. Aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur, l'autorité publique assure sa totale emprise.

Mais l'Etat est aussi un entrepreneur qui, depuis le Moyen Age, produit du matériel de guerre. Une brochure du ministère de la défense précisait en 1986 que, « avec un effectif industriel de 48 300 personnes, la délégation générale pour l'armement (DGA) est l'un des vingt premiers industriels français, au même niveau que des groupes comme Pechiney, Elf-Aquitaine, Michelin (2) ».

Cette activité s'exerce principalement dans deux domaines : les matériels terrestres, avec le groupement industriel des armements terrestres (GIAT), dont les 17 000 salariés produisent chars, canons et munitions de

Sept ans après "Diplomatie européenne et impéria-lismes - 1871-1914",

paraît le tome 2 de l'his-

toire des relations interna-

tionales contemporaines.

Un long détai qui a été mis

à profit de façon fort utile,

puisqu'il a permis aux

auteurs de prendre en

compte les travaux scien-

tifiques nouveaux sur la période 1914-1941 qui

nombreux avec l'ouver-

ture exceptionnellement

période 1914-1941. moment ou deux guerres tous calibres, et les constructions navales, avec notamment les arsenaux

guerre et assurent leur maintenance. Un autre acteur influent est le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui produit des têtes nucléaires et des chaudières pour les sous-marins (3). Au total, par l'intermédiaire de la DGA on du CEA, l'Etat réalise 21 % du chiffre d'affaires de l'industrie de l'armement (respectivement 16 % et 5 %).

de Cherbourg, Lorient, Brest et Toulon qui construisent les bâtiments de

#### « Le temps des revers »

L A place du secteur de l'armement dans l'ensemble de l'économie est difficile à apprécier : les chiffres précis manquent et la détermination de ce qui est civil ou militaire chez les soustraitants relève de la gageure. Pour 1985, le ministère de la défense avance le chiffre de 290 000 emplois, mais précise que, « si l'on tient compte des achais courants nécessaires à la réalisation des matériels d'armement (matières premières, composants électroniques, investissements généraux...), ce sont en fait 400 000 emplois qui dépendent de l'activité d'armement ». Cela représente 1,2 % de la population active et 5.7 % de l'effectif industriel, (hors bâtiment et travaux publics (5).

La répartition des salariés sur le territoire national offre de saisissants

Cité par Pierre Dussange. L'Industrie française d'armement. Economica. Paris, 1986 (le seul ouvrage exhaustif en français sur

int en France, soût 1986 ministère de la défense, service d'information et de relation publique des armées. (3) Les Cahiers de Damoclès, munéros de

ptembre 1986 et octobre 1987, Centre de cumentation et de recherche sur la paix et les conflits, Lyon. (4) P. Dussange, op. clt.

(5) Pour certains auteurs, ce chiffre est sus-estimé. Il faudrait plutôt parler d'un mil-Bon d'emplois. Voir, par exemple, G. Chatil-lon, « La France et le tiers-monde : problèmes d'armements », Revue de défense nationale.

(6) P. Dussange, op. cit. (7) L'Usine nouvelle, 10 décembre 1987.

Enfin, les pouvoirs publics jouent un rôle financier déterminant, tant comme actionnaire central de toutes les grandes entreprises de cette branche: Thomson, Aérospatiale, Dassault, SNECMA et Matra, qu'en assumant l'aide aux exportations et les dépenses, pour les deux tiers, de la recherche-

Par l'intermédiaire de la direction générale pour l'armement, l'Etat « a, peu à peu, réussi à supprimer la concurrence entre les industriels français de l'armement [...]. On assiste à la création de véritables monopoles technologiques (4) ». An début des années 30, onze constructeurs d'avions se partageaient les marchés : il n'en reste que deux. Une vingtaine d'entreprises réalisent 99 % du chiffre d'affaires total du secteur, et les huit plus importantes, 70 %.

Ce modèle de fonctionnement, à l'ombre de l'Etat, a été bien peu affecté par les professions de foi libérales du gouvernement issu des élections de mars 1986. L'armement offre un bon exemple de la survivance du système industriel qui, en France, a vécu et s'est développé sous la tutelle de l'Etat.

contrastes (voir la carte cl-contre).

Plus d'un tiers de l'activité est localisé

en région parisienne, où sont concen-trées les industries électroniques. L'Est

et le Nord, régions proches de l'Alle-

magne, l'ennemi d'hier, sont peu « mili-

tarisés - ; Nord - Pas-de-Calais, 0,6 % ;

Lorraine, 0,4 %; Franche-Comté,

0,8 %. En revanche, en Aquitaine

(11,8 %), Midi-Pyrénées (8,6 %), Provence-Côte d'Azur (11,3 %) et en

Ile-de-France (9,8 %), environ un sala-

rié industriel sur dix travaille pour

forte dans certains départements

comme le Var, le Cher, le Finistère ou

les Hautes-Pyrénées, où la proportion

est de un sur cinq. Dans la Loire,

Saint-Etienne dans deux établisse-

ments du GIAT qui, de plus, confient

les deux tiers de leur production à des

entreprises locales sous-traitantes. Et le

poids de cette activité n'est pas sculement quantitatif : « La proportion

d'ingénieurs, de cadres et de techni-

ciens dépasse 50 % des effectifs dans

de nombreuses entreprises (6). > Dans

certaines régions, l'armement repré-

KUU SAIATIOS TRAVEII

Cette dépendance est encore plus

l'armement.

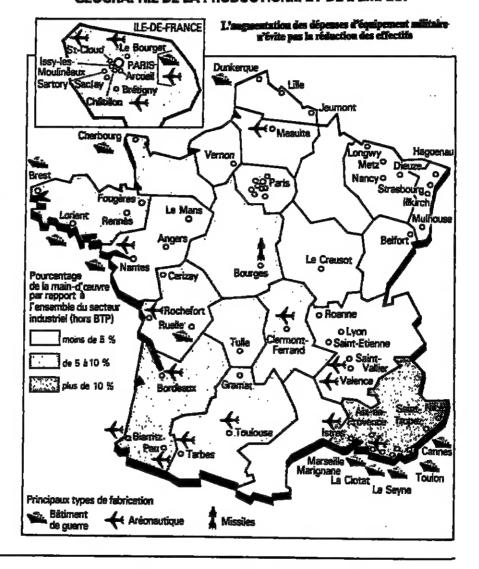
sente l'essentiel des activités de haute technologie.

Le chiffre d'affaires global des industries d'armement, qui a augmenté régulièrement de 5 % à 6 % par an depuis 1970, atteint 104,4 milliards de francs en 1985, soit 5 % du total de l'industrie française. L'activité est concentrée dans quelques branches qui dépendent largement des marchés mili taires: la DGA (100%), le CEA (50%), l'aérospatiale (69%) et l'électronique professionnelle (55 %). La part du militaire dans le chiffre d'affaires de quelques grandes entreprises est révélatrice : 70 % pour Thomson-CSF, 50 % pour Aérospa-tiale, 90 % pour Dassault, 75 % pour la SNECMA, 70 % pour Matra (société mère), 70 % pour Electronique Serge

Dessault, 100 % pour Panhard, 70 % pour la Société nationale des poudres et explosifs, 60 % pour Turboméca... Voilà, en quelques noms, décrit le versant production du « complexe militaro-industriel » dont l'avenir est hé à une politique de surarmement et d'exportation.

Jusqu'en 1983, les effectifs employés dans le secteur étaient en augmenta-tion constante : 270 000 en 1974, 310 000 en 1983 (chiffres ne tenant pas compte des activités induites). A partir de cette date, commence la décrue : aujourd'hui, le nombre est tombé à 280 000 (7), et le budget 1988 prévoit 4000 suppressions d'emplois pour les établissements de l'Etat. Le groupement industriel des armements terrestres est sévèrement touché; à tel

#### GÉOGRAPHIE DE LA PRODUCTION... ET DE L'EMPLOI



#### SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

# Bénéfices illusoires et calculs politiques

JEAN-PAUL HÉBERT .

E solde des transferts français d'armements est largement positif. On en conclut que les ventes de matériels de guerra améliorent notablement la balance commerciale, ce qui, per temps de crise économique, ne peut être négligé. Pourtant cette déduction, logique en apparence, est quelque peu hâtive.

Tout d'abord, ce solde n'est connu qu'approximativement, et les données dont on dispose varient sensiblement suivant les sources. Ainsi, pour 1986, le ministère de la défense estime les exportations d'armements à 43,9 milliards de francs, mais les douznes les chiffrent à 38,3 milliards seulement (1). En ce qui concerne les importations, les statistiques sont encore plus mai connues, car la Rue Saint-Dominique ne publie pas régulièrement d'informations. Pour 1982, l'éventail des estimations allait de 2.8 milliards de francs pour un spécialiste comme M. J. Fontanei à 8,1 milliards pour M. J.-M. Boucheron, de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, en passant par 6,273 mil-Bards pour les douanes (2). Ces incertitudes incitent à une car-

A s'en tenir aux données fournies par l'administration des douanes, les exportations se montaient donc en 1986 à \* Auteur du livre les Ventes d'armes, Paris, Syros-Alternatives, 192 pages, 59 F (en librairie le 11 mars).

> LE GRIGNOTAGE DE LA PRÉÉMINENCE **DES DEUX GRANDS** Part des dix premiers exportateurs (En pourcentage du marché mondial)

URSS 36,2 Royanne-Uni 8,5 France 7,8 Chine 2,4 RFA 1,2	URSS 39,7 Etats-Unia 32,7 France 11.4	URSS 34 Etats-Units 25,2
Pays-Bas 0.7	France 11.4 Royamme-Uni 5.1 Italie 2.4 Chine 1.7 RFA 1.1 Israel 1 Pays-Bus 0.9 Rrisil 0.8 96.8	Eints-Unin 25,2 France 13,9 Royamme-Uni 5,3 Italie 5 RFA 4,1 Chine 3,5 Enpagne 1,6 Israel 1,2 Itrial 1,1 94,9

38,3 milliards de francs, et les importations à 4,1 milliards : soit un solde de 34,2 milliards. Mais pour mesurer la réalité de cet excédent, il faut prendre en compte différentes contreparties : certaines sont d'ordre technique, d'autres sont imposées par les acheteurs, d'autres enfin sont la conséquençe du soutien de

l'État au secteur de l'armement. Pour fabriquer un produit, il faut acheter à l'étranger : 1 milfierd de francs d'exportations civiles nécessite 271 millions de francs d'importations; mais cette somme s'élève à 315 millions s'il s'agit de matériel militaire (3). Cette disparité s'explique par la haute technologie des armements. Ainsi, les 38,3 milliards de francs d'exportations de 1986 ont nécessité environ 12 milliards d'achets à l'étranger : l'apport net de devises en est réduit

S'il veut emporter un marché, le vendeur se doit d'offrir des contreparties à son client : transfert total ou partiel de la charge de travail, sous-traitance, production sous licance, coproduction... Il peut consentir aussi à des accords de troc : pétrole, blue-jeans, machines diverses (4)... Au milieu des années 70, on estimeit la valeur de ces compensations à plus de 50 % du montant des contrats (5); l'exacerbation de la concurrence a sans doute accru ce pourcentage.

Enfin, si l'on défalque les aides de l'Etat pour encourager les ventes à l'étranger - avances pour études et développement, avances pour « présentation en temps utile », prospection... — et es aides spécifiques à l'exportation, le tout avoisinant les 10 milliards de francs, l'apport net des ventes d'armes au commerce extérieur se révèle presque négligeable.

Axteneur se reveie presque négligeable.

On peut se demander si, « du seul point de vue financier, il ne vaudrait pas mieux acheter les svions des autres que fabriquer les siens propres ». Cette interrogation, dès 1977, de M. Limouzy, rapporteur de la commission d'enquête sur l'aéronautique, reste d'actualité (6). Tant il est vrai que la question. principale n'est pas de savoir si les ventes d'armes sont frue-tueuses ou non, mais d'étudier de quelle politique elles sont l'instrument. Trop souvent, ces dernières années, des considérations trument. Trop souvent, ces demières années, des considérations étroitement comptables n'avaient d'autre but que de détourner l'attention de cette indispensable analyse politique.

(1) Voir J.-P. Bechter, document nº 963, Assemblée nationale, annexe a procès-verbal du 8 octobre 1987, et les données publiées par le Bulle-la mensuel de statistique, INSER.

Rimensus de stanssique, 1705Es. (2) J. Fontanel et R. Smith, « L'effort de défense », ARES, manéro scial, 1985; Statistiques du commerce extérieur de la France 1984, me I; J.-M. Boncheron, rapport d'information n° 2755 du 6 juin 1985 Assemblée entionale)

(3) Voir J. Aben, « Commerce de guerre on commerce de paix », éfense nationale, février 1985, (4) En échange de la vente d'engins Apilas à la Finlande, la France et engagée à acheter pour 400 millions de francs de machines à papier, Monde, 13 juin 1985. (5) Responsables, revue du mouvement des cadres cirrétiens, nº 85, nai 1977.

(6) Rapport nº 2815, Assemblée nationale, 21 avril 1977, name I, p. 126.

PARAITRE

HISTOIRE DES RELATIONS

INTERNATIONALES CONTEMPORAINES

Tome 2 - TURBULENTE EUROPE ET NOUVEAUX MONDES

1914 - 1941

par René GIRAULT et Robert FRANCK

Turbulente Europe

914-194

tene Grant

et nouveaux mondes

1871 - 1914 par René GIRAULT 1979, 256 pages, 132 F

mondiales et une crise économique bouleversent les formes de la vie inter-

comme une histoire "tota-

lisante" rendant comote

de l'ensemble des boule

déclin de l'Europe, èmer-

gence de nouvelles puis-

sances, modification des

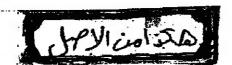
rapports économiques,

des modes de pensée.

Collection Relations Inter-

des movens techn

1988, 1ª édition, ·304 pages, 140 F. TTC au 15.02.88



THE PERSON NAMED IN The statement was

et ches At uns Mars ATTENDED TO THE The state of the s STATE AND THE STATE OF THE PARTY OF Est Santa Capenal Mi New Carnet reserve Page de l'agree de l'agreement ; le Co des des alle and meant de pres in the state of th the depresent to be proported THE RESERVE TO THE PROPERTY. THE RESERVE THE PARTY OF THE PA tant de la croudere de la France

CONTRACTOR OF THE SECOND The same of the same of the same ad parts or train Cutte misses of Great de Samillare The control provides I take the the Same chan AMA m'wate saradite to order man to the part of Corporate de la land THE PERSON OF THE PERSON OF THE PERSON er e baise de la decrapate desse vill

TE a state des ert des manie Ter a mercee fenn grove, rhumin 🖟 🛣 margane d'arrens de, est beith grate Aus fir ges annier 14, fe THE STEEL MAN BE STREET aumante intérnaut et in grootig de egram , les Gritemmighes, will main der frage. I ster aften guarante la labora promise fentiene fedbenfe. If Alle triegen fil ma la France paul lefthe # 100 miente fall cavalier went at implif sempring cette riverte ( at a serie toler tee . high above aus transforme en freigie A. elia la flamaco dos prim 🗱 🕬 2.975(974), 5,00 (m2.59) car calling to Table Sin Granten Metage ters improp afun mirat sappeta in a sympathic que les valett if Matte d'acopondutier à l'égart de milim et enteurpe sur im meter Marte & lamer dent Barta fen bei itt - en gart aufger dam bill THE STREET PROPERTY OF THE PROPERTY OF

Li France penètre a mi, mar les mi

Sames of Colorine malitage of

SCHOOL STRUCK CALL LANGE

ALGRE Ses project transer la riguerar e la Fonda M THE PART SEST MOTER'S PRODUCT & The cas comprises material in homonomies to section influence Cos constitutes muses à l'agres de to as Carros revistanes sore pur THE PURSUE OF SECTION PROPERTY OF tato pas a logager des fonds qui par la renocitaria Cette remarque des to Stockholm International Par Sign Metael Bracelo M. T and the documents com ty smements dans to trace exert



# UNE ÉCONOMIE

# française

Pour le Société nationale des pour Panhard le Explosifs, 60 % pour lubrate des pour lubrates production du comple. Volla, en quenques noms décrités sant production du comple militaro-industriel dont l'aves à me politique de surament.

groupement industriel des amena herrestres est sévèrement touchi il

EXECTION ... ET DE CENTRO aférite pas la réduction des effection



#### D'ARSENAL

# à l'ombre de l'Etat

point que le rapport annuel Ramses de point que le rapport annuel names de l'Institut français des relations interna-tionales (IFRI) s'interroge : va-t-on « vers une sidérurgisation des asse-naux »? Les grands groupes sont aussi atteints : en octobre 1987, M. Serge Dassault a annoncé 1 261 suppressions d'emplois chez Avions Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. Le minis-tre de la défense a avancé le chiffre de 30 000 suppressions d'emplois d'ici à 1991, alors que jamais, en temps de paix, l'Etat n'aura dépensé autant d'argent pour l'équipement des armées.

« Défense : Giraud relance l'industrie » ; « Industrie de l'armement : le temps des revers ». Ces deux titres, parus dans le même organe de presse, à un an d'intervalle (3), illustrent la rapidité du tournant. L'augmentation de 40 % des dépenses d'équipement, prévue par la loi de programmation militaire entre 1986 et 1991, n'est pas à même de maintenir le secteur à flot. D'autant que la situation de la France sur les marchés étrangers se dégrade.

Depuis 1985, les industriels ont manqué six grands contrats d'une valeur totale de près de 75 milliards de francs : Mirage-2000 pour l'Arabie saoudite; obusiers pour l'Inde; systèmes antiaériens pour les Etats-Unis ; hélicoptères pour le Canada; Alpha Jet pour la Suisse; chars AMX-40 pour l'Arabie saoudite. La crise actuelle n'incite pas à l'optimisme : augmentation de l'offre, du fait de l'apparition de nouveaux pays produc-teurs, et baisse de la demande dans un tiers-monde appanyri par l'endette-ment et la chute des prix des matières

C'est la percée française, réussie il y a une vingtaine d'années, qui est battue en brèche. A la fin des années 60, les sur le marché intérieur et la guerre du Vietnam; les Britanniques, sous l'impulsion des travaillistes abandonnent le secteur; le Japon comme la République fédérale d'Allemagne sont hors-jeu. La France gaullienne et postgaullienne fait cavalier seul et le Mirage-III symbolise cette réussite (9) que la série télévisée «Les chevaliers du ciel» transforme en épopée. A la veille de la flambée des prix du pétrole en 1973-1974, son industrie offre une large gamme de matériels hautement performants. Sans concurrent sérieux, le pays dispose d'un atout supplémentaire : la sympathie que lui valent sa politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis et l'embargo sur les armes destinées à Israel dont Paris fut longtemps - en particulier dans les années 50 - le principal pourvoyeur.

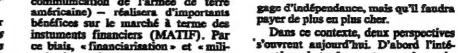
La France pénètre ainsi sur les marchés arabes où l'industrie militaire réalisc, pendant une décennie, les trois quarts de ses exportations, dégageant de substantiels profits. Tandis que s'arrêtent les coproductions avec les pays alliés (RFA ou Royaume-Uni) qui avaient pris leur essor dans les années 60 (Jaguar, Transall, Puma, Milan, Hot...). Depuis quelques mois, elles sont de nouveau à l'ordre du jour (hélicoptère franco-allemand, missile anglo-français, radar franco-américain pour le Rafale...)

Cette résurgence de la coopération européenne est le signe d'importants changements. Insensiblement, dès le milieu des années 70, le paysage s'est

L'achat par quatre pays enropéens du F-16 américain de préférence au Mirage F-1 et l'association du Royaume-Uni, de la RFA et de l'Italie pour construire le Tornado, que les Saoudiens out préféré, en 1986, au Mirage-2000, ont constitué de sérieux avertissements. Pourtant aucun responsable politique, pas même ceux de la gauche arrivée au pouvoir, n'ont pro-posé de politique de rechange.

L'industrie de la guerre a vécu sur ses rentes, juteuses, il est vrai : « Les exportations semblent être pour les industriels d'une profitabilité très investissements sont pour l'essentiel amortis sur les séries destinées à l'armée française, et les prix pratiqués à l'exportation permettent, au dire de la plupart des spécialistes, de dégager des marges substantielles (10).» Avec des clients riches, pas de problèmes; à ceux qui sont trop pauvres pour s'offrir de très onéreux systèmes d'armes (Etats africains du « pré carré», Maroc, Pérou, Irak depuis quatre ou cinq ans...), le ministère des finances avance les crédits per de mul-tiples canaux. Même si l'Etat n'est pas remboursé, l'industriel, lui, a perçu son

Au contraire de ce qui se pusse dans le civil, l'entreprise militaire reçoit, des la signature du contrat, d'importantes avances qu'il est impossible de chiffrer. Les avances de trésorerie ont permis aux industriels de spéculer sur les marchés financiers. Ainsi Thomson, dont la trésorerie fut à certains moments près de quatre sois supérieure à son chiffre d'affaires - grâce notamment au contrat Rita (fourniture du système de communication de l'armée de terre américaine) - réalisers d'importants bénéfices sur le marché à terme des tarisation » de l'économie sont liées, jusqu'au krach.



gration dans le vaste système de défense européenne et/ou atlantique; les industriels français pourraient ainsi revenir sur des marchés rentables pour leurs matériels de pointe (Rafale, sousmarin nucléaire d'attaque...). En contrepartie, ils opèreraient une sévère cure d'amaigrissement, avec l'abandon de nombreuses productions et la perte de certaines maîtrises d'œuvre dans ce nouveau partage des tâches. C'est ce que M. André Giraud appelle l'« achat sur étagères ». Ce choix s'accompagnerait d'une « délocalisation » de certaines industries comme celle prévue par Dassault en Asic (14). L'autre choix possible est le maintien d'un fort potentiel productif, y compris dans les gammes basses, mais orienté prioritaiment vers la satisfaction des besoins de l'armée française. De nombreux spécialistes contestent le fait que les exportations scient profitables (voir page 8 l'article de Jean-Paul Hébert) on qu'elles réduisent le coût unitaire des matériels achetés par les armées françaises (15). Le principal avantage des ventes à l'étranger serait d'assurer aux entreprises des « plans de charge » suffisants. Or l'exemple de la SNECMA montre que, à partir d'une maîtrise de la fabrication de réacteurs militaires, il est possible de développer une activité civile rentable (CFM-56) qui contribue à l'équilibre des plans de charge. Dans des conditions fort diffé-

rentes, les arsenaux avaient, à la Libé-

ration, fabriqué plusieurs centaines de produits différents (vélos, tracteurs...), contribuant ainsi à la reconstruction.

MISSILE MILAN

L'ère des courods

De telles décisions engagent l'avenir du pays et nécessitent une large consultation et un vrai débat. Encore faut-il que celui-ci ne soit pas biaisé par la place hégémonique qu'occupe le complexe militaro-industriel » : récemment, M. Pierre Marion, ancien directeur général de la DGSE, ne dénonçait-il pas le fait que « la classe politique n'est pas capable de ramener [le « complexe militaro-industriel »] à sa place, celle d'un exécutant des politiques voulues par le pouvoir civil et élaborées selon des processus démocratiques (16) ? »

JEAN-DOMINIQUE MERCHET.

(8) L'Usine nouvelle, 13 novembre 1986 et 10 décembre 1987.

(9) Edward Kolodziej, Making and Marketing Arms. The French Experience and its Implications for the International System, Princeton University Press, Princeton, 1987.

(10) P. Donnesse on et 1

Princeton University Press, Princeton, 1967.

(10) P. Dussauge, op. cit.
(11) Dans Ramses 1987-1988, éditions
Atlas-Economics, Paris, 1987.

(12) Klaus Engelbardt, «La reconversion
de la recherche et de la mise au point militaire: réalisme ou vue de l'esprit», Revue
internationale du travail, vol. 124, 2° 2, maxi-

(13) Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, rapport du Contre des Nations unies pour le désermement, 1978.

(14) International Herald Tribune, 5 février 1988.

(15) François Varenne, « Ventes d'armet : juridisme et l'incantation », Projet, juillet-

(16) Le Monde, 21 novembre 1987.



CETTE crise a encouragé un certain nombre de réflexions et de remises en cause. Récemment, M. Thierry de Montbrial, directeur de l'IFRI, remarquait qu'« il semble bien que, globalement, le poids de la désense dans l'économie des pays industrialisés ait finalement contribu à entraver la croissance de l'offre macro-économique globale (11) ». Les excédents commerciaux du Japon et de la RFA, pays à la production militaire modeste, incitent aussi à remettre en cause des idées reçues.

Les retombées civiles de la recherche-développement (R-D) dans le domaine militaire sont aussi rééxaminées. Aux Etats-Unis, depuis dix ans, les dépenses de recherchedéveloppement engagées par le Penta-gone ont crît de 250 %. La France et la Grande-Bretagne connaissent la même spirale ascendante. Or « les biens pro-duits à des fins militaires ont un coefficient de R-D extrêmement élevé, de sorte que tout autre utilisation de ce potentiel aurait un impact direct plus fort sur l'emploi et la crois-

De plus, comme le soulignait un rapport déjà ancien des Nations unies, les

retombées militaires de la recherche civile « ont été incomparablement plus importantes que les retombées civiles de la recherche militaire (13) ». Aînsi le système de guidage des missiles de croisière s'appuie sur un procédé de numérisation du relief dont les principes de base ont été établis à la fin des années 50 par des ingénieurs travaillant pour la construction des routes. Chaque jour un peu plus, les caractéristi-ques des matériels militaires s'éloignent des besoins civils.

Anjourd'hui, la plupart des nouvelles techniques (ordinateurs à grande vitesse, matériaux nouveaux...) sont portées par la course aux armements. De plus en plus, le progrès technique est piloté par la logique militaire et cela risque de conduire finalement à de graves distorsions on à des impasses.

L'industrie de l'armement scrait-elle alors devenue inutile parce qu'elle pèse d'un poids de plus en plus lourd en termes économiques, financiers et tech-niques ? Sauf à imaginer un désarmement général, la France continue et continuera à avoir besoin d'armes perfectionnées. Le maintien d'une forte capacité de production nationale est un

#### TRANSACTIONS OFFICIELLES, OPERATIONS CLANDESTINES

## Le grand bazar aux canons dans le tiers-monde

ALAIN **GRESH** ALGRÉ ses professions de foi sur l'austérité et la rigueur, « le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré réticent à demander la diminution des dépenses militaires, même quand il recommendait des coupes claires dens les dépenses pouvernementales. Le secteur militaire était tenu à l'écart des conditions mises à l'octroi de prêts du FMI. Or les dettes militaires sont particulièrement tes, puisque le secteur militaire est improductif et n'aide pas à dégager des fonds qui permettraient bourser». Cette remarque de deux chercheurs du Stockholm International Paace Research Institute (SIPRI), Michael Brzoska et Thomas Ohison, dans un livre documenté consacré sux trans-forts d'armements dans le tiers-monde (1), illustre à

quel point les convoities qu'a éveillées le fabuleux « bazar aux canons » ont endormi bien des scrupules.

Entre 1971 et 1985, le tiers-monde a acheté pour 286 milliards de dollars (2) d'armements, ce qui équivaut à environ 30 % de la dette que les pays du Sud avaient accumulée durant la même période le nombre de pays possédant des missiles est passé de trente à soixante-seize. Si le Proche-Orient absorbe près de la moitié des exportations, depuis 1975 l'Afrique — Maghreb compris — s'est hissée à la peu enviable dessième place, suivie par l'Amérique latine, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient. Le marché a connu, entre 1970 et 1977, une expansion moyenne annuelle de 13 %; puis ce taux est tombé, entre 1978 et 1984, à 2 %. Aujourd'hui, il est négetif, ce qui aiguillonne une concurrence

La part prépondérants des Etats-Unis et de l'URSS — qui, depuis le milieu des années 70, tient actidement la tête — est grignotée par les pays 

UN OFFICIER DE L'ARMÉE AFCHANE MONTRE UN MESSILE BRITANNIQUE PRIS AUX MOUDIAHIDINS

européens — France, Royeume-Uni, Italie — et per de nouveeux concurrents : Bréeil, Israël, RFA, Chine, Espagne (voir le tableau ci-contre).

Le rétrécisement du marché, dû à la chute des cours des matières premières et au formidable endettement du tiers-monde, ainsi que la concurrence ont peradoxalement placé les clien tion de force. Pour soutenir leurs industriels, les vendeurs offrent toutes sortes de facilités : transferts de technologie, prêts bonifiés, voire dessous-de-table comme cela a été illustré per de récents scandales en Inde et au Nigérie.

L'affaire Luchaire (3) l'atteste, la logique du lobby des « marchands de canons » a souvent prévalu sur d'autres considérations, et une trentaine d'États, depuis le début de la guerre du Golfe, ont fourni du matériel militaires à le fois à l'Irak et à l'Iran : «Les gouvernements ont été confrontés à de telles pressions des forces économiques qu'ils ant approuvé des contrats d'armes que, pour des reisons politi-ques, ils auraient plutôt empêchés (4). » Seule exception notable, l'incapacité de l'administration Reagan à obtenir du Congrès la fourniture de certains matériels de guerre aux pays arabes : en 1986, l'Arabie sacudita achétera soixante-douze Tornado britanniques après le refus des parlementaires américains, sous la pression du lobby juif, d'autoriser la

Paralysés par les organes législatifs ou par leurs opinions publiques, les gouvernements ont découvert un nouveeu moyen pour contourner les interdits: les marchands free-lance (5). Ceux-ci travaillent le plus légalement du monde, et leurs transactions sont, en principe, contrôlées par les pouvoirs publics. Mais la fortune colossale d'un Adnan Khashoggi, d'un Sam Cummings, d'un Michael Kokin, s'est souvent bâtie sur des copérations grises », c'est-à-dire illégales mais bénéficient de l'aval des gouvernement ou des services de ren-

Si les ventes d'armes américalnes à l'Iran ont représenté le plus grand scandale dens ce avec l'Amérique centrale, l'Afghanistan, l'Angola. «Les ventes sont généralement organisées par la CIA. Les dealers achètent des petites armes soviétiques dans le bloc de l'Est, en Chine ou en Egypte (6). » Le prix en est payé par la CIA ou les « gouvernements amis » (Arabia saoudita, sultanat de Brunei...). Evidemment, ce système n'est pas sans risques ; un de ces pêcheurs en eau trouble, M. Edwin Wilson, un ancien de la CIA, purge une peine de prison de cinquente-deux ans en illinois : il avait fourni des armes au colonel Kadhafi.

C'est aussi en approvisionnant divers gouverne ments mis au ban de la communauté internationale - l'Afrique du Sud. les dictatures militaires quatémaltèque ou salvadorienne, la régime de Somoza, M. Idi Amin en Ouganda, M. Mobutu au Zaire, la Rhodésie blanche... - ou'Israel et devanu un des principeux exportateurs d'armes. Dans un récent ouvrage (7), M. Beit-Hallami, un enseignant à l'université de Halfa, décrit ce déploiement en Afrique, en Asia et en Amérique centrale et du Sud, et définit la logique qui le sous-tend : « Ce qu'Israël e exporté dans le tiers-monde, ce n'est pas seule tachnologie, des armements, de l'expérience ; pas soulement des savoir-faire, mais une certaine pensée, un sentiment que le tiers-monde peut être contrôlé et dominé, que les mouvements radicaux encore un avenir. »

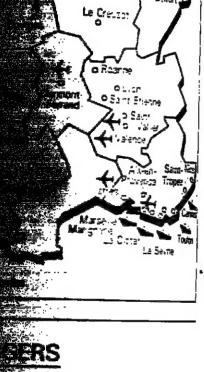
Autourd'hui, une dizaine de pays contrôlent 95 % du marché de l'armement ; comme le notent M. Brzoska et T. Ohison, maigré la concurrence le nombre des vendeurs variers peu dans les années futures. « Par la dimension de leurs industries mili-taires, leur prééminence écrasante dans le domaine de la haute technologie et les sommes énorme consecrées à la recherche-développement, les plus grands pays industriels continueront de dominer le système dans le futur. » L'administration Carter, comme le gouvernement soviétique à plusieurs reprises, avait exprimé sa volonté de limiter le transfert des armements. A l'heure du dialogue rétabli entre Moscou et Washington, les Deux Grands pourraient entamer avec les Européens une négociation sur ce sujet complexe : ce serait une autre manière d'aider le tiers-monde et d'alléger les fardeaux qui pèsent sur son développement.

Michael Brzoska et Thomas Ohlson, Arms Tran-fers to the Third World, 1971-1985, SIPRI-Oxford Uni-versity Press, Oxford, 1987, 40 livres.

(2) A prix constant 1985. (3) Retroprise française qui a vendu des armes à l'Iran.
Pour les ventes européennes à la république islamique, voir
l'ouvrage très documenté de Walter de Bock et JeanCharles Deniau, Des armes pour l'Iran, Gallimard, Paris,

1988, 294 pages, 95 F. (4) Arms Transfers to the Third World, op. clt. p. 129. (5) «How US Arm Dealers are Making a Killing»,

(6) Ibidem.
(7) Benjamin Beit-Hallami, The Israeli Connection.
Who Israel Arms and Why, Pantheon Books, New-York,



us politiques

et les importanons à 4,1 millioris : si in Mais pour rresurer la realité de di contrepend differentes contrepend Antena, d'autres sont imposées paris is most la conséquence du soutent

thinks. I four acheter à l'etranger : 1 m Company rescessive 271 malers in Conta contra somena s'eleve à 315 miles in (3). Certe dispante s explana po hermants. Aurs., les 38,3 milleris a 1966 ant nécessité environ 12 maiste Tapport net de devises en est résé

to marche, le vendour se doit d'offin de in production sous learce commit Malie Bussi à des sacords de troc : pero Me (4) ... Au tratieu des années 70. d Figure de la concurrence a sel

tion sides de l'Etat pour encourage pour études et developpement de la prospection. tion, le tout avocinant les 10 mi met des ventes d'armes su comme e do aeul point de vue financie, il

the avions des autres que istinge interrogation, des 1977, de interrogation, des 1977, de la commission d'enquête su l'alle 1981. Tant à est vrai que la question de la commission de la co limiter de quelle politique elles sont fue sires armáes, des consid MACE d'autre but que de découlé author analyse politique

1961, Assemblée national, lasti 1971, 4 has dounées publiées par le fair-\*\* \*\* L'affort de défense ». ARES, marie de communes actérieur de la France (s). Transact d'information, se 2755 du 6 pm (s).

d'années Apiles à la Finlande la fisse Mignelleurs de francs de machines à pape. कां बंदा दक्षादा देशीयाँ, हुई We assissain, 21 avril 1977, me L

Le marché nen efficiel : pinéeurs millionie de délines

(Suite de la prenière page.)

Les conquêtes coloniales ont sans cesse reculé sur trois continents les

bornes de ce champ d'action, et l'éman-

cipation des peuples naguère dominés

ne les a point fait refluer sur les anciens

tracés. La mondialisation des échanges

et la portée des armes balistiques ont

pratiquement gommé toute limite.

Quels pays possèdent aujourd'hui les

moyens d'une action aussi ambitieuse?

Par quels efforts entendent-ils se les

procurer? Et à quelles fins : pour le panache, ou pour mieux coordonner les

intérêts du pays et ceux de la commu-

toute la réalité, cette diplomatie spa-

tiale continue de jouer un rôle essentiel et semble retenir l'attention en priorité.

Elle évolue à la rencontre de trois cercles, aux contours parfois incertains,

qui peuvent être ainsi esquissés : le cer-cle de la difficile construction euro-

péenne, freinée par des rivalités qu'une

ambition commune ne parvient pas

touiours à transcender en temps utile ;

le cercle de la solidarité atlantique,

sans cesse pertubée par l'évolution des

systèmes d'armes et des doctrines stra-

tégiques, tiraillée entre son pôle domi-

nant et son pôle secondaire, cette

Europe verbalement déterminée à

s'affirmer mais tellement velléitaire au

moment du passage à l'acte (4) ; enfin,

à la fois flou et vivant, le cercle de la

francophonie, rapprochant des zones où l'histoire a laissé des empreintes lin-

guistiques et culturelles plus ou moins

Dans le champ clos de la compéti-

tion électorale, les principaux cham-

pions se sentent tenus d'évoquer briève-

ment ces trois arènes, où toute

diplomatic française se déploie par

nécessité. Ils ne tiennent pas pour

autant le même langage et portent des

regards différents sur chacun des trois

cercles comme sur leurs points d'inter-

section : bases francophones en Améri-

que du Nord, place forte de l'OTAN,

mais anssi au cœur d'une Europe incer-

taine, en Afrique, où il serait tentant

d'obtenir un concours européen, et,

bien au-delà, dans les convulsions du

Proche-Orient ou de l'ancienne Indo-

chine, zones à l'égard desquelles ni

l'OTAN ni la CEE n'ont défini de poli-

tique commune : avec le marché uni-

que européen, que deviendront les posi-

tions commerciales que la France a

conservées dans une partie de son ancien empire colonial? Deux autres

facteurs compliquent encore le jeu : au

sein de la Communauté européenne,

perceptions divergentes de la solidarité

atlantique; au sein de l'OTAN, défini-

tions contradictoires des intérêts

mêmes de l'Europe aussi bien dans les

limites de son propre territoire que

dans les contrées où s'exerce encore son

influence. M. Kissinger se flattait de

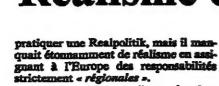
marquées.

Bien qu'elle ne rende pas compte de

nauté internationale?

### DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR

# Réalisme et éthique en diplomatie



Ainsi, tout discours électoral qui se borne à proclamer une exemplaire fidélité à la triple solidarité - curopéenne, atlantique, francophone - est nécessairement mensonger s'il en présente une image tant soit pen harmonieuse. Nulle définition de chacun des trois cercles n'exclut une tension on un conflit d'intérêts avec les deux autres. De faciles effets de tribune peuvent faire applandir la trilogie, mais toute action sur le terrain fait surgir des incompatibilités. Les surmonter, dira-t-on, tel est précisément le rôle des infinies ressources de l'habileté diplomatique. Cette habileté-là n'a de chances d'aboutir que portée par une appréciation exacte des priorités accordées sux multiples composantes de la triple solidarité. Soucieux d'élargir leur électorat, les candidats s'enferment dans des généralités, préférant considérer que de telles subulités échappent à l'entendement des citoyens.

NCORE les choix sersient-ils relativement simples si, à cette diplomatie « horizontale », comme déployée sur un planisphère, ne s'ajoutait une dimension verticale. Bouleversée par les technologies civiles et militaires, la géographie physique a pu, pendant longtemps, situer les limites de la sécurité territoriale sur le Rhin ou les Pyrénées, mais elle les recule anjourd'hui jusqu'aux confins exposés des plus proches voisins et alliés. Ne débat-on pas de l'opportunité d'élargir, ce qui serait une contradiotion dans les termes, le concept de sanctuaire national » et d'offrir à l'Aliemagne fédérale, qui n'en vent pas, une protection nucléaire fran-

Bien d'autres frontières, dont les cartes ne savent pas toujours rendre compte, surgissent de la géographie contemporaine. Il peut paraître simple de tracer sur une mappemonde les contours du monde libre, en fonction desquels les états-majors étudierent les dispositifs logistiques qu'ils jugent utiles. Un tel monde en noir et blanc prétendrait éliminer les « zones grises » : selon ses propres appréciant le régime d'apartheid sudafricain, la dictature de Pinochet, le Nicaragua sandiniste, le fondame lisme musulman d'Iran ou d'Afghanis-

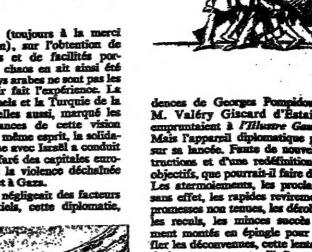
Vieux débat apparemment saas issue, dont les données sont encore brouillées lorsque la diplomatie pluridimensionnelle vient perturber une approche plate, horizontale. Ainsi, après l'invasion de l'Afghanistan, M. James Carter jette-t-il l'embargo sur les exportations de céréales à destination de l'URSS, que M. Ronald Reagan, peu suspect de tendresse pour le misme mais sensible à l'électorat fermier, s'empresse de lever dès son entrée à la Maison Blanche, tout en interdisant à l'Europe d'exporter vers

l'Est certains équipements destinés au gazoduc zibérien.

Simple différend entre l'Europe et les Etats-Unis dans une définition spa-tiale de la diplomatie à l'égard d'un tiers? La localisation géographique impliqueit nécessairement des approches diverses, que, en dépit d'une commune idéologie, compliquaient surtout deux autres dimensions : commerciale et technologique. Classique illustration de l'étroite imbrication des calculs.

Solidaires dans leurs objectifs, les membres de l'Alliance atlantique voient ainsi apparaître des discorjenz d'alliance (toujours à la merci d'une révolution), sur l'obtention de bases militaires et de facilités portuaires. Que le chaos en ait ainsi été amplifié, les pays arabes ne sont pas les seuls à en avoir fait l'expérience. Le Grèce des colonels et la Turquie de la dictature ont, elles aussi, marqué les graves insuffisances de cette vision étroite. Dans le même esprit, la solidarité systématique avec Israël a conduit à l'embarres effaré des capitales euroéennes devant la violence déchaînée en Cisjordanie et à Gaza.

Alors qu'elle négligeait des facteurs pourtant essentiels, cette diplomatie,



synonyme d'irréalisme lorsque, incapable de voir an-delà des componentes matérielles de la réalité, il évacue ou sous-estime ces données pourtant si fortement concrètes qui s'appellent fierté nationale, valeurs de civilisation, particularismes culturels et religieux, aspirations à la justice et au respect des droits essentiels. Ainsi s'expliquent d'interminables atermoiements envers l'apartheid sud-africain, les vœux pieux adressés à l'Amérique centrale, les complaisances (que ne peut justifier la francophonie) pour certains régimes africains, l'économisme conduissat à d'étonnants contrats de livraison d'armes, la bienveillance témoignée non sens suffisance à des peuples fiers, l'absence d'imagination devant des problèmes comme l'endettement international (6), la timidité à l'égard des démocraties fragiles que l'on devrait écouter les polémiques entre la majorité et l'opposition, de tels faits, absents de leurs réquisitoires, n'existeraient simplement pas. Serait-ce l'indice que

conception de la diplomatie? A supposer que la politique soit l'art du possible, encore faut-il, pour ne pas s'enfoncer dans la médiocrité, se proposer une ambition assez haute, tout en sachant qu'elle ne sera que partiellement accessible. Sécurité nationale. intensification des échanges commerciaux, sécurité des approvisionnements, rayonnement politique et culturel : ces buts ne peuvent être atteints si l'action ne les subordonne aux raisons qu'un peuple peut avoir de vivre. Quelles sont aujourd'hui les ambitions d'une population inquiète de la progression du chômage, précocupée par la montée du racisme, gavée de scandales, invitée sans succès à prendre feu et flamme pour les plus mesquins aspects de la vie politique? Une diplomatie n'est jamais que la projection, sur la scène internationale, des aspirations qu'un peuple cultive pour lui-même en rêvant d'y

associer quiconque désire les partager. Idéalisme? Mais les plus cyniques savent bien que les peuples du monde entier portent en eux un idéal, qu'ils tentent parfois d'identifier à l'image qu'ils se font de tel ou tel pays. Un sondage récent soutient que les Français ne s'intéresseraient plus à la politique (7). Mais pourquoi diable se passionneraient-ils pour l'image qu'en donnent les joutes électorales en cours? Seule peut retenir leur atten-tion et mobiliser leurs énergies une diplomatie qui, sans négliger ses objec-tifs économiques et militaires, les soumettrait strictement à des ambitions plus vitales : aide préférentielle aux régimes démocratiques, notamment en Afrique et en Amérique latine ; réduction progressive du niveau de coopération avec les pays de dictature ; initia-tives pour accélérer les négociations sur le désarmement, pour assurer le refi-nancement de la dette du tiers-monde, pour établir un système monétaire équitable éliminant les privilèges du dollar, pour sauver le Liban de la destruction, pour renforcer le système des Nations unies, etc. La simple énumération de ces problèmes montre bien qu'une diplomatie sans éthique manquerait gravement de réalism

(6) Cf. le rapport de la Commission trilatérale, Restoring Growth in the Deb-Laden Third World, Paris, New-York, Tokyo, 1987. (7) Voir l'article d'Alain Toursine is le vel Observateur, 12-18 février 1988.



LE DESARMEMENT DE LA FRANCE x 17 m plate saigne tonjours, monateur Jaures! PENDANT QUE JAURÉS PARLE DU DÉSARMEMENT

LA PATRIE LUI PRÉSENTE L'ALSACE ET LA LORRAINE CAPTIVES Les grandes passions metionales auralent-elles dispura ?

place qu'ils occupent sur la carte, leurs différences de choix sont amplifiées par bien d'autres facteurs : l'analyse idéologique, la compétition pour la conquête des marchés, la course technologique, les aptitudes intellectuelles des gouvernants, la qualité de l'information diffusée dans le public, les propagandes, les héritages culturels, cerlaines interprétations de l'histoire, etc., tableau, en nuancer les teintes, et qui conduisent finalement à des stratégies si peu compatibles qu'elles deviennent entre alliés objets de tractations et, éventuellement, de concessions.

> E même en va-t-il pour l'Europe, qui a découvert beaucoup trop tard à quel point sa capacité technologimandait le succès ou l'échec de son ambitieuse entreprise; elle a dil finalement se résigner à lancer Euréka hors du cadre communautaire. Trop tard aussi, elle a prêté aux conflits israélo-arabes l'attention qu'ils méritaient, et sans james pendant jusqu'au bont de sa logique, pendant le problème taient, et sans jamais oser aller qu'elle laissait pourrir le problème palestinien, multipliait les faux pes à l'égard de l'Iran et de l'Irak bien avant que ces deux pays ne recourent aux armes, versait d'inutiles larmes sur le ment du Liban ; elle n'avait pes prévu que ces diverses crises entrelacées allaient un jour la frapper avec trois armes étrangères aux arsenaux classiques : les prises d'otages, le terro-risme, le pétrole. La politique étran-gère n'est jamais loin du foyer domesti-

dances dans toos les domaines qui

conditionment leurs intérêts nationaux.

Découlant en partie seulement de la

La simple proximité géographique aurait pourtant dil suffire à convaincre la France et l'Europe de veiller soi-gneusement sur le Proche-Orient et la Méditerranée orientale. Mais, accordant aux régimes en place plus d'attention qu'aux populations elles-mêmes l'action diplomatique a favorisé les échanges commerciaux pendant que les plans stratégiques missient tout sur des

dictée par une bien superficielle géostratégie, pouvait paraître confortée par de saines considérations économiques. On importait du pétrole, on recy-clait avantageusement les pétrodollars, on exportait des armes sophistiquées, des installations industrielles, un savoir-faire en ingénierie, des biens de consommation courante. Commerce et grands desseins militaires cheminaient ainsi de concert. Survinrent quelques trublions : les Palestiniens, des nationalistes plus ou moins nassériens, les ayatollahs... Parce qu'ils perturbaient les plans économico-militaires, on les décréta hors de l'histoire. Les premiers, non pas parce qu'ils étaient chassés de chez eux, mais parce que, dit-on encore aujourd'hui, les pays arabes refusaient de les accueillir. Les seconds parce qu'ils dédaignaient les bienfaits d'une discrète tutelle occidentale porteuse de progrès. Les troisièmes, situation beaucoup plus simple, parce qu'ils sont fanatiques... Traités en comparses ou en gêneurs, ces trois acteurs dominent pourtant la scène. D'où ont-ils surgi? D'une histoire malmenée, faisant fi de valeurs qu'ignore la Realpolitik.

A l'exemple de ce qui fut fait ailleurs, cette diplomatie a négligé quelques dimensions essentielles : popula-tions, histoire, cultures, religions, élémentaire équiré élémentaire équité. Du coup, elle s'embourbe dans l'impuissance, dépêche depuis trente ans des émissaires chargés d'impossibles missions, fait débarquer au Liban des troupes bien vite rapatriées, reçoit en grand apparat des chefs d'Etat arabes que seule la courtoisie incite à se dire satisfaits d'entretieus qui n'auront pas de suite, envoie sans objectifs clairement définis une flotte exposée au tir aléatoire de l'allié que l'on veut soutenir.

Si la diplomatie est l'art de sacrifier à une vision militaro-économique les valeurs et les forces qui font l'histoire, alors les diplomaties française et occidentale en général se sont scrupuleusement acquittées de leur mission. Et elles ont échoué. Chefs d'Etat et de gouvernement déploient maintenant avec moins d'ostentation le rôle de commis voyageurs que, sous les prési-

dences de Georges Pompidon et de M. Valéry Giscard d'Estaing, ils empruntaient à l'Illustre Gaudissa. Mais l'appareil diplomatique pourse sur sa lancée. Faute de nouvelles ine tractions et d'une redéfinition de ses objectifs, que pourrait-il faire d'autre? Les atermoiements, les proclamations sans effet, les rapides revirements, les promesses non tenues, les dérobades et les reculs, les minces succès habilement montés en épingle pour camoufler les déconvenues, cette lente dégradation et cette perte d'influence réelle n'out pas d'autres causes. Les effets s'en font sentir à l'intérieur même du pays : parts de marché perdues, essoufment des commandes, opération

troubles débouchant sur des scandales

politiques, effritement des atouts cultu-

rels (5), déclin de ce prestige national

qu'une gauche peu réaliste tourne par-

fois en ridicule.

ES mêmes conceptions out prévalu à propos de bien d'autres lieux de crise. Un prétendu pragmatisme devient tonjours tenir antrement qu'en parolés. A toutes deux communient dans la même

(4) Voir «Les armes de l'Europe», le fonde diplomatique, janvier 1988.
(5) L'expédition de Suez, par enemple, éclencha en 1956 la fermeture des établisse-acuts scolaires français en Egypte.
(6) Cf. le rapport de la Commission trilaté-

de parties exploitations compa Seattle de clas assessors l'amendat icus at de battles e Lectres » de ser-just on le table que excepte ejente eje just on le cries mestrament » Carrie Desapactive d'une seri the to be to removable donate ter de l'accommuna servicia per l'accommuna de l'ac CLAUDE JULIENL The Cu instal a quant l'ann to de actre termos La racina est les les scientifique mais e Fe true to scientificate solutions Course of the some of

IS colutions imagintes selle painrete : resistante g restent en deçà des este medites c'est anne m polici plusicurs viteson. tis de l'homaie, il fact d' sue les moyens de se faire

1011年1日 東 報 Nam betree des for The Party of the P STREET TO THE CHAPTE PROPERTY IN effette de entrement que fon

Same of the Control of EQ-12 is present affects per pro str c : engrades per manete Un che affect ment de a est regernett et pane

patet du frinct expension 🍩 2373333 matmater en, trieue te Trance at Can arrest a 2 consults Hausran anna en à celebre. Curt une merr de famille ma her in tenner ett ig edel eine trans visitor, et dont se detroit minute on ein, on's dreams. traces de deset à l'autobotion de man Out of brings wat of with a main rout they by the sent of ta de tratue lieu que d'autres d the bottom of an in a series with the comme alim, a se a represente une verteile Ba tene Gue ce abei d'une fame tiga turn le crop en d'une fermi Anne de corer faute d'adresse mine told lighted une attende de mine de la companie de la compani was its tantoiren au bend des med min en alamen a beute demitte Seriate breat lescourant le continue Seicert allera te et à la libre politi

Dian Mente Of Everes & Office Ter Hely Pierre avel

Quand les progra

Numer and its production as

hace where des agrectemes all

while agreed e.

Mot mountaines.

Ceme revolution interceptate to

tes and des rendements. On the second

ses noustration - utilization especialistics

et gerer jente ent fechandries et g p

Participation of the same designation of the same desi

Or paradaxaiement, tota d'e

Dans Commediat, to problems and

trole of marches solvables design

the place a or defect. Car f present

Shar en expose les missis

la amoution continue de Services de la surface des

De la servicione de la

Cas surfaces of a

First branches. Co lavre riches & a

Company de Ravignes, Ex

menacent le

for ext. Sent. of, tende of

Paten aux systemes de prote

#### L'ESPRIT DE LA LOI

A NNONCANT «officiellement » sa candidature le 8 février, M. Raymond Barre constate dans le même temps que « la campagne présidentielle vient de s'ouvrir ». M. Jacques Chirac et d'autres l'avaient précédé dans cette démarche. Tous se rejoignent pour déplorer que le candidat socialiste ne soit pas encore offi-ciellement désigné à moins de trois mois de l'échéance électorale. Sept ou qua-torze ans plus tôt, les rôles entre la droite et la gauche étaient inversés.

Or les textes, en la matière, sont tout à fait clairs. Le durée officielle de la campagne présidentielle est fixée à deux semaines pour le premier tour, une semaine pour le second, et s'achève le vendredi à minuit précédant chaque sonutin. Quant à la liste des candidats officiels, elle est établie par le Conseil constitutionnel après vérification des candidatures et des parrainages, au plus tard le premier jour de la campagne, au plus tôt à la date limite de réception des doss neuvième jour précédant le premier tour (loi du 6 novembre 1962 et décret du 14 mars 1964).

Si la loi a fixé de tels délais pour la présentation de candidats et de programmes, au reste généralement connus des électeurs depuis des lustres, ce n'est pas sans raisons mais bien dans le souci d'assurer la démocratie élective. D'une part, en réduisant la durée des troubles apportés aux citoyens et à la continuité des pouvoirs publics; d'autre part, et surtout, en garantissant une relative égalité des candidats devant l'argent, tant il est vrai qu'il est difficile, en quinze jours, de dépenser en marketing les énormes trésors de guerre électorale que certains sont mesure d'accumuler et sur lesquels ils comptent pour faire la différence.

Certes, les textes ne sanctionnent pas les candidats officieux qui se déclarent et font campagne des mois, voire des années, avant la période légale. Mais il est piquant qu'ils en tirent argument auprès de l'opinion publique pour villpender, au nom de la démocratie, ceux qui tardent à violer la loi républicaine.

CHRISTIAN DE BRIE.

#### AMBASSADE DES GASTRONOMES

Calalogue arătuit sur demande Vente et expédition de tous produits hors taxes

Priz diplomatiques ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

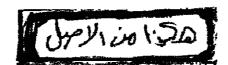
15, rue Chevert - 75007 Paris Tél.: 46-55-91-22 Télex : 201079 F

#### Calendrier des fêtes nationales

3 MAROC 6 GHANA 12 ILE MAURICE 17 IRLANDE 23 PAKISTAN 25 GRECE

26 BANGLADESH

Pête de l'India Place do Placife Rite de l'Indiae



dences de Georges Pompido e M. Valéry Giscard d'Estain d'Estain à Mais l'appareil diplostre Gendre sur sa lancée. Faute de norche sur sa lancée. Faute de norche tractions et d'une redéfinition de la cobjectifs, que pourrait-il faire d'un sans effet, les rapides reviennent les atermoiements, les productifs que pourrait-il faire d'un sans effet, les rapides reviennent prometses non tenues, les dévolutifs reculs, les minces noch les dévolutifs en épingle pour des fier les déconvenues, cette leurs des destinent des d'autres causes. Le de sont pas d'autres causes. Le de sont pas d'autres causes. Le de sont pas d'autres causes. Le de pays : parts de marché perhieu et le fiement des commandes, opinient des commandes, opinient des débouchant sur des sente politiques, effritement des atoms et roubles débouchant sur des sente politiques, effritement des atoms et sels (5), déclin de ce prestige mine pair en ridicule.

ES mêmes conceptions on M valu à propos de bien d'un lieux de crise. Un prim devient menx de crise. Un prical pragmatisme devient topic ayronyme d'irréalisme lorsque, non bite de voir au-delà des companismentérielles de la réalité, il évant a données nommes des des companismentes de la réalité, il évant à some estime ces données pourant à la sament coocrètes qui s'appellent fait nationale, valeurs de civilisation pri celerismes culturels et religient ap rations à la justice et au respect de décrits essentiels. Ainsi s'explique staterminables atermojements one Faperabeid sud-africain, les veux par sicressés à l'Amérique course, le plaisances (que ne pent justifiq Seacophomie) pour certains régies striceias, l'économisme conduser ficements contrats de livrim
La bienveillance témoje
la bienveillance témoje
la partir de la pouples for once d'imagination devant de po of comme l'endettement mentones (6), la timidité à l'égar le ration fragiles que l'on dem antiement da, en beiogra polémiques entre la mi opposition, de tels faits, absen réquisitoires, n'existence sent pas. Serait-ce l'indice ne in the second communicate dans is not aption de la diplomatie? Repposer que la politique sui lu

a pomiète, encore la médiocrité, se propotole, encore faut-il, pour ne pu was ambition assez haute, tout a hant qu'elle ne sera que pariele accessible. Sécurité mationie, dification des échanges comme un, nécurité des approvisionnement expensement politique et culturel :es week me peuvent être atteints si l'acio we subordonne aux raison qu'e porpie peut avair de vivre. Quelle sa superro inui les ambitions d'une popie Mon impuiète de la progression du di-Amen, préoccupée par la monte à se, gaves de scandales, invite mas succès à prendre leu et lime pour les plus mesquirs aspects de le 18 me ? Une diplomatic n'est jensi tions in projection, sur la scène intere-tions in des aspirations qu'un people referre pour lui-même en révent d'y intraction quiposoque désire les pertagn. Mais les plus cynique

nivent bien que les peuples du mode nipler portent en eux un idéal, qu'il steet parfois d'identifier à l'imp The se font de tel ou tel pays. Un se tige récent soutient que les Français to s'intéresseraient plus à la politi (7). Mais pourquoi diable # ernicut-ils pour l'image qu'et omnest les jontes électorales et ses ? Seule peut retenir leur atte los et mobiliser leurs énergies Il matic qui, sans négliger ses objet quantities et militairer le au des references à des ambitions referentielle mi Allens démocratiques, notamment et programive du niveau de cooper the area has pays de dictame; min ne pour socélérer les négociations su minimum. pour assurer le refe sest de la dette du tiers mark trabir un système montant die dieninant les privilères de inc. pour sauver le Liban de la de Ration, pour renfereer le système de tions annies, etc. La simple émple es problèmes montre the diplomatic sans éthique me de réalisme. CLAUDE JULEA

#### QUART-MONDE ET DROITS DE L'HOMME

# Des citoyens exclus de la démocratie

ES solutions imaginées dans les pays riches pour soulager la nouvelle pauvreté (restaurants du cœur, revenu minimum garanti, etc.) restent en deçà des exigences démocratiques. Gérer au mieux les inégalités, c'est aussi une façon d'accepter l'existence de sociétés à plusieurs vitesses. Pour éviter une telle régression des droits de l'homme, il faut d'abord donner aux exclus du quart-monde les moyens de se faire entendre en tant que citoyens à part entière.

#### - Par ALWINE DE VOS VAN STEENWIJK •

Ce sont là des exemples extrêmes,

certes, la pointe de l'iceberg. Les deux

millions et demi de personnes qui survi-

vent en France avec moins de 50 % du SMIC ne se bousculent pas à l'entrée

des asiles de nuit, elles ne sont pas pri-

vées de toute identité politique. Mais

toutes sont dans un état d'urgence

désespérant, leurs libertés civiles et

politiques compromises en même

temps que leurs droits économiques.

sociaux et culturels. La question est de

savoir si nous les reconnaissons enfir

non plus comme des marginaux mais

comme des concitoyens même, s'ils sont au plus bas de l'échelle sociale.

Faute de quoi les droits de l'homme ris-

quent de ressembler encore à des privi-

plus grand nombre.

èges, assurés de façon inégalitaire au

Certes, le Conseil économique et

social ne récuse pas le soutien matériel

d'urgence aux êtres humains ainsi mis

en danger. Mais il rappelle que ceux-ci

sont d'abord des sujets de droits, des concitoyens sujets de libertés à resti-

tuer, elles aussi, d'urgence. Les aides

qui ne conduisent pas en ligne directe à

des droits consignés par la loi devien-

nent des solutions honteuses, surtout

quand elles surviennent trois hivers

consécutifs. Elles deviennent même un

alibi quand le débat public n'est pas de

savoir comment garantir le travail, le

revenu minimum, l'école, la formation

aux plus démunis, mais comment rem-

plir les réserves des restaurants des

pauvres. Elles deviennent un malen-

tendu historique quand un ministre de

l'économie et des finances se réjouit,

sans plus, de la reprise des restaurants

des affamés, soulignant que la nouvelle

législation sur le mécénat leur bénéfi-

la Communauté suropéenne, cela pour-

rait être le début d'une réelle restitu-

tion des droits inaliénables aux plus

pauvres si ce débloquage remettait

vraiment en question nos politiques de

partage dans un monde où règne la faim. Mais le beurre, le lait, la viande

« débloqués » des années de suite sont

le fait d'une Europe qui n'a même plus la honte de la misère, puisqu'elle l'insti-

tutionnalise par ce type de réponse.

C'est l'Europe de la connivence entre

les gouvernements et la Commission.

CHRISTIAN DE BRIE.

Quant aux vivres « débloqués » par

ciera grandement!

Quand les progrès de l'agriculture

menacent le monde paysan

N vingt ans, la production agricole française a doublé, la productivité a été multipliée par trois, la balanca des échanges déficitaires a fait place à un fort excédent, et, tandis que le nombre des exploitations diminualt de

considérable des rendements. On en connaît les raisons. L'agriculture française

s'est industrialisée : utilisation massive d'intrants (énergie, machines, engrais,

pesticides); application systématique des résultats de la recherche; formation

des agriculteurs aux techniques et à la gestion industrielles; spécialisation et inté-

fortement structurée. Le mouvement à été accéléré per l'ouverture du Marché

Or, paradoxalement, loin d'engendrer l'euphorie, ces performances sont

Dans l'immédiat, le problème est celui des excédents, de plus en plus difficiles

à écouler, les marchés solvables étant saturés. À terme, les accidents pourraient

faire place à un déficit. Car l'avenir de la production agricole est menacé. François

de Ravignan en expose les raisons et les conséquences avec autant de clarté que

accroissement de la surface des exploitations restant en activité. Or, sur ces

exploitations, les rendements ont tendance à stagner, voire à régresser. Car

l'augmentation des surfaces n'entraîne plus une augmentation correspondante

trop élevé pour être rentabilisé. Bientôt, ne subsisteront qu'un nombre restrein

de grandes exploitations compétitives, orientées sur le marché mondial, dont rien ne gerantit qu'elles assureront l'autosuffisance, tandis que se poursuivra l'exode

rural, ou le repli des exclus dans le gardiennage assisté des terres laissées en

tique voilée de rationalité économique, est inacceptable. Elle conduit à une dégra-

dation irrémédiable des terres nourricières abandonnées. Elle s'accompagne du

« meurtre du travail », quand l'extension du chômage est précisément le pro-

bième de notre temps. La recherche de la rentabilité d'entreprises concurrentes

médiable. Il existe d'autres voies pour une économie agraire au service de tous

les hommes. Parce que nous sommes directement concernés, elles méritant

 François de Ravigoan, L'Intendance ne suivre paz. Essai sur l'avenir de l'agriure française, La Découverte, Paris, 1988, 165 pages, 85 F.

n'est pas une loi scientifique mais un choix idéologique récent, qui n'est pas irré-

Cette perspective d'une agriculture duale, délibérément prônée par une poli-

La diminution continue de la population agricole s'accompagne d'un

nents en intrants, dont le coût, qui ne cesse de croître, est devenu

gration des exploitants dans une chaîne de production et de commercia

Cette révolution silencieuse trouve son explication dans l'augmentation

moitié, le revenu des agriculteurs augmentait sensiblement.

ANS la vie politique d'un pays, certains anniversaires ne font pas de bruit. Non parce que la nation manquerait de mémoire, mais parce qu'elle n'a pas encore mesuré la signification de l'événement qui fait date.

Ainsi en France l'anniversaire du 11 février 1987. Voilà un an, en effet, le Conseil économique et social a voté un avis sur la grande pauvreté (1). Une « première » européenne et mondiale dans l'histoire des droits de l'homme. Le rapport Wresinski, sur lequel il s'appuie, confirme que la grande pauvreté en représente une violation. Quand la précarité affecte plusieurs domaines de l'existence, lorsqu'elle tend à se prolonger et devient persistante, lorsqu'elle compromet gravement les chances de reconquérir ses droits et de réassumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible, elle engendre la grande pauvreté. Celle-ci affecte l'exercice de la citoyenneté et pose la question du fonctionnement de la

Seule une loi d'orientation peut assurer à tous des droits que la France avait d'ailleurs commencé à énoncer dès 1789, autre anniversaire à célébrer.

Ouand une mère de famille mange, l'hiver, au restaurant du cœur selon notre bon vouloir, et doit se débrouiller autrement en été, cela devient une question de droit à l'autonomie de la personne. Qu'un homme soit obligé de tendre la main pour réceptionner un colls de victuailles que d'autres ont iugées bonnes pour la consommation de sa famille, cela représente une violation de la liberté. Que ce chef d'une famille réfugiée dans le sous-sol d'une ferme murée, déclarée insalubre, soit privé de sa carte d'électeur faute d'adresse reconnue, cela signale une atteinte au droit politique le plus élémentaire. Et ces camions sanitaires au bord des trottoirs dans des quartiers à haute densité de chômage posent désormais la mestion du droit à l'égalité et à la libre participation aux systèmes de protection d'une nation.

\* Présidente du Mouvement international ATD Quari-Monde (107, avenue du Général-Leclero, 95480 Pierrelaye).

de conviction (1).

7.5

pour faire le silence sur les questions de fond : pour qui l'école, le travail, le logement décent ? pour qui la compétitivité, pour qui l'Europe ? Et quelle connivence du silence sur la grande pauvreté depuis toujours au conseil des ministres de la CEE! Or les commissaires ont, malgré tout, un pouvoir considérable de proposition et de dénonciation, dont ils ne se privent pas pour d'autres sujets.

Voilà un an, le Conseil économique et social français, tous partenaires sociaux réunis, a cassé ce silence et, par là, a rendu une part d'honneur, une part d'histoire et de vérité aux Europécus. La soupe populaire, la santé au bord du trottoir, les comités de mendicité du dix-huitième siècle remis en vogue à grand renfort d'émissions télévisées, tout cela ne peut être que l'affaire d'un instant de désarroi devant l'imprévu. Le temps de remettre rapi-dement nos horloges à l'heure de 1989 et 1992. Le rapport Wresinski le dit clairement, nous avons laissé échapper les outils et les occasions permettant aux Etats de connaître correctement la grando pauvreté, toujours incrustée dans nos sociétés industrielles riches. Nous n'avons pas fait parler les intéressés. Les universités, les instances publiques de recherche, les médias, le pouvoir politique, les partenaires sociaux n'ont pas assez songé qu'il fallait prendre garde aux libertés civiles et politiques de tous.

Savons-nons seulement, aujourd'hui, combien les distributions de vivres, tous ces gestes d'un autre temps, démodu quart état de l'époque, un rapport sur le quart-monde sans suites

Voilà deux siècles, par les cahiers de doléances du quart état, des clercs et des philanthropes réclamaient le droit à la représentation des indigents, des mendiants, de cet « ordre sacré des infortunés » dont Dufourny de Villiers se voulut l'ambassadeur aux Etats

généraux. La réponse publique se fait attendre. Pour une fois, à travers un rapport du Conseil économique et social, les plus pauvres (autre originalité de l'événement) furent officiellement entendus eux-mêmes, leur expérience de vie, leur pensée prises en compte dans une institution démocratique. Le Conseil économique et social forse-t-il bientôt école?

#### Quelle Europe en 1992?

L A question, ici, n'est pas de savoir si tel gouvernement décide d'engager tout au moins une expérimentation sur dix départements, comme l'a proposé avec réalisme le Conseil économique et social. C'est chose promise en France depuis le début de cette année. Mais qui garantit que l'expérimentation, dans l'indifférence générale, ne reprendra pas le chemin des « plans précarité », non pas tremplins vers de vrais droits mais instruments pour gérer la pauvreté et, pourquoi pas, pour contrôler les très pauvres ?

Nous ne posons pas non plus la question du coût d'une politique finalement nationale et, de ce fait, harmonisée au niveau de l'Europe, puisque aucun pays n'ose être plus juste que le voisin si cela devait lui coûter la compétitivité économique pour 1992. Le combat de la grande pauvreté n'est pas une affaire de coût, mais une question de priorité. Il ne s'agit plus de savoir si nous pouvous mais si nous voulons, dans nos pays les plus riches, apprendre à lire à dre, enfin, que priment la consultation et la représentation d'une population privée jusqu'ici des moyens de s'informer, d'élaborer une opinion commune et de la faire valoir. Le quart-monde ne peut pas se donner, d'emblée, de représentants nationaux et internationaux, si ce n'est dans la personne d'une figure exceptionnelle comme l'était son père Joseph Wresinski, décédé le mois dernier à Paris. En attendant, dans le cadre du volontariat ATD quart-monde, il nous a toujours semblé présérable de parier d'ambassadeurs.

Mais alors, qui acceptera - hommes et femmes de toutes professions - de se former et de présenter ses lettres de créance en toute indépendance à l'égard des instances nationales et européennes, pour vérifier la transparence et les résultats des mesures et politiques censées combattre la grande pauvreté? Qui incarnera les intérêts des Français et de tous les Européens exclus et ne cessera d'en négocier la reconnaissance? Tout reste à apprendre, à réinventer, quand il s'agit du service d'un peuple non seulement minoritaire mais qui n'a même pas d'existence reconnue ni aucune place propre dans les enceintes de la vie démocratique.

Des ambassadeurs, il en fandra de bien formés. S'ils avaient été disponibles dès les années 50, nous aurions su, en France, que l'aide sociale ne pouvait pas protéger des familles chronique-ment enchaînées au pied de l'échelle sociale. Nous aurions su, à temps, en Belgique, que le « Minimex » entraînait peu à peu un contrôle insoutenz ble de la vie privée. Nous aurions su, aux Pays-Bes, que des familles recevant la « Bijstand » (autre essai d'une garantie de ressources) ne doivent pas se déplacer en vacances ni participer à une vie associative de leur choix qui dépasse-rait les limites du quartier. En Grande-Bretagne, nous aurions su comment le droit à la santé peut être déformé en obligation de se faire soigner « pour les nerfs», pour des mères de famille effectivement à bout de perfs en raison de la menace du retrait de leurs enfants qui grandissent dans la misère.

Nous saurions, à travers tous les pays les plus riches de la CEE, le volume exorbitant de tranquillisants' consommés sur prescription dans les foyers les plus pauvres. À croire que les tranquillisants ont pris aujourd'hui la place du pain et des jeux. Agir simplement en diplomates confirmés et intègres pour obtenir les moyens de la prise de parole et une place dans les institutions représentatives à tous ceux qui sont exclus de fait de la citoyenneté, ne scrait-ce pas mettre fin aux faux débats menés en dehors d'eux sur ce qui est bon pour eux? Ne serait-ce pas accomplir l'ambition de 1789 et jeter les bases d'une Europe des droits de l'homme pour 1992 ?

(1) Avis et rapport du Conseil économique et social, Grande pauvreté et précurité économique et sociale, direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris, 33 F.



bilisent les familles intéressées par rapport à tout vrai combat pour leurs droits? Dans tous nos pays où elles font la queue, comme elles la firent aux dépôts de blé au dix-huitième siècle, l'énergie pour mener un autre combat a balent.

Grâce au rapport du Conseil économique et social, on sait ce qu'il en est de cette indivisibilité des droits pour la France, mais il n'en est pas autrement dans les pays voisins. Partout ce faux débat ; vant-il mieux assurer un revenu minimum ou un « travail minimum » ? Sans parler de ceux qui semblent de plus en plus portés, dans un temps de chômage excessif, à imposer aux plus pauvres un travail obligatoire de troisième zone, généralement intronvable, en retour d'une garantie de ressources si minimes qu'elles défient tout effort de gagner l'indépendance à terme. La ilarité est dans le fait que, nulle part, il n'a été question de mener, ni même d'expérimenter, une politique globale tenant compte de l'indivisibilité des droits de l'homme.

Les mêmes gouvernements affirment certes, à l'occasion, l'interdépendance de ces droits; mais les mesures prises demeurent parfaitement fractionnées et relèvent encore du bon vouloir de l'Etat. Elles n'ont rien à voir avec une solidarité qui répartirait mieux les privilèges acquis. Elles ne relèvent nullement d'un changement de fond de nos structures correspondant à une conception plus avancée de l'interdépendance des libertés civiles et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels.

Depuis un an, grâce à l'avis du Conseil économique et social, nous disposons d'une compréhension nouvelle. Il trace les grandes lignes d'une politique globale qui nous sortirait enfin de l'imbroglio des mesures à l'aveuglette, prises comme en pièces détachées, domaine par domaine, en ordre dispersé. Reste à savoir si la France se présentera à l'anniversaire de 1789 avec, pour seul lien avec les défenseurs

tous les enfants, donner une chance à tous les jeunes par une formation professionnelle, éviter à unu adulte at à toute famille d'être sans travail, logés de façon honteuse, exclus de la sesociative et de la participation syndicale et politique. La question est de savoir si nons voulons une Europe crédible au regard des droits de l'homme. Et pour faire grandir cette volonté, il faut des porte-parole, des hommes et des femmes qui ne cessent de se compromettre pour la représentation du quart-monde. Il faut au quart-monde

Car combattre la grande pauvreté dans des sociétés fondées sur les droits de l'homme ne peut plus être, d'abord, ou même seulement, affaire de décisions de gouvernants sur ce qui est utile aux plus pauvres. Il faut bien compren-



Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Ambiance calme et studieuse, Excellents résultais.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908



3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse Tél. 15-41/21/201601 - Fax 19-41/21/226700 - Télex 450600 sich

friche, et de petites « niches » de production écologique.

d'être explorées. Ce livre nous y convie.

# Les échecs du président Alan Garcia au Pérou

A chute de la popularité du président péruvien Alan Garcia continue de s'aggraver. Les grèves se succèdent à Lima pour protester contre la politique de son gouvernement. Tout a commencé après sa décision, le 28 juillet 1987, de nationaliser les principaux groupes bancaires. Cette mesure, que les nécessités économiques pouvaient justifier, a été conduite fort maladroitement. Cela a divisé la société et affaibli l'indispensable cohésion de la classe politique à l'heure où le pays est confronté à trois graves périls : l'offensive intérieure de la guérilla de Sentier lumineux, la possibilité d'un coup d'Etat militaire et la crise économique liée au poids de la dette extérieure.

Par JEAN-PIERRE BORIS

A deux ans du terme de son mandat, le président Alan Garcia n'a plus guère de chances de réussir dans son ambitieux projet : vaincre la crise économique par une politique nationaliste et anti-împérialiste, et moderniser les structures sociales et économiques du pays par une révolution démocratique et populaire. Ce double échec est d'autant plus cuisant que les promesses étaient généreuses et les espoirs

Pourtant, d'appréciables résultats économiques out été obtenus : en 1987, comme en 1986, la croissance du PIB péruvien a été l'une des plus soutenues d'Amérique latine, + 7%. Objectif atteint au moyen d'une politique qualifiée à Lima d'e hétérodoxe » : la consommation intérieure a été vigoureusement favorisée pour stimuler les capacités industrielles oisives, et les bénéfices nouveaux ainsi dégagés ont été réinvestis sur place.

Mais ce modèle a trouvé ses limites. En 1987, l'inflation s'est envolée : 114,5 % (1), près du double du taux de 1986. Favorisées par la politique de relance, les importations – malgré la vigilance du gouvernement - ont contribué au déficit de la balance des

L'ETAT

DU JAPON

**SOMONS LA DÉCOLVERTE** 

paiements (500 millions de dollars) (2) et à la diminution de moitié des réserves en devises.

Pour réussir, les mesures adoptées par le gouvernement auraient du s'appuyer sur un accord politique capital avec les douze principaux groupes industriels et financiers du pays, les douze apôtres ».

M. Alan Garcia espérait qu'ils investiraient dans l'industrie nationale une bonne part des bénéfices réalisés grâce à la politique de relance pratiquée per son gouvernement. Il l'espérait d'autant plus que, en raison de son langage radical sur le thème de la dette extérieure et de son refus de négocier avec le FMI, le Péron ne pouvait pas trop compter sur des investissements étrangers ni sur l'aide des organismes financiers internationaux. Scule la coopération des principaux groupes péra-viens était donc susceptible de répondre aux besoins du gouvernement.

Or, seion les experts gouvernementaux, les investissements tant attendus ne se sont pas réalisés. « A la mi-juillet 1987, explique un proche conseiller du président, nous nous sommes aperçus que les petites et moyennes entreprises avaient beaucoup plus investi que les

Un panorama

complet

de la société japonaise

· Pour la première fois en langue française.

spécialistes, scrutent l'empire du Soleil Levant

sous tous les angles : la géographie, l'histoire,

la vie quotidienne, la culture, la vie politique

littérature, avec une bibliographie des textes

· La section « Japon mode d'emploi » propose

· Un index d'un millier de mots-clés, utilisable

pour partie comme lexique japonais/français.

Une bibliographie générale, des dizaines de

bibliographies thématiques, des cartes, des

tableaux statistiques, des diagrammes.

Editions La Découverte

littéraires japonais disponibles en français.

un ouvrage accessible à un large public.

et sociale, l'économie, les relations

Une étude d'ensemble consacrée à la

au lecteur des informations pratiques.

nombreuses et variées.

· 130 auteurs, choisis parmi les meilleurs

grands groupes. Cence-ci avaient pré-féré spéculer sur le dollar. »

« Nos appels répétés, a dit M. Alan Garcia dans un discours télévisé, sont restés sans réponse. » Trais semaines plus tard, le 28 juillet 1987, fête nationale péruvienne, le président décidait la nationalisation de dix banques, six compagnics financières et dix-cept compagnies d'assurances.

Les économistes qui entourent le chef de l'Etat ont considéré cette re spectaculaire comme nécessaire à une meilleure orientation du crédit. « Celui-ci était orienté vers le court terme et vers le financement des biens de consommation, situation irrationnelle dans une économie où la énurie de biens de production est la règle », explique par exemple M. Cesar Ferrari, gérant général de la Banque centrale de réserve. « Par ailleurs, les banques privées se montraient trop sévères dans la distribu-

tion de leurs prêts et nt industriel », ajoute M. Ferrari, généralement considéré comme l'un des principaux inspirateurs de la nationalisation des

M. Garcia voulait ôter leur pouvoir aux « quatre banques qui contrôlent 335 entreprises et sont la clef de voute du système économique péruvien (3) ». Parmi les entreprises nationalisées, le Banco de credito est la pius puissante. Cette institution contrôle 157 sociétés anonymes dont le capital cumulé dépasse les 922 millions de doilars, soit 64,4 % de l'ensemble des groupes financiers péruviens. Les 157 sociétés développent des activités dans onze secteurs, de la construotion au commerce, de l'agro-alimentaire au textile ou à la mine. 93 % du

capital du Banco de credito soni sux mains de quatre grandes familles qui dominent ainsi la vie économique péruvienne (4).

La nationalisation des banques répondait nussi à la nécessité ressentie par le chef de l'Etat de reprendre l'initiative politique. Au terme de deux années de pouvoir, la popularité d'Alan Garcia avait singulièrement diminué. Les difficultés économiques croissantes et l'impossibilité de limiter véritablement les remboursements de

la dette extérieure à 10 % des exportations, comme annoncé (ils en représentèrent 22,6 % en 1987) (5) avaient ébranlé la confiance populaire.

Au sein même de son parti. l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), le président était - et est - de plus en plus contesté. Les parlementaires apristes ont bien fait sentir lors du débat sur les nationalisations combien leur pessiont les initiatives impulsives et fréquentes du chef de l'Etat. A un niveau inférieur, les cadres se sentent de moins en moins en harmonie avec une politique qui va souvent à l'opposé de leurs inté-

Quant à la Gauche unie (Izquierda unda), denzième force pariementaire du pays, qui, dans les premiers mois apporta son concours à l'andacieu politique de M. Alan Garcia, elle a nettement pris ses distances après le mas privé d'hôpitaux, avant que le gouvernement ne cède.

Dans ce contexte, divers partis de droite riennent de cor démocratique (FREDEMO) qui regroupe l'Action populaire de l'ascien président Fernando Belaunde Terry, le Parti populaire chrétien de l'ancien maire de Lima, M. Luis Bedoya Reyes, et le mouvement Libertad de l'écrivain Mario Vargas Lloss (8).

D'autre part, les groupes les plus radicanx, les mouvements de guérilla, ont réagi en intensifiant leur lutte. Le Monvement révolutionnaire Tupac Amera (MRTA), qui s'était limité any actions urbaines, a ouvert un front important dans la forêt amazonieme, s'emparant de bourgades et défiant l'armée.

De leur côté, les macistes de Sentier lumineux ont multiplié les attentats sélectifs contre les dirigeants de



LE PRÉSIDENT PÉRUVIEN S'ADRESSANT AUX COMMUNAUTÉS INDIGÊNES Comment redomer de l'omoir à des citavess el serrent éfece ?

sacre de 256 prisonniers politiques par l'armée en juin 1986 et la défaite aux élections municipales de M. Alfonso Barrantes Lingan, maire sortant de Lima et principal porte-parole de cette conlition marxiste. Le fossé entre la Gauche unie et le président Garcia s'est encore accru après la publication, fin 1987, du rapport parlementaire sur les massacres de juin 1986. Ce rapport met en effet directement en cause la responsabilité politique du président.

l'APRA. An cours du seul mois de novembre 1987, trois responsables locanz du parti gonvernemental ont étéassassinés. Les «sendéristes» cherchent à élargir leur base dans les milieux ouvriers de Lime. Ils ont soutenu, pour la première fois, la grève générale – moyennement suivie – du 29 janvier dernier. Conséquence : l'état d'urgence, décrété en février 1986, vient d'être prolongé à Lima, où les rassemblements de messe demenrent interdits (9).

Les autorités réagissent à cette progression de la guérilla en laissant une marge d'action de plus en plus grande à l'armée. En régression depuis l'arrivée du président Garcia au pouvoir, le nombre des « disparitions » s'est de nouveau accru durant le second semestre 1987 (10). Prenant une part de plus en plus grande dans les affaires du gouvernement, les militaires ont réussi à faire nommer l'un des leurs à la tête du ministère de la défense. Pourtant, en suppriment les trois ministères militaires – un par arme, – le président Garcia avait voulu réduire le poids de l'armée dans les discussions du cabinet. La nomination d'un civil n'était pas, à l'origine, écartée. Mais près de trois ans après son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat se montre de moins en moins capable de résister aux pressions d'une armée dont il a besoin pour assu-rer son maintien à la tête de l'Etat.

(1) Institut national de statistiques, Lima.
(2) Commission économique des Netters aux les pour l'Amérique la line (CEPAL), Balance preliminar de la economia latino-americana, Santiago de Chill, 1917.
(3) El Pats, Madrid, 4 septembre 1967.
(4) Eduardo Ansya Franco, Que hacer.
2º 49, novembre décembre 1967, Lima.
(5) CEPAL, idem.
(6) CI. Jorge Castalieda, «La sumbra latino-americana del debate Mario-Alan», El Pats, 18 septembre 1967.

L'hostilité de Mario Vargas Llosa

ONTRAIREMENT à l'attente du chef de l'Etat, sa décision de nationaliser les banques ne provoqua pas un sursant de ferveur populaire. Elle donna lieu, au contraire, à l'un des plus vastes mouvements d'opinion qu'ait connus le Péron contemporain. Dirigée par l'écrivain Mario Vargas Llosa, la campagne contre les nationalisations gagna tout le pays (6). Le 21 août 1987, cent mille personnes se rassemblaient en plein cœur de Lima pour dire leur hostilité au projet de loi. Les organisations patronales prirent le pays à témoin grâce à une multiplication effrénée de placards de presse, de spots télévisés. La réforme y était décrite comme « le pas le plus impor-tant qui ait été fait au Pérou pour maintenir le pays dans le sousdéveloppement... Sa première victime zera la liberté d'expression (7) ».

Elaboré à la va-vite, le projet du pré-sident Garcia devait subir de multiples modifications au Congrès. Les sénateurs apristes, hostiles au projet, remodelèrent d'innombrables passages da texte. Finalement adoptée à la fin da mois de septembre 1987, la loi de nationalisation est ni mal ficciée que ses adversaires en profitent : vente des actions du Banco de credito aux mis-riés du groupe afin d'empêcher la nationalisation, celle-ci étant exclue quand le capital est réparti entre un sombre suffisamment grand de porteurs; recours devant le Tribunal suprême pour faire constater l'inconsti-tutionnalité de la loi; recours judiciaires multiples pour entraver la princ de contrôle par l'Etat... Courant octobre 1987, la police pénètre violemment dans les locaux du Banco de credito. Mais à l'heure qu'il est, la loi a'est toujours pas entrée en vigneur dans as totalité, et l'incertitude la plus grande règne autour de la situation des établis-

Malgré cet échec, M. Alan Garcia continue de faire l'éloge de sa politique. Mais plusiours événements sont venus démontrer que le chef de l'Etat avait abandonné en partie la politique promise pendant la campagne électorale de 1985.

Ainsi de la «péruanisation» de Perulac, filiale de Nestlé accusée d'avoir abusé de son quasi-monopole laitier pour provoquer une pénurie artificielle et spéculer. L'hostilité du chef de l'Etat à cette entreprise, « symbole de l'impérialisme », est célèbre. Mais s'il a décidé effectivement de l'exproprier, c'est pour en confier la responsabilité aux exploitants agricoles locaux. et nou pas à l'Etat, comme prévu à De même, le dialogue avec le Fonda monétaire international, catégorique-

ment rejeté depuis deux ans, est main-tenant admis. Certes, le gouvernement ne vent pas de dialogue direct. Il veut négocier par l'intermédiaire de la Banque mondiale ou de la Banque interaméricaine de développement.

D'ailleurs, comme le préconise souvent le FMI, M. Alan Garcia a procédé, courant décembre 1987, à une importante dévaluation et annoncé des dévaluations mensuelles par rapport au dollar pour encourager les exporta-tions. Parallèlement, le gouvernement mène une politique sociale dure. De nombreux et longs conflits ont émaillé ces derniers mois. Calni, par exemple, des employés da ministère de la santé a daré cinquante et un jours. Pendant cette période, le Péron a quasiment été

Paiz, 18 septembre 1987.

(7) Mario Vargas Lloss, El Paiz, 5 solt 1987.

987.
(8) El Pair, 15 février 1988.
(9) Le Monde, 17 février 1988.
(10) Lettre de la Fédération internationale des droits de l'homme, n° 235-236,

**VOS VACANCES '88** 

LA YOUGOSLAVIE **Yugotours** 

MONDIAL POUR LA YOUGOSLAVIE BROCHURE 164 PAGES CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Pietrier exportateur du ins de carda:ent de cuit nusses technolog:Ques by shake

PASSENCE regionale dominante de medispensable. Contrastement aux Etats-M si sconomique, les pays de to pros commerciaux avec his. G grafin taille: des er ouplieres Mi

SECONDENSIONAL OF STRUCTURANT. LOT ette à mirra de defenit anime a one terms them is gr Ase-Fact due 1 Les Etatete poussent à passamen des graph tes plus grandess, dame \$1 appropri THE THE sageneri partegne dans est artistración seren laqualità à HEL HOSPICYON MAS RELEXIONSHIP medaus en abre erant 94. escurer emperieur de 1966

erras M. Nobert, Tax esticia, and years deputs to B richements TO service repursarie & control 331 E. sommet de 1 Augustus was rations do . April du Sub-BUNASE PERMANENT Brunes. Wase & Maleiser less Printer as Stratter et la Thallanda 🐞 imme er decembre à Marrida, TO CUTA BIOS BU GAVADOOR TO SET IN STITUS ON COLUMN SWIFE TREAS SESTIMATION SEE CHAPTE

Une strategie Expansion silencience Pystaseur de la seconde

AT PORCES S OF SUPPROPRIES Par Copyles on Done Legeneric Passence regionale See voi-The south teat or discuss case in Regarde d'un Japon maintanesse. Pite en tempigne la vigilance de The les Congeents poponess, ens de cette métance des AND SESTICUES, IT ONE CHASE Staffproet d'appriser leure mercant on course use The desparation sugmentations. Bendiament economique. et has de toute prise de poention Signe Sièce à cette action, an state contribuer & in state There is region. Post of a othe tors snaboout the becongs a merace s. In proper 12000315 Suecrae ding Coven dire ie fan de Dive et non de l'Eme. guent à i mage divit et the secure to define an Die dene enstion com-The e Distance le Japon Services a present quider Sit same logique de ! expenor the et a emprovade, and id coup. ia mambre de de de la seconsabilité Son of son Siliance ungraine ctata-una. Peut-it s'es anem; à cet apolitimes

à ce pragmations, fo the Daniell & Michael age. or économique en Asia est aujourd has he id there commercial at te E. à l'exception des Pré-G Singapour, done int. emeuren: le partartaire Plus recommend, 8 a de sa volonté d'ésendre Co Buprès des microsolicie: 9 biense je Ta's sure du present Sions M. Yeauthern Nelten ides Pies Colle de son afferes étrangères, es

-

COLUMN SE PANASE PRINCIPAL Mener: au Japon des Personal of facultulant to

Supplément =

# LE JAPON ET L'ASIE

Premier exportateur du monde (l'excédent de ses comptes courants s'est élevé à plus de 86 milliards de dollars en 1987), le Japon est aussi, et d'abord, le pôle autour duquel s'organisent les plus forts courants d'échanges en Asie.

Tokyo a longtemps souhaité conserver le profil le plus bas et le plus apolitique possible auprès de pays qui gardaient de cuisants souvenirs de l'occupant de la deuxième guerre mondiale. Les prouesses technologiques et industrielles du « tigre » nippon l'ont cependant rapidement transformé en puissance régionale dominante qui a désormais du mal à se cantonner dans son rôle de partenaire commercial indispensable.

Contrairement aux Etats-Unis, qui pressent le Japon d'assumer militairement son statut de déant économique, les pays de la « communauté asiatique » souhaitent avant tout rééquilibrer leurs échanges commerciaux avec lui. Certains d'entre eux, tels la Corée du Sud ou Taiwan, commencent même à lui tailler des croupières sur les marchés internationaux...



LES RUES DE PÉKIN, VITRINES DES PRODUITS JAPONAIS

# Espoirs et griefs des pays du «Sud»

Grande puissance économique, le Japon est-il à même de définir une politique à long terme dans la Unie le poussent à secumer des sbilités plus grandes, dans domaine militaire (1). Et l'opinion est largament pertagée dans les pays industrialisés selon laquelle il devrait redéployer ses excédents commerciaux en accélérant le développement économique de ses

Le nouveeu premier ministre Japoneis, M. Noboru Takeshita, en fonctions depuis le 6 novembre 1987, semble répondre à cette attente ; au sommet de l'Association des nations de l'Asis du Sud-Est (ANASE); regroupent Brunel, l'indonésie, la Malaiele, les Philippines, Singapour et la Thalisade, il a annoncé, en décembre à Manille, l'octroi d'une side au développe-ment de 2 millards de dollars sur trois ans à destination des pays

## **Une stratégie**

L'envahisseur de la seconde guerre mondiale a dû surmonter nombre d'obstacles pour redevenir sance régionale. Ses voisins ne souhaitent en aucun cas la renaissance d'un Japon militariste, comme en témoigne la vigilance de la Chine. Les dirigeants japonals conscients de cette méfiance des autres pays asiatiques, n'ont cessé de s'efforcer d'apaiser leurs craintes, mettant en cauvre une stratégie d'expansion silencieuse, essentiellement économique, et dénuée de toute prise de position idéologique. Grâce à cette action, Tokyo estime contribuer à la stabilité politique de la région. Pour vaincre, en outre, toute suspicion d'une quelconque «menace», le gouvernement japonais précise que les initiatives doivent être le fait du tecteur privé, et non de l'Etat. Conformément à l'image qu'il a donnée de lui depuis la défaite en 1945, celle d'une « nation com-merçante et paisible», le Japon s'est laissé jusqu'à présent guider per cette seule logique de l'expan-sion économique et a improvisé, au coup par coup, la manière de s'acquitter de la responsabilité découlant de son alliance militaire avec les États-Unis. Peut-il s'en tenir durablement à cet applitisme

Grace à os pragmatisme, le Japon est pervenu à imposer son omniprésence économique en Asia premier pertenaire commercial et le premier investisseur dans les pays de l'ANASE, à l'exception des Philippines et de Singapour, dont les privilégié. Plus récemment, il a témoigné de sa volonté d'étendre son influence auprès des micro-Etats du Pacifique ; à preuve, la visite, très chaleureuse, du premier ministre d'alors, M. Yasuhiro Nakasone, en 1985, puis celle de son ministre des affaires étrangères, en ignvier 1987.

Les pays de l'ANASE vendaient traditionnellement au Japon des matières premières et facilitaient le trafic du pétrole en provenance du

échanges sont beaucoup plus intenses et diversifiés, et ces pays cont devenus les alliés objectifs de Tokyo. L'annonce par le président Nixon, è Guern, en juillet 1969, d'un retrait pertiel des troupes américaines de la région a obligé ces pays à contribuer plus directement à leur sécurité. Le Japon a naturellement été le plus sollicité, comme le rappelle la déclaration commune Carter-Ohira de 1979 (M. Masayoshi Ohira était alors

Depuis cette date, les discours officiels développent l'idée d'une «communauté» des pays du bassin du Pscifique. Une idée qu'avait la tête du gouvernement nippon, dans un discours prononcé à Manifie en août 1977. La confiance mutuelle régirait les relations entre les pays de l'ANASE et le Japon. Mais, au-delà de ce langage chaleureux, ces Etats font figure pour le Japon d'une sorte de ∢Sud ». comme l'Amérique latine pour les Etats-Unis et l'Afrique pour

sone prononça à Bangkok un discours confirmant os type de rapports. Le Japon, en tant que membre à part entière de la « com-munauté asistique », devait s'engager à contribuer au développement économique de la région, à ce qu'il appelait la construction de « l'Asie du nouveau siècle » (3). Cet engagement devait se doubler d'une responsabilité politique dans le résolution des conflits qui déchirent la zone, celul du Cambodge, notamment. A vrai dire, ce rôle politique régional s'est limité, isqu'à présent, aux analyses faites par les milleux diplomatiques

es pays de l'ANASE sont bien réals. En effet, le marché japonais absorbe très peu de produits industriels fabriqués per ses voisins (4). Les investissements de capitaux laponais sont nettement inférieurs a ceux effectués en Amérique du Nord et même en Europe (5). De plus, l'aide au développement» est trop souvent liée aux projets naises, qui sont plus chères que les firmes concurrentes locales. Et ces

še M. Takso Fukuda, alors à

En septembre 1987, M. Naka-

En revanche, les griefs de la part tés par des entreprises japoentreprises n'hésitent pas à léser les intérêts nationaux de ces pays du « Sud », faisant fi, par exemple, de la protection de l'environne

#### Agir pour la paix en Indochine ?

La « communauté régionale » demeure en somme à l'état de projet. C'est ce que montrent les par le ministère (aponais des affaires étrangères en 1983 et en 1987. La grande majorité des personnes interrocées dans les pava de l'ANASE font, il est vrai, giobalement confiance aux Japonals. Mais elles ne souhaitent pas voir le Japon jouar un rôle détern dans le maintien de la paix dans la région... tout en pensant qu'indiscutablement il redeviendra una esance militaire.

La volonté des dirigeants japoneis de jouer un rôle politique dans cette zone se heurte ainsi à la récistance des mentalités et est frainée par le comportement sou-Vent irresponsable des entreprises privées. Ces obstacles peuvent-ils être surmontés, par le biais, par

Comment repérer les bons investissements au Japon

Investir au Japon n'a rien d'élémentaire, Cela demande de l'expérience. Une

étude approfondie. La capacité d'extrapoler à partir des faits. Celle de les

interpréter correctement. Enfin, un avis autorisé. Sur le marché japonais des

titres, Nippon Kangyo Kakumaru Securities Co. a des références à faire valoir.

Dans le monde entier, des investisseurs se félicitent chaque jour de nous

exemple, d'une intervention en faveur de la paix en Indochine ?

L'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes en 1979 a servi de prétexte aux pays occidentaux, sinsi qu'au Japon, pour suspendre leurs engagements à l'égard de Hanoï. Toutefols, le Japon s'est refusé à s'aligner sur Washington, dont la politique visait à casigner le Vietnam è blanc » (« bleeding Vietnam white»). Si sa présence est discrète et d'un niveau somme toute modeste, il est le premier partenaire commercial du Vietnam parmi les pays non communistes (6). Il saisit des occasions ponotue comme les catastrophes naturelles ou la coopération universitaire, pour assurer une assistance diversifiée, qui ne dépasse pas le million de dollars par an, ce qui le place au stxième rang parmi les pays de l'OCDE donateurs d'aide (7). Mais cette modeste sesistance permet de meintenir des rapports suivis et de ne pas hypothéquer l'evenir.

1986, plusiours firmes japonais ient d'un commun accord d'établir à Hanoi un centre commercial capable d'acqueille quarante à cinquante entreprises. Honda avait déjà installé une usine de montage de motocyclettes. En mars 1987, Nissho iwai, maison commerciale qui avait déjà ouvert une agence à Hanci fin 1986, a négocié avec le pouvernement vietnamien trois projets portant, le premier, sur le développement de l'exploitation forestière, de l'agroalimentaire et de la pêche; la deuxième sur le pétrole, le troisième sur la construction de

Or cette pénétration des entreprises japonaises a succité une vive

puerre larvée depuis neuf ans avec la come expéditionnaire vietnamien sur sa frontière orientale. Suivit une avalanche de protestations américaines et chinoises auprès du ministère nippon des affaires étrangères. L'organisation ultraconservatrice Heritage Foundation, cui aveit déjà, en mars 1987, critiqué la Japon pour avoir resserré ses liens commerciaux avec Cuba, l'accusa une nouvelle fois d'avoir « trahi » les intérêts de l'alliance avec les Etate-Unis (8).

#### Somplesse et docilité calculée

Le gouvernement japonais a donné ausaitôt une version apaisante des tractations commerciales incriminées: elles ne devaient inquiéter aucun pays, car de telles initiatives, venent d'entreprises privées, ne changent en rien les données de la situation indochinoise. Et Tokvo rappelalt son soutien à la position des pays occidentaux favorables au retrait du Cambodos

Tokyo a donc fait preuve de souplesse. Les entreprises japonaises ont réduit leurs activit attendent des jours meilieurs pour donner une nouvelle impulsion à ieurs activités. Docilité calculés, car, pour le Japon, les rapports avec les Etats-Unie et l'ANASE sont vitaux, alors que le Vietnam demoure un marché potentiel. Ces attaques, instranciues au

Japon, contre le commerce avec le Vietnam viennent de montrer à l'envi que sa puissance ne lui permet plus de prétendre à une expansion économique dénuée de connotations politiques. D'où cette interrogation: est-il en mesured'utiliser ses ressources économiques et financières comme instruments d'une politique propre à résoudre les conflits locaux ?

La question indochinoise semble, en effet, lui offrir la première occasion de jouer en toute autonomie à l'égard des Etats-Unis un rôle politique dans cette région. Ainsi, en juin 1987, à la conférence élargie des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE (les six pays de l'Association, plus l'Australie, le Canada, la Communauté européenne, la Nouveile-Zélande, le Japon et les Etats-Unis), le Japon s'est rallié à la demande de l'organisation régionale d'inclure le groupe Pol Pot dans un futur gouvernement de coalition du Cambodge, Cette position se distingue de celle des États-Unis qui, pour des raisons « humanitaires > et pour diminuer l'influence de la Chine dans la région, militent en faveur de l'exclusion des Khmers rouges. La négociation est en tout cas

emorcée entre les parties concer-

nées: le ministre indonéeien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja, a'efforce d'organiser des rencontres informelles entre tous les groupes cambodgiens et les dirigeants vietnamiens; et le prince Sihanouk diecute avec le gouvernement de Phnom-Penh. Est-il exclu que le Japon, par le biais de l'aide et des échanges économiques, facilite des négociations politiques entre les paye de l'ANASE et le Vietnam ? Ce sereit un nouveau signe de la

volonté, exprimée dès les années 70 par les dirigeants japonais, de mettre en œuvre une politique régionale en Asie. Déjà, M. Fukuda assignait à son pays un rôle non militaire mais déterminant pour la prospérité et la stabilité de cette zone. Son successeur, M. Zendo Suzuki, revendiquelt à son tour, pour Tokyo, un rôle mejeur dans la formation d'une « personnalité asistique ». M. Nakasone mit ensuite l'accent sur le transfert de technologie dans les pays voising.

Aujourd'hui, M. Takeshita enrie «communautaina» de M. Fukuda du concept de furusato (elleu où l'identité peut s'épanoulr») (9). S'agit-il de simples siogans? Ou manifestation d'une ambition politique dont on ignore comment elle serait recue au Japon même, et si elle serait admise en Asie du Sud-Est ?

(1) Lorsque le Sénat des Etats-Unis a examiné le budget militaire pour 1988, il a adopté un amendement invi-tant le Japon à augmenter sou aide gou-vernementale au développement qu'à 3 % de son FNB avant 1992.

(2) Entre 1974 et 1984, l'aide publique au développement s'est accrus de 380 %. Le budget 1988 marque une augmentation de l'aide de 6,5 milliards de yens par rapport à 1987 (au total, 70 milliards de yens pour 1988). Les deux tiers environ sont destinés à la région Asic-Pacifique. (3) Discours prononcé à l'université hulalongkorn, le 26 septembre 1987.

(4) Il ne représente que 9 % de la totalité des échanges commerciaux saure le Japon et les pays de l'ANASE. (5) 7,7 % en 1985 et 3,8 % en 1986 des investissements japonais à l'étran-ger ont bénéficié aux pays de l'ANASE. En 1985, 45,5 % des inves-tissements se concentraient en Améri-que du Nord et 15,8 % en Europe.

(6) Les échanges entre ces deux pays s'élevaient en 1986 à 280 millions de dollars, soit près du tiers des exportations vietnamiernes. Néanmoins, le volume de ces ventes ne dépasse pas 800 millions de dollars, dont 70 % vont à l'Union soviétique.

(7) Aujourd'hui, scule la Suède ue à accorder une contribution importante, qui représente l'aide des pays de l'OCDE.

(8) « Hanoi's Newest Friend: Tokyo », Executive Memorandum, **≈** 160, mai 1987.

(9) Discours de M. Takeshita au sommet de l'ANASE, Manille,

### THE NIPPON KANGYO KAKUMARU SECURITIES CO., LTD.

avoir fait confiance.

Grâce à notre parfaite connais-

sance du marché japonais et

avec un portefeuille judi-

cieusement réparti, vous

pourrez en faire autant.

NKK s'occupe de

vous comme peu

d'autres le font.

Essayez-nous.

Sings social: 1-0-1, Manuscopia, Chipodo-hu, Tokyo 100 Japon-Japon. Tél.: 286-7451. Talar: J24830 KANCYUES. na: 8 Punis: 8, ma Hinling, 77000 PARES Francol. Tél.: (1) 42-68-20-10-Tokor: 200200 BANCYUE Pin: (1) 42-68-26-10-Tokor: 200200 BANCYUE Pin: (1) 42-68-26-10-

Same Service & continuents: Facelor, Brissis, Signar, 1986, Shal, Sydne,

e Nippon Kangyo Kakumeru interneborel Inc. - New York, Los Angeles & Nippon Kangyo Kakumeru (Suropes Limited - London e Nippon Kangyo Kakumeru (Switzerland) Ltd. - Geneva & Nippon Kangyo Kakumeru (Aska) Ltd. - Hong Kong

Lire pages suivantes

PAGE 14: Les incertitudes du marché chinois, par Bertrand Chuna:

PAGE 15: La Corée, voisine et concurrente, par Leurent Schwab; PAGE 16: « D'Edo à Tokyo. Mémoires et modernité », un livre de Philippe Pons.



THE DE LA GUERILLA

au Péro

Dans ce contexte, divers paris droite viennent de constitue par démocratique (FREDEMO) démocratique (FREDEMO) regroupe l'Action populaire de l'action populaire de l'action populaire de l'action populaire chrétien de l'action populaire de l'action popu

Parti populaire chrétien de l' maire de Lima, M. Luis Bedora R et je monacment lipetian de lipije Mario Vargas Llosa (8).

D'antre part, les groupes la D'antre par la soupe le la particular les monvements de non le mont réagi en intensifiant leur leur le la révolutionnaire le la la contra le la la contra le la contra la contra la contra le la contra le la contra le la contra le la contra la contra le la contra Monvement révolutionnaire Amaru (MRTA), qui s'était limi American urbaines, a ouvert in he important dans is force amazoni a comparant de bourgades et été

De leur côté, les maoistes de Sas

immineux ont multiplié les aus

selectifs contre les dirigeau

parti gouvernemental on a Les « sendéristes » che & Clargir leur base dam le es curriers de Lima. Ils on sepour la première fois, la gée t - moyennenement suive -4 29 janvier dernier. Conséquence : mi d'argence, décrété en férie Mild, vient d'être prolongé à Line, d ements de masse deme tient interdits (9). ter autorités réagis

int de la guérilla en laissant me attas d'action de plus en plus granti mode. En régression depuis l'amble in president Garcia an pouvoir, k Combre des « disparitions » s'est & tre 1987 (10). Prenant une par à gilies des pièces grande dans les affaires à vernement, les militaires ent rési Sière nocumer l'un des ieurs à la tèr ministère de la défense Pourun. an suppriseent les trois ministères miteles - un par arme, - le présides Eleccie avait voulu réduire le pois it Paramba dens les discussions du cabiné. Lia semination d'un civil n'était pat i sigine, écurtée. Mais près de trois des après son arrivée au possoi, l'état se montre de moin a Moline capable de résister aux presion de la besoin pour ser-ANT BOR MAINTIEN À la tête de l'Esst.

(8) heatitut national de statistiques Lina (2) Communicam économique des Nation Commission économique de Nines pour l'Amérique laure (CEPAL). prolingues de la econo Marchane, Sentingo-da-Chii, 1987.

(3) 27 Pots, Madrid, 4 septembre 1981.

(6) Edwardo Annya Franco, Que last, necessita decembre 1987, Last. CEPAL, ideas.
CI. Jerge Carraleda, « la subilidada de CI. Jerge Carraleda, « la subilidada de CI. Jerge Carraleda, » la subilidada de CI. Jerge Carraleda, « la subilidada de CI. Jerge CI Parks, 12 segmenture 1987. (7) Marie Vergas Lione, El Pais, 5 st. 20 El Pals. 15 flyrier 170.
20 La blonde, 17 flyrier 1988.
Lance de la Fédération internation des des destroits de l'homme, n° 215-216.

CES '88 OSLAVIE LA YOUGOSLAVIE AGENT DE VOYAGES

## Les incertitudes du marché chinois

entre la Chine et le Japon, longtemps soumis à des vicasitudes politiques, ont démarré officiellement après la normalisation des relations diplomatiques en 1972, et ont connu un net esso après le lancement de la politique d'ouverture chinoise en 1979 : 1.1 milliard de dollars en 1972, 6,65 milliards en 1979 et 18,96 milliards en 1985. Mais, en 1986, le volume des échanges a enregistré une baisse brutale de 18.2 % : les exportations iaponaises se sont élevées à 9,86 milliards de dollars, soit une diminution de 21 %; les importations japonaises ont atteint 5,65 milliards de dollars, soit une chute de 12.8 %. Au cours du premier semestre de 1987, la tendance à la baisse, bien qu'atténuée, n'a pas disparu puisque le volume des

échanges - 7,26 milliards de dol-

lars — traduit une régression de 2,3 % par rapport à la période correspondente de 1986. Le commerce sino-japonais connaît donc à l'heure actuelle une réelle stagnation.

Le Japon demeure pourtant le premier partenaire de Pékin en fournissant 25,17 % des importations chinoises en 1979, 35,16 % en 1985, 28,99 % en 1986 et 24,20% au premier semestre de 1987. De son côté, la China est le troisième partenaire commercial de Tokyo en 1986 (quatrième client et cinquième fournisseur) en absorbent 4,7 % des exportations isponsises. Le commerce entre les deux pays s'est structuré, depuis les années 70, sur la base d'un échange : produits industriels manufacturés japonais (produits d'acier, machines at équipements) contre matières premières (pétrole,

Par BERTRAND CHUNG \*
produits agricoles) et tynproduits agricoles) et tynproduits agricoles et tynproduits agricoles et tyn-

charbon, produits agricoles) et testiles chinois. Aujourd'hui, les choses n'ont pas encore fondamentalement changé malgré les efforts des Chinois pour accroître la part de leurs produits manufacturés dans ces échanges.

La balance commerciale est favorable au Japon mais avec un excédent demeuré plutôt modéré pendant longtempe puisque, entre 1975 et 1984, il n'a pas dépassé 3 miliards de dollars. Or cet équilibre a été brusquement rompu en 1985, le Japon enregistrant pour cette seule année un solde positif de 6 milliards de dollars. Que s'est-il passé ? A le suite d'une libéralisation du contrôle des importations en Chine, en automne 1984, on a assisté à une véritable soplosion des achats de biens de consommation durables japonais

(automobiles, téléviseurs, réfrigérateurs, vidéo-cassettes, etc.). Ainei, les importations en provenance de l'archipel nippon se sont accrues de 72,7 % en 1985 alors que les exportations n'ont augmenté que de 8,8 %. Le déficit sinsi enregistré représentait 60 % du déficit global du commerce extérieur de la Chine. Un record historique. Le gouvernement de Pékin allait en faire un problème politique majeur et reprendre en main le contrôle des importations, ce qui explique leur forte beisee en 1986.

Cet à-coup a fait prendre conscience aux Japonais des limites actuelles de leurs échanges

\* Chercheur au Centre de rechesches sur le Japon contemporain, École des hautes études en sciences sociales.

commerciaux avec le Chine. Es sont d'autant plus inquiets que, sur le continent, l'environnement du marché est en train de se modifier. Certes Pékin continuera à s'adresser aux fournisseurs étrangers pour mener à bien sa politique de modernisation, son septième plan quinquennel prévoyant une augmentation annuelle des amportations de 6,1 % entre 1986 et 1990. Mais le Japon, qui a longtemps bénéficié d'avantages considérables sur os marché (proximité géographique, compétitivité de ses its, rupture de la Chine avec "URSS), est aujourd'hui confronté une concurrence croissante des Etats-Unis et des pays de la CEE. Ainsi en 1986, année de la chute sensible des importations en provenence du Japon, celles an provenance de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Italie se sont accrues respectivement de 47,7 %, 35,6 % et 25 %. D'autra part, après vingt ans de stagnation, le commerce sino-soviétique a repris, pour atteindre 4,2 milliards

Bien entendu, la Chine s'efforce d'accroître ses exportations vers le Japon, dans lesquelles elle est particulièrement désireuse d'augmenter la pert de ses produits manufacturés. Cette part a été de 24,7 % on 1985 et de 32,4 % en 1986, chiffres nettement inférieurs aux 31 % et aux 41,8 % que ésentaient ces produits dans les importations globales du Japon au cours de chacune de ces deux années. Il s'est agi essentiellement de textiles, les machines et équipements ne comptant que pour 2,1 %. C'est dire que la Chine a encore beaucoup à faire pour diversifier sa production et améliorer sa

de france suisses en 1985.

Les investissements directs et les transferts de technologie japonais pervent constituer un puissant facteur de développement des reistions économiques entre les deux pays. Mais le Japon n'est que le troisième investisseur en Chine, après Hongkong et les Etats-Unis, le nombre de sociétés à capital mixte s'élevant à 152 en 1985. En 1986, les investissements directs Bont attaint 226 millions de dollars, ce qui place la Chine à. a socieme position en Asie après Hongkong, la Corée du Sud. Singapour. Taiwan et l'Indonésie. De surcroft, ces investissements sont peu nombreux dans l'industrie, la plupart d'entre eux étant concentrés dans de petits projets du secteur tertiaire. La Chine est peu satisfaite de catte situation qui représente l'exact inverse de ce qu'elle cherche en accueillant les nvestissements étrangers : se procurer rapidement des technologies de production et de management sens s'endetter par des importations. Count aux transferts de technologie, la part des logiciels est très faible per rapport à celle des matériels : respectivement 15 % et 85 % en 1985.

Tous les investisseurs étangers se plaignant traditionnellement de l'insuffisance des structures d'accueil chinoises. Aussi Pélin a sdopté, en octobre 1986, un règlement relatif à la promotion des investissements étrangers afin d'accorder à ces derniers des avantages en matière fiscale, administrative, de main-d'ouvre, de réinvestissement des bénéfices, etc. Mais, pour les Japoneis, le véritable difficulté réside dans l'absence d'autonomie de décision des entre-prises chinoises.

Les difficultés que conneissant actuellement les relations économiques sino-japonaises montrent les firnites d'une coopération entre partenaires su système social et su stade de développement différents. C'est pourquoi, au Japon, certaine hommes politiques visionnaime. conscients de l'importance que revêtent les rapports entre les deux grands d'une région souvent présentée comme le futur centre économique de la planète, préconisent depuis longtemps une sorte de plan Marshall pour la Chine. Le monde des affaires japonais embrassera-t-il cette dimension Politique ?

#### « L'Etat du Japon »

Dernier-né d'une collection à succès, l'Etat du Japon rassemble les contributions de queique cent vingt spécialistes. Une somme, au point qu'il est difficile d'y découvrir des domaines qui a'y soient pas traités (la musique!).

De la pratique de l'homosexualité aux relations avec l'Afrique du Sud, de l'accueil des handicapés aux matches de base-ball, du rôle des PME à l'essor des biotechnologies, de la lecture des bandes dessinées au travail des femmes, ou à « la poétique de l'itinéraire dans la littérature du Japon ancien », tous les sujets défilent, en artipins lumineux que leurs auteurs dominant parfaitement leur sujet. Il no s'agit pas, d'autre part, d'une apologie du Japon : l'analyse critique abonde, concernant notamment le système pénitentiaire, la psychiatrie, l'éducation, le financement des partis, etc. Une utile bibliographie complète chaque chapitre, comme est la bienvenne la tion traduits en français.

J. D.

<sup>8</sup> L'Etat du Japon, sons la direction de Jean-François Sabouret, La Déconverte, Paris, 1988, 403 pages, 150 F.

# n sens aigu du marché

#### Stratégies d'investissement

L'évolution rapide de la nature des marchés financiers actuels ouvre de nouveaux horizons et génère des problèmes nouveaux pour les professionnels de l'investissement dans le monde entier. Plus que jamais, le succès exige une excellence éprouvée dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies d'investissement.

Etre constamment à l'écoute du pouls du marché financier mondial, c'est ce que nous appelons avoir « le sens du marché ».

Nikko Securities peut se targuer d'une compétence que peu d'autres égalent. Grâce à un éventail de moyens techniques et de recherche fondamentale ainsi qu'à des ressources qui s'étendent dans le monde entier, Nikko a acquis une perspective qui a fait ses preuves sur la dynamique des marchés dans les principaux centres financiers. Nous sommes ainsi en mesure de répondre aux besoins des investisseurs avec une vision peu commune et de proposer des solutions novatrices pour atteindre les objectifs d'investissement.

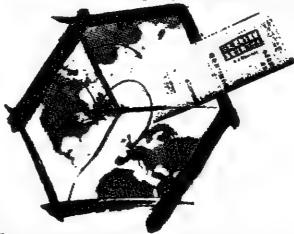
Notre perspective, orientée sur le morché, a íait de Nikko l'un des tout premiers opérateurs mondiaux sur le marché des capitaux ainsi qu'une grande banque d'investissement. Nous intervenons régulièrement pour des opérations de prise terme et d'achat sur tous les grands marchés de capitaux et fournissons conseil et assistance pour l'introduction d'entreprises non japonaises ainsi que pour les opérations de recherche de capitaux sur le marché de Tokyo. En plus, nous développons rapidement un système qui nous permettra d'agir vingt-quaire heures sur vingi-quatre, avec des antennes à Tokyo, Londres, New-York et dans d'autres grandes places boursières. Tout cela vient s'ajouter au réseau, aux services et aux professionnels Nikko dans le monde.

# NIKKO Nikko Securities

3-1, Marunouchi 3-chome, Chiyoda-ku, Tokyo, Japon Tel.: (03) 283-2211 Telex: J22410

LONDRES ZURICH GENEVE FRANCFORT LUXEMBOURG PARIS COPENHAGUE MILAN MADRID BAHREIN NEW YORK SAN FRANCISCO LOS ANGELES CHICAGO TORONTO HONG-KONG SINGAPOUR SYDNEY SÉOUL PÉKIN QRICIDAO

## NIKKEI COMBLE LES LACUNES DE L'INFORMATION



Nikker, source d'informations économiques au Japon depuis cent dix ans, offre un vaste réseau de services d'information.

Le plus important quotidien d'affaires du munde, Nihon Keizai Shimban, est imprinte simultanément à Tokyo, aux Etats-Unis et en Europe. The Nikkei Industrial Daily, The Nikkei Financial Daily et The Nikkei Marketing Journal sout également en service des responsables japonais, tandis que The Japan Economic Journal est une synthèse hebdomadaire en anglais de ces quatre publications. The Tokyo Financial Letter - Nikkei Bonds and Money est un hebdomadaire en anglais, véritable fenêtre avents un le monte financier inponsis.

Notre réseau informatique mondial vous donne directement accès aux informations de Tokyo, depuis les cours de clôture des actions jusqu'aux statistiques des entreprises.

Contactez notre bureau caropéen, vous ferez le premier pas pour combler les

\* Nikkei désigne le groupe d'information formé de Nihos Keizei Shimbun, luc. et de ses entremises aganciées

Nihon Keizai Shimbun, Inc.

Tokyo Head Office: 1-9-5 Otemachi, Chryoda-ku, Tokyo 100-66, Japan Tel: (US) 270-0251 Telex: J22308 NIKKEI Cable: NINONKEIZAI TOKYO Nihon Keizai Shimbun Europe Ltd. Centre 45, 45 London Wall, London EC2M 5TE, U.K. Tel: (01) 256-7261

Jeylin ISB.

a Corée, vo

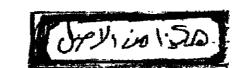
A STATE OF S

With the Col Cole Care 11 miles STORY OF THE STATE STATE Service of Course to San Sept 131 September 200 AND THE PERSON AND PROPERTY. STORY OF MAN BURGE SERVICE THE PARTY OF THE PARTY. state the same to take the THE THE PARTY OF T THE TAX PROPERTY OF THE PARTY O graph to the at men La grand or the a de in Cords of all case many toping. Each DESCRIPTION OF THE PARTY OF Minter that har ce part THE STREET STREET THE RESERVED AND THE PARTY. and the Physical Statement STATE STATES LA CONTRACTOR with the second of the second La bers de consummana EL DELTE DE LOS DES DES MARIES au ha rece de sen coute de

The second secon

is insident in Japane in metale automorphism and Maria of a Carter a met formation of a controller in metale and service and another in the controller in the controller in the formation of a controller in the formation of a controller in the formation of a controller in the control

\*\*\*



tions. Quant aux des matériels l'insuffisance des a consi

ment Japon 🚃

ment relatif à la pron investissements d'accorder à ces den ble difficulté réside dans d'autonomie de décision des

actuellement les relations partenaires eu système so stade de developper C'est pourquoi, au Japon, e hommes politiques conscients de l'important revetent les rapports entre les grands d'une région sour serzée comme le futur canti : nomique de la planète, préc depus longtemps use are plan Marshall pour le Circ. monde des affaires japes embrassera-t-il cette dines

### « L'Etat du Japon,

Dernier-né d'une collectin succès, l'Etat du Japon name les contributions de que sonne vingt spécialistes. Une sonne vingt spécialistes. Une sonne à point qu'il est difficile d'y diene des domaines qui n'y soin p traités (la musique!)."

De la pratique de l'honom For aux relations avec l'Afrance Sud, de l'acqueil des hasti MAX MAICCES de baseball, de des PME à l'essor des biotes gies, de la fecture des bands les mées au travail des femme, no - la poétique de l'itinérain le la littérature du Japon mon. tous les sujets défilent, et m cies souven: courts, mais d'un dus lumineux que leus une minera parfoitement leur sjel be s'agi: pas, d'autre pm Cune apologie de Japon: l'ante entique abende, concernant minment le système pénitentian l paychiatrie, l'éducation, le fine ment des partis, etc. Une mit bibliographie complète chaque de pitre, comme est la bienvene liste des principalus ouvrige de tion traduits en français.

de Jenn-François Sabouret, la Dis-vente, Parix, 1986, 403 pages, 1986

technologie, is part de est très feible par rappir

Los difficultés que e peut observer dans d'autres pays, la présence du Japon en Corée ne se manifeste pes par l'abondance de ses produits sur les marchés destinés aux particuliers : les automobiles qui circulent dans les rues de Sécul sont, en quasi-totalité, de fabrication locale et l'électronique grand public nippone est absente des magasins spécialisés. La dépendance industrielle de la Corée n'en est pas moins réelle. Elle plonge ses racines dans le mode de développement choisi par ce pays depuis les années 60. Totalement dénouver de ressources naturelles. il optait alors pour une croissance extravertie, fondée sur l'exportation de produits tels que le textile ou les biens de consommation, pour lesquels il pouvait bénéficier de la faiblesse de ses coûts de

> Cependant, pereille orientation impliqua rapidement l'importation de technologies, d'équipements, voire de pièces détachées. La proximité géographique et les llens historiques faisaient du Japon un fournisseur obligé. Aujourd'hul, plus de la moitié des exportations japonaises vers la Corée sont constituées de biens d'équipe-

la péninsule, et son second

client. Dam le même temps où,

pour la première fois de son his-

la Corée du Sud a connu en 1986

un excédent de sa balance com-

merciale, ses échanges avec le

Japon sont capendant demaurés

Contrairement à ce que l'on

Les liens avec le Japon ne se limitent pas aux échanges commerciaux. Même si la Corée s'est toujours efforcée de contrôler les entrées de capitaux étrangers, entre 1982 at 1986, le Japon a été à l'origine de près de la moitié

La Corée, voisine et concurrente

≡ Supplément Japon ≡

ONCURRENCE et asymétrie : Par LAURENT SCHWAB . telles sont les caractéristiques qui définissent sans doute le mieux les relations éconovent à des accords de joint-venture migues entre la Corée et le Japon. avec des industriels coréens, les En effet, en assurant 34,4 % des Japonais sont présents dans de importations et 19 % des exportabreux secteurs d'activité: tions coréennes, le Japon est à la fois le premier fournisseur de mécanique, textile, mais aussi

hôtellerie. 15 % du capital de la branche automobile de Hyundai sont ainsi détenus par Mitsubishi. Pourtant, en l'espace de quelpour le Japon un concurrent sérieux sur des secteurs comme l'acier ou les chantiers nevels, qu furent longtemps les fers de lance du développement nippon. Les écarts de coûts de production entre les deux pays ont, depuis 1986, été amplifiés per la hausse du yen par rapport au dollar. Vén-

permis aux constructeurs automo-

biles coréens de pénétrer le marché

américain en investissant le cré-neau des véhicules de petites cylin-drées, délaissé par les fabricants Dans l'électronique, partis il y a quelques années d'une production centrée sur des produits de basse ou moyenne gamme (téléviseurs en noir et blanc, montres...), les Coréens se sont rapidement plus forte valeur ajoutée (magné-toscopes, fours à micro-ondes, lecteurs de disques compacts...). Cette adaptation leur a permis d'exporter sur le marché japonais, réputé impénétrable (1).

#### Frictions commerciales

Le début des années 80 a vu s'accentuer les frictions comm ciales antre las deux pays. Façe à la montée en puissance de l'appareli productif coréen, le Japon a ainsi annoncé, au début de 1987, son intention de mettre fin au système des préférences généralis qui garantissait aux importations ennes des prix comparables à

en voie de développement. De son côté, la Corée a lancé un programme de diversification de ses importations portant sur plusiours milliers de produits dont une grande part sont d'origine japonaise. Les biens d'équipement, les machines électriques et électroniques, les produits chimiques et les pièces détachées sont autant de domaines dans lesquels la part se réduire, fût-ce au profit des Etats-Unis ou des pays européens. L'objectif visé est de ramener le déficit commercial avec ce pays à 1,5 milliard de dollars en 1992.

programme a d'ailleurs fait l'objet

de protestations de la part du

Japon au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le com-

merce (GATT).

ceux des produits venant des pays

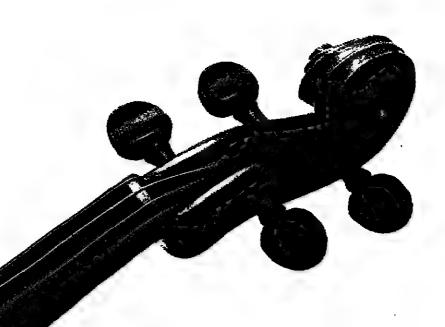
Au cours de la prochaine décennie, la Corée ne pourre sortir de sa dépendance à l'égard du Japon qu'en accroissant son autonomie technologique, ce qui implique de sa part un effort accru en matière Les responsables sud-coréens savent qu'ils ne pourront bénéficier du flux de technologies nosdentales comme le Japon a pu le faire pendant plusieurs décennies, Ce pays est d'ailleurs particulière ment prudent dans la venta de son propre savoir-faire, que ce soit à la Corée où à d'autres pays d'Asie.

De leur côté, les firmes coréennes accélèrent leurs efforts en recherche et développement. En 1987, les dépenses correspondantes ont atteint environ 1,9 milliard de dollars, soit une multiplication per près de 7 depuis 1982. Cependant, le pari coréen d'indéioin d'être gagné. Il implique autour des conglomérats industriels, un réseau de petites et moyennes entreprises d'une efficacité comparable à celle de leurs homologues japonaises.

Voir Laurent Schwab, le Japon et la Corée du Sud en 1992, BIPE, Neuilly, 1987.

# L'accord parfait

de vos finances grâce à l'expérience de Fuji.



Pour harmoniser vos finances dans l'environnement aujourd'hui si changeant des affaires,

la Banque Fuji propose sa longue expérience en tout ce qui concerne la gestion financière. En tant que banque prééminente sur le marché mondial, Fuji désire vous aider à maintenir vos finances au diapason.

### FUJI BANK

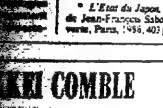
Londres, Manchester, Düsseldorf, Franciert, Munich, Zurich, Bruzelles, Luxembourg, Paris, Milan, Madrid, New York, Los Angelei Chicago, Houston, Seattle, San Francisco, Atlanta, Miami, Toronto, Mexico, São Paulo, Bahrein, Téhéran, Séoul, Singapour, Hong Kong, Jakuria, Manille, Bungkok, Knala Lumpur, Beijing, Changhai, Dalian, Guangphou, Shenzhen, Sydney, Melbourne.

Heller Financier S.A., Compagnie Heller Outre-mer.



Yamaichi aide sa clientèle à tirer le maximun de son potentiel financier dans un contexte international, avec des services allant des investissements diversifiés à la gestion de l'endettement en devises en passant par le financement de portefeuille.

En tant qu'institution financière entièrement intégrée et possédant une expertise internationale étendue, Yamaichi propose à ses clients du monde entier la gamme la plus étendue de services financiers : du courtage au conseil en gestion de portefeuille et gestion de fonds, du financement imaginatif de l'entreprise à l'assistance aux fusions et acquisitions. Consultez-nous pour découvrir comment l'intégration globale peut jouer pleinement en votre faveur.





monde, Ninon Keitel Shim

Line et en Europe. The Nikke Interna The Marketing Journal som colored t que The Japan Economic Journal et # the publications. The Tokyo Fusion

Shimbun Inc.

M. Chaptalla Ku. T. Kyo piecete, Japa SARGET Cable NEVONKETALTOND in Last Conser 45, 45 Lundon Wall Mr. Tet (01) 229-7261

#### « D'EDO A TOKYO. MÉMOIRES ET MODERNITÉS », de Philippe Pons

# La quête du sacré à l'horizon de l'an 2000

« Les béritages », « continuités », « figures d'une modernité singulière » tels sont les trois axes autour desennée, sourci d'une conneienne lutime de la lonmodernité singulière » tels sont les trois axes autour desquels, nourri d'une connaissance intime de la langue et de la culture nippones, Philippe Pons hâtit, dans son tivre D'Edo à Tokyo (1), son voyage pluridimensionnel à travers le Japon. Il cerne, à travers la subjectivité de ses choix, « la part de mémoire qui façonne la modernité » de ce pays. De cet entrelacs de visions d'un passé pluriei et d'une contemporamété en perpétuel changement, surgissent ces rien de la une populaire dont la description puivérise les mythes officiels comme les mythes étrangers niasués sur la société nipponte. plaqués sur la société nippoue

pasques sur la societe impoure.

Au « temps des élites », Philippe Pons préfère et substitue le « temps des peuples ». Il libère de la chape idéologique, giacifiant la réalité au nom de l'homogénéité sociale et du consensus, les mille et me variantes de la contestation, de la révolte, qu'il fant parfois aller chercher dans les units de Tokyo dont Panteur livre de multiples et très belles lectures. Tokyo, on une culture urbaine a reçu l'apport d'une culture populaire paysanne d'immigrants et de la « culture de l'élite guerrière » : le fruit de cette triple reacontre est la « matrice de la modernité japo-

Des « continuités », nous avons extrait ces pages qui montrent l'interpénétration, nullement antago-piste, des rites archalques et du fonctionnalisme du vingtième siècle. Un exemple parmi cent antres de cette fécondation du passé mémorisé par le présent, et du présent par le passé, dont l'appréhension, seule, permet d'épurer le regard de ses voiles d'ignorance. Des « continuités », nous avons extrait ces pages

(1) Philippe Pons, *D'Edo à Tokyo. Mémoires et dernités,* Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences naines », Paris, 1988, 464 pages, 150 F.

UELS ont été les effets de la modernisation et de la sécularisation du Japon à partir de 1945 sur les croyances, rites et religions (1)? Pour ce qui est des religions, tant le bouddhisme que le shinto furent mêlés à l'aventure militariste du Japon impérial. Le shinto au premier chef, avec le culte de la personne de l'empereur mais aussi, dans une moindre mesure, le bouddhisme, qui ne fit rien pour empêcher la répression des mouvements démocratiques dans les années 20 ou la politique d'agression extérieure dans les décennies suivantes. Mais ni l'un ni l'autre n'ont vraiment souffert de leur compromission dans l'esprit des fidèles. En revanche, le principe de la liberté de religion, imposée per l'occupant américain (précédé de la séparation du culte shinto et de l'Etat), et la nouvelle notion de subjectivité de l'expérience (shutaissi) qui se répandit au lendemain de la guerre auraient pu avoir des conséquences sur l'attitude des Japonais face aux religions instituées. Il y eut assurément une certaine évolution. Mais, loin de conduire à l'agnosticisme, la société technicienne eut pour effet d'engendrer une floraison de nouvelles sectes dans la mouvance des religions instituées.

Ainsi l'Annuaire de la religion, de 1959, ouvrage publié régulièrement par le ministère de l'éducation, recensait-il 44 sectes religieuses en 1945, 186 en 1950 et 380 en 1956. Un nombre qui s'est stabilisé autour de 300 dans les années 60 (143 relevant du culte shinto et :166 du bouddhisme). Il n'a guère varié depuis : chaque année, il naît de nouvelles croyances, tandis que d'autres disparaissent. Le nombre des fidèles des différentes religions dépasse presque du double le total de la population : force est de conclure que la majorité a une dou-ble ou une triple affiliation (se confirme ainsi sur le plan statistique le phénomène de pluralité des croyances coexistant chez le même individu : selon l'enquête menée régulièrement par la NHK (2) sur les croyances, 45 % des per-sonnes interrogées ont chez elles un autel shinto, kamidana, et un autel bouddhique, butsudan).

#### Des sanctuaires d'entreprise

SELON l'enquête réalisée en 1984 par la NHK, 60 % des personnes interrogées disaient avoir prié à des époques on elles se sen-taient en détresse (kurushii toki no kamidanomi). Les jeunes, en particulier, ne semblent guère éprouver de gêne à dire qu'ils s'adressent aux divinités pour obtenir des bienfaits concrets. Ce recours à une force extérieure pour régler des problèmes immédiats conduit le plus souvent à utiliser des charmes ou à se livrer à des pratiques d'exorcisme. Selon la même enquête, un quart des personnes interrogées ne croient pas aux charmes (omamori). En ce qui concerne les pratiques de divination et de prédiction du futur, sculement 23 % des jeunes y sont hostiles et 46 % n'y croient pas complètement. La croyance dans les jours fastes ou non est, en revanche, répandue: 63 % (18 % y croient très fermement et 45 % de temps en temps). La grande majorité (89 %) respectent le rite des visites à la tombe des ancêtres au moment de la fête des morts (obon).

· A côté de ces pratiques plus ou moins générales, il existe encore, dans le Japon moderne, et sans être en contradiction avec les premières, de vieilles croyances en des divinités locales séculaires dont des temples, souvent discrets et désuets, sont les lieux de culte. Ces divinités sont vénérées par les habitants dans le voisinage immédiat du temple. Pour ne prendre qu'un exemple, il existe, lové au milieu des bâtiments modernes du quartier des affaires de Tokyo, Otemachi, un petit temple dédié au valeureux guerrier Taira no Masakado, mort en 940 (au début de l'époque Heian) au cours d'une bataille pour la suprématie sur la plaine du Kanto (3). Il est entretenu avec amour par une société créée à sa mémoire.

D'autres lieux de culte sont les sanctuaires liés à une entreprise (4). On y vénère la divinité du commerce (Inari), dont on trouve, par exemple, souvent l'autel sur le toit d'un grand magasin. Certains grands groupes industriels ont leur propre sanctuaire. Ainsi Mitsubishi possède-t-il à Osaka (où le groupe a été fondé) un sanctuaire pour Inari. Un autre existe, toujours à Osaka, à l'entrée d'Osaka Refinery of Mitsubishi Metal Corporation. Dans beaucoup de cas, les entreprises élisent comme patron protecteur une divinité locale, ce qui facilite intégration à la communauté régionale. [...]

Dans les campagnes, il subsiste, d'autre part, ce vieux phénomène des « divinités à la mode » (hayari gami). Aussi soudainement vénérées que vite oubliées, celles-ci répondent, à un certain moment, à une inquiétude particulière (5). Parallèlement à ce maintien des religions instituées, à ce pullulement de croyances mineures et locales en de petites divinités et à cette floraison de nouvelles sectes, se sont renforcées des croyances parareligieuses plus ou moins dif-fuses. Celles-oi, comme la réactivation de pratiques plus ou moins magiques et la multiplication des nouvelles sectes, sont révélatrices de cette demande de sacré engendrée par le désar-roi, l'anxiété et l'inquiétude de certaines couches de la population.

Il y a eu, en fait, trois grandes vagues d'apparition de nouvelles sectes, précisément à des moments ressentis comme des bouleversements (l'ère Meiji, le lendemain de la défaite et les années 80). Pour cette dernière période, il s'agit moins de houleversement que du sentiment diffus de crise engendré notamment par l'impression d'une dépendance de plus en plus grande de la science et des limites de celle-ci. Il y a, à l'origine de cette fascination pour le magique dans la société moderne, une tentative illusoire de personnes qui se sentent dépossédées d'un ordre séculaire de renouer avec des bribes de celui-ci. A l'inquiétude de toute société fondée sur le matérialisme, le Japon moderne ajoute un autre phénomène qui accentue peutêtre cette quête du sacré. La destruction d'un environnement qui était la matrice des croyances traditionnelles, fondées sur un rap-

port symbiotique de l'homme et de la nature, a, au Japon, des implications plus profondes qu'ailleurs. La pollution, la dégradation, sinon la déprédation de l'environnement ne sont pas, dans ce pays, qu'un problème écologique : elles confrontent les Japonais à une sorte de « mort de dieu » (6). L'industrialisation et, d'une manière générale, la consommation de plus en plus évidente du divorce entre l'homme et son environnement sont des facteurs qui condamnent nombre de croyances populaires ances-

Cette progressive disparition des bases mêmes d'une culture religiouse de l'immanence, qui, per définition, ne considérait pes la nature comme un instrument mais donnait, au contraire, au rapport que l'homme entretenait avec elle une signification sacrée, engendre une culture de l'immanence « latente » : la vie quotidienne est, certes, largement sécularisée, mais demeurent enracinées au cœur de l'individu de vicilles croyances qui sont comme à la dérive, n'ayant plus de support, en particulier, dans la nature. Ne trouvant plus à s'exprimer aussi pleinement qu'autrefois, elles tendent à appe-raître comme les croyances d'un âge d'or enfui (comme celui de l'enfance). Sans doute doit-on voir là l'une des raisons de l'attirance que manifestent toujours les Japonais pour leurs settes (elles renouent avec ce passé) mais aussi pour tout ce fatras de coutumes et de pratiques perareligieuses qui peuplent la vie quotidienne. Coupées, cependant, de leur contexte culturel (qui tensit à un certain état de la nature), ces croyances tendent à se dégrader en rites fétichistes et en simples superstitions.

#### Pélerinages et port de talismans

IN tel phénomène est particulièrement marqué dans le cas des jeunes : il se manifeste chez eux par une sorte de « religiosité flottante », c'est-à-dire sans support institutionnel: une telle aspiration à la spiritualité, au sacré, a tendance à se fixer sur des cultes plus ou moins ésotériques et à s'exprimer en des pratiques plus ou moins surnaturelles. Selon des enquêtes effectuées à la fin des années 70 sur ce que pensent les jeunes, il apparaît que ceux-ci sont de plus en plus « intéressés par la religion » (en témoignent, d'ailleurs, l'augmentation de la participation aux pèlerinages, le port

de talismans ou la fréquentation des devins). Mais ils affirment cependant n'apparenne à aucune religion (19 % seulement disent le contraire). Ce désintérêt pour les religions instituées, lie pourtant à une disponibilité aux croyances en certains rites magiques, reflète l'inquiétude psychologique de ces jeunes : ceux-ci s'en remettent notamment volontiers à des pratiques plus ou moins surnaturelles à la veille des examens (7).

L'exorcisme a aussi sa place dans le Japon moderne. Assurément, se poursuivent des « fêtes fossiles » comme celle qui a lieu au temple de Kokusai-ji, dans le Tohoku: cette fête, dédiée à Somin Shorai, personnage légendaire, protecteur contre les maladies, est venue de la mit des temps. Il s'agit très exactement d'un rite d'exorcisme collectif avec sa procession de jeunes gens nus et son bûcher purificateur (8). Mais il existe aussi, de nos jours, de nombreuses sectes qui se livrent à des pratiques d'exorcisme autour de leur chef ou de l'un de leurs adeptes en état de transe (kamigakari). Ces séances donnent parfois lieu à une sorte d'hystérie collective : ainsi, dans les années 50-60, s'était propagée à Tokyo la « secte des danseurs » (odori shukyo), se livrant à des rites d'exercisme spectaculaires. L'anthropologue Takie Sugiyama-Lebra, pour sa part, a étudié, au début des années 70, un culte exorciste (qu'elle nomme salvation cult) qui avait quelque deux cent mille adeptes (9). [...]

#### Le culte des enfants avortés

On essiste enfin dans le Japon moderne à la réactivation de vieilles croyances, comme par exemple le « culte des enfants avortés » (mizugo), sensible depuis le milieu des années 70 (10). Plusieurs temples pratiquent ce culte : c'est le cas du Nembutsu-ji à Kyoto (visité par plus de vingt mille femmes chaque année) et du Emman-ji à Otsu (cinquante mille fidèles). Il y a, d'autre part, un peu partout, de petits autels qui sont consacrés à ce culte et devant lesquels sont disposés à titre d'offrandes jouets, biberons, tétines, etc. L'enfant a longtemps été considéré comme un kami (divinité) jusqu'à l'age de sept ans. Sa mort (avortement ou infanticide, mabiki ) a toujours préoccupé, au point que dans certaines régions son esprit pouvait ir un caractère démoniague. A l'ori culte des enfants morts fut lié au chamanisme, et de nos jours encore, lors de la fête du Bon, beaucoup de femmes se rendent au mont Osore, où les chamanes aveugles (itare) les font communier avec l'âme des enfants dont elles ont avorté. Pratique ancienne, le misugo a connu une réactivation avec le développement depuis 1945 de l'avortement (la contraception orale est peu développée au Japon). Les annonces de services offerts par les temples ont commencé à apparaître dans les années 70 dans les journaux féminins et à la télévision. Un livre (Mizago rei, Esprits des enfants avortés) a fait l'objet de six éditions en l'espace de six mois en 1978. Il semble que se soit diffusée la croyance que l'enfant avorté lance une « malédiction » (taturi) à sa mère s'il n'est pas convenablement honoré. C'est là l'exemple type d'une croyance archaïque qui a été réactivée, et en quelque sorte « produite », par la société moderne japo-

Les nouvelles sectes ne sont que la forme la plus visible - institutionnelle - du magique dans la vie quotidienne du Japon contemporain. Elles constituent une réponse surnaturelle aux problèmes de la société industrielle. A ce titre, le magique apparaît bien comme un élément complémentaire, et non antagoniste, de l'uni-vers fonctionnel moderne. Le phénomène au Japon prend peut-être plus d'ampieur qu'ailleurs dans la mesure où il dispose d'un corpus traditionnel très riche de pratiques magiques. « Grâce à la démocratisation de magique (dens la société moderne), les croyants peuvent faire face au défi de la vie avec le courage du chaman d'autrefois », écrit Winston Devis (11).

(Copyright éditions Gallimard)

(1) Voir Munakata Iwao, « The Ambivalent Effects of Modernization on Traditional Folk Religion in Japan », in Journal of Religious Studies, juin-septembre 1976, pp. 99-126. (2) NHK, Nihonjia no shukyo ishiki («la Conscience religieuse des Japoneis»), Nippon hoso shuppus-kyokzi, 1984.

(3) Cf. la thèse que lui a consacrée Judith N. Rabiso-itch, Shomonki, Monumenta nipponica monograph, nº 58, 1986.
(4) Sur les sanctuaires d'entreprise (kigpo jinje), voir le série d'articles parus en 1984 dans le revue Shimpo.
(5) Fréquent à l'époque Edo, ce cuite de « divinités à la mode » partait souvent de la découverte d'un objet sur une plage ou dans le soi : on voyait là une manifestation divisa. Voir Edogaku jiten (« Dictionnaire des études sur Edo »), p. 335.

p. 335.

(6) Le film d'Imamura Shohei, Kamigami no fakaki yokubo («Profonds désirs des dieux») est révélateur de cette rupture dans la symbhese existant autrefois entre la vie humaine et la nature.

(7) Veir les commentaires de Morimura Nobelio dans son article « Les jeunes Japonais ont-ils le sentiment que la religion est nécessaire?» (« Nihon no seinen wa shakyo wo hitsuyo to shite iru ka»), in Analit Journal, 18 mai 1979.

1979, 19 Japon.

(9) Japanese Patterns and Behavior, University Press of Hawat, 1976, pp. 222-247.

(10) Nous sommes redevables pour ce développement sur le mizugo an travail de Mary J. Picone (Princeton University). Voir son article « The Mizugo Cait : Irrational Revival or New Teleology » (à paraître).

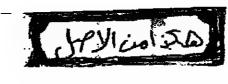
(11) Dojo, Magic and Exorcism in Modern Japan. Stanford University Press, 1980, p. 302.

CONVERSATIONS CELEBRES CHEZ DAIWA "Depuis que Marc-Antoine est parti pour Rome, le Trésor Royal a quelque peu fondu . . ." "Ne vous inquiétez pas, Ciéo! Yous pouvez compt sur les experts de DAIWA pour faire fructifier ce œ"ii en reste.™ Nous ne pouvons vous rendre l'argent qui s'est Nos gestionnaires de portefeuille sont les plus évaporé, mais nous pouvons nous occuper du qualifiés et les mieux placés pour salsir les restant. DICAM, spécialisée dans la gestion de opportunités qui surgissent maintenant. Nous portefeuille, est la plus ancienne et la plus grande aurions pu nous occuper de Cléopatre à l'époque. organisation privée de gestion d'investissements. Aujourd'hui, **Appelez DAIWA** Tokyo est la deuxième place financière du monde. Autant de bonnes raisons pour procéder à la diversification internationale de vos capitaux. Le Bassin Pacifique et le Japon tout perticulièrement offrent des perspectives de croissance économique

achi 2-chonse, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Tel: (03) 243-2111 Telesc J22411 DANKASEC des Champs-Elysées, 75008 Paris Tel: (1) 42 25 72 02 Telesc 643305 : Amsterdam, Bahrain, Beljing, Brussels, Chicago, Frankfurt, Geneva, Hong Kong, London, Lo oul, Shanghai, Singapore, Sydney, Toronto, Zurich

très prometteuses. DAIWA connett la région. Nous

possédons force, expertise et expérience.



Daiwa Securities Co. Ltd.

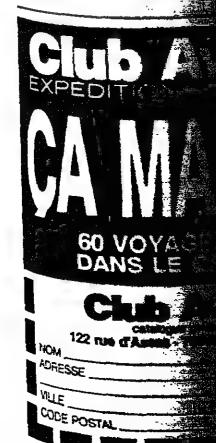
Committee and the same of the THE RESERVE THE PARTY PRO Vigor & foote concentrate the date on Cuspons TO THE STREET And the second s

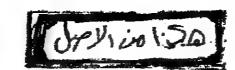
STATE OF THE PARTY The fact of the second of the THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH SE SEE SEE SEE SEE SEE SECTION OF THE ST CARRIED IN C. THE WORK PARTY PROPERTY AND THE PARTY OF THE HATTER THE STATE OF THE STATE O

LONGED HALL IN THE SERVICE A work a strick on care les both TO MALOR SON THAT THE PARK SANDER allent a mousement d'especiel apera de Labor de 1982 Carbon parlant unat visi Lette there at a Sign de Carrier, partier, 😘 🐠 EN COMMENT PROPERTY R'S COM ma en greente le pris de TERRIOR, CARNICE CONTRACTOR COM 400

Serren mertier banen en ! de alles proper es par les opposes henter an Liden eines groupes ! go emme nutue, est benntemp e-rese el parte sur Mil 🚧 🎮 minute plus fundamientas . 146 🙉 men recoment le relabiements an inte patrinaut, on gas and tudffere a newspiet pour Pour Marie en besett.

Magre trut les livradisent 🕬 ! Extending our descriptions tenerant and in the ear the wider that Adult er eurs de equeta de la como The tre diffulle out begrooted wert in our province grant street Ma Will To the de bir arrabe & Rome ilerter Des personnalités : an de leurs prefs . ca pes jeun Cantals on substance, month at litte d'être juris L'article du chatelle Estatin Woody Allen (9). Mig-es, a fait en farati l'effet d'in knoe et suscite un grand ernbarum fer dreides dartie-einkt wife wie Allers que en l'effic à Tél-Aviv le describre. L'Popper du mouvertent de mantenant, et sous le mot d'action d'Abes correptation d'une fraction supers en c'en c'une fraction merses La presse a public the minute . Notre dond Tone el permanente sur las activa bue occupes met l'Etas Clarette





affirment cependant n'apparent des la fréquentation des des la firment cependant n'apparent des religion (19 % seulement des la pourtant à une disposition de la pourtant à une disposition à la pourtant à la pourtant à la pourtant à la pourtant de la p

des semps. Il s'agit très exactement de l'amorcisme collectif avec sa processa le gens nus et son bûcher purificateur le maiste aussi, de nos jours, de nombres de leur chef ou de l'un de leurs aire de transe (kamigakari). Ces sins parions lieu à une sorte d'hysicia a rainsi, dans les années 50-60, s'oni parionsi, dans les années 50-60, s'oni parionsi, dans les années s'este des danseurs i des livrant à des rites d'exorcime que L'anthropologue Takis Suci L'anthropologue Takie Sugitapour se part, a étudié, au débu à
cost) qui avait quelque deux cent al

### culte des enlants avertis

checiron cafin dans le Japon moderne la checiron de vieilles crovances, companiente le « culte des enfants averés scorable depuis le milieu des antes Ameieurs temples pratiquent ce cub Menshutsu-ji à Kyoto (visité le Con (cinquante mile fidèles) il de mort (avortement quinte see ass. Se mort (avortement ou infuregions son esprit poni aprienne, le guinne a man ancienne, le ruisuge a com
avec le développement depis as Japon). Les annonces de seper les temples ont commence s les années :0 dans les journes in a television. Un livre (Minns to des cofents avortés) a fait l'obje conservation de la convenablement de la convenablem Fee A l'emmple type d'une crovate a été réactivee, et en queles

the sectes ne sont que la forme à - institutionnelle - du mapque de description de la la la maide mai ume réponse surnaturelle sur de le société industrielle. A ce tire apparait hien comme un élémen Militare et non antagoniste, de l'uni pent-fore plus d'ampleur qu'ai descretisation de magique las moderne), les crovents peuvent faire de la vie avec le courage du chants 4, derit Winston Davis (11).

(Copyright éditions Gallimeri)

The Ambivulent Effend of The Ambivulent Effend of The Property of Spanier, pursupposed 1976.

inspile an skudyo ishiki (« is Consisti manie » J. Nippon hoso shupparkyski

e que ha a consecrée fudith N. Reise the supposees monegraph, # 14. den Centreprise (kigo jinja), ni The pures on 1964 dam is revue Skings in the divinital is the divinital is the divinital in the divinital is the divinital in the divinital is in the divinital in the divinital

Bank : on voyant le une manifestation dis-lines (« Dictionnaire des études sur Edu-).

Should diete des deux ») est révélater à in justice de Morimurs : (c. ) justice de Morimurs (gr.) l'étaine de la possible ? (c. ) richon no seinen us sinte de la possible fan lin »), in Asaki Journal, 18 sti

the de Cheerd Martini, . Use the de it in . in Encyclopedie permano

turns and Schooler, University Past 222-247. Filment retenties pour ce dévelope.

Histories de Mary J. Prons (Principal le Mary J. Prons Cult : India Marines . (à paratire). Modern leps M. 1982, p. 302.

### UN ÉTAT SANS DÉFENSE?

# La dérive israélienne

(Sulte de la première page.)

Malgré ces flottements, tous les sondages montrent que la majorité des Israéliens approuve la politique de la « main de fer » dans les territoires occupés. Deux semaines après le début des émeutes, 69 % des personnes interrogées demandaient une répression encore plus dure ; 23 % d'entre elles se déclaraient satisfaites des mesures prises par le ministre de la défense : scule une petite minorité exigeait un assouplissement (5).

Tont aussi alarmants se révèlent les sondages parmi les lycéens qui bientôt seront appelés au service militaire pour trois ans. 57,7 % des élèves des classes terminales du lycée d'Arad - une ville du Néguev à forte concentration d'intellectuels, - se prononcent pour une politique plus dure en Cisjordanie et à Gaza; 33 % approuvent les mesures actuelles; les autres sont sans

La télévision d'Etat, qui dispose du monopole de diffusion, s'est longtemps abstenue de diffuser les images qui ont scandalisé les opinions publiques du monde entier. Les téléspectateurs israéliens n'auront pes pu voir le film diffusé par Antenne 2, le 31 janvier à 13 heures : des soldats israéliens battant un joune Palestinien, frappant sa tête contre un mur et cassant sa main gauche, M. Ouri Porat, présidentdirecteur général de l'Office de radiotélévision, membre du Likoud, a usé de tous ses pouvoirs pour interdire, au nom de l'intérêt national, de telles images. Cependant une autre scène insoutenable de déchaînement sadique, filmée par des reporters de CBS, a été partiellement diffusée par la télévision nutionale le 26 février.

Les journaux, par contre, ont publié des dizaines de récits horrifiants sur la répression. La droite a d'ailleurs lancé une campagne contre cette « presse irresponsable », et l'on a va surgir des autocollants : « Nous voulons une presse responsable. » Pour la première fois dans l'histoire de l'Etat, un journal juif, l'hebdomadaire Derech Hamtzotz, paraissant à Jérusalem en arabe et en hébreu, a été fermé. A l'extrême droite, le parti d'opposition Tehiya, tout comme le Likoud, coalition de la droite nationaliste au ponvoir, intensifie d'ailleurs ses initiatives. Dirigeant du parti Tehiya, M. Geoula Cohen a menacé le pays de guerre civile en cas d'abandon de la «Judée» et de la Samarie » (Cisjordanie). Les appels à l'expulsion de la population palesti-nienne se multiplient (7). Et à la suite d'un incident, au cours duquel un colon de l'implantation d'Ofra fut blessé à coup de pierres, les dirigeants du Gouch Emounim (Bloc de la foi, qui s'active dans la création de colonies dans les territoires occupés) ont demandé de raser purement et simplement le village palestinien de

#### Le prix de la répression

A UJOURD'HUI, la protestation contre la répression dans les territoires occupés demeure plus faible que ne l'était le mouvement d'opposition à la guerre du Liban de 1982. Celle-ci avait fait plus de six cents morts et des milliers de blessés, parmi les soldats, alors qu'aucun Israélien n'a été taé depuis le 8 décembre. Le prix de la répression, dans ce domaine, est quasiment nul.

Sortir du bourbier libanais : en 1982, la solution proposée par les opposants à l'aventure au Liban était simple. Mais le dilemme actuel est beaucoup plus complexe, il porte sur un problème beaucoup plus fondamental : les Palesclament le rétablissement de leurs droits nationaux, ce qui est bien plus difficile à accepter pour l'homme de la rue en Israël.

Malgré tout, les Israéliens ont été choqués face au déferiement de critiques venant des juifs du monde entier. Ainsi, plusieurs délégués de la communauté juive d'Italie ont boycotté la réception du premier ministre, M. Shamir, lors de son arrivée à Rome le 15 février. Des personnalités qui part de leurs griefs : en ces jours, disent-ils en substance, nous avons honte d'être juifs. L'article du cinéaste américain Woody Allen (9), qui s'exprime rarement sur des thèmes politiques, a fait en Israël l'effet d'une bombe et suscité un grand embarras.

Les quelque quatre-vingt mille manifestants qui ont défilé à Tél-Aviv le 19 décembre, à l'appei du mouvement La paix maintenant, et sous le mot d'ordre A bas l'occupation », ont témoigné de la réprobation d'une fraction des citoyens qui s'exprime sous des formes diverses. La presse a publié des dizaines de pétitions. Six cent vingt professeurs d'université ont signé un texte intitulé « Notre domination imposée et permanente sur les territoires occupés met l'Etat d'Israël en

danger (10). » Pinsieurs écrivains, après avoir visité la bande de Gaza, ont proclamé : « Nous ne pourrons pas opprimer durablement un peuple qui lutte pour sa liberté (11). » L'un des romanciers le plus célèbres, Amos Oz, a publié un réquisitoire contre la politique du gouvernement dans les territoires occupés et demandé que l'on entame des négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), si celle-ci reconnaît l'Etat d'Israël (12).

phes a organisé une exposition-témoignage sur l'insurrection. Dans une pétition, ils affirment notamment : « A la suite de la polițique de bastonnade, un danger moral grave nous menace. Nos soldats sont amenés à exécuter des ts sont amenés à exécuter des actes immoraux et illégaux. Soucieux des valeurs de notre société, nous appelons à mettre fin à la politique actuelle à l'égard des territoires

recueilli des signatures pour un texte intituié « la Charte radicale ». Les pétitionnaires s'engagent à ne pas se rendre acheter des produits fabriqués dans les

A l'université de Tel-Aviv, on a

A Jérusalem, un groupe de photogra-

Longue est la liste des appeis. Mais la mise en garde de cent cinquante-sept psychologues et psychiatres a particulièrement retenn l'attention. Elle alerte les Israéliens contre « les dangers d'une occupation permanente qui cor-rompt et rend malade notre société » et contre les effets néfastes de la répression sur les soldats (13). préavis et pour une période limitée. Un écrivain, Yehonatan Guesen, a publié le récit d'un jeune soldat qui

pendant cinq jours s'est trouvé à Gaza. Les quatre premiers jours, par différentes ruses, il avait réussi à ne pas participer à des actes de matraquag mais «le cinquième jour, moi aussi j'ai frappé (14) ». Un autre soldat : «La nuit, lorsque je suit au itt, les images me reviennent. Je me vois avec une matroque, frappant un enfant. Il m'est difficile de m'endormir (...) Je ne comprends pas comment ou peut nous demander de faire de telles choses. > « Il y a dans notre unité de nouveaux immigrants qui regrettent d'être venus en Israël (15) », déclare « Vous massacrez l'âme de notre

implantations israéliennes des terri-

toires occupés..

jeunesse », a lancé à M. Rabin M= Timna Ophir, de Guivat-Halm, lors d'une reacontre du ministre de la défense avec les secrétaires des kibboutzim du parti travailliste. « Chaque jour qui passe, m'a dit mon fils qui sert là-bas, un plus grand nombre de soldats est poussé vers la droite et l'extrémisme. » Un autre participant a déclaré : « Un jeune homme qui a les os ne sera plus jamais le même. »

#### Les embarras de l'armée

E mouvement des officiers et des L soldats Yesh Gyoul (< Il y a une limite > >), très actif durant la guerre de 1982 - 150 de ses membres avaient été condamnés à différentes peines pour refus de servir au Liban - a repris ses activités. En janvier, cent soixante officiers et soldats ont signé un appel intitulé « Arrêtons la répression » dans lequel ils s'engageaient à ne pas servir en Cisjordanie et à Gaza. Quelques-una d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme. Lors d'une conférence de presse de Yesh Gvoul,

un sergent parachutiste a déclaré qu'aller en prison « n'était pas terri-ble », surtout en comparaison avec le prix payé par les Palestiniens. Au cours des deux grandes manifestations du 13 février 1988, à Hatfa et à Jérusalem, les orateurs ont appelé les soldats à ne pas obéir aux ordres illégaux de leurs chefs. Conseiller juridique du gouvernement, le général Amnon Strashmon, a rappelé aux soldats le devoir de désobéssance face à un ordre illégal.

Le commandement israélien se trouve confronté à trois graves problèmes. Toutes les méthodes utilisées pour venir à bout des insurgés se sont



d'élite ont dû être annulées. Si on ne connaît pas, du fait de la censure, le nombre d'hommes servant, aujourd'hui, dans les territoires occupés, on sait qu'il n'a jamais été aussi élevé. Beaucoup de réservistes, qui avaient déjà accompli leurs périodes - généralement un mois par an, - ont reçu le fameux appel numéro huit, destiné à la mobilisation sans

Jamais, depuis la guerre de 1967, Israël n'avait été confronté de manière aussi dramatique au problème palestinien. Or les deux grands blocs politiques qui forment le gouvernement d'union nationale sont incapables de présenter une seule idée nouvelle. Le Likoud reste attaché à ses multiples « non » et ressort de ses tiroirs le projet mort-né d'autonomie palestinienne prévu par les accords de Camp David et que rejettent même l'Egypte et la Jordanie (voir l'article d'Alain Gresh, page 19). Pour qu'il n'y ait pas d'ambigulté, M. Shamir martèle : « Israël ne renoncera jamais à une partie de la Cisjordanie et de Gaza et exigera la

souveraineté sur l'ensemble du territoire de la « Palestine historique - Le premier ministre craint ausi l'inimative américaine, pourtant fondée sur les accords de Camp David. Quant aux travaillistes, tout en applaudissant aux exploits de leur ministre de la défense dans les territoires occupés, ils révent d'une paix séparée avec la Jordanie. Les deux blocs refusent d'accorder un rôle quelconque à l'OLP.

An cas où l'équilibre parlementaire serait maintenu à l'issue des prochaines élections législatives de novembre, M. Rabin, dont les performances sont aussi saluées par le Likoud, pourrait ètre le candidat commun an poste de premier ministre. Plus que tout autre, le ministre de la défense symbolise aujourd'hui le Parti travailliste; ce qui sans doute explique la proposition de M. Bruno Kreisky, d'expulser ce parti de l'Internationale socialiste en raison de sa responsabilité dans la répression contre les Palestiniens des territoires оссирея,

En fait. Israël manque d'un dirigeant clairvoyant capable de dire franchement à son peuple des vérités que celui-ci préfère ignorer - avant tout, que la force ne peut résoudre le conflit Israelo-palestinien - et d'engager le pays dans la voie d'un compromis historique. L'absence d'un tel leader est aujourd'hui une grande tragédie.

#### AMNON KAPELIOUK.

(5) Yedioth Aharonoth, 25 décembre 1987.

(6) Davar, 4 février 1988,

(7) Amnon Kapeliouk, «Le cri étouffé des lestiniens», le Monde diplomatique, jan-VI 1908.

(8) La voix d'Israël (radio nationale), 5 février 1988. (9) International Herald Tribune, 22 janvier 1988.

(10) Jerusalem Post, 5 février 1988. (11) Yedioth Aharonoth, 10 janvier 1988.

(12) Davar, 5 février 1988.

(13) Hadachot, 5 février 1988.

(14) Maariv, 5 février 1988. (15) Maariv, 29 janvier 1988.

(16) Hearetz, 5 janvier 1988. (17) Davar, 10 février 1988.

(18) Haaretz, 6 janvior 1988.

#### UN MÉDECIN ISRAÉLIEN

#### « J'essaierai d'oublier... »

Le journel Yedioth Abaronoth, de Tel-Aviv, rapportuit dans son édi-tion du 15 février 1988 les propos d'un Israélien venant d'effectuer sa période militaire comme médecin dans le centre de détention d'Ansar-2,

J'ai toujours terminé ma période militaire annuelle avec le dos cassé. Cette fois-oi, c'est avec une âme brisée que je l'achève. Ce furent les trois semaines les plus

Je suis originaire d'Europe et j'ai entendu mes parents raconter ce qu'ils avaient subi là-bes, lors de la seconde guerrre mondiale. Je n'avais jamais imaginé, même pes dans mes rêves les plus sombres, que nous, les juifs, puissions faire à un autre peuple ce que les Allemands nous ont fait. Nous ne construisons pes de chambres à gaz et nous n'avons pas un système organisé d'extermination. Mais nous ne s pas loin de là...

Les bastonnades, les humiliations. Je les ai vos [les Palestiniens] lorsqu'ils sont arrivés ches moi trempés, pleins de boue, couverts de coups, avec les mains liées et les yeux bandés. J'ai vu les traces du matraquage sur les mains, les jambes, le dos et même sur la tête. Les soldats ont appris à donner des coupe secs qui causent de profondes douleurs et laissent des traces, mais qui ne sont pes fatals (...). La plupart de coux qui arrivent au camp sont battus (...). Celui qui arrivait avec la main cassée, je ne pouvais le recevoir ; Ansar-2 n'est pes un hôpital, mais un centre d'interne-

Je suis content de quitter ce lieu (...). Je me rappelle : les premiers jours furent très difficiles pour moi, surtout la nuit. Je me réveilleis dans un état de malaise, nars. Petit à petit, j'ai commencé à refouler. Maintenant, j'essaierai



U fil des jours, depuis le 8 décembre, la presse et la télévision ont présenté les formes les plus choquantes de la répression du soulèvement dans les territoires occupés. Sonia Dayan, Paul Kessler et Jacques Parisi se sont rendus en Cisjordanie et à Gaza. Ils racontent ci-dessous les scènes de brutalité auxquelles eux-mêmes ont assisté, et rapportent les témoignages directs qu'ils ont recuelllis. Mais, malgré sa rigueur et ses abus, cette répression n'a pas réduit la ténacité des Palestiniens. Leur résistance révèle un sens de l'organisation et de l'unité qui désormais pose un réel problème à l'occupant israélien et réduit à néant toute velléité d'en revenir à la solution illusoire de l'autonomie.

Per SONIA DAYAN, PAUL KESSLER et JACQUES PARISI \*

Notre visite en Israël et dans les tarritoires occupés, du 10 au 20 janvier 1988, a fait suite à cinq missions antérieures, effectuées entre 1984 et 1987 dans le cadre des activités du Centre de coopération avec l'université de BirZeit (1). Cette fois, nous allions nous trouver devant une situation radicalement transformée par la «révolution des pierres» qui avait éclaté un mois plus tôt et fait tache d'huile dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

En arrivant à Jérusalem, nous pouvions aussitôt constater que l'atmosphère avait changé. A Jérusalem-Est, aucune boutique n'était ouverte. Dans les territoires, une opération « villes mortes » avait été déclenchée pour une période de trois jours : non seulement la grève des commerçants était totale, mais presque aucune voiture n'y circulait. Notre premier souci fut de nous informer du sort des prisonniers.

Avant décembre 1987, il y avait déjà dans les prisons israéliennes un effectif à peu près permanent de 4 250 détenus politiques palestiniens. A la mi-janvier 1988, il y en avait environ 1 500 de plus. D'après les informations que nous avons pu recueillir, ceux-ci avaient été répartis approximativement comme suit : 720 dans la prison d'Atiit, en Israël (près de Ha?fa) ; 440 à « Ansar II », camp de tentes installé à Gazs depuis un an : 150 à Dhaharya, centre de détention récemment mis en place près d'Hébron ; 100 dans un centre de détention, également de création récente, situé près de Tulkarem.

Pour rencontrer des prisonniers récemment libérés, nous nous rendimes à Bethléem. C'était le 14 janvier, jour

\* Respectivement maître de conférence à l'université Paris-VII et physiciens au Collège de France.

où la grève générale était suspendue pour permettre aux habitants de faire leurs achais. Nous devious rencontrer Nejib, un jeune journaliste qui vensit d'être libéré de Dhaharya. Il nous conduisit à son bureau, où nous attendaient deux autres jennes gens : Ziad, ancien membre du conseil étudiant de l'université de Bethléem, et Hamid. Tous trois étaient originaires du camp de réfugiés de Deheishe. Ils avaient fait à maintes reprises l'expérience de la prison: Nejib dix fois, Ziad cinq fois, Hamid deux fois. C'est ce dernier (âgé de vingt et un ans) qui allait nous faire le récit le plus long et le plus détaillé; les remarques de ses camarades montrèrent bien qu'il s'agissait là

d'une expérience commune. Voici ce

qu'il nous raconta.

Il fut arrêté le 22 décembre dernier. Des soldats firent irruption dans sa maison et l'emmenèrent avec d'autres au quartier général de l'armée, à Bethléem. Les coups commencèrent à pleuvoir pendant le trajet en car. An quartier général, il fut enfermé dans un enclos pendant vingt-quatre houres. Cinq enfants de moins de treize ans se trouvaient là également : ils ne recurent pour toute nourriture que du pain et du yaourt, et cela une seule fois en -cuatre heures. Les adultes de plus de quinze ans n'eurent rien à manger. Ils ne purent se rendre aux toilettes; s'ils en demandaient l'autorisation, on leur répondait : « Faites dans votre culotte», un officier ajoutant même le commentaire suivant : « Votre mère vous a appris à être propres. mais moi j'ai davantage d'autorité

Au bout de ces vingt-quatre heures, Hamid dut monter, avec cinquantecinq autres prisonniers, dans un car destiné à les conduire au centre de détention. Tous portaient des menottes très serrées, tendant à se res-serrer encore davantage lorsque le prisonnier tentait de bouger. Leurs yeux étaient bandes. Il leur était interdit de parler, de fumer, Pendant le trajet, ils requrent des coups à plusieurs reprises. A l'arrivée à Hébron, ils furent à nouveau frappés (gifles, coups de pied, coups de bâton). A l'entrée du centre de détention, on les fit déshabiller pour les faire pénétrer dans la salle d'« examen médical ». En fait d'examen, selon Hamid, il s'agissait seulement de jeter un coup d'œil sur les prisonniers pour voir s'ils ne présentaient pas de traces de maladie infectiense. Quand les médecins constatent des traces de coupa, nous dirent nos interlocuteurs, ils se contentent de conseiller une prolongation du temps de détention, afin que ces traces aient dispara à la sortie de

Les prisonniers ne requrent leur premier repas que le soir de leur arrivée à Dhaharya, soit quarante-huit heures après leur arrestation. On les fit ensuite veiller jusqu'à 2 h 30 du matin. Ils furent entassés à cent cinquante-trois dans une cellule d'environ 100 mètres carrés (tous les lieux de détention sont, en effet, surpeuplés: une ceilule de 20 mètres carrés peut coutenir une cinquantaine de détenns).

Les interrogatoires, nous dit Hamid, ont lieu à partir du troisième jour. Pour y conduire le détenu, on lui recouvre la tête d'un sac à l'odeur parfois répugnante, portant des traces de vomi, de sang, etc. On lui lie les mains et on le tire « comme un âne ». Puis il attend. Pendant cette attente, dont Hamid nous dit qu'elle peut durer six, douze,



voire vingt-quatre beures, le prisonnier est obligé de rester debout sans bouger, sinon il est matraqué. Il ne reçoit ni nourriture ni boisson. Il n'a pas le droit de se rendre aux WC. Les manvais traitements sont subis hors de la salle d'interrogation. L'interrogatoire luimême a pour objet de faire avouer au prisonnier qu'il a jeté des pierres ou s'est rendu coupable d'incitation à manifester. Cet interrogatoire est souvent ponctué de cris, de hurlements, d'insultes, de menaces. Il vise à obtenir que le prisonnier appose ses empreintes digitales au bas d'une déposition rédigée d'avance, écrite en hébreu, et dont il ignore le contenu. Certains Palestiniens, sous l'effet de la peur, acceptent d'« avoner ». Hamid fut lui-même interrogé trois fois.

La complicité des médecins?

E NTRE deux interrogatoires, les prisonniers sont reconduits dans une
cellule, rarement la même. D'une cellule à l'autre, les conditions de vie sont
les mêmes: mauvaise nourriture, pen
de sommeil: les matelas devant rester
empilés dans la journée, les prisonniers
ne disposent que de quelques brèves
heures pour dormir (guère plus de trois
heures, nous dit Hamid). Ils n'ont le
droit de se rendre aux toilettes qu'une
fois par jour et durant cinq minutes. Le
reste du temps, ils doivent faire leurs
besoins dans un seau placé au milieu de

la pièce, devant lequel ils ont tendu une couverture; il n'est pas rare que ce seau déborde sur le plancher. Les maladies sont fréquentes (rhumes et grippes en hiver) parmi les détenus, maix ceuxci ne reçoivent pas de soins médicanx. Même ceux qui devraient subir une intervention chirurgicale n'en ont pas la possibilité. Nos interlocuteurs ne sont pas loin d'affirmer l'existence d'une complicité de fait eatre médecins des prisons et militaires en charge de ces prisons.

Hamid était fier d'avoir résisté à l'interrogatoire et de n'avoir rien avoné. Il avait finalement été libéré au bout de quatorze jours. Tout comme ses camarades, il s'attendait à être à nouveau arrêté un jour ou l'autre. Le récit douloureux qu'il nous faisait devait l'aider, nous expliqua-t-il, à se préparer à une nouveile expérience du même nouveile expérience du même

L'avocat Mazen Qupti, de Jérusalem, que nous rencontrâmes queiques jours plus tard, nous fit part de deux cas d'usage de chocs électriques à l'encontre de prisonniers, qui s'étaient produits à la prison de Fara'a (3).

Comme tous les témoins de la « révolution des pierres », nous nous sommes posé la question du sens et des objectifs de ce mouvement. Des tracts diffusés à Ramalish au début du mois de janvier nous ont apporté des éléments de réponse. Tous portaient la signature des « Forces nationales de Ramallah ». Certains se limitaient à des slogans politiques généraux : « Vive le soulèvement de notre peuple », « Vive l'Etat

(1) Yoir le Monde diplomatique de juillet 1984, avril 1985 et avril 1987.

(2) Sur les conditions de détention à Fara's, voir notre article dans le Monde diplomatique d'avril 1985.

(3) Au cours de ces dernières années, il semble que ce type de traitement n'ait été que rarement utilisé dans les prisons israéliemes, excepté à Khiam et dans les autres centres de détention de la « zone de sécurité » du sud du Liban (voir notre article dans le Monde diplomatique d'avril 1986).

#### UNITÉ ET NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION

# Les comités populaires palestiniens

DRAPEAU PALESTINIEN ET PORTRAITS DE M. ARAFAT

COUS n'avons d'autre choix, déclarait M. Itz-hak Rabin, ministre de la désense, que de réprimer les émeutes; les Palestiniens se fatigueront les premiers (1). »

Le 8 mars, le soulèvement des territoires occupés (Intifada, disent les Palestiniens) entrera dans son quatrième mois. Il est clair aujourd'hui qu'il a donné naissance à dea formes d'organisation originales contribuant à resserrer l'unité.

Dans chaque village, même le plus éloigné, des comités populaires locaux se sont mis en place. Dans certaines localités excentrées, les habitants ont fermé les voies d'accès, refusé d'aller travailler en Israël et proclamé leur village « zone palestinienne autonome ». Tel fut le cas à Deir-El-Ghoussoun, près de Tulkarem, un village de quatre mille habitants, qui devait finalement être investi par l'armée le 12 février.

La révolte n'a pas épargné, on le voit, la partie arabe de l'érusalem, amezée le 29 juin 1967; le maire israélien a da reconnaître que, dans la ville « réunifiée », la fameuse « coexistence » entre les deux communautés — tant vantée par la propagande — était « morte ». Jérusalem-Est est maintenant traitée par les forces d'occupation avec la même rigueur que le roste de la Cisjordanie.

A deux reprises déjà, dans les territoires occupés, le mouvement national s'était doté de directions; le Front national palestinien (dissous en 1972) et le Comité d'orientation nationale (dissons en 1982), dont les membres

sons en 1982), dont les membres étaient commus de tous. Anjourd'hui le commandement national suifié, composé de jeunes, opère dans la clandestinité la plus totale. Son suronité s'emerce sur toutes les couches de la population de l'« intérieur », et il agit en coordination avec l'Organisation de libération de la Palestine. Ses mots d'ordre sont transmis au moyen de tracts ronéotypés ou imprimés par ordinateur — distribués à des dizaines de milliers d'exemplaires — ainsi que par les haut-narleurs des mossonées.

parleurs des mosquées.

Les comités décident le déclenchement des grèves, fixent les heures d'ouverture et de fermeture des maga-

sins, organisent l'aide aux familles victimes de la répression. Des volontaires collectent auprès des commerçants des dons en espèces et en marchandises, « Lors du dernier couvre-feu, raconte Hussein Khalil, père d'une famille nombreuse, vivant dans le camp de réfugiés de Kalandia près de Racondlah, je trouvais chaque jour, à ma porte, un paquet contenant du lait en poudre pour bébé, des bottes de sardines, des morceaux de viande, du

sucre et du thé. Je suis sûr que le comité populaire local est derrière cette aide. « Un joune du même camp, Moussa, explique comment « durant le couvre-feu, nous avons réussi, la mult, à apporter de la nourriture qui a été distribuée aux personnes nécessiteuses à l'insu des soldats israéliens ». Les comités veillent aussi à ce que les pertes des commerçants soient compensées : ceux-ci sont exemptés de loyers tant que dure la grève.

#### L'épouvantail du khomeinisme

L'APPEL des comités incitant au refus du travail en Israel a reçu un large écho, malgré le sacrifice dou-loureux que ce boycottage représente pour les ouvriers palestinieus; mais les dégâts infligés à l'économie israélienne sont aussi considérables. Durant les manifestations, médecins et pharmaciens sont mobilisés; des ordres très stricts interdisent l'usage des armes à feu, alors même que la population en possède. Toutefois des tracts signés du commandement national anifié indiquent — et c'est leur titre — « Comment préparer des cocktails Molotow».

L'unité entre les différentes fractions palestiniennes est, jusqu'à ce jour, exemplaire. Les tentatives des porteparole israéliens de brandir la menace d'un «khomeinisme palestinien» out échoué. L'influence des islamistes reste limitée et leur rôle est bien différent de celui de leurs homologues iraniems, libanais ou égyptiens. Des tracts suspocts signés « la résistance musulmane» appelant les commerçants à arrêter la grève « pour se responer » et les ouvriers à reprendre le travail en Israél « pour se préparer à la prochaine étape de la lutte » étaient le plus souvent considérés comme une fabrication des services de renseignement israéliens.

Les femmes jouent un rôle important dans tous les comités locaux où elles siègent aux côtés des représentants des diverses forces politiques (Fath, Front populaire pour la libération de la Palestine, Front démocratique pour la libération de la Palestine, Parti communiste, courant islamiste) ou sociales (étudiants). Dans les tracts du commandement national, elles sont constamment appelées à participer au mouvement, la main dans la main avec leurs maris, leurs frères, leurs enfants.

Les divergences entre les différentes organisations ent été gommées par la lutte commune; les deux stations de radio qui émettent en direction des territoires occupés, celle de l'OLP à Bagdad, celle des pro-Syriens à Damas, ent, dans l'ensemble et malgré quelques polémiques, des mots d'ordre convergents : intensifier la résistance et boycotter les produits israéliens. Si toutes les incitations de ces émissions étaient misse en œuvre, ce serait un « enfer », reconnaissait récemment M. Rabin.

Les éléments projordaniens euxmêmes parient un langage semblable à celui de M. Yasser Arafat; aucune divergence sérieuse ne sépare plus les thèses du quotidien de Jérusalem-Est An-Nahar, financé par Amman, de celles des journaux considérés comme porte-parole de l'OLP. Plusieurs conseillers municipaux désignés par les Israéliens, à Ramallah, à El-Bireh ou ailleurs, ont démissionné. Les lignes de village, créées à la fin des années 70 par l'occupant et engagées dans une politique de collaboration, se sont effondrées. M. Jamil el-Amleh, dirigeant de la Ligue d'Hébron, la plus importante, a dissous son organisation. Jadis virulent à l'égard de l'OLP et de ses dirigeants, M. El-Amleh a déclaré. que son organisation ne pouvait fonctionner dans la situation actuelle (2) et il a critiqué Israël pour son intransigeance et son refus de négocier avec l'organisation de M. Arafat. Même les notables, partie intégrante du paysage politique, ont disparu de la scène

La répression israélienne a donc réussi à souder encore plus la population des territoires occupés autour de l'OLP. M. Rabin a bien lancé une proposition à l'adresse des dirigeants locaux de l'insurrection, pour les inciter à négocier avec Israël une fois le calme revenu. Il n'a jamais reça de réponse. Pourquoi? L'explication a été fournie par le général Schouel Goren, coordinateur, auprès du ministère de la défense, des activités dans les territoires occupés : « Personne [parmi ces responsables palestiniens] n'est prêt à entrer en négociation. Tous disent que leur leadership est l'OLP (3).»

AMNON KAPELIOUE

(1) Haaretz, 8 février 1988.

(2) Haaretz, 7 février 1988.
 (3) Yeddoth Altaromoth, 15 février 1988.

JANICO JA

interested attention of the tension of the tension

re manifest Lev by tackets.

igner, penginang Kama ita Assert

grati inan exeminie. A Priparel

lance, on they common while

tre ter mur mir bu emt desempifer

WAPROJET MORT-IN

LA CONOCETE BIR

Es accordo-cadres de Camp forma de verers. L'un, éspanda para para para la Camp forma 1973 à la para antre la Camp forma 1973 à la para antre la Camp forma 1973 à la para antre la Camp forma les Parestragars. Co desentante de composite de similar de composite de similar de composite de similar de composite de compos

Para une intre d'éclampesseure.

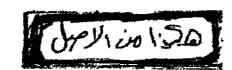
ECCC3 de ce derrier pous qu'été.

Allur c. figurat la mantage e Présente.

En clar, que M. Bagle de l'étérante.

Le lette des accords, qui tals l'étérante.

et le projet concentient de la concentient de la



# A PLUS LONGU



Hamid était fier d'avoir risisé Hanno etatt net d'avoir resset l'inferrogatoire et de n'avoir ries and Et avait finalement été libéré at bu de quatorze jours. Tout comme a be camarades, il s'attendait à être i m word arrete un jour ou l'autre. Le foi doulourenz qu'il nous faisait des Paider, nous expliqua-t-il, à se printe

L'avocas Mazen Qupti, de lens. lean, que nous rencontrames quebes cas d'esage de choes électrique l' produks à la prison de Fara's (3), Comme tous les témoins de la . rès

sides des pierres . nous nous sonne posé la question du sens et des objents de en exercement. Des traces diffushi mellen au début du mois de jame tous cet apporté des éléments de me. Tous pertaient la signatur Porces nationales de Ramalai. se limitaient à des sions généraux : « Vive le soulèn-motre peuple », « Vive l'Em

Welle le Monde deplematique de julie 1987, soul 1985 et avril 1987. 

An coera de ces demaires amin, i t des or type de tratement s'au étique attitut dans les prisons israélie the state of day les autres centre à The frais pour prisie dam le Monte apie

Las éléments projordaniens ensinflues parient un langage semblable i while do M. Yasser Arufat; aucunt Mengence sérieuse ne sépare plus le Andrew finance par Amman de porte-parole de l'OLP. Plusient mellers municipaux désignés par le Remallah, à El-Burb of Maren, par démissionne Les lignes de me, ereces à la fin des années 70 l'occupant et engagées dans une Militare de collaboration, se son de la Ligue d'Hébron, la plus de l'OLP et d'et d'END e Melacents, M. El-Arnich a déclare organisation ne pouvan into ler dans le situation actuelle (2) si A Critique Israel pour son intranet son refus de négocier avec Constitucion de M. Arafat. Même la metidae, partie intégrante du paysis ne, ont disparu de la scène.

is repression israélienne a dost Se territoires occupés autour de M. Rabin a bien lancé une pro-Poster à l'adresse des dirigents alencier avec Israel une fois k severe. Il n'a jamais repl Be. Fourquoi? L'explication s'est per le général Schouel Gord. er anprès du ministère de la forme, des activités dans les les necessaries : "Personne [parmi est The interception. Tous disent que w Indeethip est l'OLP (3).

AMMON KAPELIOUK

Manuelle, & Horier 1988. rate, 7 Service 1988. Post otherweek, 15 levier 1988.

#### DES RÉVOLTES

# et à Gaza

national palestinien indépendant », . Vive l'OLP, seul représentant légitime de notre peuple ». D'autres. cependant, avaient un contenu plus concret. Ils appelaient à la grève générale, ainsi qu'à jeter des pierres contre l'occupant, à brûler des pueus pour barrer les routes et à hisser le drapeau palestinien « en haut des minarets et des églises, sur les terrasses des maisons et sur les cables électriques ». Ils posaient comme exigences : l'arrêt de la politique de la « poigne de fer », la fermeture des camps de détention et la libération immédiate de tous les habitants emprisonnés à la suite des derniers événements, le remplacement des conseils locaux actuels (mis en place par l'occupant) par des « conseils municipaux et villageois élus démocratiquement », la suppression de la taxe additionnelle imposée aux commercants palestiniens, etc. Bref, « la fin de l'ingérence des autorités d'occupation dans les affaires intérieures Nous nous rendîmes à Gaza le

samedi 16 janvier. Arrivés dans la ville, nous fûmes des l'abord saisis d'une impression de misère, de détresse et de délabrement qui nous faisait apparaître Gaza comme un univers totalement différent non sculement des régions voisines, du sud d'Israël que nous venions de traverser, mais encore des territoires occupés de Cisjordanie. Il pleuvait ce jour-là, et la chaussé dépourvue de caniveaux, était couverte d'énormes flaques d'eau. Toutes les boutiques étaient fermées. Il y avait pen de monde dans les rues, et très peu de voitures. On rencontrait des groupes de soldats, notamment aux abords des camps de réfugiés et devant le principal hôpital (Shifa). La ville allait s'animer par endroits à 17 heures, lorsque, an moment de la levée temporaire du couvre-feu imposé aux camps, la population de Gaza venait apporter des vivres aux habitants de ceux-cl. Il n'y ent pas, ce jour-là, de manifestations.

La simation sanitaire est également très mauvaise. Les bulldozers de l'armée, pénétrant dans les camps, brisent parfois les canalisations et les égours (par exemple, à Nuseirat). Il arrive aussi que les cloisons et les toitures des maisons solent détériorées par l'armée, qui fréquemment n'hésite pas à se livrer à des actes de vandalisme au moment des arrestations. Un dispensaire du Croissant-Rouge, situé en bordure d'un camp, a été sermé, et son personnel expulsé. Malgré l'interruption (délibérée) de sa ligne téléphonique, M. Hayder Abd El Shafi, président du Croissant-Rouge de Gaza, qui nous relata ces faits, est intervenu auprès des autorités israéliennes, mais en vain. L'armée a continué à interdire l'accès de la clinique, empêchant l'ambulance de circuler, brutalisant et blessant un membre du personnel.

Nous pûmes visiter un petit hôpital regroupant quelques dizaines de blessés, victimes des événements récents. Aussitôt après notre arrivée, on nous conduisit vers les salles du rezde-chaussée, réservées aux hommes. Nous visitâmes deux de ces trois salles, pouvant accueillir chacune une quinzaine de personnes. Un dîner était sur le point d'être servi. On notait la présence d'amis et de parents des personnes hospitalisées. Nous vîmes de orès huit blessés, âgés pour la plupart de vingt à vingt-cinq ans. Six d'entre eux avaient été blessés par balles, généralement aux jambes

Un septième, âgé de dix-sept ans, retint plus particulièrement notre attention. Le père et le frère de ce jeune homme nous racontèrent ce qui s'était passé. Cinq jours auparavant, le garçon avait été blessé au niveau de la cheville droite au cours d'une manifestation. Il pouvait néanmoins, à ce moment, bouger son pied. Il fut admis une première fois à l'hôpital. Trois jours après (4), il rentra au camp de réfugiés où il habite. Le jour même, les militaires forcèrent la porte de son domicile, alors que ses parents, son frère aîné et la femme de ce dernier étaient présents. Le trouvant allongé sur son lit, les soldats se mirent à le frapper, ainsi que les membres de sa famille qui tentaient de s'interposer. A la suite de cet incident, sa belle-sœur, enceinte, perdit son bébé, et son père ent deux dents cassées par un coup de crosse de fusil. Voulant questionner le blessé, les militaires lui enlevèrent son bandage et se mirent à lui tordre la cheville; il perdit alors connaissance. Ils lui enfoncèrent ensuite des aiguilles dans les pieds et les mains, probablement pour vérifier s'il ne feignait pas l'évanouissement. Lorsque nous le vîmes, il avait effectivement les pieds et les mains très enflés, portant de nombreuses traces de piqures d'aiguille. Par ailleurs, il ne sentait plus sa jambe droite et avait perdu l'usage du pied droit. Fortement traumatisé, il devait être incessamment envoyé dans un ser-

#### Jeter les manifestants à la mer

ON nous dirigea ensuite vers le premier étage, réservé aux femmes. Au bas de l'escalier, nous rencontrâmes une infirmière qui nous raconta que la femme enceinte que l'on voulait nous montrer (elle avait été admise à l'hôpital après avoir inhalé des gaz lacrymogènes) avait avorté (5) et venait de rentrer chez elle. An même moment arriva une autre infirmière qui revenait d'un camp de réfugiés. Elle nous fit part d'un incident récent qui lui avait été rapporté par les habitants du camp. Une nuit, ceux-ci avaient été réveillés par les soldats. Tous les hommes âgés de plus de seize ans avaient été amenés sur la plage. Les plus jeunes, de seize à vingt-quatre ans, avaient été placés

tout près du bord de mer, les plus âgés étant rangés un peu plus loin derrière eux. Les militaires les avaient harangués et avaient menacé de les jeter à la mer le lendemain s'ils recommençaient à manifester. Puis ils les avaient forcés

vice psychiatrique.

à mandire M. Arafat. En nous rendant à Gaza, nous nous étions vu d'abord interdire l'accès de la zone par les militaires qui gardaient le poste de contrôle d'Erès. Ce ne fut qu'au bout d'une heure de tractations que nous fîlmes finalement autorisés à poursuivre notre route. A notre retour, à ce même poste, le soldat qui contrôls notre taxi nous expliqua que l'on avait eu tort de nous laisser passer le matin, la zone de Gaza étant fermée aux personnes extérieures, à l'exception des journalistes munis d'un laissez-passer spécial.

> SOMA DAYAN. PAUL KESSLER at JACQUES PARISI

(4) A l'hôpital, un séjour limité à trois jours semble être la règle, vu le manque de place et le nombre grandissant de blessés qui demandent à être admis.

(5) Nos interiocuteurs palestiniens ont succoup insisté sur l'effet nocif de certains suffocation et provoqueraient des avorte-ments. Il aemble en effet que le nombre de fausses couches ait augmenté, surtout chez les nmes enceintes de trois ou quatre mois, à la suite des récents événements. Il est évidemment difficile, pour ce qui concerne ces acci-dents de grossesse, de faire la part des causes denis de grossesse, de l'aire la part des causes psychologiques et physiologiques. En ce qui concerne des gaz, signalons que l'on nous a montré une cartouche, ramassée par les habi-tants sur le théâtre des affrontements au cours de la deuxième semaine de janvier, et qui por-tait l'inscription « Made in USA... 1988 »; l'inscription spécifiait en outre que le gas contenu à l'intérieur était très dangereux et ne devait pas être utilisé dans une enceinta fer-



LA CONQUETE DE JÉRUSALEM-EST, EN JUIN 1967 Une emberie qui n'a plus cours

#### UN PROJET MORT-NË

#### L'autonomie selon les accords de Camp David

ES accords-cadres de Camp David de 1978 comprenaient deux volets. L'un, égypto-israélien, devait aboutir en mars 1979 à le paix entre Le Caire et Jérusalem ; l'autre concerneit les Palestiniens. Ce deuxième texte stipule que, pen-dant une période transitoire de cinq ans, sera accordée « une pleine autonomie aux populations » de Cisjordanie et de Gaza. De plus, « le gouvernement militaire israélien et l'administration élienne casseront d'exercer leurs fonctions dès qu'une autorité autonome aura été librement étue par les habitants de ces régions ». « L'Egypte, israél et la Jordanie se mettront d'accord sur les modelités d'établissement d'une autorité autod'accord sur les modalités d'établissement d'une autorité auto-nome élue... » Des Palestiniens des territoires occupés pourront s'imágrer à des délégations arabes, à condition que toutes les parties, y compris Israel, soient d'accord. Dès l'élection, cartaines forces armées israéliennes se retireront des territoires occupés, d'autres se redéploieront.

Enfin, dans les trois ans suivant l'ouverture de la période transitoire, des négociations seront entamées sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Le règlement doit prendre en compte « les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes

Dans une lettre d'éclaircissement à M. Begin, jointe au traité, M. James Carter, alors président des Etats-Unis, précisait à propos de ce dernier point qu'il avait bien été informé que, partout où figurait la mention « Palestinien » ou « peuple palestinien », le premier ministre israélien « comprenait : Arabes pales tiniens ». En clair, que M. Begin rejeteit l'existence du peuple

Le texte des accords, qui fait le silence sur Jérusalem, fut dénoncé par les pays arabes, l'OLP et les Palestiniens « de l'intérieur » ; et le projet concernant l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza resta sans suite. Non seulement la Jordanie refuit de s'associer aux négociations, mais l'accélération, dès 1979, de la colonisation israélienne des territoires occupés isait l'esprit, sinon la lettre, des accords.

Les interminables négociations entre Le Caire et Jérusalem ne pourront aboutir à une définition des pouvoirs de la future autorité autonome palestinienne. Le président Sadate, peu suspect d'extrémisme, devra renoncer après que le Parlement israélien ait confirmé, en mai 1980, le statut de Jérusalem « réunifiée » comme capitale éternelle de l'État juif. La reprise des pourpar-

lers, en octobre 1980, sera sans lendemain. Les raisons de l'échec tiennent à une évidence : toute élection libre en Cisjordanie et à Gaza ne peut aboutir qu'à une victoire des partisans de l'OLP. Les élections municipales de 1976 ent amplement démontré. Dans ces conditions, la vision israélienne des « pouvoirs » de la future autorité élue est bien étroite. L'Etat israélien devait, suivant M. Begin, alors premier ministre, continuer à contrôler la sécurité intérieure, l'ensemble des terres domaniales et la distribution de l'eau ; les colons et les colonies ne dépendraient que de lui ; il superviserait également les postes, les télécommunications, les exportations et les importations, les voyages vers les pays arabes, les transferts de fonds... Enfin, à l'issue des cinq années de transition, Israël ferait valoir sa souveraineté sur le Cisjordanie et sur Gaza.

A PRÈS l'échec des négociations sur l'autonomie, Israël ne renonce à aucun de ses objectifs. Au printemps 1982, le nement installe dans les territoires occupés une « administration civile », démet les maires élus et réprime vigoureusement - une trentaine de morts - la contestation palestini Le programme de colonisation s'intensifie : entre 1982 et 1987. le nombre des colons en Cisjordanie passe de 25 000 à 60 000.

Autourd'hui, toute relance de la formule d'« autonomie » conforme aux accords de Camp David semble illusoire. Aucun pays arabe n'accepte de s'y associer : l'Egypte elle-même a clairement affirmé son refus. De surcroît, il n'existe plus aucune force palestinienne sur laquelle Israël puisse s'appuyer (voir page 18 l'article d'Amnon Kapellouk). Enfin, le Likoud n'a pas renoncé à son objectif central : garder le contrôle de la Cisjorda-

#### POINT DE VUE

### La responsabilité de l'Occident

#### Par THIERRY HENTSCH .

A révolte palestinienne contre l'occupation et la répression qu'exerce l'Etat d'Israël depuis vingt ans à Gaza et en Cisjordanie incitent les Occidentaux à réflécher sur eux-mêmes. Que nous le voulions ou non, nous sommes profondément impliqués dans ce conflit.

Comme Occidentaux, nous participons d'une civilisation que son développement particulier a placée dans une position dominante par rapport à toutes les autres, au cours des deux derniers siècles, au moins. A la faveur de cette domina-tion, les puissances occidentales ont organisé le monde — certaines régions plus que d'autres — en fonction de leurs intérêts et de leurs conceptions. La Palestine fut, au début de ce siècle, l'un de ces lieux « privilégiés » : les intérêts de l'empire britannique se mariaient avec une vision anglo-saxonne et « protestante » d monde selon laquelle les juifs avaient un droit imprescriptible sur la Palestine.

Seule la puissance mythique des récits bibliques, à travers laquelle cette récion du monde était devenue Terre sainte aux veux de la chrétienté occidentale. expliquait qu'on pût vouloir y réinstaller les juifs après deux millénaires, tandis que, de l'autre côté de l'Atlantique, cette même civilisation blanche, anglosaxonne et protestante (1) achevait tranquillement de nier l'existence et les droits immédiats des autochtones d'Amérique du Nord, dans ce qui reste peutêtre le génocide le plus radical de l'histoire moderne.

Or, comme chacun sait, il se trouve que l'Occident a aussi sécrété l'amisémitisme, haine des juifs, dont les camps de concentration nazis représentent à ce jour un paroxysme froid dont nous n'avons pas encore véritablement creusé le sens. Plutôt que de réfléchir à ce que cet abîme signifiait, non seulement pour l'Allemagne mais pour la civilisation au cœur de laquelle il s'était ouvert, l'Occident, trop content de soulager sa mince conscience sur le dos d'un peuple colonisé, a cru pouvoir refermer cette faille abyssale en apportant son soutien matériel et moral à la création de l'Etat d'Israel. Un État - comme l'occupant britannique lui-même avait dû finir par l'admettre dans son Livre blanc de 1939 - dont l'existence, la consolidation et l'extension ne pouvaient se réaliser qu'au détriment des Arabes de Palestine, devenus les Palestiniens.

C'est ainsi que l'Occident a chargé ces demiers d'un fardeau - la question juive — qu'il avait été lui-même le premier à créer. Le courant expansionniste dominant en Israël a pu jouer de la culpabilité refoulée de l'Occident pour transformer peu à peu une occupation militaire (qui n'aurait dû servir que de monnais d'échange en vue d'une négociation de paix) en une annexion rampante qui, chaque jour, restreint davantage l'espace et les droits des populations palesti des territoires occupés. Vingt ans de cet étau qui se resserre, vingt ans de spolietion et de répression croissantes, peuvent bien pousser un peuple à bout !

A travers lerael, c'est l'Occident qui pèse ainsi de tout son poids sur le peu ple pelestinien — que cela plaise ou non. Il y a, dans cette civilisation qui est la nôtre, de belles idées, en particulier l'idée de la dignité de la personne. Mais parce que cetta « dignité » n'a pas encora réussi à descendre dans le monde et parce que cette « personne », en réalité, se limitait et se limite encore à l'homme occidental, cette civilisation a parallèlement produit un terrible principe d'exclusion. Sans doute oe principe ne ku est-il pas propre : toute civilisation tend d'une façon ou d'une autre à se définir en exclusion par rapport aux autres. Mais, dans les faits, l'exclusion occidentale a pris une force et une radicalité exceptionnelles, parce que la technique moderne a puissamment renforcé la conviction qu'avait l'Occident d'Incerner la raison universelle. L'extermination des autochtones d'Amérique, la « solution finale » de la question juive et son rejeton palastinien, l'enfermement des Noirs d'Afrique du Sud, toutes ces négations insensées procè dent du même alliage de la force technique aveugle avec l'universalisme exclueif

L ne s'agit pas de cuipabiliser vainement sur le passé, encore moins de rejeter I tout ce qu'il peut y avoir de beauté dans notre civilisation, mais plutôt, dans l'espoir de cette beauté même, de comprendre les racines et le sens profond de ce qui continue sous nos yeux, de cette négation toujours recommencée, ici ou ailleurs. Il s'agit de dire, à noue-mêmes d'abord, sux Israéllens ensuite, que nous n'an voulons plus. D'autant que cette négation, en l'espèce, n'atteint pas seule-ment les Palestiniens ; elle risque aussi de rejalilir sur les juifs eux-mêmes (en majorité non leraéllens). Israèl existe, et il ne s'agit pas de remettre en cause son existence. Il s'agit de voir que, par sa création, Israël n'a pas « régié » la question juive et ne peut prétendre le faire à lui seul. Quelle perte pour le monde s'il faileit réduire le judaïsme et la judaïcité (ou sentiment national julif) à l'Etat d'Israël et à ceux qui, dans cet Etat, ont pour principale ambition de l'agrandir à n'importe quel prix 1 Croire que cet agrandissement, à coup de meurtres et de déportations, puisse se faire dans l'intérêt des juifs du monde entier n'est œu'une dancereuse absurdité. Nous devons la combettre et, surtout, ne pas tolérer que nos dirigeants lui donnent la moindre caution, fassent preuve de la moindre indulgence envers une occupation dégradante que plus rien ne justifie, sinon la poursuite d'une chimère dévorante qui se nourrit de ce que notre civilisation porte en elle de

\* Auteur de l'Orient imaginaire, Les Editions de Minuit, Paris, 1988.

(1) White Anglo-Sexon Protestant (WASP).

#### DAOUD CONTRE GOLIATH

Jean-Paul Chagnollaud vient de participer à une mission d'enquête en Cisjordanie et à Gaza. Il définit les enjeux de la confrontation israélo-palestinienne, démonte les mécanismes de l'occupation, décrit la montée des antagonismes et examine les perspectives d'avenir.

#### MAROC:

LES MINISTRES AU CRIBLE

A partir de statistiques précises, Mustapha Sehimi dresse le profii des gouvernements chérifiens : origines régionales, formation culturelle, milieux socioprofessionnels, carrières politiques, classes d'âge...

#### EGYPTE:

BATAILLE POUR LE NIL

Hosni Moubarak est sur le fil du rasoir ; la sécheresse mine le fleuve-dieu. L'agriculture mais aussi l'industrie sont menacées. Les intégristes s'apprêtent à susciter des émeutes.

#### ALGER ENTRE PARIS

ET WASHINGTON

Ouels sont les impératifs majeurs qui guident les choix de l'équipe Chadli, en matière de coopération ?

#### **MARRAKECH JOYAU** DE LA COURONNE

Monuments merveilleux, parfoms capiteux, sons mélodieux, tissus moelleux, mets onctueux : la cité impériale, presque millénaire, est un régal pour tous les sens. Par Baul Balta. Reportage

> dons le numéro de mars 1988 d'Arables en vente en kiosones et en librairies.

78, rue Jouffroy 75017 Paris. Tel.: 46.22.34.14 Abonnement: 300 FF. Etudiants: 250 FF

PRÈS le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale et l'Italie, la France est à son tour confrontée à une très grave crise du cinéma. En 1987, le nombre de spectateurs a baissé de 20 %, et cinq cents salles ont fermé. Jamais, depuis son invention, en 1895, le cinéma n'avait comu pareilles hémorragies. Parallèlement, le nombre de films diffusés par les six chaînes de télévision a atteint, en 1987, le record de 1 260 (près de 25 par semaine). Faut-il pour autant rendre la seule télévision responsable de la crise ? Les choses sont plus complexes. L'audiovisuel - comme toutes les industries culturelles - connaît aujourd'hui de multiples bouleversements (technologiques, économiques, sociologiques), qui obligent à nuancer l'analyse. Et le récent «Rapport sur le cinéma» de M. Jean-François Court rappelle que, malgré tout, le cinéma français demeure «le second en importance du monde occidental». Après l'américain. Dans ces circonstances, Michel David explique les raisons profondes de la crise et propose des voies pour en sortir. Christian Zimmer, de son côté, constate une certaine obsolescence technologique du cinéma et se demande si, tout simplement, nous n'assistons pas à la mort d'un art.

Par MICHEL DAVID \*

Le paysage audiovisuel français s été, on le sait, fortement bouleversé depuis dix-huit mois. La loi du 30 septembre 1986, dite loi Léotard (1), sous la pression de certains agents économiques - en particulier les annonceurs et les régies publicitaires, a cherché à devancer une évolution technologique considérée comme inéluctable. Et une mutation des usages de la télévision, car différents équipements - dont le satellite de diffusion directe (2) vont proposer au téléspectateur un choix accru de canaux, ce qui, semblet-il, a rendu caduque la notion de

La loi a organisé le remplacement de la Haute Autorité de l'audiovisuel par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Cette dernière a sombré, par ses propres décisions, dans le discrédit. Tout cela a fait trop de bruit et a masqué, hélas !, la l'audiovisuel français. A commencer

Economiste

par l'avenir fort incertain du cinéma

L'exploitation cinématographique en France est en train de s'enfoncer dans une crise extrêmement grave, caractérisée par un nombre fort élevé de fermetures de salles, par la réduction du nombre de fauteuils disponibles (1 601 370 en 1977; 1 231 344 en 1987) (3) et, surtout, par le forte dimimution du nombre de spectateurs (4).

Les investissements dans la production baissent (- 11,64 % en 1986 par rapport à 1985), et le nombre de films produits a été inférieur en 1986 (134) à ce qu'il était en 1976 (156). Le cinéma français a perchi sa posi-

tion dominante dans les salles par rap-port aux films américains (5). En 1986, seulement 43,67 % des recettes des salles sont allées aux films français contre 52,52 % en 1976 (6).

Nous sommes bien loin des déclarations de 1983 de M. Jack Valenti, patron de la Motion Pictures American Association (MPAA). l'importance pour la diffusion du film américain d'un « marché national fort ». Par ailleurs, les Etats-Unis res-

tent tout aussi malthusiens qu'avant : semble des films étrangers diffusés là-bas ne représente - et cela de manière constante - que 3 % de la fr6quentation américaine.

La production audiovisuelle francaise est « atone », pour reprendre le mot du sénateur Jean Cinzel (7). Selon une estimation faite par M. Nicolas Tranbe, vice-président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels, le nombre de fictions françaises produites a diminué de 20 % depuis 1980 (8). Ces chiffres n'ont rien de surprenant lorsque l'on sait que l'achat d'une production américaine colite aux chaînes françaises sculement quelque 60 000 francs l'heure (parce qu'elle a déjà été largement amortie sur son marché intérieur). Alors qu'une heure de production de fiction en France peut coûter 5 à 6 millions de francs (s'il s'agit de feuilletons, du genre « Maguy », tournés rapidement en vidéo, le coût est d'environ 1 million de francs). Le poste «achats » des chaînes 1, 2 et 3 en France était passé de 28 millions de france en 1980 à 120 millions en 1986. Et ce dernier chiffre a plus que doublé en 1987. La raison? Depuis 1980, 500 films su moyenne étaient diffusés annuellement sur les canaux nationaux de télévision ; or ces mêmes chaînes en ont diffusé 1 260 en 1987!

Si la situation de la France peut donc, à tous égards, être considérée comme critique (alors même que ce pays a longtemps été en Europe un flot de résistance), l'industrie audiovisuelle américaine se porte à merveille. L'image domestique y est surabon-dante (172 millions de téléviseurs pour 80 millions de foyers) : le nombre de magnétoscopes atteint 34 millions, et il a même - cas unique dans les pays industrialisés – un regain de la fréquentation cinématographique dans les salles (1971: 14 000 salles, 820 millions de spectateurs; 1977; 17 000 salles, 930 millions de spectateurs; 1987: 22 000 salles, 1 250 millions de spectateurs (9).

Les années 1986-1987 auront donc effectivement marqué un (mauvais) tournant pour l'industrie audiovisuelle française. Elle s'est trouvée confrontée, sans y avoir été préparée, à une pre mière dérégulation : la concession au secteur privé de trois canaux de télévision. Cela a profondément transformé



POULE SE PRESSANT A UNE PROJECTION DANS LES ANNÉES 50 Un spectacle de moins en moins fréquent

l'offre et mis en péril un équilibre, obtenu depuis plusieurs années, grâce à une hiérarchie de diffusion: le film doit d'abord être vu en salle, ensuite loné en vidéo, puis diffusé sur une chaîne à péage (Canal plus) et, enfin, il doit passer sur une chaîne nationale. Si la réplementation demeure valide à cet égard, on ne peut que constater qu'elle risque de devenir obsolète des que plusieurs satellites diffuseront directement leurs images sur l'Europe : comment contraindre un satellite appartenant en majorité à des firmes américaines au respect d'une réglemen-tation de ce type? D'ailleurs on peut

(I) Lei nº 86.1067 du 30 septembre 1986 [Journal official], 26, rue Desaix, 75015 Paris) relative à la liberté de communi-

carion.

(2) La fusée européenne Arisme a placé sur orbite, fin novembre 1987, le satellite de diffusion directe allemand TV-SAT 1. Celui-ci commit d'ailleurs de sérieuses difficultés. Les satellites français TDF 1 et TDF 2, de conception analogue, devraiest être lancés maintemant que l'origine de la pame de TV-SAT 1 est comms. Cf. le Monde 22-23 novembre 1987. bre 1987

(3) Cf. «Bilan 1986». Supplément mainational de cinématographie (CNC), 12, rae de Lübeck, 75784 Paris Codez, 16.

(4) 1982 : 201,9 millions de spectateurs ; 1983 : 198,8 millions ; 1984 : 190,8 millions ;

estimer que les spectateurs, en désertant les salles, out anticipé sur cette évolution.

La situation actuelle risque de conduire l'industrie de programmes à une crise semblable à celle que comut le cinéma italien il y a dix ans, su moment où le monopole de la RAI fut brutzlement cassé.

Une crise de la production est tonjours liée à une crise de le fréquents. tion, et on peut même ajouter à une crise de talent (il n'y a pas de jeune cinéma italien aujourd'hui). En réalité, c'est l'ensemble des pratiques cultu-

1985 : 175 millions ; 1986 : 163,4 millions ; 1987 : le total de l'ambée se simera autre 130 et 140 millions de spectateurs. (Sources ; Bilan 1986 » (cf. note 3) et note trimestrielle de conjoacture publiée par le CNC).

(5) Concentration de la fréquentation en saile (le pourcentage est calculé par rapport au total des spectateurs. (Cf. graphique p. 28 dz «Bilan 1986».)

(6) «Bilan 1986», op. cht. (7) Rapport annuel sur l'audiovisuel pré-mé au Sénat par Jean Chasei. Le Monde,

5 décembre 1987. (8) Libiration, 9 novembre 1987. (9) Profil statistique de la componention des Images dans les pays étrangers, rapport publié par le CNC, Paris.

CALLES ON FREDERIC AND STORY

THE CHIEF IS THE REAL PROPERTY.

giebenierre in varifit des pom

1952 01 1822 18 1831 (11). B etc.

PATEL Baisser ire bres et diseas

BERT STEEL FALVETBEREEN

(Cat. mu! 44: 2 im de 10 sap

pm lere tent manifestement

and formers of the political of

THE NEW YORK CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PR

and the vice of the least reside.

The sent makes the sections

rein Les atermatement des

reme de contra de l'estate de l'estate de l'estate de contra e une fine de l'estate de l'e

part of Comments on Cities of 100

res at star can er des charges.

imit cam cette etrange parter

mitte es de leurs trointient.

fe's marthy interiors, un diche

minert des avacemen d'atten

ment or percent of a service of the service of

imming them to gentlers be god took PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA

THE PARTY OF THE PARTY I SEE OF

has been to become mercans

THE REPORT OF STREET AND RESIDENCE

STORES STORESTON OF THE PROPERTY AND

min sum signardiatem 🛲

an ereiment aus greffes worde

ta la sommes dégagées permittes de la production

Farment and in a representation of

ma publi un petit expinitati en

ren car exemple, le Max-Linder.

fin fir en erreiet preun corrent

an a rembre de films deffer

THE TANK OF FAMILY PROPERTY

En finir arec in

in disease

Commence Fague 48 th

# Cinéma, une logique de

**CHRISTIAN** ZIMMER • A crise du cinéma est grave et nul ne songerait à minimiser la respon-sabilité de la télévision. Mais peut-être fant-il essayer de voir un peu au-delà de cet affrontement entre les deux scrans. Au-delà également des chiffres, pour significatifs qu'ils soient.

Auteur, entre autres, de : le Resour de la fiction, le Cerf, Paris, 1986, et Procès du spec-tacle, PUF, Paris, 1977.

le grand chambardement

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 45 F

Quelle année!

au printemps, le combat.

d'un ecran à l'autre ;

des chefs autour des privatisations ;

durant l'eté, le petit ballet des stars

à l'automne, la course aux audiences.

puis l'heure de vérité des sondages

Le Monde

UN NUMÉRO HORS SÉRIE

160 PAGES

et les pactoles publicitaires.

Si donc il y a affrontement entre le grand et le petit écran, si cet affrontement semble tourner à l'avantage du second, si, per suite, il n'est pas déraisonnable de tenir pour inévitable un recul très sensible du cinéma, il est permis de se poser cette question, guère formulée jusqu'à présent à notre commaissance : le conflit et le déclin auxquels nous assistons ne s'inscriventils pas dans une évolution générale de l'alge du cinéma » ne serait qu'une étape? Un telle hypothèse implique-telle, à terme, la totale disparition du septième art? Autrement dit, la mort

technologie, évolution dans laquelle

du cinéma scrait-elle à la fois logique et Avançons cette explication : le

cinéma, hybride d'art et d'industrie, assurerait en quelque sorte la transition entre l'un et l'autre. Cela illustre très exactement ce que Theodor Adorno désigne par le terme d'Entkunstung : la dissolution des caractères propres à l'objet esthétique à cause de son insertion dans la société marchande de type industriel.

Quelques réalités historiques, rarement relevées, donnent une certaine consistance à cette vision des choses, pour pessimiste qu'elle soit. Tout d'abord, le cinéma — après la photo-graphie, qui a'a jamais été considérée comme un art à part entière — est le premier art à être né à l'époque du plein essor industriel et de cet essor même. Rien se permet d'affir-mer que l'invention du cinéma s'inscrit dans la chaîne ininterrompue de la création humaine plutôt que dans celle de l'évolution technologique. En d'antres termes, il n'y a pas, dans le cinéma, de signes certains d'une réelle vocation à l'immortalité - sinon sou forme d'emprunts aux autres arts. Et le rattacher, comme le font les frères Taviani dans leur film Good Morning Babilonia, à la grande aventure du génie créateur à travers les mècles relève du plus pur idéalisme.

On a's pas souvent remarqué non plus que l'histoire du cinéma est moins, à proprement parler, celle d'un « art » que celle d'une « technique » artistique, la première pouvant être envisagée plutôt comme complexification du message, la seconde plutôt comme complexification du langage. Et si la notion de progrès est toujours apparue comme dénuée de toute pertinence lorsqu'il est question d'esthétique, on est bies forcé de constater qu'elle inter-vient au contrains constamment quand vient au contraire constamment quand il s'agit de retracer l'évolution d'un

« art » tel que le cinéma. On s'aperçoit même qu'il n'est guère de changement du paysage expressif du cinéma qui ne résulte plus ou moins d'une novation de caractère technique (le moment choisi pour celle-ci l'étant bien souvent en fonction d'impératifs industriels ou financiers, comme ce fut le cas pour le parlant, pour la couleur ou pour le cinémascone).

Dans and autre mode d'expression n'existe le risque de confusion, que présente le cinéma, entre valeurs techniques et valeurs esthétiques. Et il ne manque pas d'exemples attestant la gravité de cette confusion. L'un d'eux nous est fourni par Umberto Eco, analysant la déception des spectateurs après une nouvelle vision, sur le petit écran, du film de Stanley Kubrick 2001, l'Odyssée de l'espace : « Ce film qui, il n'y a pas si longtemps, nous avait étounés par ses extraordinaires nouveautés techniques et figuratives, par son souffle métaphysique, nous a donné l'impression de rabacher des choses que nous avions déjà vues des milliere de fois [...]. Pourtant, Kubrick nous avait semblé être un innovateur génial. Mais c'est justement là qu'est le problème : les médias sont généalogiques et n'ont pas de mêmoire, même ces deux caractéristiques devraient s'exclure réciproquement, ils sont généalogiques, car. dans leur système, toute nouvelle invention produit des imitations en boule de neige et une sorte de langage commun. Ils n'ont pas de mémoire parce que, une fois la chaîne des imitations rompue, personne ne sait plus qui avait comme et l'on confond facilement le fandateur

avec le dernier de ses petits-enfants. Ce qui entraîne que les navettes de la Guerre des étoiles, inspirées sans pudeur par celles de Kubrick, soient plus complexes et plus crédibles que leurs aleules, si bien que ce sont cellesci qui semblent être les imitatrices (1).»

Et Umberto Eco nous rejoint lorsqu'il poursuit: « Il serall intéres: sant de se demander pourquoi nous pouvons encore comprendre que le Caravage est meilleur que ses disciples et que Richebourg n'est pas Balzac. On pourrait dire que dans les médias la réalisation technique prévaut sur l'invention et que la technique est imitable et perfectible (2). »

Le cinéma ne constituerait, en somme, qu'une étape d'une veste mue technologique, où la télévision occuperait la place d'une descendance, d'une postérité, d'une sorte d'« aprèscinéma». Ce n'est pas à une lutte d'images contre d'autres images que nous avons affaire, mais à la confrontation entre ce qui relève encore de l'image et quelque chose qui, déjà, n'en reiève plus, ou, si l'ou préfère, un mode de présentation, d'existence de celle-ci qui conduit à son évanouis son autodestruction.

#### Un au-delà de l'image

PLUSIEURS auteurs, dont Jacques Attali, qui pense que nous sommes entrés dans l'ère de la répétition (3), l'out souligné : nous sommes désormais dans un au-delà de l'image. Ce qui ne signifie pas que cette dernière, da moins en apparence, ait cessé de régner. Notre univers est, plus que jamais, euvahi par elle. Mais notre époque a donné maissance à ce phénomène étrange, paradoxal : l'image qu'on ne regarde pas. L'image qui se nie elle-nême. Sans contenu véritable, sans autonomie réelle. Qui ne tient sa légiti-mité que de la sérialité, principe de base, si l'on peut dire, de la création molle. Car ce qui est en jeu dans la rivalité cinéma-télévision, c'est cela : l'autonomie, l'authenticité de l'image, ce qui fait qu'elle appartient à l'ordre

de l'esthétique, et non pas seulement à celui de la simulation. Ou, si l'on veut, à l'ordre iconique, et non pas seulement

C'est cette image que recherche désespérément, dans le film la Vallée fantôme, un cinéaste en crise, vraisemblablement l'auteur, Alain Tanner, luimême. On a dit ce personnage en mal d'inspiration : en fait, c'est l'avenir du cinéma, sa mort possible, qui sont la source de son angois

Reconter une histoire, c'est cristalliser le sens d'une existence. Comment se fait-il qu'à la télévision ce sens se disperse, se perde, au lieu de prendre

(1) La Guarre du faux, Granet, Paris, 1986, pp. 136 et 137. (2) Op. cit., p. 137. (3) Voir Brults, PUF, Paris, 1977.

## mort

🖂 Cest que, qu ciméma, co you The reserve of son sens on Plan Artie Le heros de Tantos est de de de la « dermière image », auto-The de sers qui est en train de Marger, de dispuraltre de l'imparat. d Cemiere : mage ». Qui somit mi The temps l'unique L'auque, partie a sole capable d'atturer, de capable. e ie regard qui definit, qui ante THE L'IMAGE, C'est ce qui me

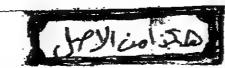
On la sénainte ne s'adresse pas attente le ne combie que la decition de curbe vide de sena, d'ob le regardi. the case Aussi, à supposer qu'il at le pis déjà trop tard, sa le cinton au and country of qu'il lui fand rection the ce ac sont pas les a feeles and manies par nature, mais le com Speciater Il faut redonner à es la ire: cestr de l'image. Et ce dist tamat ère uniquement fonction à directions de l'écran, du volume ACCOUNTS TO THE TOTAL SOURCE : E COM Aute los une de projeter sur goute de les los une de consecté Dolby selection de consectère les indicates de consectères de consectères de consectes de c to last of the ?

le difference de grandeur suite Section (Sa.ic, thickness) sales difference de structures : de d'un plan de film se pui distiller comme celle d'une intereste la structure de minima perque comme jose the de celle-ca pinist e

> VIANDE FRANCE LE CORPS

Aces produits alimentaines: divisions partout date le mais

carnar



# ICE AMÉRICAINE

# sauver



estimer que les spectateurs, en die.

La situation actuelle risque & conduire l'industrie de programme and crise semblable à celle que com le cinéma italien il y a dix an a moment où le monopole de la RAI fu brutalement cassé,

Une crise de la production es ta jours liée à une crise de la fréques. tion, et on peut même ajouter i te criso de talent (il n'y a pas de jan-ciadana italica aujourd'hui). En riali c'est l'ensemble des pratiques ch

3965 : 175 millions : 1986 : 161,4 million : 3967 : le total de l'année se situen cue : 186 et 140 millions de spectateurs (Some: -186 et 1986 et de note 3) et note trimenide : 1986 et de note 3) et note trimenide : 1986 et note 3) et note trimenide : 1986 et note 3) et note s'elle : 1986 et note s'elle : 1 ctere pablée par le CNC). 5) Conscentration de la fréquentation a les pourronnage est culculé par rapor manufacture des apoctations. (Cf. graphique p. 2 de gallen 1986».)

1986 . op. cil.

Appert annuel sur l'audiovinel pi sont par Jean Chaul, Le Monte, ber 1967.

Author, 9 novembre 1967.

Mattistique de la consonuelle dans les pays étrangers, rapper an la CNC, Pars.

BAISSE DE LA QUALITÉ, FERMETURE DE SALLES

# l'audiovisuel français?

relles et de loisirs des Français qui évolue (10). Force est de constater que l'industrie américaine a mieux su qu'ancune autre s'adapter à cette évolution, voire la précéder. L'augmentation des coûts de production aux Etats-Unis, mais aussi du nombre de films produits (209 en 1980, 515 en 1986). est significative d'un dynamisme retrouvé, mais surtout d'une adaptation à une clientèle qui a, comme chacun sait, été profondément renouvelée depuis l'époque du cinéma du samedi soir, au profit d'un public de plus en plus urbain et jeune. Le cinéma américain a abandonné la variété des genres et des sujets qui reflétait la diversité de ce public du samedi soir (11). Il n'a pas nécessairement gagné au change

FAUT-IL balsser les bras et désespé-

st le laisser-faire du gouvernement de M. Chirac, pour qui la loi du 30 sep-tembre 1986 tient manifestement

d'alpha et d'omega d'une politique, est

néfaste. Sous la pression des événe-ments récents, M. Léotard a com-

mandé un rapport à M. Jean-François

Court (12). Mais celui-ci ne fait

qu'une analyse, d'ailleurs juste, de la situation, sans proposer de solutions

concrètes. Les atermoiements des

chaînes dans leurs discussions avec les

professionnels du cinéma, aux fins de

réduire le nombre de films diffusés. montrent suffisamment qu'elles se sen-

tent impunies de leurs violations diverses de leurs cahiers des charges. Sur le marché intérieur, un décloi-

sonnement des systèmes d'aides

demeure impératif. Le cinéma français se trouve dans cette étrange situation d'économie libérale confortée par une

aide publique massive (25 % des inves-

tissements) conduite depuis 1960 au

gré des groupes de pression internes à la profession. Or il faudrait n'aider que

les projets vraiment novateurs, même

s'ils rompent avec le corporatisme : par

exemple, ne pas forcément aider un circuit de selles s'agrandissant encore,

mort

rer? Non, mais il faut faire vite,

En finir avec les querelles de clocher

(esthétique), mais il a conservé, et même accru, sa force commerciale,

Le passage, en France, d'une économie de l'audiovisuel fermée à une économie ouverte ne se fera pas sans douleur. On peut d'ailleurs dire qu'aucun cinéma européen n'a la possibilité de concurrencer une industrie audiovisuelle américaine forte d'une grande variété de productions (de la série bon marché à la superproduction dont le plan de diffusion est préva mondialement) amortie très largement (aux deux tiers en général) sur un marché intérieur protégé pour longtemps : on n'imagine pas un satellite européen diffusant avec succès des images euro-Décanes sur le continent américain.

quelle que solt la destination première

de ces images : salles ou écrans de télé-

Le cinéma français devrait sortir de

ses querelles de clocher (13), et recon-

naître que les intérêts sont définitive-

ment divergents entre producteurs et

exploitants. On remarquera qu'une des grandes forces de l'industrie améri-

caine est - malgré les tentatives

contraires effectuées sous la présidence

de M. Ronald Reagan - d'avoir, par la loi antitrust, interdit la concentration verticale entre producteurs et exploitants de cinéma, entre producteurs et diffuseurs d'images télévisuelles.

Cette politique, que ni la gauche ni la droite françaises n'ont tenté, n'estelle pas pourtant un des facteurs de la réussite commerciale, grâce à une réelle mise en concurrence, et qui n'interdit nullement la présence sur le marché de groupes puissants? Certains, en France, out cru simplement que l'offre accrue d'heures de pro-grammes de télévision allait entraîner un développement de la commande de fictions. Ils ont pu constater, depuis quelques mois, que l'essentiel de l'augmentation des ressources va aux achats de droits, aux émissions de jeux ou de sport; et qu'il n'y a, au mieux, que redistribution des cartes au sein de la production au profit de groupes liés de fait aux chaînes (14).

Or il demeure impératif de favoriser les producteurs indépendants. Eux ls peuvent avoir l'audace indispensable pour se lancer dans des projets qui ne se fixeront pas comme objectif prioritaire de concurrencer les images américaines, ce qui ne les empêchera nullement de trouver une audience satisfaisante, à l'exemple de la série allemande Helmat, d'Edgar Reitz.

Il s'agirait moins de créer un statut de producteur indépendant (15) que d'inciter, par une aide au projet (film on téléfilm) et par une aide au produc-teur sous des formes variées (capitalrisque, conditions d'amortissement plus favorables), toutes les entreprises

Reste l'inconnue européenne. Le bassin d'audience européen (320 millions de téléspectateurs) est aussi important que l'américain, mais il demeure fragmenté. Il l'est par les législations nationales; il l'est aussi par les pratiques culturelles différentes (langues, comportements, modèles de consommation). Les annonceurs euxmêmes ne croient pas à l'émergence prochaine de ce marché (16).

Le président François Mitterrand a lancé récemment l'idée d'un Eurêka audiovisuel. Celui-ci n'a de chance d'aboutir que si les pays européens éla-borent une stratégie et des règles de concurrence des vecteurs de diffusion européens, satellites compris (17). S'ils harmonisent rapidement leurs législations (fiscales, systèmes d'aides, cahiers des charges, dispositifs anticoncentrations, etc.); s'ils incitent surtout, en dehors de toute bureaucratie bruxelloise, à l'émergence d'une réelle pro-duction indépendante, diversifiée dans ses genres - documentaires com-

pris (18), - attachée aux seuls objectifs de qualité et de rigueur. Et s'ils n'ont pas peur enfin des ruptures en créant un « second secteur » (19) pour la production comme pour la diffusion (un vrai projet de chaîne culturelle européenne). Tant il est vrai, en art, que c'est toujours par opposition au courant dominant, actuellement représenté par les industries américaines pour les programmes - et japonaises pour le matériel, - que se crée l'inno-

(10) Cf. L'entretien avec Jérôme Clément, directeur général du CNC, *le Monde*, 28 novembre 1987.

(11) Rappelant cette phrase de Goethe : (11) Rappelant cette phrase de Goethe; 
« Amérique, tu es mieux lotie que notre Vieux 
Continent; tu n'as pas de châteaux tombés en 
ruine ou de vieilles pierres... Et si maintenant 
tes enfants commencent à faire des poèmes, 
que le sort leur épargne les histoires de chevaliers, de brigands et de famômes., Wolfram 
Schitte note que, paradoxalement, « l'orientation du cinéma américain récent vers ce type 
d'histoires (Star Wars, Indiana Jones, Greenlins, Ghouthusters.) lui nempet de trionnhes. lins, Ghostbusters...) lui permet de triomphes maintenant commercialement, partout, sur le cinéma européen », Lettre internationale, Paris, été 1985.

(12) « Le cinéma français face à son ave-nir », rapport de M. Jean-François Court, au ministre de la culture, M. Léotard, février 1988. Ministère de la culture et de la communication, 3, rue de Valois, 75042 Paris

(13) Cf. «Les exploitants de cinéma atta-sent Canal plus», le Monde, 8 décem-

(14) «Les chaînes de télévision font main bases sur la production», le Monde, 8 décem-

(15) Proposition faite par M. René Bon-nell, directeur du cinéma à Canal plus, Libéra-tion, 8 décembre 1987.

(16) Cf. l'intervention de M. Alain (15) Cl. l'interpention de M. Atain Grangé-Cabane, vice-président de l'Union des annonceurs du Salon de l'entreprise (Palais des congrès, Paris, 3 décembre 1987), remar-quant que la scule entreprise capable d'élabo-rer une campagne publicitaire à l'échelle suro-péeme était... Coca-Cola.

(17) Alors même que la concurrence entre élédiffusion de France (TDF) et la direction énérale des télécommunications (DGT) eralyse actuellement touts action, le Monde. 6 novembre 1987.

(18) Cf. Cahiers du cinéma, numéro 402, décembre 1987. Enquête de Frédéric Sabou-rand et entretien avec Claude Guisard, direc-teur des programmes de l'INA.

(19) C'est également un des moyens pour que l'audiovisuel — le cinéma tout particuliè-rement — ne devianne pas, déjà, un objet de musée, comme la belle exposition « Cités-cinés à La Villette, Paris, l'y incite.

DERNIÈRE IMAGE D'UN FILM EN CINÉMASCOPE,

ent-elles éviter le totale disperition du 7º art ?

# gique de

entreles que les navelles de la muse des étoiles, inspirées son water par celles de Kubnek soies **de complexes** et plus crédibles que or allewies, si bien que ce son allaal qui samblent etre les inite bes (1). >

Br Umberto Eco nous rejoint inisqu'il poursuit : « Il serait taine passeure encore comprendre que le All the Richebourg n'est pas Balzac On Montrait dire que dans les médias la mandias la mandiante de l Alexandron et que la technique es in-**Agide et perfectible** (2).

Le cinema ne constituerait, et section qu'ane étupe d'une vaste met section de la télévision occapione, où la télévision occapion de place d'une descendance, d'une descendance, d'une d Mararisa, d'une sorte d'esprès En ... Ce n'est pas à une juit Three contre d'autres images que The part of quire, mais à la confronte part or qui relève encore de l'image et quelque chose qui, déjà, s'a mais plus, ou, si l'on préfère, un mote plus, ou, si l'on préfère, un mote de celle d'image et que de l'image et celle d'image et celle metation, d'existence de celled conduit à son évanoussement mandestruction.

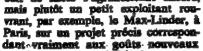
Protestique, et non pas seulement le la film ren.

Norden locasique, et non pas seulement

Cost cetto image que recherch There of Internal Alain Tanner, in On a dit ce personnage et ma Milion, se mort possible, qui son le control of you appointe.

Escopeler une histoire, c'est cristilia de la seus d'anc existence. Commen and existence. ce sen se Micerna, se perde, au lieu de presde

(3) Lo Gourre du fanx, Grand, Pais 1864, pp. 136 at 137. 1864, Cp. ak., p. 137. 1864 Bratts, PUF, Paris, 1977.



# dant vraiment aux goîts nouveaux créés. Les sommes dégagées permettraient de réinvestir dans la production,

encore rencontrer l'image, une image, dans la mesure où son sens est d'être regardée. Le héros de Tanner est en quête de la « dernière image », autrement dit du sens qui est en train de s'échapper, de disparaître de l'écran. La «dernière image», qui serait en même temps l'unique. Unique, perce que seule capable d'attirer, de capter, de retenir le regard. Et c'est en fin de compte le regard qui définit, qui crée l'image. L'image, c'est ce qui est

Or, la sérialité ne s'adresse pas au regard. Elle ne comble que la durée. Une durée vide de sens, d'où le regard a été bami. Aussi, à supposer qu'il ne soit pas déjà trop tard, si le cinéma ne veut pas mourir, ce qu'il lui faut reconquérir, ce ne sont pas les « foules », constantes per nature, mais le regare du spectateur. Il faut redonner à celuici un vrai désir de l'image. Et ce désir ne saurait être uniquement fonction des dimensions de l'écran, du volume de l'accompagnement sonore : n'est-ce pas une absurdité de projeter sur grand écran, avec le procédé Dolby stéréo, une œuvre de caractère intimiste. comme, malheureusement, cela commence à se faire ?

La différence de grandeur entre les deux écrans (salle, télévision) entraîne une différence de structures : la electure » d'un plan de film ne peut s'effectuer comme celle d'une image télévisuelle. La structure de colui-là étant plutôt perçue comme iconique, la structure de celle-ci plutôt comme

*informative*. Et on so dit qu'il toui prendre le fétichisme du plan, si long-temps en honneur dans la cinéphilie, n'était peut-être pas, en dépit de ses outrances, une si mauvaise façon d'aimer et de défendre le cinéma. il y a une nouvelle cinéphilie, qui, elle, ne semble guère accorder d'intérêt à la « lecture » de l'image, et pour laquelle modèle filmique et modèle télévisuel

peuvent sans inconvénient se rejoindre. Cetta nouvelle cinéphilie est parfai-tement adaptée au monde actuel, à ses valeurs et à ses règles, et il lui importe peu que ce soit peut-être celui qui verra la mort du cinéma : elle n'est plus composée d'intellectuels à la culture essendellement littéraire, mais de jeunes dont la culture est beaucoup plus puisée aux sources des techniques modernes. D'où, sans doute, leur conception du film et de la « nature » du cinéma. Techniciens du divertissement bien plus qu'esthètes, ils s'intéressent, avec une passion qui n'est pas moindre que celle de leurs aînés, à un imaginaire moins créateur de formes inédites qu'habile agenceur, manipulateur de fictions et de situations drama-

L'obsession des nouveaux cinéphiles emble être la « vitesse », l'économie la sécheresse du trait de la bande dessinée. Toutes choses qui sont aux antipodes d'un cinéma du plan, mais moins du feuilleton télé et de la saga aux paradoxalement, le retour en force de la fiction au cinéma n'est pas sans devoir quelque chose à la télévision. On

plus réci que le petit écran est devenu, comme le soulignait à Venise le ministre italien du spectacle, M. Franco Cartaro, « le principal financier des films (4) ». Le cinéma risque de ne survivre qu'au prix d'un abandon de sa spécificité formelle et de son aligne-ment sur un modèle culturel unique, imposé per le petit écran.

Les milieux cinématographiques sont-ils bien conscients de cette menace? Sont-îls prêts à adopter une politique tournant résolument le dos à celle qui est encore la leur, et qui consiste, comme on le dit familièrement, à «ratisser large»? Les unanimités sont toujours illusoires, ce sont des phénomènes exceptionnels, qui, le plus souvent, reposent sur le malentendu non exprimé. De plus, nous le savons anjourd'hui, ces succès spectaculaires sont parfois obtenus par une savante mise en condition du public, rendue possible par l'inflation extraordinaire des budgets de publicité (5) et par la collaboration plus ou moins innocente des médias, qui créent de toutes pièces, avant même que le spectateur ait pu en juger, ce qu'on appelle un événement culturel. Ainsi, ce n'est pas le film qu'on va voir, c'est l'événe-

ment qu'on ne veut pas manque A l'opposé de cette stratégie, Il en existe pourtant une autre : fidéliser au maximum le novau de ceux qui cet réellement le goût du cinéma et sont conscients de la déperdition de pouvoir émotionnel du film sur l'écran de télévision. Ce qui entraînerait, bien sûr, une refonte totale des structures écono niques du cinéma et d'abord l'abandon du credo sacro-saint de l'industrie cinématographique : « Un film important, c'est un film cher... »

Cette sidélisation du véritable cinéphile ne se fera pas en « gommant », mais, tout au contraire, en accontuant ce qui détermine l'autonomie, la spécificité du cinéma en tant que ph mène esthétique et fait social. Non pas en intégrant les salles à des lieux, à des zones de loisirs, où voir un film, faire un repas au restaurant, prendre un verre entre amis ou se livrer sux joies du shopping, deviennent des activités absolument équivalentes, mais en créant des centres d'intérêt cinématographique de plus en plus diversifiés,

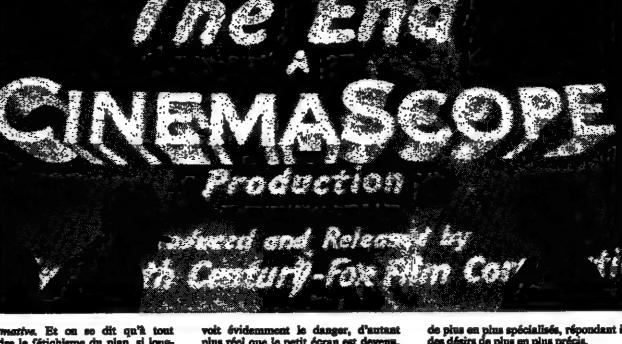
des désirs de plus en plus précis.

Le loisir et la culture obéissent aujourd'hui à la loi de la concentration géographique : celle-ci a remplacé la dissémination dictée par le besoin. Combien, naguère, était fort le dépaysement apporté par le spectacle, dans la salle de quartier, sorte d'extra-territorialité au milieu d'un territoire, ailleurs profondément inscrit au sein d'un univers familier et en osmose avec lui. Plus fort en tout cas que le plaisir

tacle dans des lieux anonymes et impersonnels, territoires de personne, où l'imaginaire ne respire plus... CHRISTIAN ZIMMER.

(4) Cité par Pierre Billard, « Le cinéme au de goulire » dans *le Poise* de 26 octobre

(5) « Midnight Express a coûté 3,2 millions de dollars, ses dépenses de publicité se sont élevées à 8,4 millions de dollars » (Gilles Lipovestsky, l'Empire de l'éphémère, Gallimard, Paris, 1987, pp. 245 et 246).



#### **VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR** LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

 Autres produits alimentaires ; - arrivages de l'Argentine par avion garantis; - expéditions partout dans le monde.

> carnar France 17, rue de la Comète - 75007 Paris



## 25TH ANNIVERSARY

# AMERICAN COLLEGE IN PARIS

#### l'université américaine à Paris

LRERTÉ L'American College in Paris, uni-

versité américaine accréditée aux Etats-Unis, vous propose une for mation supérieure à l'américaine

EXCELLENCE

Préparez un diplôme américain de premier cycle universitaire (BAou BS) dans l'une de ces disci-

- Computer Science
   Economics
- nterpational Affairs European Cultural Str
- Comparative Literature
- French Language and Culture
- Emdiants de plus de 60 pays • Débouchés vers des carrières in nationales et des études de plus haut nivers and Euro-Unia

(toutes séries)

RÉUSSITE

L'American College in Paris vous

permet, après 4 années d'études,

d'accéderaux diplômes de *Master's* 

et Doctorate. Il vous ouvre les por-

tes des études de plus haut niveau

aux Etats-Unis et des carrières

Enseignement dispensé en anglais

Programmes intensifs de perfect

S'adresser à : Direction des Admissions The American College in Paris - B.P. 402 31, avenue Bosquet - 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.91.73

#### DES ÉCRIVAINS LOIN DE LEUR SOCIÉTÉ

"IVOIRIEN Adiaffi n'a publié que deux romans : la Carte d'identité, pour lequel il a obtenu le Grand Prix du roman d'Afrique noire en 1981, et D'éclairs et de foudres (1), au style torrentiel et à l'imagination débordante, Pourquoi avoir attendu des années avant d'affronter le public ? Per souci de rigueur, il ne souhaitait pas éditer ses œuvres produites il y a quinze ou vingt ans « en exil » — en France, — littérairement médiocres, mais surtout ne répondant pas aux problèmes contemporains de la Côte-d'Ivoire. Il a évité le piège où sont tombés de nombreux écrivains ouest-africains : raconter l'histoire d'un étudiant qui part en France pour « gagner le papier du Blanc » (un diplôme) permettant de revenir au pays exercer des fonctions de cadre, et qui se retrouve la tête farcie d'idées progressistes peu appréciées de l'autre côté de la Méditerranée, mais déculturé, étranger chez lui, voire châmeur,

Aujourd'hui encore, dans son petit appartement apartizte loué su huitième étage d'une tour d'un quartier résidentiel d'Abidjan, Jean-Marie Adiaffi ressent ce déracinement à l'Intérieur de son propre pays. Cet ancien étudiant de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), enseignant la philosophie, a reconstitué sa case à fétiches dans un recoin de son bureau sans charme. Comme la plupart de ses compatriotes, il ne se sent vraiment luimême que quand il retourne au « village », au campernent qui l'a vu naître et où réside encore une bonne partie de sa famille.

Une autre reison pour lequelle Adiaffi a publié si tard, c'est que son écriture était à ce point neuve que les éditeurs n'ossient pas engager le moindre franc sur lui. Il faillut l'opiniêtre conviction de plusleurs coopérants français pour que les éditions CEDA, à Abidjan, se laissent convaincre.

« La jeune littérature d'Afrique noire se cherche encore. Née dans les soubreseurs de la décolonise-tion et des indépendances, liée tout à la fois aux modèles occidentaux qui lui ont permis d'abord de e'exprimer et en révolte contre ces mêmes modèles. elle peine à sortir de se gengue et à trouver se forme et sa personnalité propres [...]. L'Afrique est aubjuguée par son modèle, puis juge et déchire l'idole et, du même coup, valorise et exalte sa propre image, pour aboutir enfin aujourd'hui à une vision plus équilibrée et plus sereine de l'autre et de soi-même. » Ces propos de Guy Michaud (2) résument parfaitement les contradictions que vivent quotidiennement lus écrivains avoiriems.

#### Ni Rimbaud, ni Bob Marley

REMIER diferrime : dans quelle langue écrire ? Aucun des deux principeux éditeurs d'Abidjan (le CEDA et les Nouvelles Editions africaines) ne reçoit de manuscrit en langue vernaculaire, alors que cinq d'entre elles sont enseignées à l'Université, que quentité d'autres sont transcrites (une sobantai de langues sont pariées en Côte-d'Ivoire) et que diverses expériences d'alphabétisation en langues rature peut-elle restituer en langue française une vision africaine du monde authentique ? Voilà un crand débat qui n'a toujours pas trouvé d'issue à bidjan. Situation paradoxale : l'écrivain africain écrit dans une langue qui n'est pas la sienne et pour un public dont la majorité ne sait pas lire. Jean-Marie Adieffi n'utilise pes l'agni, per peur, dit-il, du tribe-lleme. Fort bien, mais peut-on éliminer la présence d'une littérature imprimée en langue africaine ?

Pour Lillan Kesteloot, tout un domaine de la sensibilité ne peut s'extérioriser que dans le langue matemelle. L'homme africain ne saurait « renoncer à ses idiomes traditionnels sans ressentir une amoutt tion grave de se personnalité (3) ». Mais les écrivains ivoiriens ont sûrement en mémoire la vengeance sordide que les autorités kényanes ont exercés à l'encontre de Ngugi Wa Thiongo en 1978. L'auteur d'*Enfant ne pleure pas* (4) s'était mis à écrire des pièces de théâtre en kikuyu, qu'il avait fait louer à des paysans. L'impact fut tel que les autorités le jetèrent en prison sans jugement.

Pour Bernard Dadié, la « vieux » de la littérature ivoirienne. l'écrivain a du mai à aluster son style à la sensibilité de son lecteur africain et il se préoccupe avantage de recherches formelles pour un public dont la majorité bénéficie d'une instruction scolaire très primaire. D'où le procès d'« hermétisme ». Le culture livresque, poursuit l'auteur d'Un nègre à Paris (5), ne doit pas supplanter la culture orale. La Bible elle-même a été écrite après coup.

De nombreux écrivains - en début de carrière tout au moins - ne font que se reconter. Climbié, de Moussa Koné, Kocumbo, l'étudiant noir, d'Aké Loba (6), les Frasques d'Ebinto, d'Amadou Koné, placent un personnage dans une situation et notent son comportement. Les problèmes du « moi » l'emportent nettement sur ceux de la société. Il v a des Cosette partout en Côte-d'Ivoire..., sauf dans les romans. Apparaît alors, après la question de la langue, un deuxième nœud de contradictions : l'auteur est limité par la fonction didactique qu'il fait assumer à son œuvre. Et quand il veut soulever de graves questions socio-politiques, il produit un substitut d'essai ou d'étude ethnologique aux dépens de l'écriture. Comme ces auteurs rédigent en français, ils n'arrivent pas toujours à éviter l'impression de

# La littérature ivoirienne dans les effluves du « miracle économique »

Par BERNARD GENSANE

Née dans les soubresauts des Indépendances, la jeune littérature d'Afrique noire cherche à forger sa propre personnalité. Difficilement, les romanciers ivoiriens tentent d'atteindre un public fuyant, tout en continuant de s'adresser à lui dans la langue de l'ancien colonisateur. Les difficultés de l'édition, le manque cruel de librairies ne les aident point à combler la distance. Ecartelé entre les problèmes du « mol » et ceux de son environnement, entre le modèle occidental et la culture africaine, entre du « sous-Balzac » et une tradition déjà dépassée, comment l'écrivain pent-il devenir le « tribur de la société » ?



acage artificial que donne le transfert d'attitudes corties du contexte linguistique quend on peese d'un diome & un sums.

Les indépendances furent acquises il v a plus d'un quart de siècle. Le colon, le «Blanc», ne pouvant fternellement servir de cible, un renouvellement des thèmes s'imposa. Selon Gérard Lezou, auteur de la Création devant les transformations actuelles en Côte-d'Ivoire (7), chaque écrivain tente de résoudre le problème « suivent l'importance de se part dans la distribution de l'héritage colonial et dans la mesure où les nouvelles Républiques constituées permettent la fibre expression des opinions ».

Il convient alors de se libérer des modèles occidentaux dont les influences ne sont pas niées ; pour Aké Loba, Victor Hugo est « le plus grand patriarche que la France ait jamais eu ». Bernard Dedié ne cache pas ses sympathies pour Emile Zola. Charles Nokan est très marqué par le symbolisme baudelairien. La Mère, de Maxime Gorki, est un modèle inégalé pour les écrivains qui se veulent l'éveit de la conscience des peuples africains. Mais il convient de dépasser ces influences. A partir du modèle théorique occidental, le créateur ivoirien se veut le guide consoleteur de son peuple ou, pour reprendre l'expression de Dadié, le « tribun de la société ».

L'écrivain doit ainsi concilier les exigences d'un réalisme qui permet de rêver et de combattre et illes d'une écriture qui, comme le demande Jean-Marie Adiaffi, doit «s'enraciner dans une mythologie ». Pour l'auteur d'un volumineux Silence, on développe (à paraître), il est urgent de réinventer les mythes : en tant qu'ancienne colonie et nation indé-

pendante, la Côte-d'Ivoire (par atileurs constituée de peuples pour beeucoup venus d'ailleurs) est un terreau bien jeune, qui ressemble au n'zassa, le pagne agni constitué de pièces bigarrées. Le risque est grand de ce que Adiaffi appelle une « culture nénuphar» qui flotterait sans fondement à la surface de la société. « Autrefois, la littérature orale était au service du peuple, poursuit Adiaffi, un tiers des contes avait trait au mariage forcé, à la polygamia. Aujourd'hui, la littérature écrite, au lieu de parier de la libération, s'enfonce dans le mythe du développe-ment à travers les thèmes inspirés par l'Occident, comme l'apposition ville-brousse ». Rares sont ceux, à Abidjan, qui tentent d'opérer une coupure épistémologique radicale pour déplacer le lieu littéraire d'où ils parient en évitant deux écueils : s'en tenir aux formes de la littérature orale - cur elles sont sées — et faire du sous-Balzet

L'écriture de la libération reste à inventer. Comme celle de la déchirure. La littérature ivoirienne n'a

encore trouvé ni son Rimbaud ni son Bob Marley. Dans ce pays, les écrivains sont presque tous des fonctionnaires : professeurs d'université, administrateurs civils, diplomates, anciens ministres, voire diri-geants politiques en activité. Le démon de l'écriture t même de jeunes lycéens qui voient dans la publication d'un livre, comme dans le football ou les variétés, un moyen de se faire connaître et de gagner de l'argent. L'origine sociale des écrivains encourage le conformisme. Ainsi, il n'y a que pas de littérature policière, même si, émule d'Edgar Faure, l'ancien ministre Usher Assouan, présente ment député et maire de Cocody (un quartier

d'Abidjan), a publié un thriller sous un pseudonyme. M. Kinimo K. Man Jusu, chroniqueur littéraire à Fraternité Matin, quotidien ivoirien du matin regrette le manque de littérature d'évasion. Il estime aussi que le « miracle économique » ivoirien a assoupi des écrivains € entretenus », qui ne vivent pas la vie du peuple et n'en parient que d'une manière fausse,

Se faire éditer n'est pas fiction. La relative modesfrancs CFA (8) en 1986) empêche de prendre des risques financiers. Propriété du groupe Hatier (à 40 %) et de l'Etat ivoirien (à 60 %), le CEDA a réussi jusqu'ici à préserver jalousement son indépendance financière (9). Mais son directeur, M. Venance Kacou, déplore la marière dont les eutorités perçoivent le rôle de l'édition dans les sociétés en voie de développement. Bien que comptant plusieurs ministres écrivains, la classe politique ivoirienne demande aux maisons d'écition de publier prioritairement des livres scolaires sans se soucier de créer un patrimoine culturel en encourageant la vie littéraire.

Comme partout ailleurs, la poésie est publiée à fonds perdus. Les romans, quant à eux, dépassent très rarement le premier tirage de 3 000 exemplaires (exception récente: l'Envol des tissarins, de Paul Yao Akoto, romancier néoptiyte, mais ancien ministre de l'éducation nationale), si bien que la fiction ne vit que grâce au secteur scolaire florissant. La pepier et l'encre étant fortement taxés, il est moins onéreux d'imprimer les livres en France; pourtant les maisons d'édition s'efforcent d'elivoiriser » totalement cette activité (10). Les écrivains ne manquent pas de souffle, bien au contraire. Mais its acceptent tacitement de « faire court » comme le leur e commediant a lan éditeurs.

La diffusion est boiteuse. Hors d'Abidjan, le pays souffre cruellement du manque de véritables libralries (les librairies « par terre » — dont l'approvisionnement est souvent mystérieux. — s'en tiennemt cénéralement à de l'infra-littérature). En outre, les éditeurs ivoiriens trouvent leurs diffuseurs français bien peu entreprenants. Alors que le théâtre de Soyinka est joué outre-Manche depuis vingt ans, le directeur du CEDA déplore que « les romans africains n'intéressant pas le public français (11) ».

A Abidjen, les rapports de l'édition avec les médias sont généralement bons. Le CEDA coproduit des émissions de radio et de télévision où, l'on ne s'en étonnera pas trop, ses productions ne sont pas férocement critiquées. La chronique littéraire a fini per conquérir droit de cité dans les organes de presse: Fraternité Matin consecre une trentaine de fauillets par mois à la littérature, et l'hebdomadaire hvoire Dimenche une ou deux pages par semaine.

#### La grande misère des libraires

DANS un pays où la dépardition scolaire est d'norme (les trois querts des enfents scolarisés ne perviennent pas en classe de súdème), où l'alpha-bétisation est loin d'être achevée et où le fait écrit n'est pes massivement acquie, la lecture n'est pas encore entrée dans les mosurs. C'est une activité solitaire, or il est difficile de s'isoler. Lorsqu'il a un moment de libre, l'Ivoirien préfère rendre visite à sa familie plutôt que lire. Il lit ce qui lui est immédiatement utile. Le lycéen ou l'étudient n'achète un roman que s'il est au programme.

La Côte-d'hydre ne dispose d'aucune statistique le sur la lecture. Dans une ville comme Abidian qui compte environ deux millions d'habitants, on ne peut évaluer à plus de trois mille les personnes qui ent des livres de fiction. S'il veut être entendu, l'écrivain est donc condamné à avoir une pratique sociale importante. D'autant qu'une part non néglideable du lectorat est européen. La moitié des lecteurs d'Adiaffi sont français contre 10 % seulement de ceux d'Amadou Koné, à l'écriture assurément plus traditionnelle ; l'écrivain mandsta Charles Nokan est bien connu des universitaires dancie, mais besucout moins des étudiants de son pays (12). La èque nationale est totalement inopérante. Les bibliothèques du Centre culturel français et de l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES), dirigé par des jésuites, sont les seuls lieux publics où il fait bon lire. Offrant chacune quarante mille volumes, élles prétent cinquante mille livres par an (en majorité des ouvrages de culture générale ou scientifiques), dont deux mille - dans le cas du Centre culturel français - ne reviennent

<u>.</u>

Comparé à Cocody ou au Plateau, le quartier Latin a des dimensions de continent. La scène littéraire ivoirienne est un microcoame où tout le monde se connaît. Les écrivains ont fréquenté les mêmes lycées, ont connu l'« exil » français au même moment et dans les mêmes conditions. Le corpus romanesque n'étant pas encore très important, tout le monde a lu tout le monde. Le moindre événement prend des proportions inouïes. Ainsi, en 1986, un débat universitaire houleux consacré à Charles Nokan, qui en France serait passé complitament naperçu, a été commenté jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat.

Les relations avec le pouvoir ne manquent pas d'ambiguités. Une bonne partie des écrivains sont violemment hostiles au système en place, mais il est difficile aux fonctionnaires qu'ils sont de ne pas neurer. Comme nous le dit un intellectuel proche du régime : « Houphouët est incontou mais on ne peut que le contourner. »

(1) CEDA, Hatier, Paris, 1982.

(2) Guy Michaud, préface à Gérard Dago Lexou : la réation romanesque devant les transformations actuelles en Côte-d'Ivoire, les Nouvelles Editions africaines, Abidjan-Dakar, 1977.

(3) Anthologie négro-africaine. La littérature de 1918 à 1981, Marabout, Verviers, 1982.

(4) Hatier-CEDA, Monde Poche, Paris, 1987. Voir aussi son article « Décoloniser l'esprit » dans le Monde. matique, 2001, 1987.

(5) Présence africaine, Paris, 1959. (6) Respectivement Seghera, Paris, 1956; Nouvelles Editions africaines, Abidjan, 1974; Flammarion, Paris, 1960

(7) Op. dt. (8) 1 franc CFA = 0.02 francs.

(9) Malgré les tatelles du ministère de la culture et du ministère des finances qui siègent au conseil d'administration. Parallèlement à cette tutelle, l'audit de la société est assuré par un hant fonctionnaire des finances. Le CEDA public principalement des livres scola

(10) 30 % des livres sont fabriqués en France. (11) Les œuvres publiées dans la collection « Monde noir », dirigée par Jacques Chevrier, comaissent des verim symboliques en métropole.

(12) En 1970, au département de lettres modernes de la faculté des lettres d'Abidjan, deux houres (en DUEL II) étaient consacrées à l'enseignement de la litté-rature africaine contre dix heures à la littérature française. Depuis, la tendance s'est inversée. (13) En 1986, l'INADES a prêté 278 romans africains

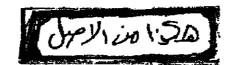
chose facile. Les deux principales maisons d'édition publient, bon an mal an, une trentaine de livres de tie du chiffre d'affaires (celui du CEDA, qui emploie trente-six personnes à temps complet, était de 1 milliard 800 millions de



La progression des effectifs scolaires a été foudroyantes en Afrique, mais la démographie et la pauvreté imposent partout une remise en cause des systèmes éducatifs. La coopération française et ses partenaires testent de nouvelles méthodes. Le système plus que la langue d'enseignement est en cause : on le voit en Guinée, à Madagascar et au Maghreb.

Dans le nº 7 de GEOPOLITIQUE AFRICAINE 6-8, square Sainte Croix-de-la Bretonnerie, F-75004 PARIS

En librairie ou par correspondance contre 90 F au Livre Poste, 2, rue Henri-Heine, 75016 PARIS



CFA (8) en 1986) empêche de Franciera, Propriété du groupe le la servar jaiousement au groupe le la servar jaiousement au CEDA! A de l'Etat reconscionent son de con ine (9). Mais son directeur him is diplore is manière dont les sur Esta, compose la manuero con les autorités de l'édition dans les sociétés bis de l'ecressi de comptant plus mins, la classe politique ivoriene ions d'édition de publier priorité acolsines sens se soucier de crég ecolares and encourageant la ve interes wherei en encourage and a poésie en pier en encourage an pier en encourage an pier en encourage an pier en encourage an encourage an encourage and encourage Therefore The Lowers drawing age of the Control of ment is premier trage de 3 000 f tercebriou réceute : L'Euroi des pa Yao Akoto, romancier neophyte, i as Akoro, resignation nationale), si bian in the grace au secteur scolein her et l'encre étant fortement to ples et l'andreux d'apprimer les livres en and les maisons d'édition s'efforcent l'él siement cette activité (10). Les éci Assertante Control de la faire de control les inst tackement de « faire cours » conne

Amon est boiteuse. Hors d'Abigen le speciernent du manque de vériable à E Braines & par terre > dont | apprin Brance a par tente non rappose est souvent mysteneux, ... s'en inc int à de l'antra-intérature). El outile sient & de l'amentoname, ci dut le leurs diffuseus ing and entreprenents, Alors que le thém a set joué outre-Manche depuis ving a ar du CEDA déplore que e les romas alias sent pas la public français (11) 1.

Abidian, les rapports de l'édition a sont generalement bons. Le CEDA cook seions de radio et de télévision oil join ASSOCIATION SES PRODUCTIONS DE SOUN pot carriquées. La chronique intéraire à MARINE DE CATE CARE LES OFFICE LE Fractoristé Matin consacre une tesses à E per reces à la littérature, et l'hébdona enche une ou deux pages per semen.

### grande misère des libraires

B am pays où la dépardition scoler a ses des trois quarts des enfants accion IN pas en classe de sixieme), ou fait det loin d'être achevée et ou le far lor alversent acquis, la lecture n'es pe de dens les mœurs. C'est une soie er i est déficie de s'iscler. Lorqu'i es de libre, l'ivoirent préfére rendre van la destina que line. Il let ce qui lui est immése the typies ou l'étudiant n'achie s The A Rest Bu programme.

de d'aucune sansu Anchere. Dens une ville comme Abde deux mations d'habitants, es de trois mille les personns d fiction. S'é veut être stant e condumne a avoir une prates nte. D'autant qu'une part non rès ANY ACT BUTCOMEN. La monté des le Français contre 10 % sevener sadou Koné, à l'ecriture assuréres adie ; il écrivain marxiste Chefu en connu des universitaires danss, ma alian des étudionts de son pays (12). La the meticanelle est totalement mopime es du Centre culturel français et à Militain pour le déve-oppement économes EACHEM, dangé par des jésuites, son la publics ou il fart bon lire. Offrant blom traine volumes, elles prétent onquants di The feet Projective des ouvrages de cultiin the mile and included and the second delay make a desire Charles cultural français - no revenue

Cocody ou au Plateau, le quire dui dinaraions de continent. La soire la the est un microcosme ou tout le maris Les donnéers or : tréquenté les minus their connu l'e exti a français au min de des la marnes conditions. La copa pe es étant pas encore tres important ne mande a le tout le monde. Le mondre évirent presortions moules. Amsi, en 1986. Mitaire houleux consocré à Chris and the France serant passe completent pi. a de commente ; sque dans la pil Marie de l'Etal.

relations ever to pouvoir ne manquer pr tine borne partie des écrivais su The state and systems on place, mas if time fonctionne res qu'ils sont de ne p de vigime : « Houghout: est mantamble All paint que le contourner. »

Mith. Hetier, Paris, 1932. Par Michaed, préface à Gérard Dago Less à Frances de la reconformation coule Traine, les Nouvelles Éditions aincaré

Manage signo-africaine. La linéraus à III CEBA Monde Prehe Pars 1987 to setide - Dicolonier l'espet - dans le Mont 1987.

Minte efficates, Paris, 1959. Sogbers, Pars, 1956; Nordis

CPA = 0.02 francs.

Comment des ministère de la culture de la culture de la comment des subjects au consent d'administration de comment des formes de la comment des finances. Le CEMof des homes sociatres.

Sedes Briegs mest fabriques en France the part Secrets Chevrier, consume to Jettres d'Abedjan, deux heute fei par paparent de lettres modernt de lettres de l

.º Sous-directeur de laboratoire an Centre santos des boures national des arts et métions. PIRADES a preté 278 romans strade

EMPIREDES GRANDS

Pour produire le sucre de canne, enrichir planteurs et négociants, satisfaire les goûts d'une minorité avide d'une denrée sans grande valeur nutritive, les Noirs d'Afrique ont été, il y a moins de trois siècles, jetés en esclavage, par cen-taines de milliers, dans les latifundias des Caraïbes et du Nordeste brésilien, où s'exploitent jusqu'à l'épuisement le terre et les hommes. Comme celle de nombreuses matières premières, l'histoire du sucre est tragique : intimement liée au colonialisme et à la traite, provoquant crises économiques et bouleversements politiques, elle continue de peser sur les rapports Nord-Sud et sur le devenir de vastes régions du monde.

Aujourd'hai, avec environ 100 millions de tonnes (soit 20 kilos par habitant de la planète), la production anamelle

mondiale satisfait les besoins solvables d'une consor en croissance régulière. Mais cet apparent équilibre global n'a guère de signification. Il laisse sans débouché les que 38 millions de tonnes de stocks accumulés. Il masque les énormes disparités des niveaux de consommation, des capacités de production et des prix sur un marché mondial fragmenté où s'échangent plus de 25 millions de tounes, dont la majorité à des cours bien inférieurs au prix de revient (voir ci-dessons l'article de Philippe Chalmin). Il laisse sans perspectives les exportateurs traditionnels, en particulier les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) bénéficiant d'accords préférentiels avec une Communauté européenne qui, en trente ans, a presque doublé sa production et est deren

fortement excédentaire (voir l'article de Charles Condamines

Mais au-delà de ces désordres, où se reflètent toutes les laégalités qui traversent le monde, c'est l'avenir du sucre qui apparaît menacé par les produits de substitution développés dans les grands pays industrialisés. Faute de savoir ou pou-voir, tel le Brésil, trouver un débouché à leur production dans de nouvelles utilisations, de nombreux pays, en particulier les « îles à sucre », risqueat de payer cher l'inconséquence et l'égoïsme de leurs anciens maîtres (voir pp. 24 et 26 les arti-cles de Soraya Mellali, Joël Picart, Anne-Sophie Boisgallais et Michel Fancon).

CHRISTIAN DE BRIE.

# Les marchés dans la tourmente

Quant au marché libre mondial, il

Le prix moyen en 1985 y a été de

4,04 cents la livre, mais, pour l'ensem-

ble des échanges internationaux, il est

estimé à 12 ou13 cents, ce qui montre bien le poids des accords préférentiels.

Ce marché est divisé à peu près égale

ment entre sucre roux et sucre blanc :

en 1984-1985 les exportations mon-

diales de sucre blanc étaient estimées à

10,2 millions de tonnes, surtout à desti-

Traditionnellement, l'essentiel des

échanges se faisait en sucre roux

(brut) raffiné sur les lieux de consom-

mation et, dans certains cas, réexporté

vers des pays consommateurs non raffi-

neurs. Voyageant en vrac, le sucre brut

nation de l'Asie et de l'Afrique.

concerne 18 à 20 millions de ton

PHILIPPE CHALMIN . N juillet 1985, sur le marché de New-York, qui sert de témoin aux échanges internationaux, le prix du sucre chutait à son niveau le plus bas depuis vingt ans et - évalué en monnaie constante - probablement le plus bas de sa longue et tumultueuse histoire : 2,35 cents des Etats-Unis la livre (1). Depuis, le marché s'est reslant la barre des 9 cents, avant de se «stabiliser» depuis quelques mols antour de.6 à 7 cents (2). A ce niveau, même le producteur le plus efficace, l'Australie, perd de l'argent. Telle est l'absurdité des échanges internationaux qui se réalisent, depuis pratiquement cinq ans, à des prix largement inférieurs aux prix de revient des plus effivients. Derrière cette réalité se cachent bien des enjeux politiques et idéologi-

La production de sucre (canne ou betterave) - 114 pays - oscille autour de 100 millions de tonnes (102 millions de tonnes prévues pour la campagne 1987-1988, commencée le 1" juillet). Dans la plupart des pays, le marché est organisé, protégé, taxé ou subven-tionné. Les systèmes de production

DEPUIS longtemps en effet, le mar-

ques pays consommateurs qui ont pris

l'habitude d'utiliser, à des fins politi-

ques ou de développement, la garantie financière que représentent leurs

importations. Un certain nombre de

flux échappent donc à la logique du

l'URSS en provenance de Cuba, dans le cadre du COMECON: 3,6 millions

de tonnes payées, croit-on, quelque 25 cents la livre, mais en roubles non

convertibles (en fait, en pétroie et en

machines). L'origine de ce courant

remonte à 1962, lorsque la fermeture

du débouché américain précipita

M. Fidel Castro dans les bras des

Soviétiques. Aux tonnages cubains vers

l'URSS, il faut ajouter ceux destinés à

l'Europe de l'Est et à la Chine : au

Les Etats-Unis aussi isolent leurs

importations du marché mondial, afin

de protéger la production américaine et

son système de prix garantis (main-

tems à 18 cents la livre) par le dernier Farm Act, malgré les efforts du gou-

vernement Reagan pour l'abaisser à

total, 5.4 millions de tounes.

Tout d'abord les importations de

ché du sucre est dominé par quel-

A l'abri des cours mondiaux

sont bien sûr fort différents et les per-formances économiques très variables. Si pour l'Australie le seuil de rentabllité est de l'ordre de 10 à 12 cents, il est de 52 cents pour Trinité-et-Tobago. A titre de comparaison, le sucre de betterave de la CEE coûterait, suivant les régions, de 15 à 25 cents à la produc-

Comme beaucoup d'autres denrées agricoles - et au premier chef les réales. — le sucre est en effet avant tout consommé dans les pays qui le produisent. Les exportations ne représ tent qu'un peu pius du quart de la pro-duction mondiale (voir la carte page 25). En 1985-1986, les échanges mondiaux se sont élevés à 27,45 millions de tonnes. Une dizaine d'Etats y participent pour à peu près les trois quarts : la liste en est particulièrement hétérogène, comprenant des pays développés aussi bien que des pays en voie de développement, des systèmes démocratiques et socialistes : Cuba (7,3 millions de tonnes), CEE (4,4), Brésil (3,1), Australie (2,5), Thatiande (1,2), Afrique du Sud (0,8)... Les importations sont moins concentrées, mais quelques pays occupent une place importante, d'autant que, dans bien des cas, ils représentent les rares débou-chés solvables : URSS (5 millions de tonnes), Japon (1,9), Chine (1,6), Etats-Unis (1,6), et ... CEB (1,4).

15 cents puis à 12 cents. Les achats

sont partagés en quotas entre les pays

producteurs les «mieux pensants» :

République Dominicaine, Philippines,

Brésil, Guatemala... En 1981, ces

importations atteignaient encore

4,6 millions de tonnes, mais, depuis, la

consommation des Américains n'a

cessé de diminuer à cause du dévelop-

pement de la production d'isoglucose

(voir l'article d'Henri Villain

page 26), qui s'est élevée en 1985 à

5.2 millions de tonnes. Le quota sucrier

américain est descendu en 1987 à

moins de 1 million de tonnes. Cette

perte de marché préférentiel a été par-

ticulièrement dure pour un pays

comme les Philippines, dont le quota en

quatre campagnes s'est réduit de

410 000 à 143 000 tonnes (voir l'arti-

La CEB, enfin, continue à importer

1.3 million de tonnes au titre du proto-

cole «sucre» de la convention de Lomé

(voir l'article de Charles Condamines

page 24). La différence entre le prix

d'achat garanti et le prix de vente sur

le marché mondial coûte à la CEE de

400 à 500 millions d'ECU par an, soit

presque autant que l'ensemble des

dépenses consacrées au Stabez (3)

cle de Joël Picart page 24).

« Ce roseau qui donne du miel sans le concours des abeilles »

SARKARA. Tel est le nom que les indiens de la vallés du Gange donnèrent au jus qu'ils tirèrent de la canne. Il y a de cela 10 000 ans. Aujourd'hui, les mêmes consonnes se retrouvent dans la plupart des langues modernes pour désigner le sucre. En 510 avant Jésus-Christ, Darius et ses soldats envahirent l'Inde et s'émerveillèrent de « ce rosseu qui donne du miel sens le concours des

Un miliénaire plus tard, ce sont les Arabes qui envahissent la Perse, et les pourtours de la Méditerranée se couvrent de champs de canne à sucre. A la fin du quinzième siècle, avec la découverte des Indes occidentales, la canne achève son tour du monde. Très rapidement, dens les Caraïbes, la culture de la « grande herbe sucráe qui ressemble au bambou » devient intensive. Et puisque la maind'œuvre est insuffisante, les puissances coloniales vont la charcher en Afrique. En moins de quatre siècles, 10 millions de Noirs sont ainsi arrachés à leur terre et transportés dans les Antilles. Vers 1800, la région assure les quatre cinquièmes de la production mondiale de sucre.

Deux siècles plus tôt, un Français, Otivier de Serres, aveit signalé la présence de sucre dans la betterave. Mais il fallut attendre que l'Angleterre décrète le blocus des côtes françaises pour que Napoléon tire les conséquences agricoles et industrielles de cette découverte. En 1986, la betterave fournit plus d'un tiers de la consommation mondisks de sucire.

La canne est très aérienne. Elle a besoin d'eau et de chaleur. Particulièrestante aux cyclones, elle prospère dans les climats tropicaux. La plantation se fait per boutures, une bouture pouvant permettre le départ d'une trentaine de tiges. La première récolte intervient quinze mois après la plantation, et les suivantes à un an d'intervalle. Les mêmes souches peuvent repousser plusieurs années consécutives. La coupe représente l'essentiel des travaux agricoles. Elle est le prototype des occupations saisonnières. Devenues légendaires, les conditions de vie des macheteros restent souvent proches de l'esclavage. Dans les demières années du régime Duvalier, près de vingt mille Haitiens traversaient la frontière de la République Dominicaine pour aller faire « une saison en enfer ». Le « dédommagement » versé par le gouvernement du pays bénéficiaire à la famille de Baby Doc s'est élevé à 3 millions de dollars en 1983. 200 dollars par tête.

La betterave est toute en rondeurs souterraînes. C'est dans sa racine qu'elle stocke le sucre. Les climats tempérés lui sont indispensables. Semée au printemps, elle est arrachée en automne.

Au royaume du sucre, la betterave et la canne sont encore sur le trône. Mais le dernier rejeton des progrès de la science, l'isoglucose, se présente déjà comme un rival plein d'avenir. Il vient du mais et a conquis une bonne part du marché nord-américain.

CHARLES CONDAMINES.

avait un avantage de coût par rapport an sucre blanc voyagoant en sac (4).

Le développement du sucre de bette-rave (pour lequel le raffinage est inté-

gré directement dans le processus de production) comme l'amelioration des

techniques de production du sucre de

canno ont permis un accroissement

remarquable des échanges de sucre blanc. Les importations de sucre brut

ont surtout survécu grâce à la protec-

tion accordée aux industries du raffi-

nage par des pays comme les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'URSS et,

terme, on peut penser que l'essentiel du

commerce mondial se fera sous forme

de sucre blanc. Cette évolution a consi-

dérablement avantagé la CEE, qui

exporte quelque 4 millions de tonnes de

sucre blanc (en se limitant) alors

qu'elle était encore importatrice au

dans la CEE, la Grande-Bretagn

début des années 70. Mais il serait erroné de faire porter à la seule CEE la responsabilité de l'actuelle faiblesse des cours.

En novembre 1974, le sucre atteint sur le marché de New-York son record historique de 65,5 cents la livre. Dans l'euphorie qui régnait alors sur les marchés des matières premières, la situation de déficit mondial apparut suffisamment durable pour qu'un peu partont de nouvelles capacités de production scient mises en chantier : de 75 millions de tonnes en 1974, la production mondiale dénasta les 100 millions de tonnes en 1982 avec une capacité installée, au niveau des usines, de 123 millions de tonnes (5). Ainsi la production de la CEE passa de 9 à 15 millions de tonnes en 1981-1982. Cube parvint à produire régulièrement plus de 8 millions de tonnes, Mais, surtout, un peu partout, des pays jusque-là importateurs développèrent leur production. Des projets sucriers considérables virent le jour, comme la fameuse Kenana Sugar Company au Soudan, la plus grande sucrerie de canne du monde (voir l'article de Soraya Mellali page 24). Aux Etats-Unis, de nombreuses entreprises agro-alimentaires jouèrent la carte de l'isoglucose, un nouveau sucrant fabriqué par hydrolysation du glucose issu de l'amidon, produit surtout à partir du maïs.

Cette période faste d'investissemen dura peu; des 1975-1976, les prix étaient retombés légèrement audessous de 10 cents. En 1980, une série de mauvaises récoltes les ramens, de manière temporaire, au-dessus de 40 cents. Cette deuxième hausse conforta les politiques de production de la CEE, qui renégociait alors son règlement sucre, tout comme elle marqua la consolidation de la production d'isoglucose aux Etats-Unis.

De nouveau excédentaire, le marché s'orienta à la baisse à partir de 1981, pour atteindre le seuil historique de 2,35 cents en juillet 1985. Dès 1981-1982, les stocks représentaient près de la moitié de la consommation mondiale. Confrontés à la baisse des prix, les principaux pays exportateurs auraient di réduire leur offre sur le marché mondial. Il n'en fut rien, du mores as debut.

(Lire la sutte page 24.)

(1) Soit, au cours du dollar 1985, environ 0,20 F la livre (1 livre = 453 grammes). (II) Environ 0,35 F - 0,40 F la livre. (3) Mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des matières premières.

(4) Jusqu'à ces dernières années, car le négociant britannique E.F. Man vient de faire construire des navires spécialement conçus pour le transport du sucre ca vrac.

(5) Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Sugar ; Major Trade and Stabilization Izmes in the Eightles, Rome, 1985, p. 40.

LE SUCRE SOUS L'EMPIRE DES GRANDS

# Les marchés dans la tourmente

(Suite de la page 23.)

Les exportateurs disposant de conditions préférentielles pouvaient appliquer un raisonnement marginaliste à leurs livraisons au marché libre : ainsi Cuba, que hante toujours le mirage de la « gran zafra », la récolte record de 10 millions de tonnes, soutenu par l'importance des achats soviétiques et chinois, demeure le premier exportateur sur le marché libre du sucre roux. La CEE occupe une position identique sur le marché du sucre blanc. Le Brésil reste, lui aussi, un important fournis-seur du marché, mais il a tout de même limité ses excédents en jouant la carte de l'alcool (voir l'article de Michel Faucon page 26). Il n'en est pas de même dans les autres pays.

Pour ceux-là, il ne reste plus qu'à diminner la production, ce qui se fait lentement depuis 1984-1985. Ainsi, aux Philippines, le gouvernement Marcos avait réduit le potentiel expor-table au seul quota garanti américain : cette décision, qui plongea dans le marasme l'île de Negros, n'a pas été étrangère à l'instabilité qui a provoqué la chute du régime philippin. En 1985-1986 les Philippines n'auront produit que 1 260 000 tonnes pour une capacité installée de 3 millions de tonnes. La Thaliande, l'Australie, l'Afrique du Sud sont amenées à faire de même. Cet effort reste néanmoins insuffisant : les stocks mondiaux diminuent à peine. Ia consommation augmente certes régu-lièrement, de 1,5 % par au en moyenne, fait des pays en voie de développement. Par contre, la diminunition des impor-tations américaines pèse lourdement

sur le marché. Le rapport entre production et consommation n'a pas encore assez évolué pour justifier une reprise durable du marché mondial. Il semble seulement que l'on soit sorti de la période des surplus chroniques massifs. De là à

E marché du sucre a toujours en

dans l'histoire un comportement

cyclique : des crises brèves (deux ou

trois ans au plus) qui viennent inter-

rompre d'assez longues périodes de

dépression des prix (cinq à dix ans). On retrouve là, bien sûr, le cycle de la

plantation (sept à huit ans); mais les

lenteurs d'adaptation des politiques

sucrières des pays exportateurs et

santes projections à l'horizon 1990,

montrant qu'il ne faut pas s'attendre à

une croissance des échanges internatio-

naux : se fondant sur une production et

une consommation mondiales de

En 1985, la FAO a publié d'intéres-

importateurs y out la plus large part.

imaginer une reprise au-dessus de la barre des 10 cents, il y a loin : le défaut de souplesse des politiques sucrières nationales et l'engorgement du marché sont évidents, et l'échec de la concertation internationale est patent.

Le recours aux accords internationaux pour réglementer le marché du sucre correspond à une vieille pratique remontant au dix-neuvième siècle, et surtout à la fameuse convention de Bruxelles de 1902. De tels instruments ont rarement été efficaces plus de quelques mois. La diversité des intérêts du monde sucrier a empêché la négociation d'alliances durables. Le dernier accord, celui de 1977, n'a pas failli à la règle. La fourchette de stabilisation (11-21 cents tout d'abord, puis 13-23 cents à partir de 1980) n'a été respectée que pendant douze des quatre-vingt-quatre mois de l'accord. Les négociations entreprises en 1983 et en 1984 pour le renouveler sur des bases saines out échoué. Malgré la pression exercée par la faiblesse des prix mondiaux de l'époque, les grands pays exportateurs ne purent s'accorder sur l'allocation des disponibles exportables de résérence (DER), qui devait servir de base à un système de quotas. Le DER proposé pour la CEE (4,9 millions de tonnes) était jugé trop élevé par les autres exportateurs, alors que Cuba et l'Australie voulsient des DER plus élevés (2,2 et 2,6 millions de tonnes respectivement).

En 1985 et 1986, les quatre princi-paux exportateurs (CEE, Brésil, Cuba et Australie) se rencontrent pour essayer de jeter les bases d'un nouvel instrument. Mais ni d'un côté ni de l'autre le cœur n'y est vraiment et, dans le climat général des négociations internationales sur les matières premières, il paraît douteux qu'un nouvel accord sur le sucre puisse être signé dans un avenir proche.

teurs : les nouveaux arrivants des années 70 (CEE, Thailande, Swaziland, pour ne citer que les principaux)
ont pris la place des anciennes « îles à
sucre » (de Maurice aux Caralbes ou
aux Philippines), dont les exportations
se maintiennent seulement grâce à des accords préférentiels. Pour elles, le sucre ne peut plus être un avenir : il est au contraire un piège plein de compromissions politiques et idéologiques. Dans la mesure du possible, elles doivent chercher la voie de la diversification : celle-ci est d'autant plus difficile que, dans ces îles souvent surpeuplées. la production sucrière est avant tout un fournisseur d'emplois. Le dernier « cadeau » des anciennes métropoles aux colonies dont elles ont mutilé l'économie devrait être de les inciter à la diversification en leur offrant éventuellement de nouveaux débouchés, plutôt que de leur acheter du sucre excéden-

Mais la mémoire des hommes est courte. Il suffirait d'une nouvelle crise climatico-politique pour que les réalités fondamentales du marché soient oubliées, pour trouver des finance-ments à de nouveaux «chaudrons» dans de nouveaux pays exportateurs. Disraeli le constatait déjà au dixneuvième siècle : « Il est curieux de remarquer qu'un produit qui charme l'enfance et adoucit la vieillesse ait pu être à l'origine de tant de catastrophes

PHILIPPE CHALMIN.

CHARLES CONDAMINES N 1985-1986, la CEE z produit près de 14 millions de tonnes de

sucre, et en a consommé 10 millions. Au titre de la convention de Lomé, elle a importé 1 500 000 tonnes des pays ACP (1), et s'est donc retrouvée avec un excédent de plus de 5 millions de tonnes. Le stockage et, surtout, l'exportation de ces surplus sur un marché international déprimé lui ont costé plus de 11 milliards de francs. Ainsi résu-

Pour les représentants des pays

injuste et absurde de leur faire payer les conséquences d'erreus come par d'autres. Si des changements s'imposent, ce ne sont pes les plus défavorisés qui doivent en supporter le

On pourrait prolonger la confrontation des points de vae en mettant en scène d'autres protagonistes. Par exemple, les consommateurs européens : ai, au lieu de devoir s'approvisionner au prix communautaire, ils pouvaient acheter leur sucre sur le marché international, ils le payeraient trois ou qua-tre fois moins cher. Les syndicats de « laboureurs » de l'île Magrice auraient aussi leur mot à dire. De même, ceux des pays en voie de développement qui se « profitent » pes du

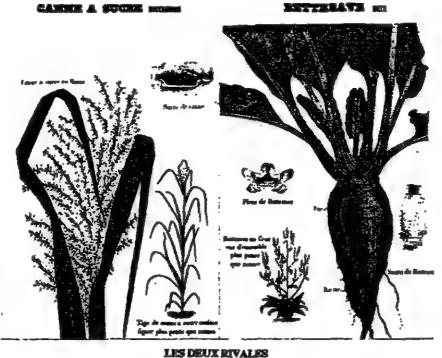
Sans oublier le PDG et les dix mille travailleurs britanniques de Tate and Lyle : cette multinationale déticat en Europe le quasi-monopole du raffinage du sucre de came importé. A ce titre, elle est, dans la CEE, le partenaire indispensable et obligé des pays ACP. Si les exportateurs s'avisaient de raffiner eux-mêmes leur matière première, un maillon essentiel du complexe dispositif que constitue le protocole serait rompu. A la fois liquidation et prolongement de la colonisation, mélange instable d'aide et d'intérêts commerciaux. ce système de coopération entre pays en voie de développement et pays développés est unique en son genre. Mais il est anjourd'hui devenu très fragile. Fant-il ou non l'aménager ? Et le peuton sans risquer de l'anéantir ?

Toute la question est de savoir qui peut et qui doit nourrir les consommsteurs européens. Il y a treate ans, la Grande-Bretagne plaidait pour ses amis du Commonwealth. En 1951, elle avait conclu avec oux un accord prévoyant l'importation de 1,7 million de tonnes de sucre brut (Commonwealth Sugar Agreement). Quand elle adhéra au Marché commun, elle exigea que cet engagement soit endossé par l'ensemble des membres de la CEE. Ne pas le faire, déclarait alors M. Rippon, le chef de la délégation britannique, sersit une « gigantesque maladresse ».

A l'époque, les pourparlers qui devaient aboutir à la première convention de Lomé étaient déjà engagés et cause pour les pays en voie de développement signataires du Commonwealth Sugar Agreement. Scule l'Australie alleit perdre son statut de fournisseur préférentiel. Au grand dam de la Grande-Bretagne, mais à la non moins grande satisfaction des betteraviers

mée, la conduite de la CEE serait absurde et ruineuse. Pourquoi en effet importer du sucre ? Pour l'ancien prési-dent de la Confédération internationale des betteraviers européens (CIBE), le protocole - sucre -. protocole « sucre » des accords de Lomé constitue un « non-sens économique ». Qu'on aide, semble t-on dire ici, certains pays en voie de développement, passe encore! Mais mieux vaudrait leur donner 500 millions de dollars, sans les obliger à fournir des centaines de milliers de tonnes de sucre dont personne n'a le moindre besoin. Et pourquoi concentrer l'aide sur quelques · Iles à sucre » ? ACP, un accord commercial a été signé

en 1975. Il doit être respecté. Si la CEE est devenue excédentaire, ce n'est pas de leur fait. Puisqu'ils ont toujours



110 millions de tonnes, elle prévoit des échanges internationaux de 22 millions de tonnes et un marché libre de 18 millions de tonnes. Car des mutations fondamentales sont intervenues, dont in principale est la baisse de la consommation dans les pays développés importateurs; croissance des sucrants hypocaloriques (aspartame), et surtout importance du phénomène de l'isoglu-

raisons politiques (comme la CEE). Sur un marché stable, une évolution se dessine chez les principaux exporta-

cose, qui pourrait s'attaquer à certains

marchés du sucre de bouche. A terme,

les États-Unis pourraient ne plus

importer de sucre, si ce n'est pour des

## Les « éléphants blancs » d'Afrique

Des mutations fondamentales

SORAYA MELLALI 'AFRIQUE a produit, durant la campagne 1986-1987, 7,43 millions de tonnes de sucre. Dans le même temps, la consommation s'est établie à 8,65 millions de tonnes (1). Une partie de la production étant exportée, le continent enregistre un déficit d'emviron 3 millions de tonnes.

Pourtant, dans l'euphorie des années de croissance, la plupart des pays africains ont consenti d'importants financements à la création de complexes sucriers intégrant la production et la transformation de la canne à sucre. Ceux-ci devaient à la fois satisfaire la demande locale et permettre d'exporter sur le marché mondial.

Aujourd'hui, nombreux sont les pays qui n'ont pes atteint cas objectifs, at certains échecs comme ceux de la Côte-d'Ivoire et du Soudan sont lourds nents. Le premier complexe sucrier ivoirien a vu le jour en 1971 dans le nord du pays. La flambée des cours, l'année même de démarrage de la production en 1974, sinsi que les sollicitations pressantes des vendeurs d'ingénierie, amenèrent la Côte-d'Ivoire à décider un vaste programme sucrier de douze complexes.

Six seulement seront réalisés. Les sommes très importantes investies dans ce programma - environ 250 milliards de francs CFA (2), - financé à 70 % sur emprunts étrangers, laissent aujourd'hui un service de la dette de 40 milliards de francs CFA, tandis que l'industrie sucrière ivoirienne perd annuellement en moyenne 60 milliards de francs CFA,

La Côte-d'Ivoire est aujourd'hui autosuffisante en sucre et honore ses quotas d'exportation (29 000 tonnes vers la CEE et les Etats-Unis), mais la production, (120 000 tonnes en 1986), est sans comparaison avec les objectifs du plan sucrier. De plus, les investissements réalisés n'ont pes véritablement joué le rôle d'entraînement attendu sur l'économie des régions du Nord.

Durant la même période, dans l'ivresse des grands investissements, est construit au Soudan le Kenana, le plus grand complexe sucrier intégré du monde. Sa capacité de production est de 300 000 tonnes, soit quatre fois la production moyenne d'une sucrerie française (80 000 tonnes). Ce projet, évalué en 1973 à 107 millions de dollars, en a finalement coûté plus de 600 millions,

Le plan sucrier soudanais n'a pas non plus atteint les objectifs fixés. En 1981, alors que le pays prévoyait d'exporter 700 000 tonnes, le production n'atteignait pas 250 000 tonnes et ne permettait même pas de satisfaire la demande intérieure, estimée à 450 000 tonnes. En 1986, le Soudan a produit à peine 158 000 tonnes (3). Victimes de leur gigantisme, les « éléphants blancs » d'Afrique n'ont pas répondu aux espoirs de leurs promoteurs.

Ces coûteuses erreurs vont bien au-delà d'une mauvaise appréciation du marché, La nouveauté de ces investissements dans les conditions africaines, leur démesure, ont inévitablement entraîné de mauvais résultats techniques et des difficultés de gestion multiples. La situation a été aggravée par une confusion des objectifs de remabilité et de développement

ES conséquences économiques et sociales sont d'autant plus lourdes à assumer que l'économie des pays africains s'est largement détériorée ces dernières années. Force est de constater que « la force du bulldozer et des moyens financiers employés face à des populations démunies ne reprétente pas un exemple envieble de développement (4) ». Dans un contexte de crise et d'endettement, réhabilitation et restructuration sont devenus les mattres mots des builleurs de fonde.

Ces restructurations ont pour but de limiter les pertes en tentant de relever le niveau de productivité. Dans le même temps, la production set recentrée sur les marchés les plus « rémunérateurs » (marchés intérieurs et quotas sur les merchés orga-

Des Antilles aux Philippines, de l'eschwage au protocole conclu avec la CEE, l'évolution de l'activité a toujours été dominée par les pays du Nord. Ne par l'avoir compris a conduit les investisseurs africains à commettre de graves erreurs. Les choix tachnologiques ont été faits sans référence aux stratégies de développement, et l'Afrique, tributaire de ses matières premières, s'est engagée dans la spirale inflationniste de la dépendance, en investissa des marchés extérieurs tout en faisant appel à des investisseurs étrangers. Perdra-t-elle aussi sa fonction de producteur de matières premières ? Au-delà d'un échec des transferts de technologie, les déboires des programmes sucriers africains sont une nouvelle illustration de l'échange inégal et de la nécessité d'un nouvel ordre économique internatio-

(1) Cafe, cacao, sucre, AFP, 20 février 1987.

(2) 1 franc CFA = 2 centimes.

(3) Marchés tropicaux, nº 2144, 12 décembre 1986. (4) H. Thierry, «Le périmètre sucrier de Banfors (Haute-Volta). Da pouvoir technocratique aux déboires paysans », Cakiers d'outremer, se 142, avril-juin 1983.

# Les ravages de la crise aux Philippines

PICART IMANCHE 5 juillet 1987, dans le village d'Oringao, au sud de l'île de Negros, aux Philippi cinq hommes armés ont torturé et tranché la tête d'un ouvrier agricole. La victime, Norberto Gallines, vingt-huit ans, père de trois enfants, était membre de la Fédération nationale des ouvriers du sucre (National Federation of Sugar Workers, NFSW) ; les cinq hommes appartiendraient aux « Vigilantes ». groupe d'autodéfense commandé par Rosendo Mahinay, un ancien militaire.

Gallines a été agressé alors qu'il travailleit dans un champ de mais utilisé par la coopérative locale de la Fédération syndicale. Son histoire n'est qu'un épisode macabre du conflit qui déchire l'île de Negros, M. Serge Chemiguin, secrétaire général de la fédération syndicale, juge la situation aussi critique que sous le régime Mercos. Mgr Fortich, archevêque de Bacolod, cite pêle-mêle les raisons du regain de vio-lence : « La réforme agraire qui ae fait attendre, l'impatience de milliers d'ouvriers agricoles qui vivent dans la misère, la parique des planteus qui veulent maintenir per la force le système (fodel an viace, les communistes qui ne voient la solution que dans la lutte armée... et tout cele dans le contexte de crise de l'industrie du sucre qui frappe Negros depuis le début des années 80. »

A cette époque, 300 000 hectares étaient antés en canne à sucre dans l'illa de Negros, qui surait 68 % de la production nationale, avec 2,5 millions de tonnes en 1982 (sur un total de 3,3 millions environ pour l'archipel, dont les deux tiers sont exportés). Le système des grandes planta-tions (haciendas) domine : 2 000 haciendaros pos-sèdent plus de 50 % des terrains plantés en caune à

Deux cent cinquante mille ouvriers trave les plantations et les sucreries installées dans l'île . Le salaire minimum imposé par le gouvernement est de 32 peecs par jour (soit environ 10 francs), mais seulement 20 % des planteurs acceptant de payer leurs ouvriers à ce terif. Le plus souvent, ils sont rémunérés à la tâche (pelio) et gagnent en moyenne 15 pesos par jour. Les sacades (travailleurs saisonniers), amployés au moment de la récolte (d'octobre à avril), ont des seleires journaliers qui dépass rarement 10 pesos pour huit à dix heures de traveil.

En cinq ans, le production est tombée de moitié à cause de l'effondrement des cours sur le marché mondial, de la réduction des quotas d'importation des Etats-Unis et de la gestion catastrophique des rons du sucre > (1) sous le régime Marcos. Aujourd'hui, le tiers des terres est en friche, trois aucreries ont définitivement arrêté leurs activités. cinquante mille ouvriers agricoles aunt sans emploi

ou sous-employés. « En attendant, constate Chemi-guin, les travailleurs de la canne ont faim. Pour sortir de la crise, il n'y a qu'une solution : les ouvriers agricoles doivent pouvoir utiliser les terres laisaées en friche par les planteurs. »

Quelques espoirs sont nés lors de l'annonce par le gouvernement Aquino d'un projet de réforme agraire. La présidente a signé un décret dans ce sens, le 22 juillet 1987, en laissant eu Congrès le som de définir la taille limite des propriétés, le montant des indemnités et les échéances de mise en application de cette réforme. Mais les congressmen en grande majorité des propriétaires terriens euxmêmes - ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les modalités de la redistribution des terres.

Conscient de l'argence du problème, le nouve gouverneur de Negros, M. Daniel Lacson, a décidé de prendre les devants en lançant un programme connu sous le nom de € 60-30-10 » : 60 % des terres restent la propriété des plantaurs ; 30 % sont nationalisées et utilisées par la gouvernement pour des projets agro-industriels (les bénéfices servant à rembourser les dettes des planteurs) ; les 10 % restants sont redistribués aux ouvriers agricoles pour la production de cultures vivrières.

A Fédération syndicale accepte ce programme comme un premier pas « mais sans se faire trop d'illusions, précise M. Cherniguin ; aucune loi, pour le moment, ne peut imposer aux propriétaires terriens de céder 10 % de leurs terres ». Sans attendre les futures décisions du gouvernement, la Fédération a mis en place un progremme d'utilisation des terres disponibles dans le cadre du programme Lacson. Des organisations non gouvernementales, comme prères des hommes, participent à cette entreprise. Les coopératives sont gérées par les ouvriers agricoles, qui obtiennent des prêts de la NFSW pour l'achat de semences, d'engrais et de buffles pour la traction attelée. La récolte est partagée entre les membres de la coopérative. La Fédération syndicale organise des stages pour la formation des ouvriers aux techniques agricoles at à la gestion de coopéra-

Qualque peu désemparés dans les premie temps par le changement de régime, les proprié taires terriens de Negros ont ensuite clairement fait savoir au gouvernement qu'ils refusaient en bloc le programme de réforme agraire. Organisés au sein du Mouvement pour l'indépendance de Negros, ils sont prêts à prendre les armes pour défendre leurs propriétés. L'exemple de Norberto Gallines, tué sauvagement pour avoir utilisé des terres qui ne lui appartenaient pas, est là pour rappeler, s'il le faut, leur détermination.

(1) Voir Miryam Cruis, «Spectre de famine sur Negros», le Monde diplomatique, décembre 1985.

The Paris of the P The state of the s to the second STATE OF COLUMN STATES o A premier d Photographic a letter du produ far me ein mit fiete d'en inte. to the par character Aprile to province being december THE THE GARAGE THE to mention of it Burton A CONTRACT CONTRACT SERVICE - CONSTRUCTOR CONTROL gard from the control of Person Been. THE OF THE PARTY CHIPP THE THE STATE OF T ES STEELE TO SEE SECOND AMERICANT PLANT OF PAR SECOND Berna 1975, to 1975 Arts addition ATTENDED OF THE PROPERTY OF A STREET Selection to Suche M. the state of the s mineral consequences of passages E Carrer of Neave Man To One and or a very la Tanasante Service of James Court to Clarings on the Service Country of their agenty place agent Might more international of revender ... The second second second second Magro due untre come nogrammente la certación de control de control de magratura de control de cont WHAT COMES OF STREET PARTY SPECIAL SPE STREET OF STREET STREET mentant de un com de de des est Ma Magge Tea severimpitiat www. 385-13871 TO BE THE PROPERTY. CO 100000 Exportations TPOMATIONS. Pontipaux pays product importateurs de 🙉 Depois 1900. In production of the par dix pour attender, and down a compte aujour had plant

forte d'entre cer (dent in

billions de tounes, sont fin ladis que sept résilient

garts de la production giali

CH SHITE WAS AND THE THE BALL OF THE BALL

Service of the servic

Les Carallelle

programment in tegert de fi

SECTION OF THE PROPERTY OF THE



# « esprit de

respecté leurs engagement, i le injuste et absurde de leur lair, les conséquences d'erreur cut le par d'autres. Si des charges s'imposent, ce ne sont pas les plans codt.

On pourrait prolonger la communature de vue en communature en prolonger la communature ple, les consommateurs européa de lieu de devoir s'approvisone en lieu prik communautaire, ils ponte prik communational, ils le payeraient mobile payeraient mobile processor de l'ile Mune processor qui des pays en voie de figuration qui ne profilement processor sucre sucre profilement price processor sucre sucre profilement price processor sucre sucre sucre profilement price processor sucre sucre sucre sucre profilement price processor sucre suc

Sans oublier le PDG et les du p Sans oublier le PDG et les du su travailleurs britanniques de las et Lyle : cette multinationale de las et Europe le quasi-monopole du mile du sucre de canne importé A et le cett, dans la CEE, le panes de cett, dans le cett des pares des pares de canne de panes de cette de cette de panes de cette de cette de panes de cette de indispensable et oblige des par Al Si les exportateurs avisateu de personal de personal de complete d still que constitue le protocle la fois liquidation de rompu. A la fois liquidation d pue generat de la colonisation, mélane table d'aide et d'intérêts comment de colonisation mélane de coopération es voie de développement et pay de koppés est unique en son genre Mei est sujourd'hui devenu ut ha Faut-il ou non l'amenager ? Et le pa on same risquer de l'anéantir?

Toute la question est de muir a pont et qui doit nourrir les como bours européens. Il y à trens au l Grande-Bretagne plaidait por a avair conclu avec eus un accur si seyant l'importation de 1,7 miles senses de sucre brut (Commonnuis Sugar Agreement | Quand elle alle as Marché commun, elle crips a est angagement soit endosse Francesable des membres de la CEE N par le faire, déciarai: alors M. Rippe de chef de la délégation britanies archie une « gizaniesque maladren.

A l'époque, les pourparien qu dernient about 1 1 2 première con ine de Lome diamit dejà enpie amble des pays ACP prirent fait poer les pays en voie de dévie a argantuires du Commonwei Agreement. Scule l'Amine perdre son statut de fournier presentiel. Au grand dam de l mode Bretagne, mais à la mome grande satisfaction des beneration

## aux Philippines

selloyés, e En attendant, constata Cher-Bers de la camne ont fam. Pou pre ## Y & qu'une sciution : les oumes se **DENNING UZ.I.SAF SAS SAFTAG INGAK B** 

🕶 🏜 poirs sont nés lors de l'annora p menti Aquino d'un projet de tilan Le préadente a signé un décret dans s 22 juillet 1967, er. tassant au Congli l Minir le telle limite des propriétés le mo estatés et les échainces de mes e Contra de cette réforme. Mais les congresses de majorité des propriétaires temes esste parviennent pas à se mettre d'accid de de la recistrabution des tarres.

ett de l'urganos du problème, le nome r de filegroe, M. Daniel Lacson, a dicel its ies deserts en lançant un programi the store de £ 60-30-10 » : 60% de ne la propriété des planteurs : 30 % pré et utilisées per le gouvernement per The state of the s Plan dettes des planteurs) : les 10 % ne **Batribués** aux ouvners agricoles por l

**SPOR Syndicale** accepte de prograf be the presture pas a mais sans se tantil maricine M. Cherry an ; sucure la par E. Me peut imposer sux proprietates # Mar 10 % che leurs (erres ). Sens attendi taions du gouvernement, la fédérati We are programme d'unisation de mis diama in cadre du programme lacel fore non gouvernementales, comis participant à cette amape te sont gérées par les ouvres el mer des prêts de la NFSW po releache, d'angrais et de builles par la Me. Le récoite est partagée entre i de la caopérative. La Fédération synta the suger pour le formation des outes to agricoles et à la gestion de confér

man disemperés dans les pre ngamens de régme, les po de Riagros ont ensuite clairenes EFFECTION QU'és refusaient en bist de afforme agraine. Organisés ill seid # pour l'indépendence de Nagros, is gr to his armes pour détende leus pr de Norberto Gallines, tud sent Wir without thes terres qui ne hi appl th pour rappeler, S'il le fest.

Crait, Specie de fant

# Lomé » et l'héritage colonial

européens qui obtennient en outre que la CEE se voie officiellement reconnaitre la qualité d'exportatrice nette.

Pour le bonheur des uns et le maiheur des autres, l'année 1974 devait être exceptionnelle. Elle fut marquée par une prodigieuse flambée des prix et une brusque pénurie de sucre sur les marchés internationaux. Les Caralbes n'avaient pu honorer que les deux tiers de leurs engagements à l'égard de la Grande-Bretagne. La peur de manquer de sucre se transforma en panique. Le 28 novembre 1975, la CEE et les ACP signaient la première convention de Lomé et le protocole « sucre » qui lui

A la différence de celle-là, celui-ci est conclu pour une durée indétermi-

née. La CEE s'engage à acheter et à importer chaque année 1,3 million de tonnes (équivalent sucre blanc). Sauf cas de force majeure, les pays ACP signataires sont tenus de les lui fournir. Et cela à des prix qui ne peuvent être inférieurs aux prix les plus bas en vigueur à l'intérieur des frontières communautaires (prix d'intervention).

Le souffle de Lomé, la détermination des pays ACP, la bourrasque de 1974 sur les marchés internationaux, les pressions de Tate and Lyle désireuse de préserver ses approvisionnepicards et les coupeurs de canne des Caralbes.

#### « A prendre ou à laisser »

En'a pas été modifiée d'un iota. Mais les lectures faites par chacune des parties en présence sont devenues de plus en plus divergentes.

Pour l'ambassadeur de la Barbade suprès de la CEE, il s'agit encore et toujours d'un « engagement contractuel on ne peut plus clair ». Pour bon nombre de responsables européens. l'accord prend les allures d'une concession et les signataires ACP deviennent des bénéficiaires, pour ne pas dire des

Depuis 1975, la liste des adhérents an protocole s'est allongée (Zimbabwe. Côte-d'Ivoire). Le Soudan et la Papouasie out récemment présenté leur candidature. Certains pays ont éprouvé des difficultés durables ou passagères pour honorer leurs engagements (Suriname, Ouganda, Congo, Kenya, Maurice...). On a ainsi pu voir la Tanzanie. l'Onganda, la Jamaïque, le Congo ou le Suriname acheter à bon compte sur le marché international et revendre au prix fort communautaire.

Malgré quelques aménagements, la clé de répartition est toujours la même : la part de l'Île Maurice frôle les 500 000 tonnes et les cinq premiers fournisseurs (sur un total de dix-neuf) s'adjugent près de 80 % du quota dispo-nible. Maigré les récriminations des ments et les contraintes de la politique agricole commune auront finalement conduit à un accord qui prétend mettre sur un pied d'égalité les betteraviers

ACP, celui-ci est resté inchangé. Mais, fait-on observer à Bruxelles, il a été effectivement importé.

En principe, les prix doivent être négociés et fixés chaque année avant le 1" mai. En fait, il s'agit d'un prix l'agriculture. Les représentants ACP peuvent se plaindre d'être moins bien traités que leurs concurrents européens ; répéter qu'il est anormal que leurs frais de transport ne soient pas pris en compte dans le calcul des prix qui leur sont fixés (alors que les prix européens s'entendent sortie d'usine). lis peuvent invoquer l'augmentation de leurs coûts de production, l'aggravation de leur chômage, la position de la CEE reste inébranlable et tient en quelques phrases: « Nous dépensons pour votre sucre autant que pour l'aide alimentaire en faveur de tous les sousalimentés de la terre. Même le mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation mis en place pour l'ensemble des pays ACP nous coûte moins cher. Il est impensable que votre sucre soit mieux rémunéré que celui des betteraviers européens. C'est à prendre ou à laisser. »

Jusqu'à présent, Tate and Lyle et les ACP ont toujours pris. Et l'on voit mal comment ils auraient pu faire autre-

Scion une étude citée par la Banque mondiale dans son rapport annuel (2), la politique sucrière des pays industriels a fait perdre en 1983 plus de milliards de dollars de recettes d'exportation aux pays en voie de développement. Et, depuis cette date, les Etats-Unis ont fortement et unilatéralement réduit leurs importations. Dans ces conditions, l'accès au marché européen représente un privilège de plus en plus rare et avantageux.

En 1984-1985, le protocole « sucre » a procuré 2 milliards de francs à Maurice, soit 2 000 francs par habitant. En réalité, ce sont les exportateurs privés organisés en syndicat qui ont encaissé cet argent. Selon M. Charles Stevens (3), s'il n'y avait pas eu de protocole «sucre» et si Maurice avait dû vendre son sucre au prix mondial, ses recettes d'exportation auraient chuté de 44 % en 1983. Pour la Guyana, Fidji ou le Swaziland, le manque à gagner aurait été de 24 %, 19 % et 10 %. A deux exceptions près (1975 et 1981), les prix européens ont toujours été supérieurs aux prix mondiaux. En 1983-1984, le rapport était de un à trois et la CEE a dû débourser près de 450 millions d'ECU pour pouvoir réexporter le sucre ACP (4). A partir du moment où, avec sa propre production, l'Europe est devenue structurellement excédentaire, la question pour elle n'est pas tant d'assurer ses approvisionnements que de gérer ses surplus.

On peut, bien sûr, regretter que les ministres européens de l'agriculture et ceux de la coopération n'aient pas mieux coordonné leurs politiques. Les Etats ACP signataires du protocole « sucre » ne manquent pas une occasion de souligner ces incohérences. Les pays en voie de développement exportateurs de sucre sont, eux aussi, fondés à exiger de la CEE qu'elle signe l'accord international sur le sucre et cesse de précipiter la chute des cours sur le marché international. Quant aux pays en vois de développement importateurs de sucre, ils peuvent profiter de la situation pour consommer du sucre très bon marché. Mais s'il s'agit d'en produire, c'est l'inverse. Ceux qui s'efforcent de développer la production locale voient leurs efforts ruinés, incapables qu'ils sont de produire à des prix de revient comparables à ceux du mar-

Comment dès lors pourraient-ils payer les dettes contractées pour acheter les divers équipements devant en principe leur permettre de mieux tirer profit de leur « avantage comparatif » ? M. Claude Cheysson, commissaire au développement, a vigoureusement dénoncé l'empressement des - marchands de chaudrons > et l'inconséquence des agences publiques qui les ont financés (5). Sans grand succès.

Certains experts de Bruxelles ont proposé d'assouplir telle ou telle dispo-sition du protocole. Les fournisseurs ne seraient pas aussi strictement tems de fournir les livraisons convenues. La CEE ne serait pas tenue d'importer physiquement les quantités négociées. Il lui suffirait, en quelque sorte, de payer la différence entre le prix européen et le prix mondial. Un tel système permettrait de réaliser de substantielles économies, notamment sur les frais de transport : il n'est pas rare en effet qu'une même région soit à la fois cliente et fournisseur de la CEE. En outre, l'installation de raffineries dans certains ACP en serait facilitée, Mais Tate and Lyle, ses dix mille travailleurs et le gouvernement britannique, y sont fermement opposés.

#### Le risque de tout perdre

E Parlement européen va prochainement rendre public un nouveau rapport sur le protocole « sucre ». La perte de compétitivité des producteurs ACP y sera sans donte mise en lumière, Malgré l'existence de statistiques contradictoires, il semble en effet que la politique agricole commune a permis des gains de productivité exceptionnels. Divers sucriers européens se disent ouvertement prêts à accepter une baisse des prix garantis. Pour certains ACP signataires du protocole, cette mesure pourrait se révéler fatale. Si la CEE devait réduire ses exportations et adhérer à l'accord international, on ne voit pas comment elle pourrait indéfiniment importer le sucre qu'elle peut produire elle-même. Par ailleurs, il semble qu'une partie des sommes actuellement dépensées pour produire, transporter et réexporter le sucre ACP pourrait être plus judicieusement utilisée. Certaines terres pourraient sans doute produire autre chose que de la canne. Et certaines cannes pourraient produire autre chose que du sucre. Quand on sait ce que coûtent à plusieurs pays ACP les importations limentaires ou énergétiques, ces possibilités ne peuvent être écartées.

La CEE a déjà accepté de négocier des accords de ce genre. Elle importe des millions de tonnes de manioc de Thatlande pour l'alimentation de son bétail. Très riche en calories, ce tubercule réduit les débouchés de ses céréaliers. Les deux parties sont donc convenues de s'entendre sur les termes suivants: « Vous diminuez vos exportations de manioc chez nous et nous acceptons de financer vos plans de reconversion. » Evidemment, les pays en voie de développemment bénéficiaires du protocole « sucre » sont plutôt enclins à estimer qu'e un bon tien yaut mieux que deux tu l'auros ». Il reste que, à vouloir tout conserver en l'état, îls risquent finalement de tout perdre. Bien sûr, au temps de la colonisation, les puissances impériales ne s'étaient jamais posé la question de la nécessaire diversification. Mais il est non moins assuré que, s'agissant d'abolir le pacte colonial, le protocole « sucre » a fait lui aussi la preuve de son impuissance.

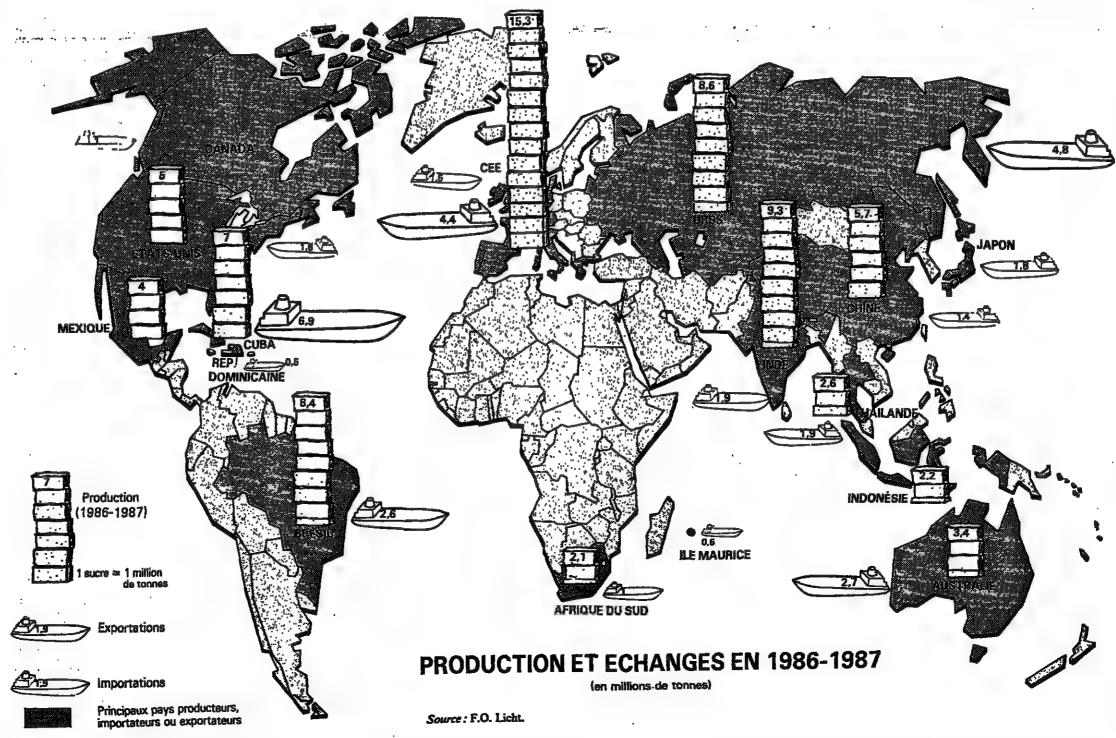
#### CHARLES CONDAMINES.

ACP: pays d'Afrique, des Caraftes et du Pacifique qui ont signé la convention de Lomé. Tous ne sont pas signataires du proto-

(2) Rapport sur le développement de monde, 1986, p. 128.

(3) Sugar Project; Global Economic Analysis, Mineos, Bruxelles, Mal 1987. (4) L'ECU vaut 6,9 france.

(5) Note de la Commission au conseil des ministres : « Incohérence entre politiques de la Communanté et des Etats membres. Le ces du sucre », Bruxelles, 29 novembre 1978.



Depuis 1900, la production mondiale de sucre a été multidiée par dix pour atteindre, en 1987, 104 millions de tonnes. Si l'on compte anjourd'hui plus de cent dix pays producteurs, douze d'entre eax (dont la CEE) réalisent près des trois quarts de la production globale. Les échanges internationaux, us de tonnes, sont fortement concentrés sur quelque pays, buit d'entre eux totalisant 70 % des exportations, tandis que sept réalisent 50 % des importations. Trois cou-

rants privilégiés représentant un tiers des échanges (Comecon-Cuba, CEE-ACP, Etats-Unis-Amérique latine et Philippines) s'effectuent à des prix garantis, sur quotas, trois à six fois plus élevés que le cours mondial sur le marché libre, lequel, en quinze ans, a varié entre un maximum de 65 cents la livre en 1974 et un minimum de 2,35 cents la livre en 1985, pour s'établir autour de 6 ceuts la livre en 1987. La consommation, en accroissement régulier (1,5 %

par an), rejoint progressivement le niveau de la production, mais ne permet pas d'écouler les stocks accumulés (38 millions de tonnes). Les disparités restent considérables entre les pays où la consommation par habitant dépasse les 40 kilos par an (Cuba: 60,7 kilos, Israël: 54,4 kilos, Tchécoslovaquie: 47,7 kilos...) et ceux où elle reste inférieure à 8 kilos (c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique); dans les pays occidentaux, elle varie entre 25 et 40 kilos.

# Bio-éthanol: l'énigme européenne

**ANNE-SOPHIE** BOISGALLAIS IRMES pétrolières et industries agro-alimentaires sont rarement face à face. Or, depuis 1984, le bioéthanol les dresse les unes contre les autres sous l'arbitrage de la Communanté européenne, qui a décidé de limiter les émissions polluantes des véhicules en interdisant à partir d'octobre 1989 l'utilisation, dans l'essence, du piomb, si néfaste aux forêts euro-

Le bio-éthanol, mélangé à 5 % dans l'essence, pourrait avantageusement remplacer le plomb. Mais d'autres cosolvants d'origine pétrolière le peuvent aussi. Et ils coultent moins cher. Malgré ce handicap, le bio-éthanol qui pent être produit à partir de betteraves, de céréales, de por mes de terre - cumule un certain nombre d'avantages : il permettrait d'alléger la dépendance énergétique, de résorber une partie des surplus agricoles, d'utiliser des ressources renouvelables, de rendre biodégradables les produits finis et d'acquérir des technologies de transformation. De plus, la fabrication d'éthanol agricole fournirait la CEE en sousproduits utilisables pour l'alimentation

FACE à des études contradictoires

aericole, les ministres et la Commission

des Communautés européennes atten-

dent le dernier moment. Un mémoran-

dum du Centre national des hydrocar-

bures italien (4) faisait état, fin 1986,

d'un coût de production de l'éthanol

prohibitif, nécessitant une subvention

de la CEE supérieure aux restitutions à

l'exportation. Sans compter les

1700 millions de france nécessires

pour investir dans vingt-six distilleries

susceptibles de répondre à la demande

européenne. Auparavant, le Centra

européen des fédérations de l'industrie

chimique (CEFIC) avait fait valoir un

argument encore plus percutant : « En examinant le bilan énergétique, on

constate qu'il faut sensiblement plus

éthanol qu'il n'y a d'énergie dans ce

bio-éthanol (5). » On peut ajouter à

cela l'argument des sceptiques qui pen-

sent que, plutôt que de réduire les excé-

dents, la perspective éthanol risque de les accroître, en faisant miroiter un

M. Raul Gardini, président du groupe italien Forruzzi et de Beghin-

Say, exerce de son côté une pression

médiatique en promettant aux pétro-

nonvenu débouché.

sur le prix de revient de l'éthanol

animale en remplacement des protésgineux importés d'outre-Atlantique.

Pour rendre le produit compétitif, sucriers et céréaliers demandent à la CEE que les betteraves et les céréales utilisées pour la fabrication de l'éthanol recoivent un montant des restitutions équivalant à ce qui aurait été obtenu si elles avaient été exportées sur le marché mondial (1).

Mais le 11 novembre 1987, la Commission européenne semble avoir rejeté la proposition. Raison invoquée : le cont trop élevé par rapport aux autres additifs disponibles - méthanol. MTBE, TBA (2) - et le risque accru de production agricole excédentaire. Match terminé, victoire aux pétro-liers ? « Mais pas du tout ! », s'exclume M. Robert Bonteil, direcdu développement industriel à la Générale sucrière (3). « C'est encore un exemple de l'action efficace des pétroliers sur la presse. La Commission a demandé aux rapporteurs de revoir leur dossier car il n'est pas bien ficelé, mais il n'y a pas eu de décision négative. Nous sommes pour le dialogue, mais certains le refusent en bloc. »

Techniquement, la filière de fabrication d'alcool à partir de la betterave est an point. A partir des céréales, les expériences sont moins nombre mais la Suède maîtrise ce procédé à l'échelle industrielle depuis plusieurs années. Alors ?

liers un bio-éthanoi à 85 % du prix de

La confiance est de rigueur : avec la

baisse du dollar, le coût des restitutions

européennes augments. Il y a un an, la

CEE déboursait 60 ECU par tonne de

céréales exportée. Aujourd'hui, elle en

dépense 140. Ferruzzi se déclare prêt à

investir 1 milliard d'ECU pour résor-

ber les excédents structurels. Mais il

lui faut les céréales et le sucre au prix

mondial, car il estime les coûts de

stockage et d'écoulement des surplus

du même ordre que la subvention

nécessaire pour transformer 22 millions

de tonnes de céréales (l'excédent

Les pétroliers, Elf-Aquitaine en tête.

ne s'opposent pas au bio-éthanol en

tant que tel, mais les calculs économiques immédiats sont favorables aux

produits pétroliers oxygénés pour rem-placer le plomb. En l'absence de toute

subvention, le seuil de compétitivité

pour l'alcool-carburant serait atteint dans le cas d'un basil de pétrole au prix

de 40 dollars, soit environ le double des

Si, en Europe, le mobile de l'intérêt pour l'éthanoi était écologique, il n'en

est pas de même pour les sutres pays qui ont choisi l'indépendance énergéti-

actuel), soit 1,5 milliard d'ECU (6).

que. Le Brésil en est la meilleure illustration (voir ci-dessous l'article de Michel Faucon). Le Zimbabwe s'en est directement inspiré et, en 1982, il économissit 15 % de ses importations de pétrole grâce à l'éthanol tiré de la canne. L'Afrique du Sud, la Thallande, l'Australie, le Mali, commencent de prudentes réalisations industrielles. Les Philippines, qui out déjà essuyé un échec financier entre 1978 et 1980, vont tenter une nouvelle expérience, à partir d'un carburant contenant 5 % d'éthanol. L'enjeu est d'importance: 150 000 hectares de canne (45 % des surfaces actuelles) trouveraient de nouveau un débouché, cent mille travailleurs cesseraient d'être au chômage, et la pollution de Manille serait six fois moindre. Le plan éthanol est le scul plan de sauvetage de l'industrie sucrière philippine, depuis que la canne destinée aux États-Unis reste désespérément sur pied. Sans éthanol, c'est la diversification agricole à grande échelle que le gouvernement de M⇒ Cory Aquino devra envisager (noir l'article de Joël Picart page 24).

Les Etats-Unis produisent maintenant 20 millions d'hectolitres d'éthanol par an (1986), dont 85 % à partir du

mals, ce qui représente l'utilisation de 6 millions de tonnes de mats. Mais, ce programme tient à coups de subventions et grâce aux exportations de cors gluten feed, sous-produit de la fabrication d'éthanol et d'isoglucose. Une moindre valorisation des sous-produits (per exemple ai l'Europe les produisait elle-même), une augmentation des cours du mais ou un desserrement des mesures fiscales incitatives et c'est la mort de l'éthanol américain.

Les ministres européens, qui devront se prononcer sur le donnier dans les mois qui viennent, suront à faire un choix plus politique que financier. Subventionner l'éthanol dans la même proportion que les exportations ne suffira pas. Le reste doit venir de mesures nationales, comme la détaxation partielle proposée par le premier ministre français. Carieusement, les décisions nationales semblent précéder l'impulsion européenne, L'Allemagne s'est déià lancée, avec trois mille stations qui proposent un mélange sans plomb contenant 5 % d'éthanol. Les concinsions sont favorables: gaz d'échappement moins polluants; consommation identique, monoxyde de carbone réduit de moitié, Mais le pays ne pourre aller

plus loin sans aide communautaire, L'érhanol sera européen ou ne sera pas. S'il n'est pas, la perspective du « gel » des terres se profilera avec des consé-quences sociales et écologiques que l'on préfère ne pas imaginer avant qu'elles ne s'imposent avec certitude.

Discrètement, les alliances sur le bio-éthanol dépassent les frontières européennes. Le 1= octobre 1987, M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, rencontrait M. François Guillaume, ministre français de l'agri-culture, M. Raul Gardini et les présidents de Renault et d'Elf-France. Rien n'a filtré de la réunion, sinon que la firme Sucre et denrées appayait le bio-éthanol pour « son rôle dans la guerre commerciale Etats-Unis-CEE ». Un rôle qui pourrait ne pes être ce qu'on croit. Réduction des excédents, peutêtre. Mais, concurrence sur les sousproduits destinés au bétail, certainement. Quoi qu'il en soit, il a été convenu de créer un groupe d'étude mondial sur le bio-éthanol.

Absorbant les pluies acides et les trop bonnes récoltes, le bio-éthanol pourrait conditionner le paysage de l'Europe de demain. Entre le risque de créer un secteur surprotégé, la volonté de tendre à l'indépendance énergétique, le nécessité de ménager les finances de la politique agricole comnune et la crainte des représailles américaines, l'attitude européenne reste énigmatique.

Mais, si la Communanté prolonge l'ambiguité, les initiatives privées ou nationales vont se multiplier, et accaler les ministres européens à prendre acte du bio-éthanol sans l'avoir choisi.

(1) L. Rigo, Utilisation de l'éthanol-résument : où en est-on?. Confédération

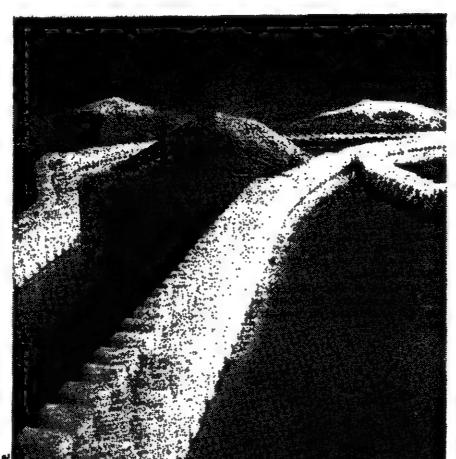
(2) Il existe, actuellement, quatre princi-nux concurrents du bio-éthanol : trois alcools panx concurrents du bio-éthanol : trois alcools (méthanol, éthanol et alcool tertio-butylique — TBA) et un éther (méthyl-tertio-butyl éther — hdTBE). Ce dernier est techniquement le plus parfait, mais il est d'origine fossile et doit être importé. Il y a déjà une production communature de méthanol, mais e'est un produit très toxique pour la samé humajne et très corrosif pour les moteurs. Le TBA, importé lui aussi, est globalement aussi bon que l'éthanol fossile, qui, lui, colte plus cher que l'éthanol agricole.

(3) Début au cours du colloque « Le sucre Nord an Sad » qui a sa lieu le 20 novembre 1987 à Amiens, organisé par le « groupe sucre » de Frères des hommes, Terre des nmes, Peuples solidaires et Solagral.

(4) Ogetto, Memorandum sur l'éthanol agricole, Roma, Ente Nazionale Idrocarbari, embre 1986, Oggetto.

(5) Consell suropéen des fédérations de l'industrie chimique, CEFIC, « Position Paper : Bio-éthanol, a Viable Use of Rommeble Resources ? ., novembre 1985,

(6) Voir Agence suropéesne d'information - Cinb de Bruxelles : 1987, le Sucre dans la CEE, Martine Renzi, 130 pages ; 1986, l'Avenir du blo-éthosol en Europe, Yves Clarine,



LA CONSOMMATION ATTEINT SES LIMITES etr les excédents de production... Jusqu'à gunni ?

#### Colloques of #

The second secon

The second secon

ATTENDED TO SERVICE OF THE PERSON OF THE PER

The state of the s

F Ben und gent

TEL . THE PARTY PARTY AND INC.

Service of the servic

The second of the second

SATISFA PARK TO BE

Special Labor Lines

The state of the s

The services of the services o

LE- Still - In M. H. - HAME

THE RES P. LEWIS CO., LANSING

THE STREET ! I IS THE PERSONNEL

NO PROPERTY AND PROPERTY COMMENTS

MAT - 12 no President

STATE OF STREET BY SHOWING

\_\_\_\_\_

NA SER PRINT

STATE OF STATE

1222 - 2 2

TO S & STREET, SHOP TO in a "granned" ... ... . : : 1 abielle 22 2 20 THE STATE OF THE PARTY Sign o knowed for the state of 4 and 1 and #4 THE THE PERSON NAMED IN A Mit M. Find in in the complete fin A day M. F. Patrypholis . Ev., miles. M. Alternative Annual Property of the Contract of Commercial and their parties and to be a succession of annually THE WAY I SEPTEMBER A PARTY OF THE PARTY OF The second secon A COUNTY OF SECURE times in the later to the later A STATE OF THE PERSONNEL

MEST QUI EN

A CONTRACT OF THE PROPERTY OF



### Le pari brésilien

cours actuels.

MICHEL **FAUCON** 

Un coût prohibitif

'EST après le choc pétrolier des années 1973-1974 que le gouvernement militaire de Brasilia, au nom de l'Indépendance nationale, lança, en 1975, le projet Proalcool. Dans un pays Important 85 % de sa consommation, l'objectif était de remplacer complètement l'essence par de l'alcoci hydratě à 4 %, beaucoup plus facile à obtenir. En 1979, fors du second choc pétrolier, le plan prend son essor, les crédits publics atteignent 90 % des investissements: l'expansion est très rapide. Aulourd'hui, 250 distilleries produisent près de 13 milliards de litres de combustible par an, plus de moitié du parc automobile fonctionne à l'alcool, 90 % des voitures produites ces demière années étant équipées à cette fin.

Bénéficiant d'étendues de terre considérables, le Brésil a pu accroître les surfaces cultivées en canne à aucre, qui ont été multipliées par trois, pour atteindre 7 % des 52 millions d'hectares à usage agricole. Sur les 3,8 millions d'hectares de canne, 2,4 sont destinés à l'alcool et 1,4 au aucre. Le rendement moyen se situe autour de 5 500 litres par hec-

Malgré son auccès, le programme n'est pes à l'abri des critiques : sur le plan économique, on lui reproche de ne pas être rentable face au pétrole dont le cours mondial a chuté depuis 1979 ; sur le plan écologique, la menace de pollution des eaux est permanente : enfin. les travailleurs de la canne n'ont Das bénéficié de ce nouveau « miracle brésilien ».

Pour un pays dont la dette extérieure dépasse 100 milliards de dollars, la moindre économie de devises justifie de lourdes subventions en monnaie nationale. De plus, Proziccol a encouragé les entreprises à réduire les coûts de production et à dégager de nouveaux profits.

Dans l'Etat de Sao-Paulo, qui, a kri seul, produit 50 % du sucre et 55 % de l'alcool du pays, le discours est triomphaliste. Les profits provenant des sous-produits de la canne équivalent sujourd'hui à ceux que l'on retire des produits nobles (sucre et sicool). La bagasse fournit toute l'énergie néces aux sucrenes et aux distilleries grâce aux chaudières spécialement adaptées. Comme cet usage n'en épuise pas les volumes considérables, on en fait des planches d'aggloméré, du papier et aussi la base celluosique de rations animales, aurtout si l'on y intè-gre les feuilles et les pointes de la canne. La vinasse (environ 14 litres pour 1 litre d'alcool) restitue au sol le potassium contenu dans la canna. Pour l'apport d'azote, on cultive des légumineuses (soje, haricot, erachide) entre les lignes des jounes pousses de

Quant aux rieques écologiques, ils résultent du fait qu'aux premiers temps des installations de distilleries aucune meeure n'avait été prise pour enrayer la pollution provoquée par la vinasse, dont la fermentation absorbe l'oxygène de l'eau et aspiryxée les poissons. Aujourd'hui, la solution consiste à laisser la vinasse en repos quelques mois avant de la restituer au sol per irrigation.

#### Pas de miracle pour les coupeurs de canne

E 29 septembre 1987, les ouvriers de la canne du Pernambouc ont obtenu un réajustement de salaire : 4 100 cruzados en octobre, 4 200 en novembre, puis l'indexation sur les indicateurs officiels à partir de décembre. Au mieux, cela représente un peu plus de 400 francs mensuels pour un travail qui n'est assuré que six à huit mois per an.

Dans le Sud, les conditions sont nettement mellfeures. La main-d'œuvre temporaire tend à diminue au profit d'une main-d'œuvre permanente que l'on utilise aussi bien pour la canne que pour les cultures altérnées. On trouve même des cantines ambulantes qui servent des repas chauds, ce qui fait mentir l'expression de « bois fris », les « gamelles froides ». Mais l'exception ne doit pas faire illusion. Une pertie des six cent mille emplois directs du secteur sont menacés à tarme par la mécanisation : des expé-riences techniquement satisfaisantes aont déjà rési-

Même si dans le Nordesta, pour des ra essentiellement politiques, le production d'alcool doit reposer encore longtemps sur des subventions publiques, on peut affirmer que les entreprises du Sud ont maintenant atteint le seuil de rentabilité prêce à l'intégration des sous-produits de la canne dans le circuit de la production d'alcool. L'option prise est irréversible, et le Brésil diffuse déjà sa technologie dans le raste de l'Amérique latine. De récents accords avec Cuba et le Nicaregua en sont une illustration. Le foisonnement d'innovations technologiques induites est véritablement impressionnant, surtout dans les domaines des microproc sours, de la chimie et de l'ingénierie. Reste à faire la preuve du bénéfice sociel, encore limité, sujourd'hul, à quelques espaces privilégiés.

#### Edulcorants et nouvelles filières

HENRI VILLAIN

ANNE, betterave, mais, blé, chimie des acides aminés : l'origine des sucres est très diversifide. Une première distinction doit être faite entre édulcorants naturels et artificiels (1). Parmi les édulcorants naturals, le saccharose, sucre pur obtanu à partir de la canne (60 %) et de la betterave (40 %), est de loit le plus important : il s'en est produit environ 100 millions de tonnes par an cas demières

La majeure partie de la production de saccharose est répartie, en vertu de trois accords préférentiels entre Cube et les pays du COMECON, entre la CEE et les pays ACP, et entre les Etats-Unis et une quarentaine de pays d'Asie et d'Amérique latine. Le marché libre ne porte que sur 15 à 20 % des quantités produites.

Autre édulcorant natural : l'isoglucces, extrait de l'amidon des céréales, du meils principalement. Sa haute concentration en fructose lui donne le même pouvoir sucrent que le seccherose. C'est aux Etats Unis que l'isoglucose est le plus développé, entrai-nant une baisse de la consommation de saccharose, qui représente aujourd'hui 48 % du marché des sucres, contre 78 % il y a dix ans. Ce développernent prodigieux s'explique par une politique de sub-ventions aux minotiers — tals Cargill, Archere-Daniel-Midland (ADM) — et par l'exportation, surtout en Europe, des sous-produits de la fabrication de l'isoglucose, destinés à l'alimentation du bétail. En 1986, la vente de ces sous-produits (huile, com glutan feed, tourteeu de mais) a dégagé une recetta équivalente au coût de la matière première, soit environ 4,5 cents per livre. Ainsi s'explique la diminution de la consommation de seccharose et, per voie de conséquence, celle du quota sucrier d'importation américain, passé, en trois ans, de plus de 3 millions de tonnes à 1 million de tonnes,

En Europe, les quotes de production d'isoglucose dans la CEE sont limités, de l'ordre de 300 000 tonnes. Mais les industriels sont prêts à développer les sucres à bese de mals, et le rachat par Ferruzzi des treize usines d'amidon que possé-

Ce dossier a été réalisé evec la collaboration du Groupe de recherche sur le sucre (Frères des dait la société américaine CPC en est un signe évi-

Parmi les édulcorants artificiels, après la saccharine et le cyclamate, connus pour leurs effets cancérigènes, c'est l'aspartam, deux cent fois plus sucrant que la saccharose, qui est le produit d'avenir.

A partir de 1950, les Etats-Unis ont fait les premières tentatives d'utilisation du sucre comme matière première de l'industrie chimique. Un nouvei intérêt s'est manifesté au moment du premier choc pétroller, entraînant la création d'un organisme de coordination de l'information : le World Sugar Research Organisation (WSRO). Certaines firmes comme Tate and Lyle (2) ont entrepris d'importants travaux de recherche. Si, en théorie, saccharose et autres glucides pourraient occuper une place importante comme ressource chimique, leurs caractérisi ques tachniques sont, en réalité, défavorables.

En revanche le secteur des biotechnologies apparaft plus prometteur, le sucre y étant utili sé comme « aliment » pour micro-organismes. La fitière qui a sens doute le plus d'avenir, surtout per les quantités de sucre en jeu, est celle de l'alcoci-carburant (voir les articles de Michel Faucon et d'Anne-Sophie Bois-

Giobalement, les évolutions intervenues depuis deux décermies ont tourné au désavantage des pays du tiers-monde. Outre la responsabilité sociale des firmes multinationeles remplaçant le saccharose per l'isoglucose, la Banque mondiale souligne (3) que ni la CEE ni les Etats-Unis n'ont été capables d'adapter leur politique sucrière à l'évolution de l'environnement économique, entraînant ainsi une aggravation des distorsions du marché et un alourdissement des coûts économiques. Et ils ont rejeté la charge de l'ajustement sur leurs partanaires commerciaux, principalement les pays en voie de développement. La politique sucrière des pays industriels leur aurait fait perdre environ 7,4 millierds de dollars de recettes d'exportation en 1983, aurait abaissé leur revenu réel d'environ 2,1 milliards de dollars et accru l'instabilité du cours sur le marché mondial résiduel de 25 %. Les plus lésés sont les pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Maxique, République Dominicaine), ainei que les Philippines et l'Inde, qui figurent tous parmi les principaux débi-

(1) Voir Verz au développement solidaire, at \$5, supunitre 1986.
(2) Philippe Chebraia, Tate and Lyle, giant du sucre, conomica, Paris, 1983.

(3) Rapport sur le développement dans le monde, Baz-ne mondiale, 1986.



LEMPIRE DES GRANDS

Discrètement avec certitude se Discrètement, les alliance se curitude se discrètement, les alliance se curropéennes. Le le les fait de M. George Bush, vice préside le Guillaume, ministre français de culture, M. Raul Gardini de le culture de Renault et d'Elf-rise de la réunion, sing le fitte Sucre et denrées appunge se commerciale son rôle days le commerciale. fixed Sucre et deurées appoint le éthanol pour son rôle dans le basen sourrait ne pas ête. commerciale Elas-Unit-Cele no rolle qui pourrait ne pas êne e le croit. Réduction des excédent le croit. Mais, concurrence sur la la produits destinés au bétail, con produits destinés au bétail, con ment. Quoi qu'il en soit, il te convenu de créer un groupe de convenu de créer un groupe de mondial sur le bio-éthanol.

Absorbant les pluies àcides e Absorbant les pluies àcide et trop bonnes récoltes, le bioble pourrait conditionner le payage de demain. Entre le mais créer un secteur surprotégé, le mais de tendre à l'indépendance émit que, la nécessité de ménage le mances de la politique agricole a mance et la crainte des représalles ricaines, l'attitude européens se ricaines, l'attitude européens la

Mais, si la Communanti po Pambiguité, les initiatives prints Participales vont se multiplier, et and ice ministres européens à prade la die bio-éthanoi sans l'avoir chois.

(1) L. Rigo, Utilisation de libra-aurinament: Ou en ext-on?. Confiden-pinsicale des planteurs de betterne, ca-1565, 32 pages.

(2) Il existe, actuellement quare plant concentrants du bio-étimand : mis mis part concentrants du bio-étimand : mis mis part concentrants du bio-étimand : mis mis partir de la constant de métima de mé de méthod et gient to product très toxique pour la le increase at this correct pour ic more in the correct pour

(3) Début àu cours du colleque : Line and an Sud » qui a cu lieu le 20 monte Amen, organse par le par le Monte de Frères des homms, l'en a par le par

Comen curveen des fédération à Resources ? . Sovembre 191.

65) Vair Agence européerne d'abrain Chat de Brunelles 1987, le Sucre des CER Martine Ress., 130 pages ; 198, les de lan-éthèmoi en Europe, You Cam.

## relies filières

in Syciamate, contras pour lours effets are a trace l'aspertam, deux cent los plus sons

**PE mandanté su moment du premie di**ll antistant le créaton d'un organsme of the finformation : le World Sup WESON (WSRO). Cortaines limit The sed Lyle (2) on: entrepre d'importe the pourtaint compet una place milit

Mirgue accrière à l'évolution de l'emil miente du marché et un alourdisse tense. Et ils ont rejete is charge the seer learn partenaires comments net les pays en vois de développe th supplies des pays industries les si the de cours sur le marché mont The 25 % Law plus tésés som les pil Varine (Argentone, Bresil, Mexicus, aine que les Philippi ME sous parmi les principals de

ndoppement solidaire e si, si

# Dans les revues...

5 FOREIGN AFFAIRS. - Bilan et perspectives de la politique étrangère des États-Unis après M. Reagan : des articles sur les relations entre la présidence et le secrétaire d'État, le rôle de la CIA; le point de vue d'un sénateur républicain (Richard G. Lugar) et d'un universitaire démocrate (Arthur Schled'un universitaire démocrate (Arthur Schlo-singer Jr). Ces deux derniers tiennent égale-ment compte de la réduction des moyens d'action de la première puissance mondiale, Lire aussi : un article de M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, sur les conflits en Afrique australe. (Vel. 66, s° 2, lèver 1987-1988, cinq numéros par an, 5,95 dellars. — 58 East 68 th Street, New-York, NY 19021.)

Yerk, NY 10021-)

g POLITIQUE INTERNATIONALE. —
Des articles d'une actualité redevenne brûlante : Israël-Palestine. Avec la contribution,
notamment, de MM. Ytzhak Rabin, Hanna Siniora, - l'une des deux personnalités palesti-niennes agréées par tous » dans la perspective d'une conférence internationale, Yasser Ara-fat qui, dans un bref entreticu, admet son sou-tien aux « Forces islamiques libanaises qui combattent les Israéliens ». (N° 38. kiver combattent les Israéliens ». (N° 38, hiver 1987-1988, trimestriel, 65 F. – 11, rue du ogne, 75116 Paris.)

E CONTREPOINTS. - Le désordre g CONTREPOINTS. — Le désordre mondial établi par les grandes puissances économiques conduit à un maldéveloppement universel qui frappe aussi bien les pays industrialisés que ceux du tiers-monde. Il existe d'autres voies pour l'avenir et des moyens de résister aux structures mondiales du profit. Jean Drumel et le Centre bruxellois de recherche et de document suivant présentairent une tion pédagogiques présentaient une globale qui comporte analyses, syn-et propositions documentées accomrièses et propositions documentées accom-pagnées de références bibliographiques. (Dossier n° 1, prix non indiqué. – 166, avenue Louise, 1050 Bruxelles.)

gs FUTURIBLES. — Une grande enquête réalisée pour le compte de la CEE révélant l'attachement à la construction européenne et une étude de Peter Drucker sur l'« économie planétaire » annonçant un monde qui consom-mera de moins en moins de matières premières et créera de moins en moins d'emplois. (N° 117, janvier, meusuel, 50 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

# ÉCHANGES. - Un dossier sur le nonvene désordre économique international, com-portant une analyse de la crise de la science à une éthique politique. (N° 219, janvier-février, mensuel, 20 F. – 49, rue du Fusbourg-Poissonnière, 75009 Paris.)

B MAUSS. - Le Bulletin du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales s'interroge sur la moderaité et le développe ment, sur l'application du système occidental aux pays du tiers-monde. (N° 24, décembre, transstriel, 36 F. – 16, rue Pouchet, 75017

e La conspiration europionne en matière de recherche et de dévelopment dans le démantes de l'armement. Colloque organisé par l'Union de l'Europe occidentale à Londres, les 7 et 8 mars. (UEO, 45, avenue du Président-Wilson, 73775 Paris Cedex 16. – Tél.: (1) 47-23-54-32.)

© Le transfert de compétences vers les PMI : ebjectif 1992. Colloque organisé à Paris, le 8 mars, par l'Association nationale de la recherche technique. (ANRT. 16. grense

la recherche technique. (ANRT, 16, avenue Bugeaud, 75/16 Paris. — Tél.; (1) 44-53-26-67.)

12 mars à Paris à l'initiative de Radio-France

La coexistence du sectour public et du sectour privé en économie de marché.
 Table roude de l'Association internationale de

Flans de feames. Festival international de Créteil et du Val-do-Marna, du 12 au 20 mars. (Motson des Aris, piace Salvador-Allenda, 94000 Créteil. – Tél.: (1) 42-07-

Paris. - Tél.: (1) 42-21-05-50.)

5 M. - Un grand thème : « Pauvreté, marginalité, exclusion ». Lire, entre autres, les articles de Philippe Zarifian et de Jacques Scheibling. (N° 17, février, mensuel, 35 F. -

Schabling. (N° 17, février, mensuel, 35 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

B POLITIQUE INDUSTRIELLE. — Un plaidoyer de Riccardo Petrella pour une politique technologique commune de l'Europe et un cossier «spécial Etats-Unis» préconissant de reconstruire l'industrie américaine et valorisant le rôle des syndicats. (N° 18, laiver, trimestriel, 90 F. – 23, rue Laugler, 75017 Paris.)

INTERVENTION ECONOMIQUE. -La revue s'interroge sur le rôle de l'État an Canada, l'avenir des forces progressistes et leur poids dans la définition d'une « voie consdienne ». Débat essentiel, alors qu'il est question d'un marché commun avec les Etats-Unis. (Nº 18, automae 1987, 16,95 dollars cana-diens. — CP 206, montrell C, Montrell, 9 C. H2L-4KI, Canada.)

E HARPER'S MAGAZINE. - Un court mais incisif débat montrant que les auditions du Congrès des Etats-Unis sur l'« Irantragate » ne sont jamais allées au fond du problème. (Février, mensuel, 2 dollars. – 666 Broadway, New-York.)

S APRÈS-DEMAIN. -- Un numéro spé-cial sur l'Europe et le grand marché intérieur. Terrier, mensuel, 33 F. – 27, rus ut, 75014 Paris.) (Nº 301, ferrier, me

M DEFENSE NATIONALE. - Un bilan de la coopération militaire franco-allemande et une étude de cas sur les relations entre science et défense : l'information scientifique et technique au Japon. (Février, menuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)

CAHIERS MARXISTES. numéro entièrement consacré à la Wallonie à ses problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels. (N° 157-158, février-mars, mensuel, 120 F. – 28, rue de Stalingrad, 1600 Braxelles.)

8 CELSIUS. — Une analyse des thèmes dévelopés par le Club de l'Horloge sur la question de la nationalité et par la ligne anti-communiste mondiale sur la lutte contre le communisme; ainsi qu'une étude des résultats l'actions de l'Estatement. électoraux de l'extrême-droite en Belique, (N° 5, février, messuel, 25 F. – RP 284, (Nº 5, février, messuel 75228 Paris Cédex (15.)

B REVUE POLITIQUE ET PARLE-MENTAIRE. — Un numéro presque entièrement consacré à l'a affet Gorbatchev ». On lira, en particulier les articles de Pierre Manroy (« Gorbatchev » besoin du peuple russe, mais aussi de l'étranger pour impoer les changements qu'il juge indispensable ») et de Fernando Ctaudin. (N° 932, movembre décembre, trimestriel, 65 F. 17, avenue Gourgand, 75017 Paris.)

M SOCIALISME. - Une série d'articles proposant un point de vue trotskiste sur ce même « effet Gorbatchev ». (N° 185-106, décembre-janvier, mensuel, 30 F. – 42, rue l'Avron, 75020 Paris.)

• Heimmage à Condorcet. Le Cercle Condorcet de Puris, présidé par M. Claude Julien, prepose, le 21 mars de 18 h 30 à 21 heures, deux conférences: « Condorcet et l'instruction du citoyen», par Dominique Julia, et « Condorcet, un républicain», par Robert Badinter. Taxtes de Condorcet lus par

François Chaumette, de la Comédie-Française. Musique de la période révolution-mire interprétée par la Musique des gardiena de la paix. (Grand amphitéatre de la Sor-bonne. 47, rus des Ecoles, 75005 Paris, entrie

La diciaration de 1789 et les minorités

Collegue du Groopement pour les droits des

L'Islam contre le terrorisme. Colloque organisé par le Forum international de politi-que les 25 et 26 mars, à Paris. (FIP, 71, boule-verd Richard-Lenoir, 75011 Paris. — Tél.: (1) 43-38-24-87.)

Déssocratie et éroits de l'homme.
 Sixième colloque interdisciplinaire, du 28 au 30 avril, à l'université de Fribourg. (Bureau 5231, université Miséricorde, CH-1700 Fribourg, Suisse. — Tél.: (037) 219-470.)

68, rue de Babylone, 75007 Paris.)

- Tel.: (1) 45-49-51-95.)

Parmi 200 000 000 de pariants français dans tous les pays du monde, le cercle Richelieu de Paris a

choisi quatre mille personnalités agissantes dans

les domaines scientifique, politique, économique et culturel, qui bâtissent, chacune selon leur

Repensée, révisée, complétée, la deuxième édi-tion 1988-1989 de l'annuaire contiendra aussi la

- Organisations Internationales de la tranco-

structures issus du sommet de Québec.

Académies du monde francophone.

Composition des jurys littéraires, etc.

Associations francophones à rayonnement

Institutions, comités permanents, réseaux et

Souscription franco de port : 380 FF ou 70 \$

US jusqu'au 31 mars, par chèque bancaire avec votre carte de visite ou avec ce formu-

description et les activités des :

Parution: fin mars 1988.

plurinational

unanté internationale de la fran-

B PROBLEMES D'AMÉRIQUE LATINE - Live : une ren Daniel Pécaut sur la Colombie et un imporpaniel recent and at contains et an impor-tant dossier sur les religions en Amérique du Sud. (N° 86, décembre, trimestriel, 48 F. – La Documentation française, Paris.) El PEUPLES EN MARCHE. – Une

enquête sur l'opération « lopins de terre» menée par le syndicat des travailleurs du sucre de l'île de Négros aux Philippines. (N° 25, février, mensuel, 11 F. – 10, rue Lanterne,

13 THE MIDDLE RAST JOURNAL. — Une étude très actuelle sur l'attitude politique des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. des Palestimens de Cajordame et de Gazz. (Vol. 42, nº 1, hiver 1988, trimestriel, 6,95 dollars. — MEJ, 1761 N St., NW, Washington, DC 29036.) nº TRIBUNE JUIVE (Montréal). — Un

dossier sur les « révisionnistes » et l'histoire et, à propos des soulèvements des Palestiniens, un éditorial sans ambiguité : « Pour en finir avec l'occupation ». (Vol.5, n° 4, janvier-février, bluestriel, 2,59 doffers. — 5005, ch. de la Côte-Ste-Catherine, suite 12, Montréal, (Québec) H3W 1M5.)

(Québec) H3W IM5.)

B CAHIERS D'ÉTUDES SUR LA

MÉDITERRANÉE ORIENTALE ET LE

MONDE TURCO-IRANIEN. — Un numéro
spécial sur la modernisation autoritaire et les
réponses des sociétés en Turquie et en Iran.
(N° 5, 1988, deux numéros par au, prix nou
judiqué. — 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

B LE TRIMESTRE DU MONDÉ. —
Dans es normième livraison cette reune millie Dans sa première livraison, cette revue publie un entretien avec Michel Camdessus, direcun entreten avec Michel Cambelssas, orecteur général du FMI, et un dessier sur la poli-tique internationale de l'Iran. (N° I, presider trinsestre, trimestriel, 79 F. — 30, cours Albert-I", 75068 Parla.)

M NOTES ET ÉTUDES DOCU-MENTAIRES. — Deux numéros consa-crés à «l'Afrique anstrale dans la tour-mente». Le pramier se penche sur « la forteresse de l'apartheid »,: histoire de la colonisation, instauration de la souverai-neté blanche, développement de l'opposi-tion noire... Le second aborde « les relations de puissance » : la République sud-africaine face à son isolement, impor-tance géo-économique de ce pays, politique des grandes puissances. (N° 4848 et 4 849, 1987, 48 F Par. — Le Decementation

E LE COURRIER DES PAYS DE TEST. — Etude très fonillée sur Shanghal et sa région. (Jauvier, mensuel, 41 F. — La Documentation française, Paris.)

E LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX

CHRISTI. — Une étude manoée sur l'état de la liberté religieuse en Chine. (Février, dix numéros par an, 12 F. — 44, rue de la Santá, 75014 Paris.)

E FAIM DEVELOPPEMENT MAGA-ZINE - Dans son numéro de carêms, l'organe du CCFD - bête noire de la droite - publis un entretion avec le cardinal Decourtray et plusieum études sur le développement rural dans le tiers-monde. (Février, mensuel, 3 F. - 4, rue Jean-Lantier, 75001 Parie.)

E ÉTUDES INTERNATIONALES. -Numéro spécial sur la coopération marine en Méditerrande (actus d'un colloque): pro-blèmes juridiques, économiques, environne-mant, etc. (N° 25, 4/1987, trimestriel, 5 dinars. – BP 156, Tunis Belvidire 1012,

A PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. — Trois munéros, respectivement consacrés à la problématique télécommunications et développement, aux minorités aux Etats-Unis et à l'identité allemande. (N° 576,

Example of a l'imparate attenuante. (N° 576, 577, 578 des 22 janvier, 5 février et 19 février, 24 munières par ma, 24 F. – La documentation française, Paris.)

EL REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE. – Un stimulant article de Louis-Jean Dueios aux les conditions de la marie de la constitue de la cons ger: quel contrat établir entre l'investigatour et l'« objet » de la recherche. (Vol. 38, N° 1, février, bimenstriel, 90 F. – 37, rue Saint-Guillemme, 75341 Paris Codex 67.)

#### **BIBLIOGRAPHIE**

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

• ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE COMMERCE INTERNATIONAL: bilen des politiques et mesures appliquées en vue de la libéralisation des échanges, d'avril à sep-tembre 1987. (GATT, Gesève, 18 dicembre 1987. 145 pages)

e WORLD DEBT TABLES: les politiques de prêt en 1987 et l'évolution de l'endettement des pays un voie de développement, sont forme de tableaux statistiques. (PMI, édition 1987-1988, vol. 1, 30 pages, Wasklagton DC; diffusion européenne: 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris.)

Organisation de coopération et de dévelop

. LE COUT DES RESTRICTIONS A L'IMPORTATION : L'INDUSTRIE AUTOMOBILE : quatre études examinant les effets du protectionnisme sur les échanges, l'investissement, la consommation, etc., aux Etats-Unis, au Canada, en France et au Royaume-Uni. (OCDE, Paris, 1987, 194 pages, 85 P.)

COOPERATION POUR LE DÉVE-LOPPEMENT: l'évolution de l'aide au tiers-morde en 1987, ses objectifs, ses tendanous. (Rapport du Coreité d'aide au étreloppe-ment, OCDE, Paris, 1988, 291 pages, 170 F.)

LA MÉTÉOROLOGIE ET LES MOYENS D'INFORMATION: comment les médius susureut le lien entre les scientifi-ques et les usagers de la météorologie. (OMM, Genève, nº 688, 1987, 59 pages.)

rganisation des Nations unies pour l'alime tion et l'agriculture

 FOOD SUPPLY SITUATION AND CROP PROSPECTS IN SUB-SAHARAN AFRICA, SPECIAL REPORT: rapport special en anglais, pour attirer l'attention sur la détérioration de la situation alimentaire en Afrique en 1988. (FAO, Rosse, décembre 1987, 61 pages.)

53 TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'TREMAN. — Dossier critique et essai bibliographique sur « l'école et l'immigration ; ux interculturels d'une société plurielle ». (No 3, janvier, semestriel, 28 F. - 3, honlovard Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.)

MESSAGES DU SECOURS CATHO-LIQUE. - Un numéro consacré à l'action internationale, les « missions sans frontières » do Secours catholique: actions d'argence et développement. (Février, messael, 2,90 F. – 106, rue de Bac, 75341 Paris Cedex 07.)

M NON-VIOLENCE ACTUALITÉ. - A sion de son dixième anniversaire, la revue présente une rétrospective des luttes non Violentes en France : violentes, en France et dans le monde, entre 1977 et 1987. (N° 111, février, menmel, 15 F.

E CAHIERS POUR L'ANALYSE CONCRETE. – La politique au jour le jour vue à travers des entretiens avec des lycéens et des ouvriers, où il apparaît que faire parler les interlocuteurs, même peu nombreux, peut être plus intéressant qu'un sondage « scientifique ». (N° 20-21, 1987, 54 F. — Centre de logie historique, RP 26, 45320 Courte-

S SOCIÉTÉ FRANÇAISE - Trois articles sur la crise de l'école et sur le sens de l'échec en mathématiques. (N° 25, décembre, trimestriel, 62 F. – 64, bd Augusto-Blanqui, 75013 Paris.)

B LIEUX DE L'ENFANCE. - A travers les raisons qui déterminent chez les enfants le choix d'un métier ou d'une profession, la société elle-même et le monde des adultes sont présentés sous un fascinant éclairage. (N° 12, trimestriel. — Editions Privat, 14, rue des Arts, 31068 Toulouse Cedex.)

12 LES NOUVEAUX CAHTERS. - Paul B. Femon retrace les relations conflituelles entre les religions judalque et musulmane, sous le titre « Le cri silencieux : Ismaël dans la sous le titre « Le cri sulentieux : ramaci tams la tradition juive ». Et la suite de la série sur les juifs d'Asie : la Corée et Singapour. (N° 91, àiver 1987-1988, trimestriel, 45 F. — 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.)

28 ÉTUDES. – Le P. Valadier traite de la morale d'une société pluraliste», et le P. Langan du difficile dialogue entre le paps

et les catholiques américains. (Février, m sael, 37 F. — 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

EL CULTURES ET FOL - Des déclarations de Fernando Cardenai lors d'un passage à Lyon, et un dossier sur « l'homeur perdu des évêques argentins». (Jasvier-février, himea-triel, 20 F. — 5, rue Sainte-Hélène, 69002

ELA NOUVELLE REVUE SOCIA-B LA NOUVELLE REVUE SOCIA-LISTE. — Un numéro entier consacré à doux sujets: le syndicatisme et la drogue. Sur le second, une position nuancée, raisonnable et humaine: la répression rigoureuse contre les trafiquants; pour le reste, « séparer le pénal du médical ». Il n'en fant pas moins « admet-tre que la tonjcomanie est un fléan ». (N° 3, nouvelle série, trimestriel, 50 F. — 10, rue de Solfériao, 75333 Paris (Cédex 67.)

& SCIENCE ET TECHNOLOGIE. - Un article sur la remaissance technologique du Portugal et une utopie désormais réalisée : le livre à géométrie variable, l'ordinateur per-mettant de navigner au sein de bases multimé-dies mélant textes, images et sons. (N° 2, dies mélant textes, images et sons. (N° 2, février, meneuel, 30 - 15, rue Fénétee, 75010

E LES DOSSIERS DU MILITANT. -Nouvelle formule. La revue de la Fédération des affaires économiques de la CFDT estime « la recherche en péril », et dénonce « la mise an pas des chambres régionales des comptes ». (Janvier-février, s° 1, 15 F. — 26, rev de Montholos, 7500 Park.)

B IL EST UNE FOL - Nouvelle for pour une vieille revae (Temps présent). Un numéro double sur « l'art mêne-t-il à Dica ? ». (N° 1-2, janvier-février, dix manéros par au, 30 F. - 68, rue de Babylone, 75007 Paris.) ELE COURRIER. — Un numéro sur le circum cut, aut universel, en necrotralle insu-

or 1.E. CUURRIER. — Un maméro sar le cirque, cet « art universel » ca perpétuelle jeumesse. Des artistes out la parole. (Jasvier, mensuel, 9 R. — UNESCO, 7, place de Fontemoy, 75700 Paris.)

E LE GENRE HUMAIN. - Vingt-quatre anteurs traitent de cet hiver 1987-1983 : « La trahison ». Le lecteur saute de saint Paul à Gottfried Benn, du problème juif à la société sicilisma... Sommes-nous tous des «agents doubles»? (N° 16-17, semestriel, 99 F. ... Ed. du Sendi, BP 29, 91162 Longiamena Cedera)

#### **NOUVELLE-CALÉDONIE**

#### Deux mille personnalités mettent en cause la justice

la aulte de l'acquittement, le 29 octobre 1987, des inculpés de la futilitade d'Hiengène (5 décembre 1984) en Nouvelle-Calédonia - durant laquelle dix Canaques trouvèrent la mort, - de nombreux Français se sont émus de ce qu'ils considèrent comme un déni de justice. Ils ont envoyé une lettre ouverte au procureur de la République pour dénoncer « la partialité de la justice » dans cette

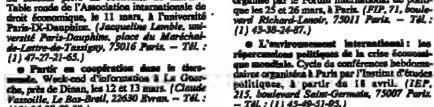
- au juge d'instruction, d'avoir instruit systématiquement à décharge en refusant notamment une reconstitution des faits malgré les demandes réitérées des parties civiles, en prononçant un non-lieu et en remettent en liberté les

 aux magistrats de la chambre d'accusation, de n'avoir pes ordonné la réincercération des inculpée après avoir infirmé le non-lieu ;

→ à la cour d'assisse, d'avoir refuel à l'audience de faire expertiser un certain nombre de projectiles.

Parmi les deux mille signatures de ce texte, en note celles de MM. Maurice Barth (CIMADE), Claude Boardet, Jean Cardounel, Jean Chestmanx, Jean Combustell (maire de Tulle), Pierre Juquin, Théodore Mondo, Christophe Morales (adjoint au maire de Montpellier), Penziat (député), Renand, Akin Ruellan, Olivier Stirn (député), Pierre Toulat... (Association information et soution aux droits du pouple kanté, 14, rue de Nautouli, 75015 Paris.)





«QUI EST QUI EN FRANCOPHONIE»

talent, la con

cophonie.

Collogues et rencontres

and his delateorante artificale, après la such

fores, qui est le produit d'avent. intille site 1950, tee Etats-Unis ont fat let pr Samuelle d'utainertion du sucre com Samuelle de l'industrie charaque. Un nard

character character, leurs caracter me sont, en résite, délavorables.

Transing in section des protechnologies in Military, le sucre y étant utilisé comit peer micro-organismes. La fière de the place of evenier, surfour par les qualité en jeu, est celle de l'alcoci-carburat les les de Allichel Faucon et d'Anne-Sophis lie

ME. les évolutions intervenus de Minimies ont tourné su desaventage des pri mide. Outre la responsabilité sociéé de priette remplaçant le saccharat p to Banque mondiale souligne (3) qui Entre Case Line n'on été capables d'une and and and applied onem 7,4 milliards de dolar de a apparation on 1983, suret shared militares 2,1 militares de dels

Par

STEVEN

# De l'usage du mot « nation » par

ENGLUND \* N spectre hante les historiens français : l'idée de nation. Il ravive sans cesse une peine de cœur chez ces érudits dont la douleur étreint Pâme et imprègne les travaux. Pierre Chaunu avait cherché un remède dans un livre antérieur (1), mais ses travaux récents montrent que l'exorcisme n'a pas pleinement réussi. Le grand Fernand Braudel était lui-même aux prises avec le « spectre » lorsqu'il mourut. Nul ne prétendrait que l'académicien est mort de cette peine de cœur, mais Identité de la France montre qu'une teinte d'angoisse changea la tranquille sérénité de Braudel en certitude inquiète.

Pourtant, le plus intrépide défenseur de l'idée de nation reste Pierre Nora. Lui et ses chevaliers ont produit les Lieux de mémoire, ouvrage fastueux et délibérément monumental, qui, en quatre volumes (bientôt sept), présente soixante-dix essais somptueusement illustrés, écrits par soixante auteurs, dont beaucoup de renom. Ces deux mille six cents pages proposent une réflexion historique extrêmement fine sur un large éventail de questions à travers l'histoire de France. De Puymène sur Nicolas Chauvin, Backzo sur le calendrier républicain, Carbonnier sur le code civil, Roncavolo sur Vidal de la Blache, Jacques et Mona Ozouf sur le « Tour de France » de Bruno témoienent de l'érudition sensible et profonde des grands maîtres. Nora luimême examine les Mémoires de la cour de Versailles dans une des proses les plus merveilleusement concises qu'on puisse trouver sous la plume d'un histo-

Si le spectre et le mal en question pouvaient être vaincus, *les Lieux de* mémoire feraiem l'affaire.

Faisons à nos auteurs la grâce de tenter de nous mettre an niveau non pas. peut-être, du tout de leur œuvre, mais

du moins de « ce dont le tout dépend et ce qui dépend du tout » - pour repren-dre l'heureuse expression de l'historien Pierre Vilar. Ces volumes, malgré leur diversité, ont une unité et un objectif clairs et imposés, même si nombre de collaborateurs ne s'y adaptent pas. Pierre Nora ressemble par bien des côtés à son alter ego de la fin du siècle,

Les Lieux de mémoire est une entreprise encore plus personnelle que ne le fut l'Histoire de France, mais animée par la même intention : la défense et illustration d'une certaine idée « nationale » de la France. Dans sa propre contribution, qui représente environ dix pour cent de l'ensemble, le maître d'œuvre ne parvient pas à ordonner la masse imposante du reste de l'opus, bien qu'il réussisse sans conteste à l'imprégner de ses conceptions.

Contrairement à Braudel, Pierre Nora confesse sans ambages, avec un soupir proustien, que la modernité avive sa peine de cœur. Il se chagrine de la disparition de l'autoportrait traditionnel des Français, cultivé par des générations d'historiens, et avant tout par Michelet, « Nous savions autrefois de qui nous étions les fils... et nous sommes aujourd'hul les sils de personne et de tout le monde. »

Comment traiterez-vous une telle maladie si vous êtes un docteur de (en) l'histoire? Bien sûr, avec une technologie « state of the art ». Dans une époque comme la nôtre, ultra-sophistiquée, post-scientifique, post-nationale, posttout, qui sourit de concepts tels que «édification» et «inspiration», vous ne pouvez pas proposer une histoire traditionnelle à la Lavisse si vous poursuivez les mêmes buts que Lavisse. Pierre Nora sait fort bien que la société française n'est plus assez «innocente» pour être «édifiée» par le biais de l'histoire narrative traditionnelle. Cels dit, ca besoin de retrouver « the world we have lost », cette Sehnsucht, constitue le grand mobile sous-jacent des Lieux de mémoire. En ce sens, il s'agit là d'une histoire de bien vieille facture.

Annales avec les préoccupations de cette fin de siècle foucaldienne pour aboutir à une histoire politique neuve

Mais ils sont l'exception. Pour l'essentiel, les grands mythes et symboles français sont traités avec beaucoup de révérence, quoique sur un ton affligé. De même qu'il est possible de dissimuler certaines dépenses dans une note de frais, il y a des façons de promouvoir les sentiments nationaux tout en sacrifiant à la mode « scientifique ».

La clé de voûte conceptuelle de la cathédrale de Nora est bien sûr le « lieu de mémoire ». Dans une société qui perd le sens d'une communsuté d'identité, les lieux de mémoire [sont]... • l'appropriation véhémente de ce que nous savons n'être plus à nous... La raison d'être fondamentale d'un lieu de mémoire est d'arrêter le

LES LIEUX DE MÉMOIRE, sous la direction de Pierre Nora. Tome 1 : la République, Galtimard, Paris, 1984.

Tome 2: la Nation (3 volumes), Galli-mard, Paris, 1986.

temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état de choses... » (2). Un effort aussi héroloue pour revivifier le sens « national » nécessite, selon Nora, une puissante « volonté de mémoire ». Sans « volonté », les « lieux de mémoire » se réduisent à de simples « lieux d'histoire » au sens le plus sèchement académique.

Dans cette « appropriation véhé-mente », l'Etat joue évidemment un rôle essentiel, de même que l'historien, « personnage de plus en plus central », qui, « moitié prêtre, moitié soldat », est de nouveau eurôlé au service de la nation : « C'est la mémoire qui dicte et l'historien qui écrit. » Mais, cette fois, plongé dans un monde incrédule (dont l'incrédulité est due en partie à l'influence de la science historique), l'historien sait d'avance qu'il doit limiter ses espérances. Au mieux, il aide à la conception de ces artefacts que sont les « lieux de mémoire », et non pas des mémoires elles-mêmes. Néanmoins, il a la satisfaction de « rendre consciente d'elle-même la mémoire collective. » Mais si les lieux de mémoire sont tout ce qui reste de « notre moment de l'histoire nationale », l'espoir qu'ils inspirent à Pierre Nora ne suffit pas à le délivrer de sa peine de cœur. Son éloquente « problématique » s'achève sur une lamentation: « Reviviscence d'une histoire à la Michelet, qui fait invinciblement pen-ser à... ce moment où l'emprise obsessionnelle de la passion se lève enfin, mais où la vraie tristesse est de ne plus souffrir de ce dont on a tant souffert... » (3). Tel est le signe sous lequel fut conque cette cenvre.

Et comment l'enfant a-t-il grandi? La République en est le premier volume, car, pour Nora, comme nour tous les bons historiens républicains depuis Michelet, la République est « la seule figure imaginable de la nation » (4). La plupart des essais sont consacrés aux voies par lesquelles elle a établi son empire. Certains s'en tiennent au catéchisme républicain de Nora, mais de nombreux collabora-teurs premient subtilement leurs distances à l'égard de l' - humeur » du projet. Au lieu d'apporter des preuves d'une prétendue équivalence entre république et nation, plusieurs auteurs montrent avec quel acharnement les républicains ont du lutter contre les hérauts non républicains du discours national et patriotique, on contre des adversaires utilisant une imagerie et une politique complètement diffé-

En lisant Ageron sur l'Exposition coloniale de 1931, Agulhon sur les mairies, les Ozouf sur Bruno ou Nora luimême sur Lavisse, on se prend à douter sérieusement que le républicanisme soit jamais apparu comme «la seule figure imaginable de la nation». Au contraire, le bonapartisme (dont l'absence se fait sentir dans l'ouvrage) garda son attrait pour de nombreux Français issus des mêmes couches sociales que les républicains, et ce grâce à une idéologie elle aussi fondés en nation. Qui plus est, ainsi que Girardet le note, ce fut la monarchie constitntionnelle et non la république (éta-blie en 1792 dans la lutte et le sang) qui fut peut-être le plus près de « faire de tous les fils de 89 », et qui faillit réussir à nouveau au début des appen 1870.

La République demeure relativement insensible à l'inflexion qu'avait tenté de lui donner Pierre Nora. En revanche, les trois volumes suivants ont plus de mal à s'ancrer dans une réalité

qui reste extérieure à la notion mystique de nation entretenue par le maître d'œuvre. Car, soyons clairs, le concept de nation (française) n'en est pas un, en fin de compte, pour Pierre Nora, mais une réalité supérieure, voire la réalité suprême. Fidèle en cela à Michelet, son maître à penser déclaré. Nora en arrive à faire de la nation un objet religieux investi « de ce sens du divin qui s'attachait à l'Eglise et au. corps du Christ » (5): vision puissante: qui explique sa colère et son pessimisme devant la perte de la mémoire. nationale qui affecte ses compatriotes. Mais une telle déclaration restète moins l'historien critique que l'homme engagé. Pour dissiper les derniers doutes sur ce point, il suffit de lire son panégyrique des Mémoires de de Gaulle (« La voie royale de notre identité nationale, pour ne pas dire la vole sacrée») ou du gaullisme (« un moment plein de l'histoire nationale > ) (6). En bref, nous avons affaire ici à ce que Francis Bacon ou Marc Bloch appelèrent des «idoles», et que j'ai appelé le « spectre de nation ». Près de quarante auteurs ont contribué aux volumes de la Nation, mais très peu d'entre eux ont résisté cette fois-ci à la tentation d'endosser le mandat un peu excessif confié par leur éditeur. On aboutit ainsi à une idéalisation du concept de nation, qui, transformé en une donnée éternelle, perd de ce fait toute identité strictement historique et, du même coup, son utilité heuristique.

#### Ce réceptacle mystique de la souveraineté

E seul contributeur ayant voulu relever le défi de se mettre à expliquer un peu systématiquement la vision de nation qui donne son ton à l'ensemble de l'œuvre est Marcel Ganchet, dans son étude de l'historien Thierry. Pourtant, maigré son déploiement massif des abstractions et du jargon bavard qui caractérise l'histoire des idées en France depuis un certain temps, le directeur du Débat parvient finalement à une réification qui me frappe comme franchement datée: « La nation – entendons : ce réceptacle mystique de la souveraineté, cette entité invisible et perpétuelle au nom de laquelle s'exerce le pouvoir - entre en scène comme un acteur indépendant, si l'on peut dire, en 1789 » (7).

Empruntant les catégories des acteurs historiques eux-mêmes, Gauchet en reste, comme le dit une historienne, « à la surface des phénomènes, bref dans l'idéologie » (8). De pins, il confond «nation» avec « démocratie» et «souveraineté», de même qu'il utilise indifféremment «nation» et des termes comme « Etat », « couronne », « roi » et « royaume ». Il y a, pour dire le moins, une curieuse déficience ici de la part des historiens qui apportent une si grande finesse d'esprit à l'analyse critique de concepts tels que « lutte de classe » ou « bourgeoisie ». Au lieu de cette approche traditionnelle qui, en mélant nation en tant que politique avec le sentiment patriotique, ne nous offre rien de nouveau depuis Renan, je proposerais un modus operandi plus fonctionnel, où nation serait pris non pas comme une réalité matérielle telle qu'Etat ou économie, et encore moins

comme une espèce de personne collective glorifiée, mais comme un dési-guant politico-idéologique. Dans le cas de l'histoire française, il serait donc un moyen politique, mais vraiment un parmi d'autres, utilisé par des élites changeantes pour désigner une idée, clie aussi changeante. Il en résulte que qualifier un ensemble politique du terme de untion constitue en sui un acte politique qui doit être étudié au même titre que tout autre concept, par exem-

On se demanderait alors: Quels sont « Eglise », « province », etc. ? Qui, en particulier, utilise nation et ses dérivés national, nationalité, nationaliste? Les rois et leurs ministres face aux papes et aux ultramontains? C'en est bien un usage, mais c'est loin d'être l'unique. Ou n'étaient-ce pas plus souvent les municipalités, les parlements, ou même la noblesse d'épée, pour s'opposer aux monarques centralisateurs? Et avec quelle perspective : intérêt de classe, d'ordre, de groupe? Souveraineré locale? Sécularisme? Et, ce qui n'est pas le moins important, que signifie l'usage d'un discours en nation? Quel est son impact singulier sur la scène politique? Son attrait grandissant n'est-il pas lié a son étonnante capacité à ôter toute légitimité à la politique des adversaires, relégués au rang inférieur de groupe d'intérêt ou factieux (ou étranger)? Par ailleurs, qu'en est-il des déficiences d'une telle politique, si l'on se place du point de vue royal (des Bourbons)? Qu'en est-il de sa tendance inhérente à élargir le siège de la souveraineté? Ou de sa tendance, plus subtile et discrète, à promouvoir la laicité et la religion séculière ?

En conclusion, au lieu de claironner péniblement une fois de plus « l'avènement politique de la Nation » (désormais ornée, on ne sait pourquoi, d'un N majuscule) - comme le fait Gauchet, qui ainsi se contente de reconduire les catégories empruntées à Thierry et à l'opposition « patriotique »

(1) La France. Histoire de la sensibilité les Français à la France, Leffont, Paris,

(2) Les Lieux de mémoire (L.M.), la lépublique.pp. XXXII, XXXV.

(3) *Ibid.*, p. XLIL

(4) Ibid., p. 652. (5) Ibid., p. 647.

(6) L.M., la Nation, II, p. 391; la Répu-

(7) L.M., la République, p. 285. (8) Régine Robin, la Société française en 789 : Semur-en-Auxois, Plou, Paris, 1970,

# **PRODUITS** TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médiales : Ch. SCHLERET, propriétaire-viticulteur à F 68230 TURCKHEIM

#### Les « laboratoires de la mémoire »

pier chic en la matière. L'histoire a beaucoup changé depuis 1930. Tout travail historique qui tente sérieusement de guérir les tourments proyognés par le choc entre nation et modernité doit se plier à certaines normes et à certains styles, et l'opération peut se révé-ler bien délicate si l'on se souvient que ceux qui ont établi ces critères (Febvre, Bloch, le jeune Braudel) étaient eux-mêmes en révolte ouverte contre la sentimentale Histoire sincère de la Nation française de la vieille génération d'historiens « Troisième Républi-

Les soixante-dix essais ressemblent beaucoup à un sommaire de la revue

Chercheur et historien américain, prépare tuellement un ouvrage intimé The Polities ef « Nation » in France, 1700-1914. A ensei-gné à l'université de Californie-Los Angeles (UCLA), à l'université Paris-VIII et sera, l'emple prochaine, directeur détudes associé à ne, directeur d'études associé à Ecole des hautes étades en sciences sociales,

☐ Recueil de Discours à l'usage des Élus et des Personna publiques : 995 F franco TTC.

☐ Nouveau statut et la gestion du personnel des politiques et de leur embissaments publics : 63Z F TTC franco TTC au lieu de 790 F (offre valable jusqu'au 30.04.88) Misse à jour : 2,50 F TTC la page .

publiques : 995 F tranco 11G. Mise à jour : 2,90 F tranco TTC la page.

« bourgeois ». En effet, quelques auteurs combinent les méthodes des

MAIS, dans tous ses autres aspects, des Annales ESC des dernières années : ils s'attachent aux rituels, fêtes, chansons, drapeaux, monuments, édifices, symboles, etc. Mais la politique n'est pas absente, loin de là, car la qu'on pourrait approximativement appeler les « institutions d'Etat » (par emple, le sacre de Reims, l'Académie française, le code civil, les manuels d'histoire, etc.). Nora appelle toutes ces institutions les «laboratoires» mais, du fait qu'elles n'ont pratiquement rien à voir avec la « culture popul'« élite du pouvoir », certains préféretoutefois admettre que quelques collal'égard de la symbolique de cet « appareil », une attitude relativement criti-

plupart des essais sont centrés sur ce dans lesquels on fabrique la mémoire, laire », sauf en tant que création de ront l'expression d'Althusser, « appa-reil idéologique d'Etat ». Ils devront borateurs des Lieux de mémoire ont, à que, à laquelle Althusser ne se serait pas attendu de la part d'historiens

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables RECUEIL DE DISCOURS MODÈLES DE LETTRES NOUVEAU STATUT ET **GESTION DU PERSONNEL** à l'usage des collectivités locales, à l'usage des Élus collectivités territoriales et de leurs nistrations et des organismes publics et des Personnalités publiques. établissements publics Plus de 2 200 pages, 6 Un ouvrage à feuillets 2 volumes, format 20 × 23 cm. Présentation : classeurs à feuillets mobiles, régulière-ment actualisés par 3 à 4 com-Un ouvrage à feuillets mobiles rmat 20x23 cm plus de 450 pages nomes en ann. I 366 pager, formas 21-29,7 cm a 3 à 4 mises a jour par an Présentation : classeur à feuillets mobi-les, régulièrement actualisé par 3 à 4 compléments/mises à jour. pléments/mises à jour par an. • 995 F franco TTC zà à 2.90 F la page 632 F TTC su lieu de 790 F (offre ralable iusou'an 30 avril 1988). Réussissez brillamment toutes vos interventions! Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes ! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment 1 statut général de la fonction publique territoriale, 120 sta-Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation l'allocution qu'on attend de vous : • cérémonies officielles • fêtes tuts particuliers et de nouveaux statuts particuliers de cadres des Sois les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de locales et nationales • banquets • manifestations culturelles ou d'emploi... Comment y voir clair ! Aujourd'hui, cet ouvrage vous permet de répondre à toutes les délicates questions que pose 500 modèles "prèts à recopier". Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un sportives • anniversaires et commémoration • accueils et visites · remerciements · allocutions au sein d'organismes publics la gestion du personnel des collectivités territoriales ; et vous "mode d'emploi". Vous êtes ainsi certain de la conformité et professionnels ou privés... pouvez être les premiers à en disposer. Les dispositions statude la validité des documents émis par vos services. Avec, en plus les "trucs" d'orateur qu'un personnage officiel taires évoluent en permanence, votre ouvrage aussi ! C'est pourse don de connaître et deux index analytique et thématique pour Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des quoi, vous aurez constamment besoin de vous référer à des textableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemtrouver votre texte en quelques secondes. tes précis, grâce à cet ouvrage clair et facile à consulter. ble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en auelques secondes, des intercalaires pour repérer le bon Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris chapitre d'un coup d'œil, esc... Tel. (1) 43.07.60.50 Bon de commande à renvoyer avec votre réglement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris □ Modèles de lettres à l'usage des collections locales des administrations et des organismes publics : 895 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page. OFFRE SPÉCIALE. J'économise 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 122 F franco TTC (au lieu de 2 622 F).

Prix au 01.02.88 ausceptibles de modifications ultérioures

Mes garanties : 1. Ces trois ouvrages seront actuelisés <u>aussi longtemps que je le désireral</u> par un système exclusif de compléments et mises à pour. Je peux inter-nurger ce service à tout moment. Pas de minimum imposé. 2. Si un ouvrage ne me satisfisser pas totalement, je n'euras qu'é vous le renvoyer sous 15 jours pour être semboursé unmédiatement et

PREPARATION DE MINISTER 'n man market it 'nder fiere tit it THE RESERVE TO SEE A STATE OF THE SECOND SET THE SECURITY STARS market and the With the control of the private 70000000 カー・サイド (1792) ATT with the street of the Structure of the set Address on a name of the state of the transfer Statement with the second of the same of the same same

The transport of the second

化克森曼性 化二氯化 化镍

福本会社の日本会員では 中 日本

HARLEY E PRINTER

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

Edition for the section

Canada Para er er betraffen.

The same of the same of

# internal

The second second

Post in Contract of · 180 生物中的 · 多个模様 The same of the same of the The state of the s 1 100 The same of the other of 1 mage All the regions company And the second The same of the same The second second And the state of t halus. The same

The second secon 11000 the section will

Care tare The state of the s Total Control Market A INCHES

design and a series the party of the p 4 PM The state of the s The state of the s en 1441 To white the Same We

L'IDENTITÉ DE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

qui reste extérieure à la hois de de nation entretente par le la décentre. Car. soyons clair, le la de mation (française) n'en en le la mais une réalité supérieur. Le réalité suprême. Fidèle et chi Mora en arrive à faire de la mais objet religieux investi de la mais divin qui s'attachait à une sient de mais en la mais Nora en arrive a faire de la misso objet religieux investi «de la misso divin qui s'attachait à l'Eglie a corps du Christ » (5): vision prisson de la colère de la misso prisson de la colère de la misso de la misso de la colère de la misso de la misso de la colère de la misso de la misso de la colère de la misso de la corps du Christ . (5): vision pois qui explique sa colère et su parisme devant la perte de la misme devant la fecte ses compute misme de la affecte ses compute declaration de la mismoins l'historien critique que l'acceptage. Pour dissiper les des doutes sur ce point, il suffi de la contra panégyrique des Mémoins l'acceptage. son panégyrique des Ménoire de Gaulle (- La voie royale de identité nationale, pour ne par an poie sacrée ) ou du gaulline (n moment plein de l'histoire mode -) (6). En bref, nous avon the ici à ce que Francis Bacon on L Block appelèrent des vidoles, es j'ai appelé le « specire de nation» le de quarante auteurs ont contible a volumes de la Nation mais le R d'entre eux ont résisté cette fordi Bentation d'endosser le mandat une excessif confié par leur éditer le aboutit ainsi à une idéalisain à

#### e de la souveraineté

concept de nation, qui, transforme

une donnée éternelle, perd de a le

toute identité strictement historiage du même coup, son utilité hemine

aine une espèce de personne colo time glorifiée, mais comme m de gratest politico-ideologique. Dans ko do l'aistoire française, il serait donn politique, mais vraimer paresi d'autres, utilise par de hangeantes pour désigner au la alle aussi changeante. Il en résiles quelifier un ensemble politique The mar de nation consultie en soi time policique qui don! être étudié m aig the que tout autre concept par en pinchuse.

On se demanderait alors : Queling concepts concurrents royaum. e -, - province -, etc. ? Qaja tier, utilise nation et ses den et, caractalità, artionalise? la the letters musis into face aux paper Mar witramentaine ? C'en est bien a étaient-ce pas plus souven le icipalités, les parlements, or mismablesse d'épée, pour s'opposer m Conseques contralisateurs? Et pa utie perspective : unteret de dans fordre, de groupe ? Souverant locate ? Sécularisme " Et, ce qui rea In moins important que simile l'accours en nation? Que THE SOM LES PRICE SANGULIES SUR la sobe molitique ? Son attrait grandism west-il pas lif a son étonnente cand à bus toute légitamné à la politique de - del versaires, relègues au rang infinat de groupe d'intérét ou faction (0 Par attieurs, qu'en est For se place du point de vue royal les Bourboes) ? Qu'en est-il de si # dence inhérente à clargir le siège de la souveraineté ? Ou de sa tendance par mbaile et discrète, à promouvoir à le enti et la religion securère?

En conclusion, au heu de claimes peniblement une fois de plus . l'aise mene politique de la Nanon, (des mente orace, on me sait pourque. de Mimajuscule) - comme le fait Gat chet, qui sins: se contente de rem There is catégories emprusée à

(1) La France. Elizabre de la sedifica. des. Français à la France, Lallon, Ità. 1982.

(2) Les Lieux de mémoire (LM.). Il Genérales, pp. XXXV.

(D) Est, a XIII. (4) But, p. 652 (5) Bud. p. 647. (6) L.M., la Nation, II, p. 391; la Rep.

Attend p. 656. (1) L.M., la Ripublique, p. 285. (5) Régima Robio, la Société français Se Santon en Auxou, Plon, Pars, 1971.

**PRODUITS** TERROIR

VINES FINS D'ALSACE médalik Ch. SCHLERET. propriétaire-viticulteur à F 68230 TURCKHEIM

# ttion » pa les historiens, et réciproquement conflit, et que les discours fondés en retrouve dans l'entre de les discours fondés en retrouve de les discours de les d



PRÉPARATION DU BOUDIN EN BRETAGNE

de la monarchie restaurée « non nationale », - on pourrait plutôt parler de la primanté d'une ou, plutôt, des politi-ques « en nation ». Nation serait alors pris comme un système complexe de discours idéologique qui commande l'essor de plusieurs traditions politiques (républicaine, bonapartiste, etc.), dont l'une, la républicaine, devint peu à pen si hégémonique dans l'Hexagone qu'elle parvint à faire oublier qu'il y ett jamais conscience des concurrents

En l'absence d'une telle démarche, chet dans les Lieux de mémoire tombent, ou s'enfoncent, dans une sorte de dérive anachronique et téléologique qui tente de retrouver cette réification « nation » en des temps reculés où sa présence est à la fois marginale et très différente de ce qu'elle vint à signifier ultérieurement. Ainsi Bernard Guenée, dans son analyse par ailleurs irrépro-chable des chancelleries et monastères, traduit - francorum - par - Français alors qu'il s'agit des « Francs ». Il convertit inexplicablement l'histoire des Francs écrite par un moine du dixième siècle en une « première his-toire de France », de même qu'il glisse implicitement d'une œuvre, décrite comme « l'histoire d'un pays, celle du royaume des Français », à, quelques lignes plus loin, « l'histoire de la France », ce qui n'est pas exactement la même chose. Dans un aparté révélateur (et humoristique), Guenée regrette que le « seul défaut » de la célèbre histoire écrite par les moines de Saint-Denis soit d'avoir été écrite en latin et non en français (9).

Si, dans d'autres travaux se rapportant plus directement au sujet traité (l'idée politique de « nation »), Bernard Guenée produit une analyse plus nuancée (10), on ne peut en dire autant de sa collègue médiéviste Colette Beaune dans sa contribution aux Lieux de mémoire. De fait. l'anteur ne prend pas la précaution de distinguer soigneusement des phénomènes aussi divers que gentes, gens francorum, regem, exercitus, imperium et populus. Elle en saute dans une sorte de fuite en avant, dénichant nation et même nationalisme (!) dans tous les recoins de l'histoire médiévale. Non seulement elle s'acharne à traduire gens par « nation », alors que souvent « peuple », « tribu », ou parfois « province » seraient plus appropriés, mais elle semble interpréter mal l'amor generalis de saint Thomas. Le dominicain ne prône rien qui ressemble à une « politique en nation », il recommande qu'on dise des prières pour le roi, ce qui est très différent et très ordinaire. M= Beaune qualifie anachroniquement un discours prononcé en 1451 pour la célébration de la reconquête de Normandie comme le « premier discours de 14 juillet » (11). (Dans sa thèse, ou elle aborde le même événement, elle se garde bien d'une telle analogie.) On ne s'étonnerait plus si Mes Beaune annonçait que l'une des mystérieuses peintures des grottes de Lascaux est, à y regarder avec loupe, un coq gaulois... (12).

On ne peut que s'interroger sur la façon dont Marc Bloch aurait réagi devant l'audacieuse tentative de M™ Beaune de « compléter » son étude de la « religion royale » (les Rois thaumaturges) par ses propres vues sur la hii aurait probablement expliqué tranquillement (ainsi qu'à d'autres) qu'entre « royal » et « national », il n'y a pas d'identité mais plus souvent compréhension, concurrence, ou

fer de lance inventé par l'Etat royal (même si cela a été parfois le cas) furent plus souvent développés. jusqu'en 1789, par des élites contre l'Etat monarchique. On simplifie la réalité complexe de la monarchie, on en dissout toutes les subtilités, en l'assimilant à l'utilisation qu'elle faisait de l'idée de nation. Il suffit de lire l'excellente étude d'Anne-Marie Lecoq sur l'imagerie royale de Versailles (curiensement placée hors de propos dans un volume intitulé la Nation) pour com-prendre à quel point la monarchie de Louis XIV était comparativement « non nationale », voire de plus en plus « antinationale ». Les contributeurs saisissent certaine

« nation », loin d'avoir toujours été le

ment l'importance de l'avènement de la politique en nation » après 1789. Malheureusement, ils se contentent souvent de reprendre le point de vue des hommes au pouvoir, pour qui il est de bonne politique d'invoquer la « nation » précisément dans la mesure ou elle apparaît comme étant « audessus » (donc délégitimisante) de la politique. Ainsi, dans son essai sur Guizot, Laurent Theis prend à la lettre les paroles du ministre quand il déclare que Louis-Philippe « ne procède d'aucun principe, [mais] incarne une réalité : la nation » - comme si la « nation » n'était pas elle-même un principe. Mais, par ailleurs, Theis fait passer les appeis nationaux d'un des chefs de l'opposition républicaine pour des - motifs purement politiques (13) ». Dans un autre genre, plus missible, André Chastel écrit dans son essai sur la « notion de patrimoine - (où souvent il identifie - patrimoine > et « nation ») que « l'appareil des traditions et des coutumes [dans de nombreux pays du tiers-monde]... n'impliquait pas dans ces pays un ordre de symboles monumentaux comparable à celui des contrées occidentales : il a fallu en improviser un... L'artifice saute aux yeux = (14).

Parlons clair : si un historien marxiste s'abandonnait à manier les concepts tels que « dictature du prolétariat » avec le manque de rigueur et la désinvolture dont font preuve la plupart de ces auteurs dans leur usage de nation », il scrait ridiculisé par ses collègues. Les travaux récents auraient, dit-on, rendu définitivement caduque toute idée que la Révolution française ne comporta aucun conflit entre noblesse et bourgeoisie; mais dans les Lieux de mémoire, plusieurs auteurs continuent à faire passer pour de l'« histoire scientifique » quelques mythes éculés sur la « nation » qui rappellent les manuels scolaires de la III. République. A un moment, Pierre Nora reconneît « l'invicible tautologie : on explique la nation par la saisir la chose du dehors (15) ». Mais sa perspicacité tombe à plat puisque dans son ouvrage, bien peu d'efforts sont consecrés à « saisir la chose du

#### La vieille divinité séculière

E regretté David Potter, grand his-L torien américain, prit un jour ses collègues à partie dans un article dont le titre a été paraphrasé pour celui-ci. Pierre Nora aurait été bien inspiré de traduire De l'usage du nationalisme par les historiens, et réciproquement. de Potter, et de l'inclure dans les Lieux de mémoire. Il aurait aussi pu se tourner vers des cherchenrs tels que Pierre Vilar ou Régine Robin, parmi d'autres, pour dégager une vision «externe» la seule valide au plan critique - de cette «nation» décidément trop mystique. Mais cels aurait nui à la mission ntielle des *Lieux de mémoire*.

L'une des deux excellentes études de Pierre Nora sur Ernest Lavisse incluses dans ces tomes avait été publiée en 1962 par la Revue historique. Dans la version originale, l'auteur caractérisait P«Ecole» de la Sorbonne dans l'historiographie des débuts de la IIIº République, par « le respect des faits, la précision du vocabulaire, la rigueur de la méthode, vertus que l'historien peut et doit chercher à compléter, non à renier > (16). Les derniers mots (vertus... renier) de cette phrase ont é, sans explication, effacés de la version publiée dans la République. A moins que la suppression n'ait été formite, on comprend pourquoi ces mots ont disparu. En vingt-cinq ans de face-à-face avec ce qu'il considère comme un déclin du sentiment national dans son pays natal (exception faite des temps récents, peut-être), Pierre Nora a évolué dans sa conception des « vertus » de l'historien.

J'imagine que sa position actuelle n'est pas très confortable, car l'opus magnum commenté ici révèle chez son initiateur une profonde ambivalence. Nora le chercheur paraît en conflit avec le «prêtre de la nation»; ou si l'on préfère, le post-moderniste avec le post-postmoderniste. Le premier caractérise avec élégance l'histoire scientifique récente comme une « critique historique devenue tout entière histoire critique > (17) et saisit parfaitement les implications de la déconstruction des symboles ; mais le second imagine naïvement qu'il pourra renouer l'« alliance austère du patriotisme et de la science » avec le Thierry de la Restauration. C'est Nora l'éditeur, poussé par les manes de Michelet et Lavisse, ses maîtres bien-aimés, qui l'emporte sur le praticien de l'« histoire critique». Si l'anteur vacille parfois sous le fardeau que lui impose le criticiste, ce n'est pas assez pour arrêter sa main lorsqu'il proclame et célèbre « le retour de l'historiographie scientisique de pointe à l'histoire nationale qu'elle avait longtemps contournée... [afin que]... la France, devenue pulssance moyenne, [reste] grande par son histoire = (18).

Mais les fondateurs des Annales ont contourné l'histoire nationale pour l'excellente raison qu'ils considéraient que si cette sorte d'histoire avait représenté un progrès à ses débuts, elle était devenue régressive, un peu ridicule (disons idéologique) dans le contexte nouveau du milieu – et a fortiori de la fin - du vingtième siècle. Mais dans les volumes en question, Nora n'a, hélas! pas « cherché à compléter les vertus » de la Sorbonne ou des Annales; il les a, au contraire, trop souvent « reniées » pour la cause de cette vicille divinité séculière, la nation. Ainsi, cette Œuvre, qui par bien des aspects reste une splendide entreprise de recherche, est en permanence lestée d'un poids qu'elle n'aurait jamais

dû porter. En définitive, Nora se retrouve dans l'état d'esprit du Grand Inquisiteur de Dostoïevski: le baiser du Christ brûla la joue du vieil homme, mais il resta inébranlable.

Un dernier point, L'histoire française fonctionne apparemment selon une sorte de loi de préservation de la sainteté: le sacre peut être déplacé, mais jamais perdu. Les historiens républicains ont méthodiquement dénudé des concepts tels que «Eglise» et «roi», afin de réinvestir leur caractère sacré dans leurs équivalents laïcs, «République» et «nation». Plus que dans d'autres pays (comme la Pologne ou les pays protestants, qui développèrent des Eglises purement « nationales»), la conception française de nation émergea en définitive comme une radicale alternative au christianisme (ce que même les plus nationaux des prêtres jureurs durent admettre avec horreur pendant la Révolution). Dans sa remarquable contribution à cet ouvrage, Mona Ozouf oppose au vide austère du Panthéon le mélange plus heureux de sacré laïque et religieux qu'on trouve à l'abbaye de Westminster. Remarque pertinente. Les laïcs français n'ont pas créé un culte vraiment satisfaisant à partir de pures abstractions politiques.

#### Le sens et le besoin du sacré

DIERRE NORA, comme la longue lignée des historiens dont il est sion à remplir, même s'il la conçoit parfois d'un ton ironique : « Rien n'égale le ton de responsabilité nationale de l'historien, moitlé prêtre, moitlé soldat » (19). Les Lieux de mémoire. comme les innombrables ouvrages qui les ont précédés, tentent donc de rêiniecter le sacré dans cet ensemble idéologique flou appelé « nation », « qui contribuait à donner à une société en voie de laïcisation nationale son sens et son besoin du sacré ». Son approche particulière, et assez créative, consiste à projeter l'histoire de France comme une variante récente de l'histoire des Hébreux, le peuple de Dieu, à cela près que Dieu est, bien sûr, remplacé par l'histoire et la mémoire. « Etre juif. écrit Nora, c'est se souvenir de l'être » ; puis, sentant le souffle de Foucault sur ses épaules, il repousse l'ensemble d'un degré épistémologique : être juif n'est même plus une question de mémoire, mais seulement « la mémoire de la mémoire ». De même, aujourd'hui, le Français d'aujourd'hui, désabusé, doit, nous l'avons vu, se contenter des lieux de mémoire, faute de mémoire proprement dite. Il peut cependant, tel le juif agnostique, essayer de remplir le vide spirituel en se souvenant que son histoire est, selon le mot de Nora, « une histoire sainte parce que nation sainte ». Il est un citoyen membre non pas du « peuple de Dieu » (concept archaïque), mais du « peuplemémoire », qui s'est lui-même sacré en sa divinité souveraine (20).

C'est là une proposition fascinente, à tout le moins. Mais, assimiler l'histoire française à celle de la Bible, et faire que cela tienne, exige beaucoup plus que les quelques paragraphes rédigés par le maître d'œuvre à cet égard. Pour parvenir, à la vraie manière de auraient du être bien plus unifiés, tâche difficilement réalisable dans le cadre d'un ouvrage collectif. Nora, le prophète, aurait dû fabriquer son propre Evangile au lieu d'essayer d'en ficeler un à partir des travaux des principaux chercheurs du moment. Mais, au-delà même des démonstrations isataquiennes ou johanniques de l'universel dans le particulier français, une telle entreprise devrait comporter un principe d'autocritique, qui, tel que je lis les Lieux de mémoire, n'est pas suffisamment mis en œuvre, il s'en faut,

Au contraire, lorsqu'on s'interroge sur ce en quoi consiste au fond la version française de « nation sacrée », on ne trouve que la réponse franche mais banale et insuffisante du maître d'œuvre: « C'est nous que nous vénérions à travers le passé » (21). En d'autres termes, « nation » reste la même auto-divination, à base politique, de la communauté, qui avait fini par agacer les fondateurs des Annales parce qu'ils savaient ce qu'elle faisait aux historiens. Le fait de justifier le transfert de la sainteté sur la « nation » crée un fardeau insupportable, à la fois pour « nation », qui n'est qu'une entité politique soumise à mutations, et pour les historiens, qui, dans la mesure où ils s'efforcent d'être scientifiques, parviennent à empêcher « l'histoire de n'être qu'histoire », pour reprendre l'expression de Nora (22). Les historiens ne sont pas davantage capables de remplir les fonctions de prêtre ou de satisfaire les aspirations spirituelles collectives, que les nations de rempla-cer Dieu, même si le fait de le croire ou de le prétendre peut flatter les peuples (et servir ceux qui les gouvernent).

Le rejet de nation comme objet de sainteté n'a peut-être trouvé aucune formulation plus nette que celle de Soren Kierkegaard, ne serait-ce que parce que la critique qu'il développe dans son Concept du désespoir est ellemême centrée sur un principe d'autocritique, qui fait défaut aux Lieux de poire. Le maître danois écrit : « La qualité d'homme est différente de celle de l'animal, où le spécimen est toujours moins que l'espèce. L'homme se

distingue des autres animaux non seulement par les avantages communé-ment cités, mais aussi qualitativement, par le fait que l'individu vaut plus que l'espèce... A l'aide de la doctrine du péché et du pécheur individuel, [le divin] est protégé à tout jamais, beaucoup plus que n'importe quel roi face à la nation, au peuple, à la foule... =

En conclusion, on pourrait suggérer que la quête du « sacré laïc » est une quête sans espoir, peut-être dange-reuse, et que celui qui cherche (surtout s'il est aussi inquiet et assoiffé de spiritualité que Pierre Nora) sera éternellement déçu, ou pis. Quand on a perdu la foi en Dieu, peut-être vaut-il mieux s'efforcer de trouver le courage (la grâce) de l'athéisme plutôt que d'opérer des transferts qui ne résisterent pas à l'analyse.

#### STEVEN ENGLUND.

(Traduit de l'anglais par Yves Eudes, Plerre Sorlin et Philippe Minard, avec la vive reconnaissance de l'auteur, qui tient aussi à remercier Mona Ozouf pour son aide éditoriale.)

(9) L.M., la Nation, I. Comparer les pp. 19 et 20, 25. (10) Bernard Guenbe, l'Occident aux XIV et XV siècles (PUF, Paris, 1971). (11) L.M., la Nation, I, 34.

(12) Et, pourtant, de tels non-sens vien-ment de revoir la page imprimée sous la forma d'un cuvrage sur Lascaux, les Premiers Fran-cais (sic), par Heuri de Saint-Blanquet (Cas-terman, Paris, 1987). Pour une analyse beantermin, Para, 1987). Pour une analyse sons-coup plus convaincante d'une politique-en-astica « de bonne heure », voir l'ouvrage remarquable de Suzanae Teillet, Des Goths à la sation gothique. Les origines de l'idée de nation en Occident du V en VIP siècle (Les Belles-Leures, Paris, 1984),

(13) L.M., la Nation, II, pp. 579, 584. (14) Ibid., II, p. 445.

(15) L.M., la République, p. X. (16) Juillet-septembre, 1962, p. 87.

(17) L.M., ie République, p. XLIL (18) L.M., la Nation, III, pp. 658-659.

(19) L.M., la République, p. XXXI.

(20) Ibid., p. XXXIV. (21) Ibid., pp. XXXI.

(22) Ibid.

ABONNEZ-VOUS A LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI DIRIGE PAR BERNARD LANGLOIS

Abonnez-vous pour 3 mois, 6 mais ou 1 an et payez Politis nettement moins cher

Adressez vos abonnements à Politis-Abonnements, BP 90, 75961 Paris Cedex 20 Tél.: 46.36.24.24

Oui, je désire profiter d'un abonnement à prix réduit à Politis et je choisis un abonnement de : ☐ 3 mois, 12 n<sup>cs</sup>, 200 F (au lieu de 240 F)

6 mois, 26 n°, 400 F (au lieu de 520 F) (au lieu de 1 040 F) Etranger-CEE nous consulter

NOM ..... ADRESSE ..... CODE POSTAL ..... COMMUNE .....

PAYS ..... Je joins un chèque 

#### UNE ÉDUCATION AUTRICHIENNE

### Enfance assassinée

LA TRIQUE, de Waltrand Anna Mitgutsch, traduit de l'allemand par Cornélius Heim, Galli-mard, Paris, 1987, 259 pages, 90 francs.

A mère était-elle comme toi? » A partir de cette question auodine, que lui pose sa fille de douze ans, Waltraud Anna Mitgutsch rassemble ses souvenirs, pour racouter ce que fut son enfance et celle de sa mère. Cette mère, elle ne l'a jamais vraiment simée, sauf une fois morte. Sans doute ne pent-on voir dans ce roman une simple autobiographie. Mais le réalisme des descriptions, leur précision, la parenté avec le roman de l'auteur autrichien, Frans Innerhofer, De si belles années (Gallimard), qui évoque le même univers, invitent à croire que l'expérience vécue est bien réelle.

C'est à Linz qu'est née la narratrice. Et le décor du roman est celui de la camme autrichienne, dominée par une mentalité paysanne d'une rare dureté, en dépit de son catholicisme rustique : monde sans amour, où l'éducation se limitait à inculquer des préceptes à coups de trique, de vezations cinglantes, d'humiliations sadiques. Sa mère, qui l'a méprisée, qu'elle a hate, elle ne cesserait de la hatr encore, jusque dans sa tombe, si elle n'avait appris par bribes, son histoire. Fille de paysans au cœur aussi dur que la pierre, elle fut, elle aussi, victime de la même éducation et des mêmes principes, avant de se transformer, à son tour, en tortionnaire. Aussi, tente-t-elle de ressaisir dans sa mémoire les images meurtries de cette mère qui ne sut l'aimer perce qu'elle ne reçut jamais d'amour.

L'évocation touche au fantastique et est d'une rare beauté. L'enfant malingre s'est transformée en une petite fille laide et méprisée, qu'on épouillait chaque semaine près du tas de fumier. Réduite en esclavage, en souillon à traire les vaches, elle ne connut que la haine, la violence physique et la peur. Sinistre portrait d'une enfance assessinée qui nous est restituée à travers des images sordides : la rivalité et la jalousie entre frères et sœurs, la fillette ligotée à un arbre, tandis qu'on arrache les yeux à son chat, le chiffon qu'elle serre entre ses cuisses, le jour de ses premières règles, sous le regard moqueur de sa propre mère, elle-même trompée, battue et humiliée par son mari et, surtout, cette angoisse de n'être aimée pais désirée par personne, jusqu'à la rencontre brutale avec l'histoire.

Cette histoire va frapper l'enfance avec une violence à son image. Elle ne nous est restituée que par bribes, à travers les événements familiaux. On devine, lorsque les paysans vont voter, surveillés par la Gestapo, qu'il s'agit de l'Anschluss. Dans le village, certains ont revêtu, eux aussi, les uniformes noirs. D'autres disparaissent. Les enfants apprennent les chants nazis, tandis que les aînés sont mobilisés. A la ferme, les garçons deviennent rares. Et bientôt, les premiers télégrammes arrivent, annonçant qu'ils sont morts à Stalingrad. La mère s'est trouvé un fiancé, un journalier maladroit qu'elle n'aimera jamais et avec lequel elle gâchera su vie et celle de ses enfants. Les années de l'après-guerre et leur cortège de misère verront triompher le même égoïsme au sein du couple, comme si tous ces êtres, pauvres pantins désarticulés, ne pouvaient que reproduire indéfiniment leurs enfances meurtries. Quant à la femme qui rassemble ces lambeaux d'histoire, elle ne peut que songer à sa fille qui, à son tour, se révoltera comme elle-même s'est révoltée contre sa mère.

A TRIQUE prolonge à sa manière cette Văterliteratur (littérature des pères), L'illustrée par toute la génération de Peter Hartling, qui s'efforce, à travers l'interrogation des adultes, de comprendre le pourquoi obscur de leurs destins. Le nazisme est l'ombre inquiétante qui plane sur chaque page. Car en essayant d'élucider la rencontre d'un certain type de mentalité et de l'histoire, en souligne l'importance des traumatismes de l'enfance dans la formation de la personnalité de l'adulte, c'est toujours la racine du même mal que l'on essaie d'extirper. Ce thème a engendré outre-Rhin, une sorte de mise en accusation systématique de l'éducation reque par les générations antérieures. Problématique classique en Allemagne comme en Autriche, qui unit des œuvres aussi différentes et éloignées dans le temps que les Désarrois de l'élève Törless, de Robert Musil, le Sujet de l'empereur, de Heinrich Mann, les Cadets, d'Ernst von Salomon ou De si belles années, de Franz Innerhofer. Il est impossible, en lisant l'étonnant roman de Waltraud Anna Mitgutsch, de ne pas songer au succès rencontré par les travaux psychanalytiques d'Alice Miller, en particulier, son essai C'est pour ton bien, paru en français aux éditions Aubier, qui évoque l'enfance d'Adolf Hitler, les coups qu'il a reçus de ses parents et les cicetrices qu'ils ont laissées sur sa personnalité.

L'audience rencontrée, par ces analyses en République fédérale d'Allemagne, suffirait à montrer combien cette mise en question de l'éducation autoritaire est investie de significations politiques. Toute une génération semble se retrouver autour du même rêve : celui d'un monde où l'enfant, libéré de la peur de la violence physique exercée par l'adulte ne pourza plus jamais devenir un apprenti tortionnaire ou son complice muet.

JEAN-MICHEL PALMIER.

#### STRATÉGIE

LE SYSTEME MALITAIRE SOVIETIQUE. -Jacques Sapir ★ La Découverte, Paris, 1988, 343 pages, 180 F.

Voilà un livre remarquable à plus d'un titre: l'ameur ne se sent pas tenu de se plier aux slogans de l'OTAN on des milieux militaires et industriels ; il se refuse à l'habituelle pratique française, dénoncée aux Etats-Unis, qui fait de l'URSS un prétexte à effets idéologico-médiatiques, plus qu'à une recher-che sérieuse : il met en évidence l'abondance de sources de renseignements et de jugement

que l'on veut ignorer en France. des forces, menace, mythes et illusions de la technologie, et système militaire soviétique sous tous ses angles, genèse, organisation et fonctionnement. L'analyse sans complaisance, appuyée sur des rappels historiques et techniques, et une documentation exceptionnelle, en font sans doute le livre le plus important, et le plus pertinent, qui ait jamais été écrit en e sur le sujet. C'est un ouvrage de réfé-

ANTOINE SANGUINETTL

Des professionnels de l'écriture à votre service pour

(Publicité) -

Rédiger, remanier, exregistrer le livre que vous portez en vous.

Ecrire à : · · · SOS Manuscrit 11, Rue Boyer-Barret 75014 Paris

#### LA PAIX SURARMÉE

★ Editions Pour le Science, diffusion Belin. Paris, 1967, 167 pages, 120 F.

« On ne guérirait pas d'une guerre atomique. On ne peut donc que s'en prévenir », écrit le professeur Léon Schwartzenberg dans la préface de la Paix surarmée. Cet ouvrage reprend quatorze articles parus de 1979 à 1987 dans le magazine Scientific American, et dans le magazine Scientific American, et dans la version française Poso la Science, tous rédigés par des universitaires américains, dont la tonalité « pacifiste » n'entame en rien le sérieux des informations. Parmi les sujets serieux des miormanoss. Farmi les sujets traités : les incertitudes d'une attaque nucléaire préventive, les logiciels de la guerre des étoiles, l'hiver nucléaire, les forces nucléaires françaises et britanniques... Tous les textes sont illustrés par une profusion de tableaux, cartes et schémas. Un index complète utillement cet garages indispensable page. tableaux, carries et manage indispensable pour une bonne compréhension scientifique et tech-nique des enjeux de la guerre et de la paix.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET.

LA DGA FACE AUX DEFIS DE L'AVENER. -Ministère de la défense DGA ☆ Diffusé par la FEDN, Hôtel national invalidas, Paris, 1967, 244 pages, 140 F.

La Fondation pour les études de défense nationale présents ici le compte rendu d'un colloque qui s'est tenu en octobre 1986, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Délégation générale pour l'annament (DGA). De nombreux militaires, ingénieurs de l'armement et industriels, y out participé. Ils ont fait le point sur quatre questions princi-pales: armement et stratégie, devenir de l'industrie de défense française, relations pales: armement et stratégie, devenir de l'industrie de défense française, relations internationales et activités d'armement, la DGA et les technologies du futur. Cet ouvrage dresse un panorama très complet des questions que les milieux officiels se posent quant à l'avenir de la production d'armes en France.

#### **EUROPE**

THE TWO GERMANIES SINCE 1945. - Henry Ashby Turner Jr

★ Yale University Press, New-Haven et Londree, 1967, 228 pages, 17,96 dollers et

Parce que les deux Allemagnes n'ent entamé que dans les années 70 la normalisation de leurs relations, on sous-estime le fait que, depuis 1945, elles n'ont cessé de se définir l'une par rapport à l'autre. La compétition pour la reconnaissance internationale, l'utilisa-tion de l'esutre» comme repoussoir ou fairevaloir sont bien commes, mais, comme le montre cette synthèse événementielle, claire et concisc, ce sont aussi les systèmes sociaux res-pectifs qui s'expliquent Pun per l'autre : le présence de la RDA justifie le discrédit du communisure en RFA mais, sans la première, les majorités conservatrices auraient-elles accepté la mise en place de l'Etatnce ? N'est-ce pas le miracle éconor que ouest-allemend qui a contraint les dirigeants du parti au pouvoir (SED) en RADE a tenir davantage compte des désirs matériels de leur population que les autres gouvernements des pays de l'Est ? ms da parti an pouvoir (SED) en RDA à

Les deux Républiques sont incompréhensi-bles l'une sans l'autre. L'auteur fournit de nombreux éléments de comparaison concrets : tableau des institutions respectives, aperçus sur la vie culturelle (essentielle pour saisir l'évolution en RDA), taux de participation anx consultations électorales, niveau de satisfaction des deux populations en biens d'équi-

JEAN-JACOUES GUINCHARD.

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE CONTEMPO-RAINE, WEIMAR, III REICH; RFA/RDA. -Sous la direction de Gilbert Badia

★ Messidor, Editions sociales, Paris, 1987, deux yolumes (574 et 634 pages), 375 F

De la révolution de novembre 1917 aux Elections du 25 janvier 1987 (en RFA), l'Alletoire ne pouvait être que monumentale. Heureusement, le monument se visite agréablement : lisibilité optimale, notes rédultes au minimum et proposée et surtout une riche jeonographie. êcs en marge,

Le premier volume dévoile les faiblesses mortelles de la République de Weimar, qui a coïncidé avec une floraison culturelle extraord'un suicide : les auteurs montrent une Répu-bique déjà transformée en dictature avant les

oublié, ni a fortiori éludé. Le renouvellement de l'historiographie depuis les années 60 et les débats sur la nature de l'hitlérisme ont été mis à profit efficacement. En marge, des - choses vues » par Gilbert Badia, présent en Allema-gne dans les années 30, familiarisent le lectour avec l'atmosphère du temps.

Le volume sur les deux Etats d'après 1949 est his austi très complet. Peut-être les auteurs sont-ils parfois un peu plus compréhensifs pour la RDA que pour la RFA... Mais ceia ne les empêche pas d'indiquer quelles libertés font défant à l'Est. An lecteur de former son

J.-J. G.

#### DROIT

LES JURIDICTIONS DU TRAVAIL TRAITÉ DE DROIT DU TRAVAIL, tome 9. - Alein Supiot ★ Delicz, Parie, 1987, 760 pages, 300 F.

Un tel titre dans une collection scientifique autonce naturellement une étude technique des tributsux intervenant dans la mise en œuvre du droit du travail et particulièrement des prud'hommes, dout l'auteur est un des meilleurs spécialistes. Déployant une très réelle compétence de sociologue de l'univers juridique, l'auteur, après un bref historique et une comparaison intensationale, s'attache à l'étude minutieuse des atratégies mises en œuvre par les partenaires sociaux et des célèbres conflits de jurisprudence entre les cham-bres sociale et criminelle et la Cour de cassation, sans omettre de souligner l'apport spécifique de la juridiction administrative. Il montre comment les syndicats ouvriers et patronaux, non contents d'obtenir application du droit au comp par coup, n'ons cours de ces vingt dernières années le droit dans la définition et la conduite de leurs stratégies respectives. Le jeu sur la norme, via le travail d'interprétation mené par les tribunaux, apparaît ainsi comme l'une des grandes «ressources politiques» des uns et grandes «ressources politiques» des uns et des autres (en matière de représentation du nnel ou d'exercice du droit de grève, par exemple). Quant aux conflits de jurispru-dence, ils constituent un terrain idéal d'observation de la sourde latte que ne cessent de se livrer la vieille logique civiliste, contractua-liste, individualisante, et une logique statu-taire dont des indices convergents montrent qu'elle bet aujourd'hui en retraite.

Une brillante manière de souligner que le droit n'est pas l'affaire des seuls spécialistes.

JACOUES LE GOFF.

• LES SYSTÈMES ÉTRANGERS DE SÉCURITÉ SOCIALE. - Jean-Pierre Dumont (Économica, Paris, 1987, 337 pages, 125 F) : une étude fouillée des principaux systèmes dans les pays occi-demaux, socialistes et du tiers-monde.

EAST GERMANY TO THE 1990s. - David Childs ★ The Economist Intelligence Unit, Londres, 1987, 96 pages, 95 livres.

Au début du mois de février, le go de Berlin-Est a expulsé vers la RFA physicus représentants de l'opposition. Cette mesure illus-tre le peu de sensibilité de la direction du SED sux charmes de la « glasnost ». La RDA pourrat-cile encore longiemps s'opposer aux vents qui soullent de Moscou ? Telle est l'interrogation qui traverse l'étude très documentée de David Childs. Dans leur résistance, explique l'auteur, les dirigeants est-ellemands s'appaient sur certains succès — symbolisés par les performances des «combinats», énormes conglomérats industricis disponent d'une marge d'antonomie » et sur un niveau de vie reistivement élevé. Mais les marges s'amonocilent avec la dimination de la compétitivité, le poids de la défense, le gáchis écologiq La direction du SED se trouve donc placée devant des choix cruciaux alors même que le grand âge de M. Honocher (somann-seize aus) pose les problèmes de la succession. Deux chapi-tres particulièrement intéressants sont consacrés sux relations avec la RFA et su rôle croissant du

ALAIN GRESH

LIVERPOOL: GATEWAY OF EMPER. - Tony

166 pages, 4,95 livres.

An Royammo-Uni, Liverpool est la plus décriée des victimes de la désindustrialisation (voir le Monde diplomatique de mars 1987). Dans l'étude savourense qu'il lui consacre, Tony Lane analyse les modèles de comportement qu'ont élaés, depuis deux siècles, anni bien les élites que les masses populaires. Il étudie surtout les caté-gories ouvrières liées à l'activité portusire, dominant le marché local de l'emploi, et montre combien leur culture, qui a pu sembler si folle au dehors, fut me réaction essentiellement rationnelle à la simation sociale qui a prévain jusqu'aux

A présent que les anciennes «portes de l'Empire » béent sur le néant, la conclusion ouvre pourtant une bien curiouse perspective, emprun-tée à l'utopie victorienne : créer une «vraie» citéjardin où fleurisait toujours la culture « acouse ».

chacun d'eux réigit à se manière.

ne l'aient pas eux-mêmes ourdi.

- Oui, tu le peux

prétentue tentative de fuite.

authentique rédemption.

note timide d'espoir de ce drame...

voulais, cela ne serait pas facile. »

partie de lui-même, son impossible situation.

FRANÇOIS POIRIER.

DESILLUSIONS AFRICAINES

Le tourbillon du pouvoir

ANS son nouveau roman, le premier depuis vingt et un ans, l'écrivain

nigérian Chimua Achebe suit l'itinéraire en spirale de trois amis,

anciens condisciples, entraînés inexorablement dans le tourbillon du

pouvoir. Chacun d'entre eux risque la mort, aussi bien morale que physique :

perdu toute autorité morale. Pourtant, président et dictateur militaire de l'Etat

ouest-africain du Kangan, Sam - pour ses intimes - mais Son Excellence pour

tous les autres, semble le mieux contrôler la situation. Pour se protéger de ses

anciens amis, des hommes d'honneur, il est tombé dans les griffes de cyniques,

tel le professeur Okong, ou de sinistres assassins, tel le commandant Ossai, son

chef de la sécurité. Ils ne peuvent pes l'arracher à son destin, à supposer qu'ils

membre du cabinet, responsable à l'information. Mal à l'aise, suspecté de plus

en plus par le président, il résume à sa fiancée Béatrice, qui est la meilleure

tains de ces clowns que tu as vus hier soir [une brochette de riches escrocs

aperçus à un diner présidentiel]. Pourquoi alors suis-je encore là ? L'honneur

et tout le reste exigent que j'envoie ma lettre de démission, mais le puis-je ?

Un peu plus éloigné de ce centre du pouvoir dévorant, Chris Oriko, un

« ... Nous ne sommes pas le cabinet. Le vrai cabinet est composé par cer-

- Je t'ai dit que je n'avais pas assez d'énergie pour le faire... Même si je le

L'instinct de Chris ne le trompe pas : la démission n'est pas une option

Le troisième ami, Ikem Osodi, est le plus éloigné du centre du pouvoir.

ossible. Par contre, à un moment de crise, il sauvers son honneur en refusant

l'arbitraire du pouvoir. Et il mourra alors que, déjà, la foule célèbre la chose de

C'est pourtant un poète et journaliste pugnace, qui publie la National Gasette et utilise ses colonnes pour déverser des commentaires radicaux sur tout ce qui

suscite son indignation. Sous la joie, l'esprit, la vitalité, transparaît un désir de

mort accentué par le sort de ses amis. Quand Chris refuse son licenciement par

le président, il est simplement liquidé par les hommes de la sécurité durant une

La fin du roman voit Béstrice, qui s'est découvert des qualités de prêtresse sous ses dehors de brillante diplômée, baptiser l'enfant posthume d'Ikem et lui

auribuer le nom d'Amaechina (« que le chemin ne se ferme jamais »). Seule

NTHILLS OF THE SAVANNAH est le plus sombre de tous les romans de ANTHILLS OF THE SAVANNAH est le plus sombre de tous les rumans de Chimus Achebe (1): le dénouement tragique semble englober toute une génération, celle qui s'est formée su collège Lord Lugard dans les années du

colonialisme déclinant. Mais le livre rappelle aussi que ces hommes n'étaient

pas, même s'ils le pensaient, l'ensemble de leur génération. Tout autour d'eux,

les gens ordinaires du Kangan continuent de souffrir et, parfois, de rêver à une

Le plus préoccupé par sa survie périra comme les autres, mais après avoir

ANTHILLS OF THE SAVANNAH, de Chinna

Achebe, Heinemann, Londres, 1987, 233 pages.

#### ÉCONOMIE

UN CHOC DE NATIONS. - Anton Brender ★ Hatier, coll. « Astmitté Economis diale », Paris, 1988, 163 pages, 65 F.

Directeur adjoint du Centre d'études pros-pectives et d'informations internationales, Anton Brender analyse, d'une plume image la collision des mations, dont le récent kra n'aura été qu'une illustration plus tonitrano que les autres.

La seule contrainte qui s'impose "La seule contrainte qui l'impose aujouritud à l'activité des entreprises en la rentabilité, pas la nationalité. Vouloir établivune solidarité totale entre le destin économique d'un pays et ceixi de ses entreprises demande de plus en plus des talents d'illusionaite », écri-il. Désamain, « les entreprises sons engagées dans une concurrence planétaire, mais c'est entre les nations que le travail se divise aujourd'hui de plus en plus plantiaire, mais c'est quire ses muouss que se travail se divise aujourd'hat de plus en plus finement au niveau mondial ». A. Brender démolit un passage le mythe du « village planétaire », tout comme ceini de l'entreprise « porte-drapeau ». Chaque nation doit « presdre en main la défense de sa place dans l'éco-nomie mondiale ». Une manœuvre difficile en période de bourres ne, et qui exige autunt de sens politique que d'art de la prévisi

JACOUES DECORNOY.

CELLES DE LA TERRE. AGRICULTRICE : L'INVENTION POLITIQUE D'UN MÉTIER. -Sous la direction de Rose-Marie Lagrava

★ Éditions de l'École des heutes études en sciences socieles, Paris, 1967, 255 pages, 130 F.

Agricultrice : mot incomm du dic Agricultrice; mot incomin du dictionnaire? Le vocabulaire « officiel » est le parfait reflet d'une situation socio-politique. Un groupe de cinq chercheuses, dirigé par Rose-Marie Lagrave, entame le défrichage d'un terrain mai consu, parce que occulté : au-delà de la révolution silencieuse » qui a bouleversé les campagnes françaises depuis quatre décennies, une mutation, plus silencieuse encore, s'est opérée, qui a trait à « la participation des assicultrices au chamement nocial de la nevagricultrices au changement social de la paysamerie ».

A travers - notamment - l'analyse de l'action de la jounesse agricole catholique comme - culture fondatrice -, de la question de la codification juridique du statut d'agri-cultrice, de l'unage des paysannes dans les manifestations professionnelles, apparaissent les acquis des « militantes de la terre ». Intéses soluts oce « militaines au terre », elles grées décormais au « champ politique », elles constituent cependant « tout juste une sorte de décompression d'un pouvoir jusqu'à pré-sent hégémoniquement masculin »,

11777 - 1 mar hamme 三日本語(日本) (大変) fitte Freie Bum. Tare ...... '## 7.

IF IF ION AID ON

The second of th

THE PERSON NAMED AND POST OFFICE ADDRESS OF THE PERSON NAMED AND PERSON NAMED AND POST OFFI ADDRESS OF THE PERSON NAMED AND POST OFFI ADDRESS OFFI ADDRESS O The Table of State of

A STATE OF STREET

23 3 THE ST THE SE

THE THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY AND A

THE RESERVE OF THE PERSON THE REAL PROPERTY.

Section 19 and 1

OR THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY

STATE OF THE SECOND SECOND

THE PARTY OF THE PARTY OF

IN LABOUR BRANT LONG

FESSIA SOR HAN

THE R SHE SHARES ME

THE PART OF THE PART OF

12 TH R. S. 11 TH R. P. PARKS

THE PERSON OF MINE AND PROPERTY.

PROPERTY OF STREET

STERRICAL SERVICE SERVICE

CONTRACTOR OF STREET

program arms for the legisles a many

manner in bereite der B

men an hinter at the tree week

THE PROPERTY OF THE REPORT

048 03 03 8593

THE STREET CONTRACTOR

YORD-SUD

185 TEL --TANKE TO FREE NAME

100 - 200 Esta

me Tamas Pa

TO THE PART OF THE PARTY

STEED BE SEE A ME The state of the s

The rest of the same of

To the said fine

Richard Control of the State of THE PART OF THE PARTY BELLEVILLE The rest of the second Commence of the party of the pa des merreter be så er einer rettent COME IS 1940 TO SECURE ONL Charles and the frequency Salam state Aut # m 「中の日本に は 日本 日本 STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA The late of the late in THE RELIEVE WHEN The state of the s er fra in be betein glaufenten. The second second section de un The state of the second ---The same The state of the s Tana in tes the feating with The same with the STATE OF THE STATE OF STATE OF THE STATE CONTRACTOR NO. 14

ASIE

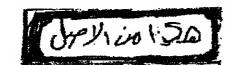
SPEC THE MANDEN COM A STANKET - WARM BOTH Sign from her I program Gal Don't War . It berter & the

The factor of Partitions in the Partition of the Partitio Magazine Magazine And the second s to the party that the The SE'S. P. SEC. J.

GERALD MOORE.

(1) Œuvres traduites en français: Le Monde s'effondre, Présence africaine, Paris,
 1972; le Malgise, Présence africaine, 1974; la Flèche de Dieu, Présence africaine, 1978;
 le Démagoque, Nouvelles Editions africaines, Paris, 1977; Femmes en guerre, Hatist,
 Paris.

THE PARTY OF THE P The second



# ivre

# **ECONOMIE**

UN CHOC DE NATIONS. - Anton Brake W Hatter, coll. & Actuation of the Actua

Directeur adjoint de Coure de la page de la page de la control de la con

que les autres.

La seule contrainte plus les estates et la seule contrainte qui vince en la seule contrainte qui vince en la seule pas la nationalité voite en manue solidarilé totale entre le dem en demande de plus en plus de se esta demande de plus en plus de se esta prises sons engagées dans me saint financiaire, mais c'est entre les mes financiaire, mais c'est entre les mes financiaires, mais c'est entre les mes financiaires divises aujourd'hui de plus financiaires en main la défense de sa plus dain la saint mondiale . Une manueux financiaires en main la défense de sa plus dain páriede de bourrasque, et que la prévise sons politique que d'art de la prévise la sons politique que d'art de la prévise.

JACQUES DECONNE JACQUES DECORNO

CRILES DE LA TERRE AGRICUITO L'INVENTION POLITIQUE D'UN NETR Sous la direction de Rose-Mane Ligna re Édizione de l'École des hants (ma) sciences sociales, Paris, 1967, 26 ha

Agricultrice: mot income de deine Le vocabulaire « officiel » est le public d'age attuation socio-politique la public ciseq chercheuses, drigé par Rushi, ciseq chercheuses, drigé par Rushi, lagrave, entame le définchage d'un mail comme, parce que occulte: sodd en mail comme, parce que a public de public que militar que multation, plus alencies en multation, plus alencies en seu opérite, que a tratt à « la participant apprenditrices au changement social à la participant de la comme de

A travers - comment - finish to the comment - continue of conductive of the comment - continue of conductive of the cond de la codificación jundance de la general de la codificación jundance de sena de codificación jundance de sena de codificación professionnelles, apositivamente de la codificación de sena de codificación de gotes denormas as a champ polinge, a de décompression d'un pouvoir pupit, ment legimone quement massulte.

# in du pouvoir

THE SAVANNAH, de Clim in, Lendres, 1987, 233 pages

mier depute vangt et un ans, l'écrein sepuis vingt et un ans, lemma mart, mei bien morale que physique:

**frica comeser les a**utres, mais après soir produita consegue les suures, mais spris roi produitant et dietateur multane de l'An mais Son Excellence pur la situation. Pour se protéger de m a sembé dans les griffes de craique. The Personne & son destin, a suppose qu'à

de die puevoir dévorant, Chris Orila m a fience Betrice, qui est la mellem

Le veni cabinet est composé par es-The said was brochene de nebs sens alors entre entre là ? L'houser tere de démission, mais le puis-je !

was d'anargie pour le faire... Même a pl

les : le démission n'est pas une opin de de de la comité de la chare la chare

to ples florgae du centre de porte. proposes, que publie la National Garette mentrires redicana sur tout et qui Oracie Chris refuse son licenciement pr por les hommes de la sécurité durant me

a ner découvert des qualités de préting Ingricer l'enfant pusthume d'ikem et lu l'enfant pusthume d'ikem et lu e chemin se se ferme jamais »). Suk

est le plus sombre de tous les romans Lard Lugard dans les annés de Lugard dans les annes n'eurn's que ces hommes n'eurn's les gantes que ces hommes n'eurn's la large gantes de la large gantes de

GERALD MOORE

Prisence africaire, Prisence africaire, part.
Prisence africaire, 1971:
Femores en guerre, Hair.

#### TIERS-MONDE

L'ENJEU ALIMENTAIRE NORD-SUD. CINquante-six schémas pour comprendre. -Bertrand Delpeuch

\* Syros, coll. « Alternatives économ gues 3, Paris, 1987, 158 pages, 49 F.

Rédacteur en chef pendant physicurs années de la Lettre de SOLAGRAL, Bertrand Delpeuch a pu accumuler patiemment les statistipeuch à pa accuminer patienament les statisti-ques et exemples qu'il nous livre aujourd'hui, pour illustrer et commenter la sinustion ali-mentaire mondiale. Un ouvrage de praticien, fait de schémas et de graphiques brièvement commentés, qui offre des exemples propres à sensibiliser le lecteur non spécialiste.

En trois mouvements, compêtre, comprendre, agir, l'essentiel est dit : la faim est le fruit de la privation des moyens de production, de la terre pour les paysans (voir l'impressionha terre pour les paysans (vois impression-nant graphique sur les paysans sans terre, p. 60), du travail, salarié ou non, pour les autres. La mondialisation de la concurrence sur le plan des productions agro-alimentaires sur is pain des productions agro-alimentaires ne fait qu'aggraver le mai, et des mesures pro-tectionnistes sont absolument nécessaires pour que vivent les agricultures paysannes, seules capables, à l'inverse des industrielles, de sauvegarder le travail et la terre nourricière. Les Etats ne mettent évidenment pas en œuvre de telles politiques, si les acteurs socieux n'ont pas une claire conscience des risques ourus. Puisse ce livre les y aider,

FRANÇOIS DE RAVIGNAN.

AU TEMPS DES ISLES A SUCRE. Histoire d'une plantation de Saint-Domingue au XVIII siècle. - Jecques Cauna

\* Karthele-ACCT, Paris, 1967, 295 pages.

La guererio Flaurian était l'une des huit mille exploitations de Saint-Domingue, « île à sucre » des temps oubliés. A travers son évocation, ce sont deux siècles de celle que l'on noument la « reine des Antilles », la perie des Caralbes, l'île d'Halti, qui défilent sous nos yeux. La vie au jour le jour dans les plantations, celle des esciaves exténués par la durée des travaux agricoles, celle de la société des grands propriétaires de la terre, est relatée avec une étomante vivacité. La culture avec une étonnante vivacité. La culture sacrière en grands domaines va transformer l'économie insulaire de façon radicale. Avec le l'economie insulaire de laçon raccale. Avec le développement des échanges se confirme l'ascension d'une bourgeoisie coloniale expor-tatrice. Une geste passionnante et peu commo qui se lit comme un roman d'aventures.

CAROLE DANY.

#### NORD-SUD

THE U.M. IN OR OUT - A debate between Ernest Van den Hoeg and John P. Conrad ★ Pienum Press, New-York, 1987, 255 pages, 19,36 dollars.

Face à face : un adversaire et un partisan da système des Nations unics. Le professeur Ernest Van den Haug, membre de la Heritage Foundation Foundation, comme par ses liens avec le sec-teur le plus conservateur de l'administration Reagan, expose les thèses néolibérales oui. pour l'instant, prévalent à Washington, tandis que John P. Conrad, criminologue et expert à l'Institut des Nations unics en Asic et en Extrême-Orient, lui apporte la contradic

Pour Hasg, les graves difficultés du tiers-monde (famine, pauvreté, etc.) ont leur racino dans les politiques de planification centralisée dans les politiques de planification centralisée et de contrôle des prix, ainsi que dans les maladresses commises par les gouvernements, encouragés par la bureaucratie de l'ONU. L'un après l'autre, les différents organismes des Nations unies sont passés au crible de sa critique – et jugés inutiles. Tout en reconnaiscomples — et juges mathes. Foct en foces sent les errenrs et même les crimes con par de nombreux gouvernements, et pas seule-ment dans les pays en voie de développement, J. Conrad estime que l'ONU n'en est pas ellemême responsable, tandis que ses agences spé-cialisées fournissent de l'aide pour bâtir des économies saines et soulager les souffrances. Il

ALEJANDRO TEITELBAUML

#### ASIE

U.S. SPONSORED LOW-INTENSITY CON-FLICT IN THE PHILIPPINES. - Walden Ballo & The institute for Food and Development Policy (145 Minth Street, San-Francisco, Cal. 94103, Etato-Unio), 1867, 118 pages, 6 def-

Spécialiste des problèmes da Pacifique, Walden Bello expose de façon impide le - cas » philippin, d'autant plus explosif que l'archipel tient une place considérable dans le cas » philippin, d'aumus pau capada y l'archipel tient une place considérable dans le dispositif stranfgique américain. Il rappelle les conditions dans lesquelles l'alliance du colonel américain Landale et du président Magayl'éconsement, après la secon fiale, du soulèvement mistes Huks. Il analyse la politique de M. Marcos et le jeu des forces sociales sous la dictature, notamment l'arrivée de l'armée sur la scène politique et la résurgence du mouve-ment révolutionnaire. Son étude de la fin du règne de Marcos montre comment les Etats-Unis ont moiss tenté de renverser le potentat corrompu que de réformer de l'intérieur le système. L'auteur souligne les erreurs tactiques du PC depuis l'arrivée au pouvoir de M= Aquino; mais anssi les blocages du régime (relations entre l'armée et le gouverneent, absence de réforme agraire, etc.). Washington fora tout pour conserver see bases militaires, mais il sera plus difficile qu'en 1950-1953 d'écraser le mouvement insurgé. 1950-1953 d'écraser le mouvement insurgé. Déjà, les réseaux « privés » américains d'extrême droits tissent leur toils d'araignée AFRICAN AND CARIBBEAN POLITICS. -Manning Marable

\* Verso, Londres, 1987, 314 pages,

Manning Marable nous offre un bilan critique de l'action des mouvements de libération et partis anticolonialistes parvenns au pouvoir dans les Antilles et l'Alrique angiophones. Après avoir délimité ce qu'il appelle les contours historiques de la politique de l'Afrique (prise dans son ensemble) et des Carafbes au cours de ces dernières années, il examine en détail l'action de deux dirigeants chacierassis. détail l'action de deux dirigeants charismatiques: Kwame Nkrumah, président du Ghana jusqu'au coup d'Etat militaire de 1966, et Maurice Bishop, assassiné en 1983 par ceux avec qui il avait fait la révolution à la Grenado.

Dans un chapitre très éclairant, Manning Marable décrit les échecs, en Afrique et dans les Caralbes, des divers socialismes « imposés d'en haut », grâce à l'accumulation du pouvoir d'État aux mains de l'élite dirigeante du parti. Ce sont les luttes anticoloniales elles-mêmes pri enviet formé les annicoloniales elles-mêmes qui avaient formé les populations à être oxi-geantes en matière de libertés civiles, de plurageantes en matière de libertes civiles, de plura-lisme culturel etc., toutes valeurs qu'elles égi rarement connues après l'indépendance.

BERNARD CASSEN.

#### **AFRIQUE**

MOROCCO TO 1992 (GROWTH AGAINST THE ODOS). - Michel Sutton

★ The Economist Intelligence Unit (ERJ) (40 Duke Street, Londres W1A 1DW), 1987, 103 pages, 3 certes, 95 livres.

Dans ce rapport, Michel Sutton analyse les perspectives de croissance du Maroc à l'horizon 1992. Il décrit les grandes tendances actuelles de l'économie de ce pays maghrébin ainsi que les objectifs du plan de développement 1988-1992

L'autour constate que, maigré l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté me, près de la moitié des exportation marocaines continuent de se faire en direction de la CEE. Et les trois quarts des exportations de fruits et de légumes vers la France.

Le rapport, extrêmement documenté, souli-gne les atouts du Maroc, non seulement dans l'agriculture et le tourisme mais également dans l'industrie textile et le pêche; il prévoit une croissance souvelle provenue de 3.75.5. une croissance annuelle moyenne de 3,75 %. (le plan prévoit 4 %) au cours des cinq pro-chaines aunées.

IGNACIO RAMONET.

#### PROCHE-ORIENT

THE SOVIET UNION AND THE MIDDLE EAST. - Basil Dmytryshyn, Frederick Cox ★ The Kingston Press, Princeton, 1867,

Parmi les pays de l'Orient, trois ont joné un rôle capital dans la stratégie soviétique depuis Lénine: l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie, qui, jouxtant les frontières de l'URSS, intérescon directement sa sécurité. Par là même, ils tiennent une place à part dans sa politique étrangère. Le livre de Basil Dmytryshya et Frederick Cox est un recueil de documents officiels couvrant la période 1917-1985, et qui illustre les continuités et les chanillustre les continuites et les changements de la politique de Moscou à l'égard de Kaboul, Téhéran et Ankers. Une orientation générale se dégage de cet ensemble de textes : la volonté de l'URSS d'instaurer avec ses voisins, quel que soit le régime en place, des relation tes et sa peur de toute déstabilisation, les conséquences à l'intérieur de ses prodont les conséquences à l'intérieur d pres frontières seraient incalculables

#### HISTOIRE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LA FIN DES COLONIES. - Yves Benot

★ La Découverte, Paris, 1988, 273 pages.

Lorsque M. Mitterrand a placé en 1981 son entrée à l'Élysée sous le patronage de Victor Schoelcher, ce fut l'occasion, spectaculaire, d'affirmer l'importance de l'abolition de l'esclavage en 1848. L'ouvrage d'Yves Benot permet de faire émerger un « impensé » de notre histoire, cette figure de l'Autre, intégrée jasqu'à l'ignocance. L'esclavage, la traite, les colonies : autant d'appendices... L'auteur montre la complexité des lignes de clivage qui aboutissent, le 4 février 1794, su décret d'abolition de l'esclavage par la Convention. Systélition de l'esclavage per la Convention. Systé-matiquement ignoré par tous les courants de l'historiographie française, à l'exception de Jaurès, ce problème révèle la révolution en même temps qu'il rejailit sur elle. La lidélité à certains principes a tenu de l'hérokuse au temps où le succès de la révolution passait par la résurrection de la grande nation aux « frunla risurrection de la grande nation aux « from-tières naturelles ». Ralire cette histoire anjourd'hui, c'est aussi s'interroger sur l'espé-rance canaque, sur ce dialogue impossible avec une France autocentrée qui s'attache à

FRANCOIS DOSSE

RECTIFICATIF. - Dans l'article d'Yves Florenne rendant compte da livre de Jean-Michel Palmier, Weimar en exil (le Monde diplomatique, décembre 1987), une erreur de transmission nous a fait chiffrer à « cinq millions » le nombre des émigrants aux États-Unis de 1933 à 1945. C'est « cinq cent mille » qu'il fallait lire. Notre collaborateur précise toutefois que les estimations varient selon les sources, d'autant que les statistiques ne sont guère fiables.

## « Pour l'Afrique », d'Edgard Pisani

Par YVES FLORENNE

N livre, ce qui est rare, à la fois lucide et passionné. Il s'ouvre par trente pages d'un « inventaire » dont le solde ne cesse de descendre implacablement ous de zéro. Le livre entier (1), d'ailleurs, est cet inventaire, dans l'exposé de ses causes néfastes et le rappe nsistant du remède, inséparablement économique et social, Tout de suite, tout est dit : « Le bilan ne serait pas si désastreux si l'Afrique, dès l'abord, avait pu être elle-même. »

Certes, le désastre est dans la logique d'un développement illusoire apporté par l'Occident, amplifié sur place par une gestion inconsidérée. Le résultat, c'est que, depuis un quart de siècle, et à vitesse accélérée, la masse de la popudata tes accesses, et a respective de la population africaine, qui est paysanne, méprisée et découragée, déserte ses terres, attirée par des usines qui na tournaient déjà plus, ou à peine, et assiège des villes surpeuplées où — au sens le plus fort — elle n's rien à faire.

De cette « logique destructrice », l'Occident pourrait n'être qu'inconsciemment responsable, dans la mesure de son incapacité à concevoir un autre développement que le sien propre, et d'autre modèle que lui-même. Il l'est bien davantage parce que, ce faisant, il ne perd pas de vue ses propres intérêts, mesurés à son aune, qui est celle de l'esprit mercantile et du profit. Bref, bien évidemment peu soucieux de se susciter de possibles concurrents, il l'était de créer une clientèle devenue suffisamment prospère, avide de ce que ses vitrines lui découvraient, et solvable. Du mirage d'une industrie tournée vers l'exportation, donc source de richesse immédiate, seuls quelques vieux chefs africains se défièrent, et réussirent plus ou moins à en tempérer les effets. La plupart des nouveaux dirigeants ne connaissaient eux-mêmes rien d'égal à un modèle à la mesure de leurs ambitions.

Il fallut attendre longtemps pour que le plus jeune d'entre eux, qui parvint tard à la tête du plus pauvre des Etats africains, confessăt collectivement ce qu'il appela € nos propres erreurs et nos propres fautes » - qui n'étaient en rien les siennes - et formulât la vérité la plus simple, dont la méconnaissance a conduit l'Afrique où nous la voyons : « Le bonheur est celui que l'on veut se définir soi-même, pes celui qu'on voit chez les autres ». Cet homme s'appelle, ou plutôt s'appelait, Thomas Sankara.

C'est la marche de l'Afrique à sa propre mort que décrit Edgard Pisani. Salon lui, elle pourrait bien y entraîner tout le monde, maigré elle. Car c'est dans la rivalité des grandes puissances à son sujet que l'auteur croit discemer la seule cause vraisemblable d'une guerre totale. Qu'on en pense ca qu'on voudra ; mais il est difficile de trouver excessif son réquisitoire contre le « développement » africain, et caux qui en furent les agents. Un seul exemple, d'autant plus significatif qu'il ne concerne pas l'Afrique noire : cet ouvrage géant, monstrueux, qui devait assurer la prospérité d'une grande nation, fille de civilisation... Et le barrage d'Assouan n'est qu'une « catastrophe écologique ».

Pauvre entre les pauvres, affamés, désemparés, l'Afrique feraît passer pour privilégiées l'Asie et l'Amérique latine. Pour Edgard Pisani, l'exigence vitale est simple : une indus-trialisation modérée à usage interne, et d'abord, avant tout. et tout de suite : « revenir eu paysan. » L'Afrique a fini par le comprendre, comme en témoigne le plan de Legos. Mais des plans aux réalisations... Il n'en faut que plus recréer sans attendre les conditions d'une suffisance alimentaire, à la mesure d'une démographie sans frein — 1 milliard d'Afri-cains à l'aube du prochain millénaire — et qu'il faudra du temps pour ramener au raisonnable. Autre tache : secouer le iouq de la sacro-sainte loi du marché, religion de l'Occident, qui ne cesse de la tourner et détourner, mais l'applique avec rigueur aux pauvres, à commencer par l'Afrique, où elle est une « formidable imposture ».

N s'arrêtera au chapitre sur les femmes, d'autant qu'il est plus bref, malgré les promesses de son titre. Regrettons qu'il n'y soit fait aucune allusion à un sujet qui concerne dans le monde cent millions de femmes, ou plutôt de filles en bas âge : les mutilations sexuelles. De très rares dirigeants africains les ont déplorées, avec modération. Un seul les condamna, aussi publiquement que violemment, jusqu'à prononcer le mot « barbarie ». Ici encore, on retrouve Thomas Sankara. Personne, autant qu'on sache, ne fit allusion à ce courage dans les plus favorables de ses nécrologies. C'est pourtant une des raisons, avec sa volonté d'authentique démocratisation et se lutte implacable contre la comption, qui finirent par provoquer son assassinat. Ja viens de faire allusion au titre de ce chapitre qui se souvient d'Aragon : « La femme est l'avenir de l'Afrique ». C'est bien occasion de rappeler le seul livre exhaustif publié en France sur la question (2), celui de René Saurel, qui vient de mourir, et dont la dernière ligne est lapidaira : « L'Afrique libre naïtra de femmes entières. »

C'est parce qu'il souffre profondément de « son » Afrique qu'Edgard Pisani croit, sait que, si elle « a reçu tous les coups », elle recut aussi tant de dons et d'immenses richesses — qui ne lui sont d'aucun profit dans la condition où elle est réduite. L'auteur veut son acte de foi modeste : « Le nécessaire est possible, le pire n'est pes certain. »

Pour l'Afrique pourrait avoir un sous-titre : « Et pour nous-mêmes ». Le pays de La Rochefoucault devreit être le premier à savoir que l'altruisme, pouvant aller jusqu'au sacrifice, est la forme la plus élaborée, la plus généreuse aussi, de l'égoisme humain. Ou, si l'on préfère : de l'instinct de conservation. Depuis, c'est vrai, on a inventé l'instinct de mort. Reste à choisir. L'Afrique, abandonnée à elle-même, ne le peut pas. Ce ne saurait être que l'œuvre commune de

(1) Odile Jacob, Paris, 1988, 254 pages, 120 F.
(2) L'Enterrée vive, préface de Simone de Beauvoir, Slatkins, embre-Paris.

#### **90CIÉTÉ**

LA RÉPUBLIQUE DES FONCTIONNAIRES. -Thierry Pfister

🖈 Albin Michel, Paris, 1988, 280 pages

Existe-t-il encore, anjourd'hui, en France, un rôle à part entière pour la politique dans la prise de décision publique ? Ou bien, indépen-damment des alées du suffrage, une strate celle de la hante fonction publique — ne dispose-t-elle pes déjà de l'essentiel du pou-voir ? Telle est la thèse, brillamment soutenue par Thierry Plister, dans un ouvrage qui s'appoie, certos, ser une conneissance détaillée des meilleurs travaux universitaires mais aussi, et surtout, sur une pratique des rouages de l'État (l'anteur fut consailler de M. Pierre Mauroy à Matignou).

L'amose entre personnel gouvernemental et hauts fonctionnaires, majoritairement issus du même moule et défendant les mêmes surs, aboutit à un véritable ac da pouvoir effectué au nom de la «compé-tance». Le même phénomène est en train de se metire en place aux niveaux régional et européen. Ce n'est pez d'un tel dispositif que l'on peut attendre des idées très neuves face aux extraordinaires bouleverse aux extraordinaires positoversement proposi-cosmelt le monde. D'où une série de proposiles privilèges des fonctionnaires, ouvrir la vie politique à d'autres acteurs sociaux et modifier les méthodes de gouvernement. Un vrai sujet de débats électoraux. Qui osera s'en sai-

B.C.

LAICITÉ 2000. - Actes du colloque national organisé par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanents. ★ Edlig, Peris, 1987, 208 pages, 89 F.

Longtemps et abusivement assimilée à l'anticléricalisme, le lakité est un concept ouvert, se référant sux valeurs fondamentales de la République : liberté, égalité, fratemité. Des valeurs qui, face à l'offensive néolibérale, ont repris une singulière actualité et qui, bien que non explicitées, ont « porté » le grand mouvement lycéen et étudient de décem-

La Ligue de l'enscignement et de l'éduca-tion permanente, fondée en 1866, et en quel-que sorte fer de lance de l'idéal late, a, depuis quoiques années, entrepris un considérable effort de recherche et de redéfinition théorique. Le colloque « Laïcité 2000 », orgaavril 1986, en a été la première grande mani-festation publique et ces Actes rendent bien compte de sa densité, notamment dans le traitement des pouvoirs et limites de la science et des rapports entre laïcité, religion et culture. Comme le dit Michel Morineau dans sa préface, le laicité, c'est une situation où « m dogme, aucune croyance, aucune doctrine ne dispose de moyens privilégiés pour établir son hégémonie », le meilleur des mondes selon lui étant « ceiul où toutes concourent, mais où висине не дадне ».

#### COMMUNICATION

RAPPORT AU SÉNAT SUR L'AUDIOVISUEL - Jeen Ckzel

★ Journal Official, at 93, tome 3, acres
easion 87-88, Paris, 1967, 574 pages.

Le rapport Chuzel est l'un des documents fondamentaux pour ceux qui suivent l'évoiu-tion, en France, de l'audiovisuel. A travers l'examen des entreprises publiques de radio-télévision, il s'agit d'une analyse de la situation française dans son ensemble. Dans un domaine, la communication, où les chiffres servent plus à soutenir un argument qu'à décrire la réalité, le rapport 1987, établi av l'assistance de Jean-Marc Virieu, présente l'essistance de Jean-Marc Virieu, présente un bilan réservé sur les conséquences de la loi Léotard de 1986, tant dans le domaine des programmes que dans celui de la création.

L'anteur, bien que politiquement proche de la majorité actuelle, avait refusé de participer à l'élaboration de cette loi. Mais le point peutêtre le plus important est que, dans se conclu-sion, il n'aborde plus la télévision sous ses seuls aspects économiques, mais pose les questions de fond sur la rôle du secteur public et sur la mission de-service public, culturel et social qu'il doit remplir. ERIK LAMBERT.

GÉOPOLITIQUE DE L'INFORMATION. - Henry ★ PUF, colf. «Que mio je?», Puris, 1887, 128 pages, 25 F.

Henry Bakis fait le point, avec intelligence tienry Balis IRI 19 point, 2000 michigents, fur une question hautement politique, « le rôle fondamental que jouent, en cette fin de siècle, les réseaux de télématique et de télécommu-nication (satellite, espace circumterrestre) ».

Il analyse les nouveaux enjeux territoriaux, militaires, économiques, culturels et politiques apparus avec une quasi-instantanéité dans les apparis avec une quas-instatuanente dans les communications à l'échelle planétaire ; évoque les problèmes liés à la dépendance technologi-que, la bataille des normes, les flux transfroc-tières de données, l'échange culturel iné-

LA LOI DES SÉRIES. - François Julien

★ Editions Bernard Barrault, Paris, 1987, 192 pages, 148 F.

Maintenant que les chaînes françaises – à défant de produire des fictions nationales – diffusent massivement des séries télévisées américaines, un ouvrage comme centi-ci devemait indispensable. François Julien, qui fait preuve d'une prodigieuse érudition télévi-suelle, propose un recueil de fiches signaléti-ques sur chacune des aéries qu'il classe par genres (policier, western, fantastique, aven-tures, etc.); et dont il établit les dates de difcommentaires de l'anteur sont – quoique enthousiastes – bien souvent superficiels et – omission fort regrettable – les réalisateurs ne sont pas cités. Mais, on le sait, la culture téléphilique est encore dans les limbes, et ce livre, bien illustré par ailleurs, constitue un serve.

#### **OUVRAGES DE RÉFÉRENCE**

SPACE WEAPONS AND INTERNATIONAL SECURITY. - Sous la direction de Bhupendra

itute, Oxford University Press, Oxford, 355 pages, 1967, 32,50 livres.

Avec l'expertise et le savoir-faire qui le caractérisent, le SIPRI propose un ouvrage nale. Une introduction très nourrie de Rhupendra Jasani donne l'état de l'art des systèmes de détection, de surveillance des cibles, d'évalua-tion des tirs, de communication, etc., liés aux armes de l'espace. L'auteur examine ensuite leurs caractéristiques techniques et les possibilités de leur contrôle (en évoquant notamment l'idée d'un traité sur les armes antisatellites), puis il conclut sur les implications internatio-miles du projet américain IDS. Viennent ensuite une vinguine d'essais. Le texte com-plet des traités — ou propositions de traités — relatifs à l'espace, une bibliographie et un giossaire compiètent l'ouvrage.

B. C.

LES CHIFFRES DU MONDE 1988 ★ Encyclopaedia universalla, Paris, 1906, 512 pages, 186 cartes, 180 F.

Sur chacun des 185 pays, les principales données chiffrées concernant la démographie, l'économie et le géographie hunaine. En intro-duction, trois grands articles font le point sur l'année économique 1987; en fin de volume, l'analyse de cinq phénomènes économiques contemporains (le commerce extérieur, le côn-mage, les équilibres budgétaires et l'évolution des prélèvements chligatoires). Une bibliogra-phie et un glossaire complètent fort utilement cut ouvrage de consultation facile.

• LES APPRENTIS SORCIERS DU DÉVELOPPEMENT. - Serge Michailof (Economica, Paris, 1988, 310 pages, 125 F) : deuxième édition d'un sacré aux mythes technocratiques face à la pauvreté rurale.

• LES ÉCHÉANCES SUD-SUD. -François Vellas (Economica, Paris, 1987, 114 pages, 48 F): un élément important dans la mise en place d'une nouvelle stra-tégie de développement du commerce international.

• LES ASSYRO-CHALDÉENS. -Joseph Yacoub (Groupement pour le droit des minorités, 1987, 69 pages, 40 F, 68, rue de Babylone, 75007 Paris) : un peuple oublié de l'histoire.

• L'ANNÉE 1987 DANS LE MONDE. – Edouard Masurel (Gallimard-le Monde, Paris, 1988, 233 pages, 25 F): rassemble les chronologies mensuelles qui paraissent dans le Monde au cours de l'année, complétées d'un index détaillé.

• AFRICASCOPE 87/88. - (Editions Mermon, Paris, 1987, 367 pages, 90 F): guide économique de tous les pays francophones, et pes soulement africains.

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

#### DANS L'AFRIQUE ÉCARTELÉE

# Le spectre de la faim gagne du terrain

Par CLAIRE BRISSET

PLUS que jamais l'Afrique subsaharienne s'enfonce dans la crise : crise agricole, crise démographique, crise écologique, crise financière... Jamais sans doute un continent n'aura dû affronter les effets croisés de tant de désastres conjugués.

Les chiffres parlent d'eux-mèmes. Selon les données que vient de publier l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les besoins en aide alimentaire des quarante-cinq pays d'Afrique subsaharienne atteindront 4,5 millions de tonnes en 1988, soit 42 % de plus qu'en 1987. Or les contributions annoncées par les donateurs n'atteignent pas 3 millions de tonnes. Le reste devra être comblé. « Devra », mais comment ? Par des importations commerciales, donc par un alourdissement de la dette. Ce qui ne sera ni payé ni donné n'arrivera pas, tout simplement. Et l'Afrique, où les besoins alimentaires globaux sont couverts à moins de 80 %, continuera de s'enfoncer dans la malnutrition.

Le pays le plus frappé est de loin, en ce début d'année 1988, l'Ethiopie, où les besoins en aide alimentaire atteignent à présent 1,3 million de tonnes (1). Malgré les efforts considérables déployés depuis plusieurs mois par les organisations membres de l'ONU, la Communauté européenne, le Comité international de la Croix-Rouge et de nombreuses structures non gouvernementales, le soutien extérieur se fait attendre. Moins de la moitié

de l'aide alimentaire requise a été annoncée.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui concentre son action sur l'aide non alimentaire (médicaments, couvertures, petit matériel médical, adduction d'eau, etc.), n'a, jusqu'à présent, recueilli que 13 millions de dollars sur les 22 millions qu'il a demandés en urgence à ses donateurs. Or dans le Tigré, en Erythrée, dans l'Ogaden, les paysans meurent de faim.

#### Du Mozambique à l'Ouganda

U Soudan, la dernière récolte de céréales A a fortement décliné après deux années relativement fastes. Les surfaces plantées ont diminué de 35 % en raison des effets conjugués d'une médiocre - et irrégulière - pluviométrie et des troubles civils qui font rage dans le Sud et tout le long de la frontière éthiopienne. Heureusement, des stocks de céréales ont pu être engrangés dans le pays après les deux bonnes récoltes de 1985 et 1986. Il n'en faudra pes moins 470 000 tonnes d'aide alimentaire pour faire face aux besoins de la population (23 millions d'habitants). Et le Soudan n'est nullement à l'abri des aberrations des circuits de l'aide : il a exporté, en 1986, 300 000 tonnes de sorgho en Belgique - pour l'alimentation du bétail - afin d'atténuer ses difficultés financières, et recu dans le même temps 400 000 tonnes de blé américain...

En Angola et au Mozambique, la pluviométrie est, cette année, plutôt favorable. Mais les deux anciennes colonies portugaises sont confrontées à des guérillas d'une telle ampleur (2) que la production agricole ne peut qu'en souffrir. En Angola, l'aide alimentaire requise atteint 240 000 tonnes, dont 200 000 en urgence. Au Mozambique, presque deux fois plus peuplé (15 millions d'habitants), 750 000 tonnes seraient nécessaires pour faire face à une situation catastrophique.

Scion une étude que vient d'établir le bureau de l'UNICEF à Maputo, le produit intérieur par habitant a chuté de presque 50 % entre 1981 et 1986, pour atteindre 97 dollars, soit un des plus faibles du monde. Du fait de la rébellion du Mouvement national de résistance (MNR) soutenue par l'Afrique du Sud, les troubles y ont pris un caractère endémique; le document de l'UNICEF cite huit massacres survenus entre juillet et novembre 1987 dans les conditions les plus inoules, y compris dans des hôpitaux.

Ces troubles ont pris de telles proportions, notamment dans les provinces de l'extrême nord et dans le sud du pays, que, selon l'UNICEF, 5,1 millions de personnes — un tiers de la population — sont dans une situation de « risque extrême », parce qu'elles sont soit déplacées et sans moyens de subsistance, soit frappées par la famine. 280 000 Mozambicains ont dû fuir au Malawi, où ils vivent dans des conditions précaires. Aussi la mortalité des enfants âgés de moins de cinq am a-t-elle crû de façon vertigineuse, atteignant 375 %. Entre 50 % et 60 % des enfants, dans l'ensemble du pays, souffrent de malnutrition.

En Ouganda, où la saison des pluies a été bonne dans la majeure partie du pays, la malnutrition s'explique, comme en Afrique australe, davantage par les troubles intérieurs que par les caprices du climat.

### Pression démographique et fardeau de la dette

D'ANS les neuf pays du Sahel, regroupés an sein du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) (3), la production céréalière a été de 10 % inférieure à celle de 1986, année de bonnes récoltes. Les pluies ont été irrégulières et mal réparties, et des poches de sécheresse côtoient des zones de surplus. Un exemple : le Mali a enregistré 120 000 tonnes d'excédent (sorgho et mil), qu'il a été difficile d'écouler dans les zones avoisinantes et les pays limitrophes, tant les conditions de transport et de stockage sont mauvaises, et les capacités financières inexistantes.

Le problème des surplus localisés et des poches de disette est de plus en plus aigu en Afrique subsaharienne, aggravé par la balkanisation et les difficultés de transport. L'aide extérieure devra, à l'avenir, intervenir massivement, au moins autant pour réaliser des opérations « triangulaires », que pour acheminer des céréales, parfois inadaptées à la consommation locale, ou destructrices d'équilibres anciens. Ainsi, le Sénégal importe aujourd'hui 400 000 tonnes de riz de Thaïlande et 100 000 tonnes de blé, même lorsque — c'est le cas cette année — la récolte locale de céréales n'a pas été mauvaise et que des surplus existent sur place ou dans les pays voisins.

Dans le Sahel, les mauvaises récoltes ont surtout affecté le Niger et le Tchad (moins 20 % par rapport à 1986), certaines parties du Mali et du Burkina Faso, alors que la production alimentaire a augmenté au Sénégal, en Mauritanie, en Guinée-Bissau, en Gambie et même au Cap-Vert. Il n'en demeure pas moins que des déficits structurels persistent et que, giobalement, pour les pays du Sahel, une aide alimentaire de 760 000 tonnes restera nécessaire avant le prochain hivernage (juillet-septembre).

Cette situation s'explique bien entendu par un faisceau de facteurs qui ne sont pas tous, loin de là, d'ordre climatique. La pression démographique, sur tout le continent, ne cesse de s'accentuer puisque la population y aug-



L'EST DU SOUDAN FRAPPÉ PAR LA SÉCHERESSE Dégradation écologique et

mente globalement de quelque 3 % par an, soit bien davantage que la production alimentaire. En odtre, le rythme de l'urbanisation sur ce continent est le plus sievé du monde (6 à 7 % par an) : dans vingt ans, le moitié de la population africaine vivra dans les villes.

La dégradation écologique et la désertification qui l'accompagne vont de pair avec cette évolution. Le Sahara continue sa progression, pratiquement sans entraves. Pour un arbre planté en Afrique, trente sont coupés et arrachés, et cela malgré les énormes réserves d'eau qui existent sur le continent.

Dernier point, et qui n'est pas le moindre: l'Afrique est aujourd'hui frappée de plein fouet par ce que l'UNICEF appelle la « famine financière », et que l'on pout résumer en quelques chiffres. Entre 1980 et 1985, le flux total net de ressources versé à l'Afrique subsaharienne a baissé de 5 % en termes réels. En 1986, le continent noir a reçu 18 milliards de dollars de la communauté mondiale, sous forme de dons et de prêts (dont 2 milliards seulement de crédits bancaires, en chute libre). La même année, la baisse des matières nières exportées et les remboursements de la dette ont coûté 34 milliards de dollars (4). En d'autres termes, le continent a reversé 16 milliards de dollars de plus que ce qu'il a reçu de la communauté mondiale. Le premier bénéficiaire de cette stupéfiante évolution n'est autre que... le Fonds monétaire interna-tional lui-même, à qui, entre 1986 et février 1987, l'Afrique a versé trois fois et demie le montant de ce qu'elle en a recu.

Conscient de cette aberration et de cette absurdité économique: prêter à l'Afrique pour qu'elle puisse rembourser, le directeur du FMI, M. Michel Camdessus, a obtenu à l'arraché, dans les dermiers jours de 1987, le triplement de la « facilité d'ajustement structurel » du Fonda: 8,4 milliards de dollars seront

affectés, sous forme de prêts à des conditions très douces, aux soixante-deux pays les plus déshérités de la planète, dont la très grande majorité est africaine. Quoique le principe en ait été acquis en juin lors du sommet de Venise réunissant les dirigeants des sept pays les plus industrialisés, les Etats-Unis ont refusé de participer à ce nouvel instrument financier. Le Japon en est, de loin, le premier contributeur, suivi par la Grande-Bretagne puis par la France.

15 Sept. 15

COLUMN TO A STATE OF SIMPLE

France Control of the Control

Diff dan Kirofa 🔞 🐠

Table 1 2 1 % of the second

for the contract of the second

ATRICTOR OF HARMY, MARIN

RESERVED TO A STREET OF THE SECOND SE

Andrew Committee and the State of the State

Kanada da salah di Labara 🚳 🚳

Married for the first trans

Bullengert genene ein ne beitelt.

EUBÉRALISME CO

EE Grone augene

A. 1. 1. 2.

Malgré cette bouée de sauvetage, l'année 1988 commence mal pour le continent noir, plus que jamais écartelé entre les convoitises politico-économiques des Etats les plus puissants du monde. Les Africains en sont bien conscients. Comme l'écrit l'ancien chef de l'Etat nigérian, M. Olusegun Obasanjo: « L'Afrique est aujourd'hui le continent le plus démuni du monde. Mais après vingt-cinq ans d'indépendance, d'erreurs de planification, d'applications déficientes et de mauvaise gestion, auxquelles le monde s'est contenté d'assister, peu compatissant, les Africains dolvent tirer les leçons des erreurs commises pour pouvoir éliminer la faim du continent d'ici à l'an 2000. Je crois qu'il s'agit là d'un objectif réalisable (...). J'ose espérer que le monde extérieur, motivé par la raison et ses propres intérêts, saura aider l'Afrique à s'aider elle-même (5).»

(1) Voir le Monde diplomatique, décembre 1987.
(2) Cl. Afrique australe, une « sphère de confins », le Monde diplomatique, février 1988.

(3) Regroupant les pays suivants : Burkins Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissan, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad.

(4) L'Afrique du Nord et l'Egypte sont comprises dans ces derniers chiffres.

(5) Forum du développement, novembre-décembre

officieur par habitant a chuté de presque 50 % de s'accentuer puisque la population y aug- du Fonda: 8,4 milliards de dollars seront 1987, Nations unies, New-York.

#### Dans ce numéro :.

PAGE 2:

Courrier des lecteurs.

PAGE 3

Qui a peur de la démocratisation en Union soviétique?

PAGES 4 à 6 :

DES NAZIS PARLENT, une enquête d'Alexandre Szombati. – La « polémique des historiens » onestallemands, par Jean-Michel Palmier.

PAGE 7:

GE 7:
Mars 1938, Hitler à Vienne, par Georges Scheuer.

PAGES 8 et 9

ARMEMENTS: L'industrie française à l'ombre de l'Etat, par Jean-Dominique Merchet. — Sur les marchés étrangers: bénéfices illusoires et calculs politiques, par Jean-Paul Hébert. — Le grand bazar aux canons dans le tiers-monde, par Alain Gresh.

PAGE 10 :

Réalisme et éthique en diplomatie, suite de l'article de Clande Julien.

PAGE 11 :

Quart-monde: Des citoyens exclus de la démocratie, par Alwine de Vos van Steenwijk.

PAGE 12 :

Les échecs du président Alan Garcia au Pérou, par Jean-Pierre Boria.

PAGES 13 à 16 :

Le Japon et l'Asie (supplément).

PAGES 17 à 19 :

PALESTINIENS, LA PLUS LONGUE DES RÉVOLTES: La dérive israélienne, suite de l'arricle d'Amnon Kapeliouk. — Choses vues en Cisjordanie et à Gaza, par Sonia Dayan, Paul Kesaler et Jacques Parisi. — Les comités populaires palestiniens, par Amnon Kapeliouk. — Point de vue: La responsabilité de l'Occident, par Thierry Hestsch. — L'autonomie selon les accords de Camp David, par Alain Gresh.

PAGES 20 et 21 :

COMMENT SAUVER L'AUDIOVISUEL FRANÇAIS, par Michel David. — Cinéma, une logique de mort, par Christian Zimmer.

PAGE 22 :

La littérature ivoirienne dans les effluves du « miracle économique », par Bernard Gessane.

PAGES 23 à 26 :

LE SUCRE SOUS L'EMPIRE DES GRANDS: Les marchés dans la tourmente, par Philippe Chaimin. — L'« esprit de Lomé» et l'héritage colonial, par Charles Condamines. — Bio-éthanol, l'énigme européenne, par Anne-Sophie Boisgallais. — Les «éléphants blancs» d'Afrique, par Soraya Meliali. — Les ravages de la crise aux Philippines, par Joël Picart. — Le pari brésilien, par Michel Faucon. — Edulcorants et nouvelles filières, par Henri Villain.

PAGE 27: Dans les revues...

PAGES 28 et 29 :

De l'usage du mot « nation » par les historiens, et réciproquement, par Steven England.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS: «Pour l'Afrique», d'Edgard Pisani, par Yves Florenne. — «La Trique», de Waltraud Anna Mitgutsch, par Jean-Michel Palmier. — «Anthills of the Savannah», de Chinua Achebe, par Gerald Moore.

> Le Monde diplomatique du mois de février 1988 a été tiré à 152 000 exemplaires.

> > ——— Mars 1988

